

Canada



La première banque établie au Canada^{MD}

"MA BANQUE"
POUR UN MILLION DE CANADIENS



La première banque établie au Canada^{MD}

La première banque établie au Canada^{MD}

VOTRE **BMO** 

La première banque établie au Canada^{MD}

La première banque



Offrir à nos actionnaires des rendements constants, solides et durables. Poursuivre la concrétisation de notre ambitieuse vision qui consiste à devenir la société de services financiers la plus performante en Amérique du Nord. Chercher sans cesse à améliorer l'expérience client. Gérer nos activités avec intégrité et continuer d'être reconnus comme un chef de file en matière de gouvernance. Créer pour nos employés un milieu de travail équitable et positif favorisant l'excellence. Agir de façon responsable envers nos collectivités et l'ensemble de la société. Voilà ce que nous faisons. **Voilà votre BMO.**

Table des matières

Voici BMO	Deuxième de couverture	Rapport de gestion	22
Vision et stratégie	Deuxième de couverture	Résultats financiers et situation financière en bref	24
Faits saillants	1	Données complémentaires	78
Message du président du conseil aux actionnaires	2	États financiers consolidés	92
Message du chef de la direction aux actionnaires	3	Notes afférentes aux états financiers consolidés	96
Rétrospective financière de 2006 par la chef des finances et des affaires administratives	6	Membres du Conseil de gestion	135
Revue des activités de 2006 par le chef de l'exploitation	8	Glossaire de termes financiers	136
Profil de clients	10	Sommaire à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture
Gouvernance	16		
Responsabilité sociétale	19		

Voici BMO

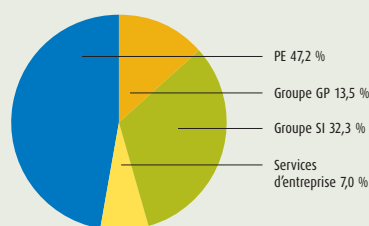
Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO^{MD} Groupe financier (TSX, NYSE : BMO) est un fournisseur nord-américain de services financiers hautement diversifiés. Au 31 octobre 2006, son actif totalisait 320 milliards de dollars et son effectif, près de 35 000 employés.

Diversification des activités

BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. Par l'intermédiaire de nos spécialistes des services financiers, les clients peuvent accéder à tous les services disponibles à l'échelle de l'organisation. Nos activités sont réparties entre trois groupes d'exploitation : Particuliers et entreprises, Gestion privée et Services d'investissement.



Revenu net par groupe d'exploitation



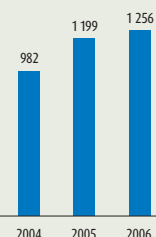
Groupes d'exploitation

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) offrent à plus de huit millions et demi de particuliers et d'entreprises à l'échelle du Canada et des États-Unis des solutions bancaires entièrement intégrées, comprenant des comptes de dépôt, des prêts et des cartes de crédit, des produits d'assurance et des produits de placement aux particuliers. La prestation des services est assurée par une équipe hautement qualifiée répartie dans 1 182 succursales de BMO Banque de Montréal et de Harris^{MCI}, ainsi que par l'entremise des services bancaires par téléphone et en ligne, à bmo.com et harrisbank.com, et d'un réseau de 2 483 guichets automatiques.

Revenu net : PE

(en millions de dollars canadiens)



Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) offre aux clients de toute l'Amérique du Nord une gamme complète de produits et de solutions de gestion de patrimoine, comprenant des services d'investissement traditionnels et en direct, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement. Nos professionnels hautement qualifiés ont pour mandat de répondre aux besoins des clients et de leur permettre d'atteindre leurs objectifs en les aidant à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. Les services du groupe GP sont accessibles dans les succursales de BMO Banque de Montréal et de Harris, ainsi que par l'intermédiaire des entités distinctes BMO Nesbitt Burns^{MD*} et BMO Banque privée Harris, de BMO Ligne d'action^{MD} et des bureaux de Harris Private Bank^{MD1} dans des grands centres clés des États-Unis.

Revenu net et revenu net avant amortissement : groupe GP

(en millions de dollars canadiens)



Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) regroupe, sous la marque BMO Marchés des capitaux^{MC}, toutes nos entités qui servent les clients des secteurs des grandes entreprises, des institutions et des administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, notre clientèle se compose d'entreprises œuvrant dans un large éventail de secteurs d'activité. Nous servons également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. BMO Marchés des capitaux offre des solutions financières globales clés en main, notamment dans les domaines suivants : prise ferme de titres d'emprunt et de participation, crédit aux grandes entreprises et financement de projets, services de consultation en matière de fusions et acquisitions, opérations de banque d'affaires, titrisation, gestion de trésorerie et du risque de marché, recherche sur les titres d'emprunt et les actions, vente et négociation de titres pour les clients institutionnels.

Revenu net : groupe SI

(en millions de dollars canadiens)



Cap sur la réussite

Notre **vision** est de devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Notre **stratégie** consiste à accroître nos activités de base au Canada tout en accélérant notre expansion aux États-Unis.

Nous concrétiserons notre vision et notre stratégie grâce à notre engagement ferme à respecter nos **valeurs fondamentales** :

- Nous nous soucions de nos clients, de nos actionnaires, de nos collectivités et de nos collègues.
- Nous tirons notre force de la diversité de notre personnel et de nos secteurs d'activité.
- Nous préconisons le respect mutuel et encourageons tout le monde à exprimer son opinion.
- Nous tenons nos promesses et assumons la responsabilité de chacun de nos actes.
- Nous partageons l'information, apprenons et innovons, afin de toujours mieux servir nos clients.

Priorités stratégiques de 2006	Initiatives et réalisations en 2006	Priorités stratégiques de 2007
Atteindre nos cibles financières en misant d'abord sur la croissance des revenus pour améliorer la productivité (voir les pages 6, 7, 8, 23 et 40)	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons atteint nos cibles financières annuelles pour ce qui est du RCP, de la croissance du RPA, de la provision pour créances irrécouvrables et du capital de première catégorie. L'amélioration de 25 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement est inférieure à notre cible, en raison de la poursuite des investissements dans nos activités de détail et d'un changement dans l'importance relative de nos différentes activités. 	<p>Bâtir au Canada une société de services bancaires aux particuliers de calibre supérieur afin de répondre à tous les besoins financiers de nos clients.</p> <p>Consolider nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin de devenir un acteur de premier plan dans tous nos marchés cibles.</p> <p>Intensifier nos activités de gestion de patrimoine afin d'accroître notre part de ce marché à forte croissance.</p> <p>Dégager de solides rendements et afficher une croissance ordonnée dans nos activités de services d'investissement en Amérique du Nord.</p> <p>Améliorer notre rendement aux États-Unis et étendre notre réseau afin d'occuper le premier rang parmi les banques offrant des services aux particuliers et aux entreprises dans le Midwest américain.</p> <p>Bâtir une organisation à rendement élevé et orientée client, soutenue par une assise de classe internationale faisant appel à des technologies hautement productives, à des processus efficaces, à une gestion serrée du rendement, à une gestion rigoureuse des risques et à une saine gouvernance.</p>
Stimuler la croissance des revenus en offrant au client une expérience supérieure, de façon à obtenir une plus grande part de son portefeuille (voir les pages 7, 8, 45, 47 et 50)	<ul style="list-style-type: none"> • Les revenus se sont accrus de 1,5 %. Si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la vente de <i>Harrisdirect</i> à la fin de 2005, le taux de croissance est de 5,9 %. • Nous avons fait l'acquisition de <i>bcpbank Canada</i> en décembre 2006. 	
Continuer à améliorer nos résultats aux États-Unis (voir les pages 8, 46, 50 et 53)	<ul style="list-style-type: none"> • Aux États-Unis, les revenus ont diminué de 60 millions de dollars américains et le revenu net a augmenté de 2 millions de dollars américains. Abstraction faite des opérations de <i>Harrisdirect</i> et du gain réalisé sur la vente de la filiale, ainsi que des revenus des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) en 2005, les revenus ont augmenté de 173 millions de dollars américains et le revenu net, de 22 millions de dollars américains, sous l'effet conjugué de la croissance des prêts et de l'amélioration des marges sur les dépôts. 	
Accélérer notre essor aux États-Unis à la fois par la croissance interne et au moyen d'acquisitions (voir les pages 8 et 46)	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons ouvert notre 200^e succursale dans le marché de Chicago et du nord-ouest de l'Indiana. • La croissance du revenu est attribuable aux acquisitions d'entreprises, dans une mesure de 17 millions de dollars américains. Abstraction faite des revenus d'exploitation et de la vente de <i>Harrisdirect</i>, ainsi que des revenus des EDDV en 2005, l'apport de la croissance interne se chiffre à 156 millions de dollars américains. • Nous avons réalisé l'achat de la Villa Park Trust and Savings Bank et conclu une entente en vue de l'acquisition de la First National Bank & Trust, initiative qui nous a permis de poursuivre notre expansion dans le marché de l'Indiana. 	
Accroître le revenu net au Canada (voir les pages 8, 44, 49 et 52)	<ul style="list-style-type: none"> • Au Canada, le revenu net s'est accru de 345 millions de dollars, hausse attribuable à la croissance enregistrée par chacun des groupes d'exploitation. 	
Devenir une organisation axée sur le rendement élevé en favorisant le perfectionnement de nos employés, en vivant nos valeurs et en demeurant un employeur de choix (voir les pages 8 et 19)	<ul style="list-style-type: none"> • Pour la cinquième année de suite, BMO a été la seule grande banque canadienne à figurer au prestigieux palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada du magazine <i>Maclean's</i> et arrive en tête des entreprises canadiennes dans le classement des 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation selon la revue <i>Training</i>. 	
Maintenir des pratiques de très haut calibre en matière de gouvernance, de gestion des risques, de productivité des systèmes et de service après-vente (voir les pages 2, 7, 16, 17 et 66)	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons entrepris la réévaluation de bout en bout des principaux processus utilisés au sein de l'organisation et exploré les possibilités de tirer profit de notre expertise en matière de gestion des risques. • Nous avons continué à mettre en œuvre des initiatives d'amélioration du service à l'échelle de l'organisation. Ces initiatives permettront d'accroître sensiblement la qualité de l'expérience client et du service après-vente. • Nous avons restructuré nos processus de gestion des hauts potentiels et du rendement personnel afin de les rendre plus clairs, plus transparents et davantage axés sur la responsabilité. 	

Faits saillants de 2006

Pour l'exercice terminé le 31 octobre

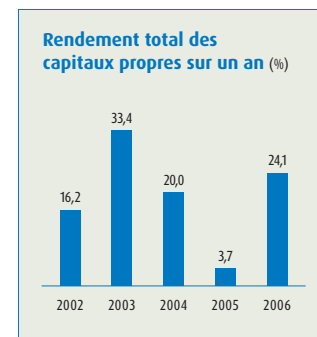
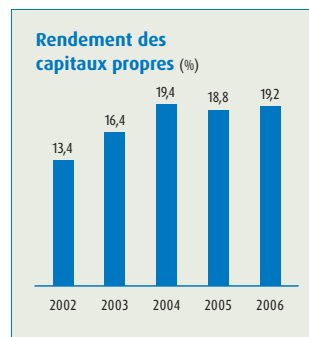
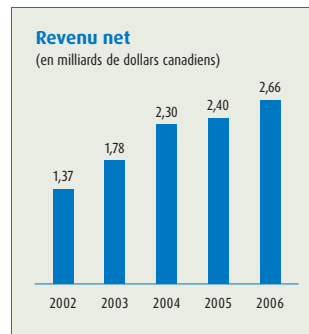
	2006	2005	2004
Points saillants de l'état des résultats (en millions de dollars canadiens)			
Revenu total (bic) a) c)	10 112	9 958	9 488
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	176	179	(103)
Frais autres que d'intérêts	6 353	6 332	6 169
Revenu net	2 663	2 396	2 295

Données relatives aux actions ordinaires (en dollars) b)			
Résultat par action	5,15	4,63	4,40
Résultat par action, avant amortissement c)	5,23	4,78	4,55

Mesures financières clés (%) b)			
Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	19,1	13,8	18,9
Croissance du résultat par action b)	11,2	5,2	27,9
Rendement des capitaux propres	19,2	18,8	19,4
Croissance du revenu (bic) c)	1,5	5,0	3,7
Ratio de productivité avant amortissement (bic) c)	62,4	62,6	63,9
– amélioration (points de base)	25	129	145
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,09	0,11	(0,07)
– provision spécifique (en millions de dollars)	211	219	67
Ratio du capital de première catégorie	10,22	10,30	9,84

Tous les ratios et les variations de pourcentage figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

- a) Tous les revenus figurant dans ce rapport, sauf dans les états financiers consolidés, sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Voir les pages 34 et 36.
 b) Toutes les mesures relatives au résultat par action (RPA) figurant dans ce rapport renvoient au RPA dilué, sauf indication contraire.
 c) Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 34.



Cibles pour 2006	Résultats financiers pour 2006	Cibles pour 2007
Croissance du RPA de 5 % à 10 % , par rapport au montant de base de 4,58 \$* (excluant les changements à la réserve générale)	✓ 11,6 % à 5,11 \$. Voir la page 32	Croissance du RPA de 5 % à 10 % , par rapport au montant de base de 5,11 \$ (excluant les changements à la réserve générale)
RCP de 17 % à 19 %	✓ 19,2 % Voir la page 33	RCP de 18 % à 20 %
Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins	✓ 211 millions de dollars Voir la page 39	Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins
Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %	✓ 10,22 % Voir la page 58	Relève de la politique de gestion du capital 1)
Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base	x 25 points de base Voir la page 40	Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

*Auparavant 4,59 \$. Montant retraité en raison de l'application rétroactive de la modification de la convention comptable concernant la rémunération à base d'actions, comme nous l'expliquons à la page 64.

1) Notre politique consiste à maintenir un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8 %, mais nous ne présentons plus ce ratio comme une cible financière annuelle.

Hommage à Tony Comper : avec notre gratitude

Tony Comper prend sa retraite au terme d'une éminente carrière de trente-neuf années au service de BMO, dont les sept dernières en tant que chef de la direction. En cette qualité, il a guidé l'organisation sur le marché hautement compétitif et en constante évolution des services financiers.

Mettant constamment l'accent sur notre clientèle, M. Comper a contribué à bâtir une importante société de services financiers nord-américaine qui a produit des rendements substantiels pour nos investisseurs. Pendant la période de sept ans où il a occupé les fonctions de chef de la direction, le rendement total des capitaux propres de BMO a en effet enregistré un taux de croissance annuel composé de 17,3 %.

Encore une fois en 2006, votre organisation a obtenu des résultats records tout en continuant d'investir dans des initiatives stratégiques afin de stimuler la croissance future. Ce rendement est le reflet du leadership exercé par Tony Comper ainsi que des efforts déployés par l'équipe de direction et l'ensemble des employés de BMO.

Vision et leadership

Avec Tony Comper à la barre, BMO a consolidé sa position de chef de file dans le domaine de la gestion du risque de crédit. En outre, M. Comper a réussi à rationaliser les nombreux secteurs de BMO, à en préciser le champ d'activité de même qu'à en accroître l'efficacité et la rentabilité. Au cours des sept dernières années, le ratio de productivité avant amortissement de BMO est tombé de 67,2 % à 62,4 %, ce qui équivaut à une amélioration de 483 points de base, et le revenu net a doublé, passant de 1,29 à 2,66 milliards de dollars.

Sous la direction de M. Comper, BMO a intensifié sa présence aux États-Unis grâce à des acquisitions stratégiques et à une croissance interne. Notre filiale Harris se classe parmi les trois banques qui détiennent les parts de marché les plus importantes dans la lucrative région du Grand Chicago et elle est en position de réaliser une croissance durable et rentable. Pendant le mandat de Tony Comper, BMO a également affermi sa relation de longue date avec la Chine, multipliant ainsi les occasions d'affaires qui s'offrent à nous sur ce marché.

La prochaine génération de leaders

L'une des fonctions les plus importantes qu'assume le chef de la direction d'une société consiste à s'assurer que celle-ci est pourvue du personnel voulu. Tony Comper a le grand mérite d'avoir constitué une solide équipe de direction et d'avoir veillé à la formation de la prochaine génération de leaders de BMO.

À propos de l'avenir, je suis heureux de voir Bill Downe suivre les traces de Tony Comper. Les membres de votre Conseil d'administration ont eu l'occasion de constater par eux-mêmes l'excellent travail qu'il a accompli ici à BMO. Il a dirigé un large éventail de nos secteurs d'activité au Canada et aux États-Unis et nous avons l'intime conviction qu'il imprimera sa propre marque sur l'orientation stratégique établie par son prédécesseur.

Volonté d'assurer une gouvernance exemplaire

Sous la gérance de Tony Comper, BMO est devenu un chef de file en matière de gouvernance. M. Comper a la conviction que les entreprises atteignent leurs objectifs si elles sont en mesure de conserver la confiance de leurs clients et actionnaires et des collectivités qu'elles servent et de s'assurer ainsi leur fidélité.

Le Conseil et moi partageons cet engagement et je suis fier de déclarer que le Conseil et la direction visent une grande rigueur en matière de responsabilité et d'information. Il m'a été particulièrement agréable d'entendre George Cope, que nous avons accueilli cette année au sein de notre Conseil d'administration en même temps que Martha Piper, faire l'éloge de la manière dont se déroulent les réunions de notre Conseil – avec franchise et transparence.

Ses valeurs, les valeurs de BMO

On ne peut rendre hommage à Tony Comper sans mentionner son dévouement exemplaire au service communautaire. Voici quelques-unes de ses contributions très diverses à la collectivité dans son ensemble : son rôle de président de la campagne de financement menée à l'intention de l'Université de Toronto et de président du conseil de cette université; son mandat de vice-président de l'Hôpital St. Michael; son rôle de fondateur du Prix Siminovitch de théâtre; ses fonctions au sein des conseils d'administration de nombreux organismes, dont Jeunes Entreprises, le Yee Hong Centre for Geriatric Care, Catalyst, l'Institut C.D. Howe et le Conseil canadien des chrétiens et des juifs; et plus récemment, en collaboration avec sa femme Elizabeth, la formation de la coalition FAST, qui vise à combattre l'antisémitisme.

Tony Comper a toujours défendu énergiquement la cause de la diversité, ce qui est le reflet de ses valeurs. Par exemple, sa passion et son engagement ont suscité au sein de BMO une nouvelle mentalité qui a fait passer la proportion de femmes dans les rangs des dirigeants de 23,5 % à 35,4 % en moins de huit ans et grâce à laquelle nous avons pu nous fixer l'objectif ultime de l'égalité.

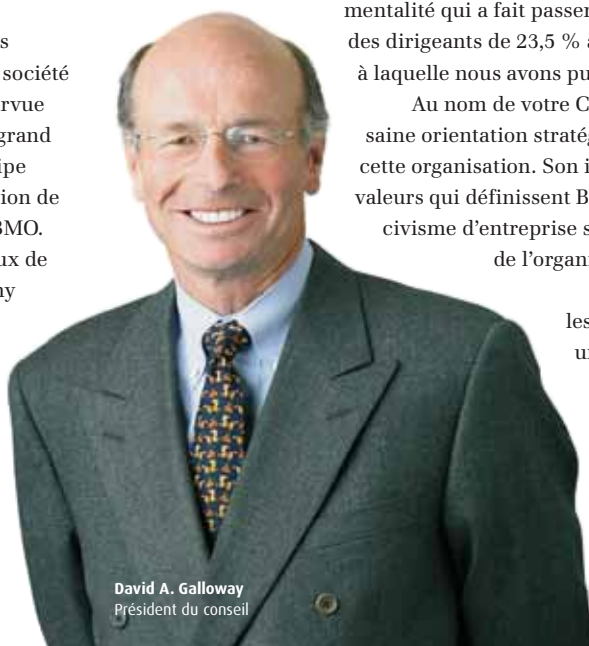
Au nom de votre Conseil, nous le remercions d'avoir établi une saine orientation stratégique – et des objectifs ambitieux – pour cette organisation. Son intégrité personnelle, son attachement aux valeurs qui définissent BMO et son puissant leadership en matière de civisme d'entreprise sont appréciés et respectés dans l'ensemble de l'organisation, où on en voit le reflet aujourd'hui.

Je sais que j'exprime le sentiment de tous les membres du Conseil en disant que c'est un honneur d'avoir travaillé aux côtés de Tony Comper, et nous lui transmettons nos meilleurs vœux pour les années à venir.

Le président du conseil,



David A. Galloway



David A. Galloway
Président du conseil

Ce fut un grand privilège

À nos actionnaires

Personne, parmi les gens qui me connaissent, ne sera surpris d'apprendre qu'après 39 années mémorables passées à BMO, dont sept à titre de chef de la direction, une partie de moi regrette de devoir s'en aller – ce que je ferai néanmoins à la date prévue de ma retraite, en avril 2007.

Si j'éprouve ce sentiment, ce n'est pas parce que je m'inquiète de ce qui pourrait arriver à BMO après mon départ. Je laisse l'organisation en bonnes mains...

... et en excellente santé. Je pars rassuré, sachant que notre bilan est solide, que nos activités sont prospères et sur la bonne voie pour continuer à croître, et que l'équipe de direction en place est avisée et hautement compétente. La valeur pour les actionnaires est en progression, la croissance du résultat par action s'étant établie à 11 %, le rendement des capitaux propres, à 19,2 % et le rendement des actions ordinaires, à plus de 24 % en 2006.

Non, pour moi la difficulté est liée au fait même de partir. La vérité c'est que j'aime BMO, que je l'aime depuis le premier jour où je suis entré à son service l'année du centenaire, frais émoulu de l'Université de Toronto, avec mon diplôme d'anglais en poche et quelques doutes quant à l'avenir que je pouvais avoir au sein d'une banque.

Finalement, les choses ont plutôt bien tourné pour moi puisque mon premier « véritable » emploi s'est transformé en une carrière qui s'est étalée sur quatre passionnantes décennies et s'achève alors que j'occupe un poste qui ferait l'envie de n'importe qui. C'est pourquoi, et bien que je n'y aie jamais réfléchi en ces termes avant, je peux affirmer que mon attachement à BMO a été payé de retour.

J'ignore combien de gens considèrent encore l'entreprise comme une « famille » de nos jours. J'imagine que bien des lecteurs, surtout les plus jeunes, se demandent de quoi je parle. Pourtant, c'est exactement ce que BMO est devenu pour moi au fil des ans, une deuxième famille.

Sans vouloir romancer mon histoire ni m'appesantir sur notre « belle grande famille », il n'en demeure pas moins que les échanges avec mes collègues ont toujours représenté l'une des

plus grandes joies de mon travail et ce, depuis le tout début. Pour moi, il existe peu de choses plus emballantes ou plus enrichissantes que d'être entouré de collègues qui partagent ma passion, se montrent empressés à vivre les valeurs de BMO et portent en eux la vision de BMO.

Avant de prendre congé, je tiens à remercier tous mes collègues qui ont contribué à l'essor de BMO au fil des ans.

La valeur pour les actionnaires est en progression, la croissance du revenu net s'étant établie à 11 %, le rendement des capitaux propres, à 19,2 % et le rendement des actions ordinaires, à plus de 24 % en 2006.

J'ai peut-être été l'instigateur de la restructuration et de la reconception qui ont fait de BMO une institution de premier plan, prête à poursuivre sa progression et à accélérer la création de valeur pour les actionnaires, mais je sais très bien à qui nous devons un tel succès et qui sont ceux qui vont poursuivre sur cette lancée et concrétiser la vision de BMO qui consiste à devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord. La croissance et la réussite de BMO, nous les devons aux milliers de collègues dont le dévouement envers les clients et la rigueur au quotidien ont permis à BMO de se démarquer.

N'ayant jamais travaillé ailleurs (même pour mes emplois d'été, je travaillais à la succursale locale de BMO), on pourrait m'accuser de parti pris. Mais comme BMO figure au palmarès des 100 meilleurs employeurs au pays selon le classement du magazine *Maclean's* établi l'automne dernier et que le *Toronto Star* l'a classé au nombre des 50 meilleurs employeurs de la région de Toronto, de toute évidence, mes collègues sont également d'avis qu'ils reçoivent autant qu'ils donnent à BMO.

Le fait que le magazine *Corporate Knights* ait nommé BMO meilleure entreprise citoyenne en 2005 m'inspire tout autant de fierté. Dans le cadre d'une des plus importantes transformations qu'ait jamais connues le monde des affaires, l'idée de la responsabilité sociétale des entreprises est passée, presque en un clin d'œil, d'une vague proposition à une valeur de base des entreprises en



Tony Comper
Président et chef de la direction

Amérique du Nord. Or, il s'agit là d'une force bien ancrée de BMO. Pendant que la définition d'une bonne entreprise citoyenne continuait à évoluer d'année en année, BMO tenait déjà le haut du pavé.

Ainsi, dès le début des années 1990, BMO avait déjà inscrit l'équité et la diversité en milieu de travail au nombre de ses priorités d'entreprise. Je venais d'être nommé président et j'occupais enfin un poste qui allait me permettre de découvrir s'il *existait* des raisons légitimes susceptibles d'expliquer le faible nombre de femmes à la haute direction de BMO. J'ai mis sur pied le Groupe de travail sur l'avancement des femmes à la Banque, une initiative qui, avec le temps, a marqué le monde des affaires et a littéralement transformé l'image de l'organisation.

Mon premier « véritable » emploi s'est transformé en une carrière qui s'est étalée sur quatre passionnantes décennies et s'achève alors que j'occupe un poste qui ferait l'envie de n'importe qui.

Après des mois de recherches intensives et d'analyse rigoureuse, le groupe de travail m'a confirmé ce que je soupçonnais depuis longtemps – que les femmes qui travaillaient à BMO *étaient* aussi qualifiées que les hommes sous tous les aspects importants. En aidant les femmes à réaliser leur plein potentiel, nous permettrions du même coup à l'organisation et aux investisseurs de tirer profit de toutes les ressources intellectuelles que nous avons à notre disposition.

Comme je l'ai rappelé chaque fois que j'ai eu à promouvoir les recommandations du groupe de travail, la création d'un milieu de travail équitable, c'était non seulement *juste* mais c'était aussi *intelligent* dans une perspective strictement commerciale. L'adoption des recommandations de trois autres groupes de travail subséquentement créés pour promouvoir l'avancement des membres de minorités visibles, ainsi que l'emploi chez les autochtones et les personnes handicapées, s'est révélée tout aussi judicieuse. Là encore, les recommandations servaient les intérêts de l'organisation.

Fait intéressant à souligner – et qui en dit plus que n'importe quel autre argument sur les employés de BMO et leur empressement à assumer leur responsabilité sociétale – chaque fois que j'ai fait valoir, en plus de l'aspect judicieux, l'aspect *juste* de telles décisions, je voyais des gens hocher la tête en signe d'assentiment.

J'ai aussi acquis un trait culturel propre à BMO, celui d'accorder une très grande importance à l'éducation. Le plus bel exemple de cet engagement est la création de L'Académie BMO Groupe financier, une institution unique en son genre. Là encore, la voie la plus intelligente à suivre s'est révélée être également la plus juste. L'accent mis sur l'éducation va bien au-delà du besoin d'acquérir

les capacités pour réussir le mieux possible en tant qu'entreprise – et ainsi soutenir la concurrence. Nous avons déployé des efforts substantiels et soutenus afin de relever le niveau d'instruction et, par voie de conséquence, le niveau de succès de la société, et de notre future clientèle.

BMO occupe une place vénérable et respectée au panthéon des grandes entreprises canadiennes pour avoir pavé la voie et contribué à l'établissement et au développement de la société civile, favorisant la réalisation de nombreuses initiatives, non seulement dans le domaine de l'éducation mais également dans celui des arts et d'autres causes chères à la collectivité.

À cet égard, j'ai suivi l'exemple d'innombrables collègues qui sont venus avant moi, travaillent à mes côtés et poursuivront après moi. En plus d'être les meilleurs dans leur spécialité, mes collègues sont des citoyens engagés qui donnent l'exemple parce que l'état de santé et la prospérité de la société leur tiennent à cœur.

L'engagement de BMO envers la collectivité a été inextricablement lié, ces dernières années, à la concentration stratégique de nos efforts sur la création de valeur. Toutes les mesures que nous avons prises sous ma direction visaient à maximiser la valeur pour les actionnaires au cours de ce nouveau siècle.

En analysant ce que nous avons accompli au nom de nos actionnaires à une époque marquée par les bouleversements et une concurrence toujours plus féroce, je remarque qu'un élément en particulier nous a permis de survivre et de prospérer : la volonté dont nous avons toujours fait preuve lorsqu'il s'agit de prendre des décisions difficiles.

La plus difficile de ces décisions a été prise en 1998, dans la foulée du projet de fusion qui ne s'est jamais concrétisé. Comme plusieurs de mes collègues du Conseil et de l'équipe de direction s'en souviendront, nous avons eu, après le rejet par le gouvernement de la proposition de fusion de BMO avec la Banque Royale, à relever de nombreux et lourds défis dont l'issue risquait d'être fatale. Il fallait agir sans même savoir s'il était possible de s'en sortir seuls dans un secteur gagné par la mondialisation.

Croyez-moi, je ne dramatise pas en affirmant que *l'heure de vérité* avait sonné.

Sans entrer dans tous les détails, qui restent gravés dans la mémoire des administrateurs et de mes collègues de l'époque, disons que nous avons procédé à une analyse audacieuse du potentiel actuel et futur de création de valeur au sein de chacun de nos secteurs d'activité. C'est ainsi que nous avons découvert que nous n'investissions pas assez dans les activités qui génèrent la plus grande partie de notre profit économique et trop dans certaines activités qui au contraire érodaient notre profit économique.

La reconnaissance de ces faits exigeait la prise de mesures difficiles mais nécessaires. Nous avons entrepris la plus vaste restructuration de l'histoire de notre organisation, en adoptant une ligne de conduite essentiellement fondée sur la création de valeur pour les actionnaires.

L'idée de la responsabilité sociétale des entreprises est passée, presque en un clin d'œil, d'une vague proposition à une valeur de base des entreprises en Amérique du Nord. Or, il s'agit là d'une force bien ancrée de BMO.

Le périple n'a pas toujours été de tout repos. La chute de revenu consécutive à notre retrait des secteurs peu performants a forcé-ment exercé des pressions à la baisse sur le revenu net tandis que les avantages de la réaffectation des ressources ne se répercutaient pas immédiatement sur le résultat net.

Nous avons alors connu une période de forte tension. Mais grâce à l'expérience et à la perspicacité du Conseil d'administration de l'époque tout comme du Conseil qui est en place aujourd'hui, et à l'enthousiasme avec lequel l'équipe de direction a accueilli le changement, nous avons persévéré et nous avons réussi. Et aujourd'hui, comme je l'ai déjà mentionné, notre situation financière est excellente.

Je pars rassuré, sachant que notre bilan est solide, que nos activités sont prospères et sur la bonne voie pour continuer à croître, et que l'équipe de direction en place est avisée et hautement compétente.

Nous avons focalisé notre orientation stratégique sur le Canada et certains marchés cibles aux États-Unis. Cette orientation est claire et précise : accroître nos activités de base au Canada et accélérer notre expansion aux États-Unis.

Nous disposons de réseaux de distribution multicircuits au Canada et dans le Midwest américain, qui sont le fruit des investissements importants effectués au cours des dernières années dans les succursales, la technologie et l'intégration de l'infrastructure.

Bon nombre de nos secteurs d'activité jouissent d'une position concurrentielle avantageuse des deux côtés de la frontière. Je suis particulièrement fier de notre rôle de leader dans les domaines des services aux entreprises et de la gestion de patrimoine, qui offrent tous deux un excellent potentiel de croissance.

En matière d'intégration et de positionnement, notre plateforme d'expansion aux États-Unis est inégalée parmi notre groupe de référence du Canada. Et avec la récente acquisition de la

First National Bank & Trust dans le centre de l'Indiana, qui devrait être conclue en janvier 2007, Harris, notre bastion des services bancaires à la collectivité, possédera un réseau de 234 succursales et de près de 600 guichets automatiques affichant la marque Harris dans le Midwest américain.

Par ailleurs, sachant combien il est important d'investir dans une perspective à court, à moyen et à *long* terme, nous avons pris les devants pour assurer notre croissance en Chine. Parallèlement à la concentration stratégique de nos activités au Canada et dans certains marchés cibles des États-Unis – une stratégie en place depuis dix ans et que nous allons maintenir –, nous avons accru notre présence en Chine au cours des dernières années et particulièrement en 2006 où nous avons réalisé de nombreuses initiatives d'expansion des affaires. Ces investissements stratégiques ont une incidence négligeable sur le rendement des capitaux propres aujourd'hui, mais nous sommes optimistes quant aux perspectives qu'ils ouvrent à long terme.

En Chine, comme dans nos marchés de base du Canada et des États-Unis, les solides fondations de BMO sauront assurer la croissance et la stabilité du revenu net. Ces fondations, ce sont les relations profondes et durables que nous entretenons avec nos clients et les collectivités que nous servons ainsi que les forces de notre organisation, acquises de longue date. Citons, au premier chef, notre leadership en matière de gestion du risque de crédit, un atout concurrentiel que nous avons développé au cours des deux dernières décennies et que nous allons continuer à affiner.

Et tandis que je me prépare à quitter la barre de la plus ancienne banque du Canada, je me réjouis que le Conseil d'administration ait choisi de confier ma succession à Bill Downe. Bill possède une parfaite compréhension des étapes que BMO devra franchir au nom des clients et des actionnaires afin d'atteindre un rendement exceptionnel. Je lui transmets mes meilleurs vœux de succès.

Permettez-moi de remercier une dernière fois tous mes collègues de BMO, ainsi que les administrateurs et les clients, pour le soutien qu'ils m'ont apporté. Ce fut un grand privilège de diriger BMO Groupe financier à l'aube du 21^e siècle, mais également un très grand plaisir. Je continuerai à vous accompagner en pensée dans vos efforts de création de valeur, rempli d'une immense gratitude – et d'une foi inébranlable dans le florissant avenir de cette organisation solidement enracinée.

Le président et chef de la direction,



Tony Comper

À la hauteur de vos attentes

Depuis longtemps, les investisseurs comptent sur BMO pour leur procurer des rendements constants et de qualité supérieure sur leur capital. En 2006, nous avons réalisé des résultats records et atteint un revenu net de 2 663 millions de dollars, soit 267 millions de plus que l'an dernier. La hausse est attribuable au revenu net record enregistré par chacun de nos groupes d'exploitation, à des créances irrécouvrables peu élevées et stables, et à un taux d'imposition plus favorable. Le rendement total sur un an des actions ordinaires de BMO s'est établi à 24,1 % et le rendement total annualisé sur les cinq derniers exercices atteint 19,1 %. En 2006, le dividende trimestriel versé aux actionnaires de BMO a en outre augmenté de 16 cents, ou de 35 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

La réalisation de nos objectifs

BMO a atteint ou dépassé quatre des cinq cibles financières qu'il s'était fixées pour l'exercice 2006. Notre résultat par action (RPA) s'établit à 5,11 \$, en hausse de 11,6 %, si on exclut la réduction

Revenu net de
2 663
millions de dollars
– une hausse de 11 %

Rendement total des
capitaux propres annualisé
sur cinq ans de
19,1 %



Karen E. Maidment
Chef des finances et des
affaires administratives

de la réserve générale, dépassant notre cible qui est de 5 % à 10 %. Nous avons également dépassé notre cible de rendement des capitaux propres (RCP), notre rendement ayant atteint 19,2 %. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables s'élèvent à 211 millions de dollars pour 2006, ce qui constitue un rendement supérieur à la cible de 400 millions ou moins que nous visons. En outre, notre ratio de capital de première catégorie se chiffre à 10,22 % et atteint notre cible d'au moins 8 %. Notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 25 points de base sans toutefois atteindre la cible établie, principalement en raison de l'importance relative des différentes activités du groupe Services d'investissement et de la poursuite des investissements dans les activités des Services bancaires Particuliers et entreprises.

Groupes d'exploitation

Pour la deuxième année de suite, chacun de nos trois groupes d'exploitation a contribué de manière substantielle à notre réussite en produisant des résultats records. Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) s'établit à 1 256 millions de dollars, soit 57 millions ou 4,8 % de plus que pour l'exercice précédent. Le groupe Gestion privée (groupe GP) a enregistré un revenu net de 360 millions de dollars, une hausse de 40 millions ou de 13 %. Et le groupe Services d'investissement (groupe SI) a généré un revenu net de 860 millions de dollars, une modeste progression de 7 millions ou de 0,9 %.

Tableau comparatif des résultats des banques canadiennes en 2006

Selon les états financiers, y compris les éléments exceptionnels (%)

	BMO	RBC	CIBC	Scotia	TD	BNC
Rendement total des capitaux propres (annualisé sur 5 ans)	19,1	19,8	16,2	21,2	16,1	24,1
Croissance du RPA	11,2	39,7	1715	12,7	98,1	4,7
Rendement des capitaux propres	19,2	23,5	27,9	22,1	25,5	20,1
Croissance du profit économique net ²	10,3	79,8	340,6	18,1	23,3	(0,5)
Croissance du revenu ^{1,2}	1,5	10,0	(8,7)	8,6	23,9	5,0
Ratio de productivité avant amortissement ^{1,2}	62,4	62,3	64,4	55,0	54,3	64,0
Provision pour créances irrécouvrables (en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations)	0,09	0,16	0,33	0,10	0,21	0,14

1. Sur une base d'imposition comparable.

2. Mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 34.

Croissance du revenu

Poursuivant sa progression, le revenu de BMO a atteint 10,1 milliards de dollars en 2006, une hausse de 154 millions ou de 1,5 %. Si on fait abstraction de l'incidence de la vente de *Harrisdirect* en 2005, notre ancienne société de placement en direct aux États-Unis, et de celle de l'affaiblissement du dollar américain, le revenu a augmenté de 577 millions de dollars ou de 5,9 %. Le revenu de PE – Canada s'est accru de 6,0 %, soutenu par la forte croissance du volume d'affaires touchant les produits destinés aux particuliers et aux entreprises, qui a été partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Le revenu de PE – États-Unis a enregistré une croissance de 8,1 % après rajustement pour tenir compte de l'affaiblissement du dollar américain, progression attribuable à une forte croissance des prêts, aux entreprises acquises et à l'ajout de nouvelles succursales. Le revenu du groupe GP a diminué, mais, si on fait abstraction de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain, le revenu a progressé de 7,1 %, ce qui reflète la croissance des revenus tirés des services tarifés et du revenu net d'intérêts provenant des dépôts à terme. Le groupe SI a accru son revenu de 4,9 %, si on tient compte de l'affaiblissement du dollar américain, résultat d'une hausse des revenus de négociation, des commissions sur les fusions et acquisitions et des revenus de commissions.

Amélioration de la productivité

Les frais ont augmenté de 0,3 % selon les états financiers ou de 6,1 % si on exclut l'incidence de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain. La hausse s'explique par la croissance des activités dans les secteurs comportant des coûts variables plus élevés, comme les activités de négociation au sein du groupe Services d'investissement, et par notre décision délibérée d'investir dans les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis. Ainsi, notre ratio de productivité s'est amélioré de 77 points de base et notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 25 points de base, ce qui est inférieur à la cible établie. L'amélioration de la productivité avant amortissement demeure une priorité absolue pour BMO.

Gestion du risque

BMO maintient ses excellents résultats en matière de gestion du risque de crédit, ce dont nos clients comme nos actionnaires bénéficient. Les provisions pour créances irrécouvrables ont totalisé 176 millions de dollars en 2006, soit 211 millions en provisions spécifiques et une réduction de 35 millions de la réserve

Résultat
par action de
5,15 \$*

– une hausse de 11,2 %

*Si on exclut la réduction de la réserve générale, le RPA se chiffre à 5,11 \$.

Revenu de
10,1
milliards de dollars

– une hausse de 1,5 %, ou de 5,9 %, abstraction faite de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain

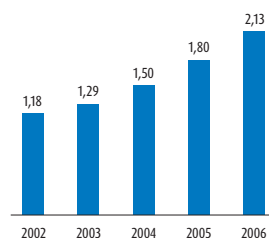
Vos dividendes

En mai dernier, nous avons haussé la fourchette de notre ratio de distribution cible pour la porter entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires, ce qui en fait la plus haute dans notre secteur d'activité. Au total, les dividendes versés en 2006 se sont accrues de 18 % par rapport à l'exercice précédent, passant à 2,13 \$ l'action.

Rendue possible par la solidité de notre assise financière, cette augmentation reflète la confiance que nous avons dans notre capacité d'accroître le revenu net de façon soutenue. Le capital de première catégorie excédentaire dont nous disposons nous procure la souplesse voulue à la fois pour investir dans la croissance interne de notre organisation et pour saisir les occasions de croissance par acquisition qui se présentent, tout en versant des dividendes substantiels à nos actionnaires.

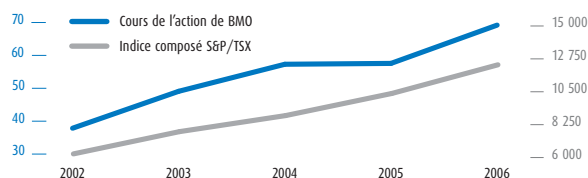
Nous estimons qu'une fourchette de ratio de distribution élevée est, au bout du compte, à l'avantage de nos actionnaires – et de notre organisation.

Dividendes versés par action (en dollars canadiens)



Les dividendes versés ont augmenté au taux annuel moyen de 14,3 % au cours des cinq derniers exercices.

Cours de l'action de BMO (en dollars canadiens) par rapport à l'indice composé S&P/TSX



Le cours de l'action de BMO a augmenté au taux annuel moyen de 15,5 % au cours des cinq derniers exercices, comparativement à 12,4 % pour l'indice composé S&P/TSX.

générale. Le montant des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables constitue un rendement supérieur à la cible de 400 millions ou moins que nous visions.

Change

En effectuant des opérations de couverture au début de chaque trimestre, BMO atténue l'incidence négative des fluctuations que subit le taux de change des devises canadienne et américaine. L'affaiblissement du dollar américain a réduit notre revenu net de 24 millions de dollars au cours de l'exercice.

Capital

Notre ratio de capital de première catégorie, qui s'établit à 10,22 %, reflète les bons résultats obtenus au chapitre du revenu net et la croissance soutenue des actifs.

Sommaire

La constance des excellents résultats financiers de BMO témoigne de la solidité et de la diversification de notre organisation. Nous allons continuer à effectuer des investissements stratégiques dans nos activités afin de répondre aux besoins de nos clients et d'accroître les revenus, tout en maintenant une solide assise financière et en versant des dividendes élevés à nos actionnaires.

Nos clients avant tout

Tout au long du dernier exercice, j'ai consacré beaucoup de temps à discuter avec nos clients, employés et actionnaires de ce que notre organisation peut faire pour atteindre le niveau de rendement qui nous rapprochera de la vision et des objectifs que nous avons définis pour BMO Groupe financier.

Une chose est certaine : il est essentiel de faire passer nos clients avant tout si nous voulons assurer la croissance de cette organisation et produire des rendements de premier ordre pour nos actionnaires... et nous faisons des progrès en ce sens.

Acquisition et expansion

En 2006, nous avons acquis bcpbank Canada, ce qui accroîtra notre présence au sein de marchés multiculturels en expansion dans la région de Toronto et affirmera notre engagement d'investir dans nos activités bancaires de base au Canada. Nous avons en outre poursuivi le développement de notre réseau de succursales afin de satisfaire les besoins de notre clientèle dans les marchés à croissance élevée tels que l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Aux États-Unis, nous avons conclu une entente finale en vue d'acquérir la First National Bank & Trust de l'Indiana. Cette acquisition accroîtra l'envergure de Harris en faisant passer le nombre de ses succursales à 234, comparativement à 145 il y a quatre ans, et elle fournira une base à partir de laquelle nous pourrions étendre au marché d'Indianapolis le réseau Harris de services bancaires à la collectivité axés sur le client. Notre réseau de distribution à l'extérieur de la région de Chicago s'en trouvera ainsi agrandi, ce qui nous rapprochera de notre objectif consistant à devenir la première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain, grâce à un réseau de 350 à 400 succursales.

Des deux côtés de la frontière, nous continuons de prendre des mesures pour développer notre important secteur des services bancaires aux entreprises en nous concentrant sur ce que nos clients attendent de leur banque d'affaires. Parmi nos points forts, mentionnons les directeurs – Relations d'affaires spécialisés et les responsables du visa qui travaillent en collaboration à l'échelle locale afin d'accélérer les temps de réponse pour les clients.

Investissement dans le personnel et la technologie

Notre engagement à l'égard du service à la clientèle nous amène à investir dans le personnel et la technologie. Afin d'offrir un meilleur service à notre clientèle canadienne, nous avons réussi à nous doter de plus de 700 employés supplémentaires depuis la fin de 2005, nous avons remplacé pratiquement tous nos guichets automatiques au Canada par des appareils plus faciles d'emploi et offrant une plus grande sécurité et nous avons rénové presque toutes les succursales de BMO Banque de Montréal.

Il est essentiel de faire passer nos clients avant tout si nous voulons assurer la croissance de cette organisation et produire des rendements de premier ordre pour nos actionnaires.

En juillet 2006, nous avons inauguré officiellement le Centre informatique de Barrie, le premier établissement canadien du genre à obtenir la cote niveau IV, soit le niveau le plus élevé de survivance des systèmes. Ce centre dispose de l'infrastructure, du personnel et du soutien indispensables pour fournir en tout temps des services de traitement complets à nos clients et à notre organisation.

Aux États-Unis, nous avons terminé le déploiement de notre plateforme technologique Harris Connect en remplacement de l'infrastructure existante des succursales, ce qui permet à notre personnel de vente et de service de mieux répondre aux besoins de notre clientèle et facilite l'intégration des nouvelles acquisitions.

De nouveaux produits et services qui arrivent à point nommé

Dans l'ensemble de nos secteurs d'activité, nous avons continué de nous attacher avant toute chose à offrir des produits et services novateurs.

La gestion de patrimoine est le segment du marché des services financiers qui connaît en ce moment la croissance la plus dynamique. Notre groupe Gestion privée a pris l'engagement d'aider nos clients à se constituer un actif, à le préserver et à le faire croître. À l'appui de cet engagement, nous avons présenté le marché de la retraite sous un éclairage original en lançant l'initiative Une retraite à votre image^{mc}



William A. Downe
Chef de l'exploitation

afin d'aider les clients à planifier la phase suivante de leur vie à l'approche de la retraite. La façon dont les baby-boomers envisagent la retraite et l'attitude qu'ils ont à son égard diffèrent de celles des générations précédentes et nous leur offrons, par conséquent, de nouvelles solutions, financières et autres, pour leur transition vers la retraite.

L'exécution à la hauteur de vos ambitionsSM

En 2006, nous avons réuni nos services aux grandes entreprises, aux administrations publiques et aux institutions sous la marque distinctive BMO Marchés des capitaux, ce qui concrétise notre engagement d'offrir des solutions financières complètes aux clients de nos services d'investissement en Amérique du Nord et dans de grands marchés internationaux.

Les investisseurs institutionnels ont classé notre équipe de recherche sur les actions au 1^{er} rang pour la 26^e année de suite.

Nous avons conservé notre position de chef de file canadien dans plusieurs études indépendantes et tableaux de classement reconnus. Les investisseurs institutionnels ont classé notre équipe de recherche sur les actions au premier rang pour la 26^e année de suite et notre équipe de vente de titres à revenu fixe en tête de liste pour la qualité globale de son service. En outre, nous sommes arrivés au deuxième rang pour l'année en ce qui concerne l'émission de titres de créance d'entreprises.



BMO Marchés des capitaux est la marque unifiée de nos services d'investissement qui concrétise un engagement d'offrir à la clientèle une gamme complète de services. À l'appui de ce changement de nom, BMO Marchés des capitaux a lancé sur le thème « L'exécution à la hauteur de vos ambitions » une campagne publicitaire visant les ambitions d'affaires de son marché cible.

La passion de gagner

Pour l'avenir, nous chercherons à réaliser nos priorités stratégiques, nous renforcerons nos capacités, nous demeurerons très attentifs aux besoins de nos clients et nous accroîtrons la valeur pour les actionnaires.

Tony Comper s'est révélé un admirable protecteur de l'héritage de BMO, avec son sens aigu des origines de l'organisation et de son orientation future. Lorsque j'assumerai mes nouvelles fonctions de chef de la direction au mois de mars prochain, je me sentirai fier et honoré de prendre la relève d'un leader de son envergure. Je suis galvanisé à la perspective de diriger cette organisation et inspiré par notre passion de gagner.

Vous pouvez vous attendre à ce que tous nos secteurs d'activité manifestent une volonté ferme de veiller à la réussite de nos clients et à la croissance de notre organisation avec la rigueur qui a bien servi les intérêts de nos actionnaires pendant plus de 189 ans.

Faits saillants de notre exploitation

L'amélioration de l'expérience offerte à nos clients est le but que vise chacun des groupes d'exploitation de BMO. Voici quelques faits saillants de nos activités en 2006 :

- Nous avons acquis en décembre 2006 bcpbank Canada, une banque de huit succursales au service de la collectivité canado-portugaise du Grand Toronto et de Hamilton qui jouit d'une excellente réputation et d'excellents antécédents. Cette acquisition accroîtra notre présence dans ces marchés multiculturels en expansion et affirmera notre engagement d'investir dans nos activités bancaires de base au Canada.
- Nous avons conclu une entente finale en vue d'acquérir la First National Bank & Trust de l'Indiana, ce qui nous rapprochera de notre objectif consistant à devenir la première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain, grâce à un réseau de 350 à 400 succursales.
- Nous avons doté nos succursales de plus de 700 employés supplémentaires, remplacé pratiquement tous nos guichets automatiques et rénové presque toutes les succursales de BMO Banque de Montréal, afin d'offrir un meilleur service à notre clientèle canadienne.
- Nous avons terminé notre plateforme technologique Harris Connect, qui permet à notre personnel de vente et de service en succursale de répondre rapidement aux besoins de notre clientèle.
- Nous avons mis au point la version 2 de Connexion BMO, une application intégrée grâce à laquelle nos employés peuvent accéder aisément aux outils de vente et de service et à l'information sur les produits et ainsi améliorer le service et les conseils offerts à nos clients.
- À BMO Banque de Montréal, nous avons lancé un nouveau programme de services bancaires courants grâce auquel les clients qui effectuent de nombreuses transactions au moyen de plus d'un compte ont la possibilité de réaliser des économies substantielles.
- Nous avons lancé notre initiative Une retraite à votre image, afin d'aider les clients qui approchent de la retraite à faire des placements en prévision des nouvelles réalités de cette phase de la vie.
- Nous avons lancé des solutions novatrices dans le domaine de la gestion de patrimoine, entre autres le Compte de gestion du revenu de retraite BMO Nesbitt Burns, le Générateur de revenu BMO, qui est le premier du genre au Canada, et de nouveaux fonds de revenu offerts par GGOF, afin de répondre à l'évolution des besoins de la clientèle.
- Nous avons inauguré BMO Marchés des capitaux, la nouvelle marque qui unit nos services d'investissement internationaux.
- Nous avons ouvert un bureau de représentation de BMO Marchés des capitaux à Beijing afin de mieux servir les chefs d'entreprise chinois.
- Nous avons inauguré le Centre informatique de Barrie, un établissement doté de toutes les fonctions de soutien indispensables pour fournir en tout temps des services de traitement complets à nos clients.

« Je considère BMO comme mon partenaire commercial. »

Donald Leung

Président du conseil et chef de la direction
Donald's Fine Foods, Richmond (Colombie-Britannique)

Depuis qu'il a quitté Hong Kong en 1975 pour s'installer au Canada, Donald Leung compte sur BMO pour satisfaire ses besoins bancaires personnels, notamment en matière de prêt hypothécaire et de services de gestion de patrimoine. En 2003, alors que son usine de transformation de la viande était sur le point de s'engager dans une phase d'expansion majeure, Donald Leung a donné à BMO l'occasion de répondre également aux besoins de son entreprise. « Les banquiers du Financement des grandes entreprises de BMO avaient l'expertise nécessaire dans le secteur agricole pour soutenir la croissance de mon entreprise, a expliqué Donald Leung. Ils comprenaient aussi ma culture et la façon dont je préfère mener mes affaires. » Donald Leung, dont les deux enfants ont atteint l'âge adulte, fait équipe avec BMO pour planifier la relève de son entreprise, dont les revenus annuels se chiffrent actuellement à 100 millions de dollars. « Je considère BMO non seulement comme mon institution financière, mais aussi comme mon partenaire commercial, » conclut-il.





BMO se classe au **deuxième rang** pour la part du marché canadien des **prêts aux PME** de 5 millions de dollars et moins.



Le nouveau programme Performance offert dans le cadre des services bancaires courants permet aux clients d'effectuer un **nombre illimité de transactions** sur plusieurs comptes de particulier moyennant des **frais mensuels fixes peu élevés**.



BMO s'est engagé à servir les **diverses collectivités** du Canada. Ainsi, certaines de nos succursales dans les provinces de l'Ouest offrent le service à la clientèle en **26 langues différentes**.



Selon Doris Chang, BMO a créé le nouveau Centre de gestion de patrimoine et des services aux entreprises pour le Canada, à Vancouver, dans le but d'offrir un service de qualité supérieure à des clients tels que Donald Leung. Ce bureau compte 25 directeurs – Relations d'affaires multilingues, spécialisés dans les services de gestion bancaire privée et les services bancaires aux entreprises. « Les clients comme Donald Leung ont des besoins financiers complexes, explique Doris Chang, qui exigent un éventail de services allant du crédit aux entreprises à la gestion de patrimoine. Et ils veulent faire affaire avec un expert qui est en mesure de les comprendre. »

Doris Chang
Vice-présidente, Expansion des affaires
et nouveaux marchés canadiens

« Harris m'a toujours soutenue. »

Carolyn Gable

Propriétaire, présidente et chef de la direction
New Age Transportation, Distribution and Warehousing Inc.
Lake Zurich (Illinois)



Comment une chef de famille monoparentale, n'ayant aucune formation spécialisée en affaires, se retrouve-t-elle à la tête d'une entreprise de transport de marchandises de plusieurs millions de dollars? Selon Carolyn Gable, fondatrice de New Age Transportation, il faut « de la foi, de l'énergie et du courage », mais aussi « l'appui d'une banque prête à vous donner une chance ». Cette banque, c'était Harris, qui a offert à Carolyn Gable une marge de crédit pour entreprise. C'était en 1992, époque où l'entreprise en était à la phase de démarrage. Sous la direction de cette mère de sept enfants, l'entreprise a prospéré et son chiffre d'affaires atteint actuellement 30 millions de dollars. « Harris m'a toujours soutenue, explique Carolyn Gable, qui a récemment fait équipe avec Harris pour structurer le financement de son nouveau projet – un centre détente de luxe pour femmes, à Lake Geneva (Wisconsin). Nous entretenons une excellente relation. »

Au cours de son long partenariat avec Harris, Carolyn Gable a travaillé en étroite collaboration avec Deborah Cleverdon et Andrea Ward. Ce partenariat s'est développé au fil des ans et inclut maintenant des comptes de dépôt d'entreprise et de gestion de trésorerie, une marge de crédit renouvelable, ainsi que des prêts hypothécaires aux particuliers et aux entreprises. De plus, Harris assure la prestation de services bancaires à *Expect a Miracle*, organisme de bienfaisance que Carolyn Gable a fondé pour venir en aide aux enfants de parents seuls et leur offrir, par exemple, un appareil orthodontique ou une semaine de camp de vacances.



Harris affiche un taux de conservation de la **clientèle des entreprises** de **91 %**, comparativement à la moyenne du secteur qui s'établit à 83 %.



L'acquisition projetée de la First National Bank & Trust portera le **nombre de succursales** de Harris à **234**, nous rapprochant ainsi de notre objectif d'être **la première banque pour les particuliers et les entreprises** dans le Midwest américain.



La plateforme technologique de **Harris Connect** a été mise en place, permettant à notre personnel de vente et de service en succursale de mieux répondre aux **besoins des clients**.



Andrea Ward
Présidente régionale, Services bancaires
à la collectivité, Harris N.A.

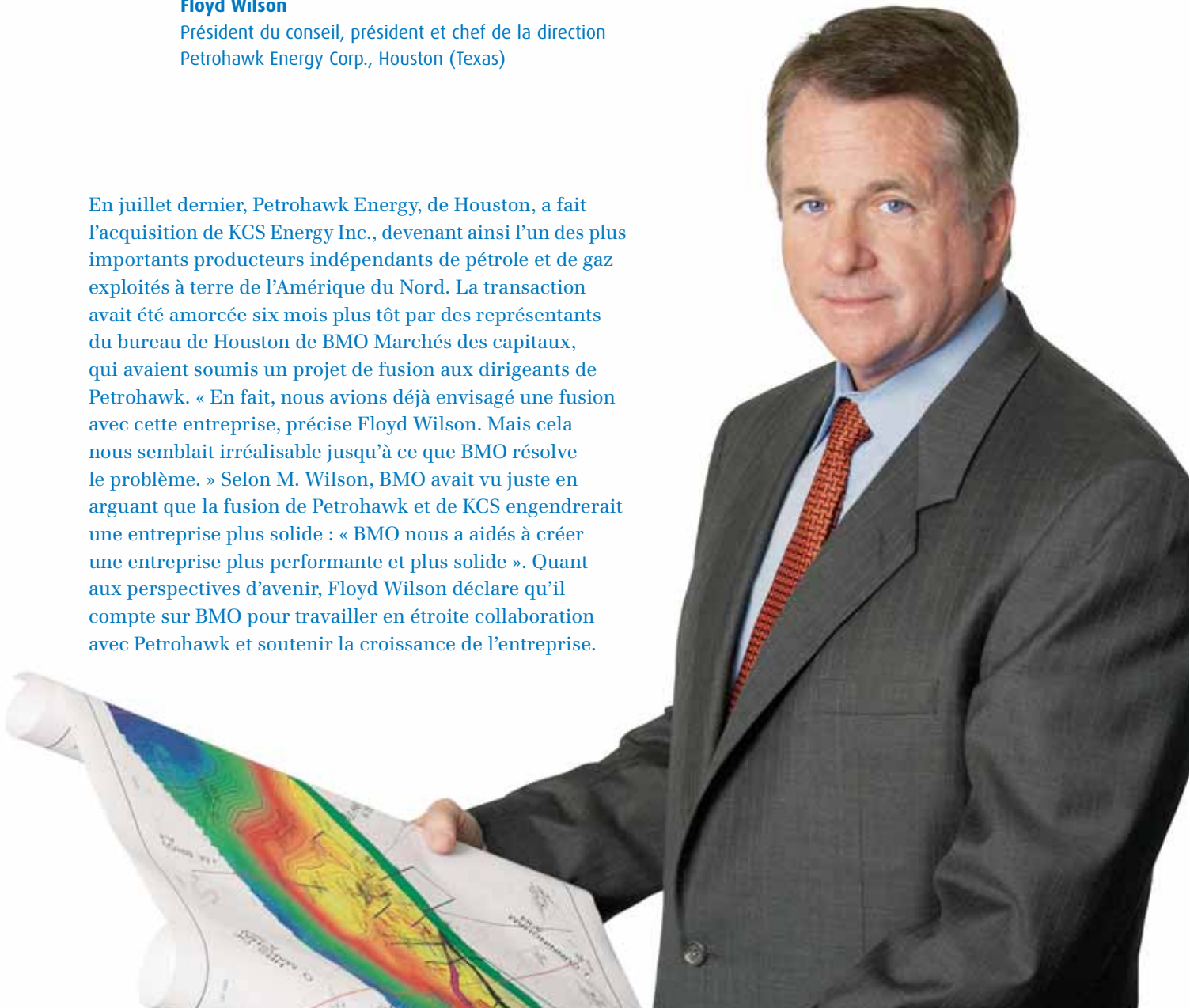
Deborah Cleverdon
Première vice-présidente
Harris N.A.

« BMO nous a aidés à créer une entreprise plus performante et plus solide. »

Floyd Wilson

Président du conseil, président et chef de la direction
Petrohawk Energy Corp., Houston (Texas)

En juillet dernier, Petrohawk Energy, de Houston, a fait l'acquisition de KCS Energy Inc., devenant ainsi l'un des plus importants producteurs indépendants de pétrole et de gaz exploités à terre de l'Amérique du Nord. La transaction avait été amorcée six mois plus tôt par des représentants du bureau de Houston de BMO Marchés des capitaux, qui avaient soumis un projet de fusion aux dirigeants de Petrohawk. « En fait, nous avions déjà envisagé une fusion avec cette entreprise, précise Floyd Wilson. Mais cela nous semblait irréalisable jusqu'à ce que BMO résolve le problème. » Selon M. Wilson, BMO avait vu juste en arguant que la fusion de Petrohawk et de KCS engendrerait une entreprise plus solide : « BMO nous a aidés à créer une entreprise plus performante et plus solide ». Quant aux perspectives d'avenir, Floyd Wilson déclare qu'il compte sur BMO pour travailler en étroite collaboration avec Petrohawk et soutenir la croissance de l'entreprise.





Pour la 26^e année d'affilée, les investisseurs institutionnels ont accordé la préférence aux **services de recherche de BMO Marchés des capitaux** qui se sont classés **en tête de liste** du rapport Brendan Wood International, au Canada.

26
milliards de dollars

BMO Marchés des capitaux a participé, à titre d'expert-conseil, à 59 transactions de **fusion-acquisition** réalisées en Amérique du Nord, totalisant **26 milliards de dollars**.



BMO Marchés des capitaux compte **26 bureaux dans le monde** et 2 200 employés, le plus récent bureau ayant été ouvert à Beijing (Chine).

Charlie Prioleau, du bureau de Houston de BMO Marchés des capitaux, faisait partie de l'équipe représentant Petrohawk dans le cadre de la transaction de 1,9 milliard de dollars américains. Il s'agit là de la plus importante transaction de fusion-acquisition à laquelle BMO a participé en sol américain. « Nous étions dans une position privilégiée puisque nous avons établi de solides relations d'affaires avec la direction des deux entreprises participant à ce projet de fusion, explique M. Prioleau. Cela nous a permis non seulement de déterminer les facteurs susceptibles de produire une synergie fructueuse, mais aussi de structurer une transaction que les deux entreprises accepteraient avec enthousiasme. » Les connaissances et l'expérience ne sont pas les seuls actifs que BMO a apportés à la table de négociations. Charlie Prioleau précise : « En plus d'avoir bénéficié du soutien des experts de BMO Marchés des capitaux, nous avons pu, à plusieurs reprises, nous appuyer sur nos solides actifs financiers. »



Charlie Prioleau
Premier directeur général
secteur de l'énergie É.-U.,
BMO Marchés des capitaux

Tom Gerlacher
Directeur général
secteur Fusions et acquisitions É.-U.,
BMO Marchés des capitaux

David Cecil
Directeur général
secteur de l'énergie É.-U.,
BMO Marchés des capitaux

Stewart Frankel
Vice-président
secteur de l'énergie É.-U.,
BMO Marchés des capitaux

La gouvernance au sein de votre BMO

La confiance que nos actionnaires accordent au Conseil d'administration et à la direction de BMO doit être sauvegardée par un rigoureux programme de gouvernance. Cette position, nous la soutenons de longue date. En 1991, le Conseil de BMO publiait un rapport intitulé *Shaping the Board of Directors for the Future*. Ce rapport jetait les bases de notre programme de gouvernance qui n'a cessé d'évoluer depuis, dans un contexte en perpétuel changement.

Notre engagement à l'égard de la gouvernance repose sur une notion fondamentale, à savoir que les administrateurs sont élus par les actionnaires pour défendre leurs intérêts et que les administrateurs et les dirigeants sont responsables devant les actionnaires. Pour BMO, la gouvernance consiste à satisfaire les attentes des actionnaires.

Établissement de normes

Le Conseil d'administration de BMO établit les normes d'une bonne gouvernance pour l'ensemble de l'organisation. Le Comité de gouvernance et de mise en candidature du Conseil d'administration est responsable de l'élaboration de nos politiques et de nos pratiques en matière de gouvernance. Il se tient au courant de l'évolution des pratiques dans le domaine de la gouvernance, surveille notre conformité et, s'il y a lieu, recommande des changements ou des améliorations qui nous permettront de maintenir les normes les plus rigoureuses en matière de gouvernance.

Pour BMO, la gouvernance consiste à satisfaire les attentes des actionnaires.

Nous considérons que l'indépendance des administrateurs de BMO – y compris le président du conseil – aide le Conseil à fonctionner de façon autonome et fait en sorte que nous soyons responsables devant toutes les parties intéressées. Actuellement, tous nos administrateurs, à l'exception du chef de la direction, sont indépendants. Le président du conseil, David Galloway, veille à ce que le Conseil fonctionne indépendamment de la direction et à ce que ses membres aient accès à un leader indépendant.

Diversité au sein du Conseil

Nous sommes d'avis que BMO est mieux servi par un Conseil d'administration dont les membres présentent un large éventail d'aptitudes et d'antécédents. Chaque année, le Comité de gouvernance et de mise en candidature du Conseil d'administration revoit et évalue les aptitudes et les compétences du Conseil et de chaque administrateur en fonction du profil de compétences recherché, puis détermine s'il y a lieu d'effectuer certains changements à la composition du Conseil.

À la suite de ce processus de révision, deux nouveaux administrateurs ont joint les rangs du Conseil, en 2006. La nomination de M. George A. Cope et de M^{me} Martha C. Piper, Ph.D., apporte au Conseil une expertise additionnelle du milieu des affaires canadien traditionnel et du secteur de la technologie, de même qu'une approche universitaire renforcée. Leurs antécédents variés et remarquables élargissent l'éventail de compétences de nos administrateurs et aideront le Conseil à mieux représenter les intérêts de nos actionnaires. La nomination de M^{me} Piper nous a également permis de faire des progrès relativement à notre objectif d'accroître la représentation des femmes au sein de notre Conseil.

Prix et récompenses en 2006

La section *Report on Business* du *Globe and Mail*, dans son évaluation annuelle des pratiques de gouvernance menée en 2006, a classé BMO au cinquième rang parmi 204 émetteurs assujettis canadiens.

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) nous a décerné son Prix d'excellence en matière d'information d'entreprise, secteur des services financiers, ainsi que son Prix d'excellence en information financière, tous secteurs confondus.

e.com, une société européenne de recherche et d'édition qui évalue chaque année les rapports annuels d'entreprises, classe notre rapport annuel 2005 au premier rang dans la catégorie secteur des services financiers à l'échelle internationale, lui accordant la cote A+.

Selon IR Global Rankings, notre site Web des Relations avec les investisseurs se classe au premier rang à l'échelle mondiale dans le secteur des services financiers, au deuxième rang en Amérique du Nord tous secteurs confondus et au sixième rang à l'échelle mondiale tous secteurs confondus.

À BMO, nous considérons que la présentation de l'information est un élément essentiel d'une gouvernance efficace. Il est essentiel pour nous que les parties intéressées de l'organisation soient en mesure de comprendre réellement nos activités, nos buts et nos valeurs ainsi que notre rendement financier. Nos efforts pour améliorer la présentation de l'information que nous communiquons au public ont fait de notre organisation un leader dans ce domaine.

Inventaire de nos responsabilités

Les *Lignes directrices d'approbation et de surveillance du Conseil* constituent le fondement de notre programme de gouvernance. Ces lignes directrices, qui sont révisées annuellement, décrivent de façon détaillée les questions qui doivent être soumises à l'examen ou à l'approbation du Conseil et des comités. On y précise très clairement les responsabilités respectives des administrateurs et de la direction.

Pour empêcher que les administrateurs ne soient exposés à des conflits d'intérêts potentiels lors des réunions du Conseil ou des comités, nous avons redoublé d'efforts cette année en vue de déterminer à l'avance les situations potentielles de conflits d'intérêts, démarche qui nous permet d'éviter qu'un administrateur susceptible de se trouver dans une telle situation reçoive du matériel sur le sujet en question ou participe à une discussion ou à un processus décisionnel connexe. Nos lignes directrices en matière d'approbation et nos directives en matière de conflits d'intérêts assurent toutes les parties intéressées que le Conseil d'administration dispose de mécanismes de contrôle efficaces en matière de gouvernance.

Un chef de file en matière de présentation de l'information

À BMO, nous considérons que la présentation de l'information est un élément essentiel d'une gouvernance efficace. Il est essentiel pour nous que les parties intéressées de l'organisation soient en mesure de comprendre réellement nos activités, nos buts et nos

Complément d'information

Pour de plus amples renseignements sur la gouvernance au sein de BMO, consulter les documents suivants sur notre site Web à www.bmo.com.

Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires

Les actionnaires sont invités à participer à notre assemblée annuelle le 1^{er} mars 2007, à Toronto, ou à assister à la webdiffusion de l'assemblée. On peut obtenir les détails de la webdiffusion sur notre site Web.

Gouvernance

Notre site Web contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, nos Normes de détermination des administrateurs non reliés ou indépendants et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

Circulaire de sollicitation de procurations

Notre circulaire de sollicitation de procurations contient des renseignements sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance.

Rapport sociétal de BMO, incluant notre Déclaration annuelle

Ce bilan annuel décrit les activités engagées au cours de l'année dans le cadre de nos responsabilités sociétales. La version 2006 de ce rapport sera publiée en février 2007.

Règles de la Bourse de New York en matière de gouvernance

Pour prendre connaissance du sommaire des différences importantes entre nos pratiques de gouvernance et celles exigées des entreprises américaines en vertu des normes d'inscription de la Bourse de New York, consulter notre site Web.

Tout actionnaire peut aussi obtenir sur demande un exemplaire papier des documents susmentionnés.

valeurs ainsi que notre rendement financier. Nos efforts pour améliorer la présentation de l'information que nous communiquons au public ont fait de notre organisation un leader dans ce domaine. La direction, encouragée par le Conseil d'administration, cherche activement des moyens de fournir des renseignements à la fois plus abondants et plus clairs aux parties intéressées.

Notre rapport annuel se distingue par notre tableau comparatif des résultats financiers, qui a fait de BMO un pionnier de la présentation de l'information financière. Ce tableau repose sur onze importantes mesures financières, notamment le rendement total des capitaux propres, le rendement des capitaux propres, la croissance du résultat par action, la productivité et le rendement du portefeuille de prêts. Nous comparons nos résultats à l'égard de ces mesures à ceux des grandes banques du Canada et de celles qui font partie de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Nous croyons que l'évaluation de notre performance comparative à celle de nos concurrents permet aux parties intéressées de situer nos résultats dans le contexte approprié et de mieux les comprendre. Depuis l'adoption de cette pratique en 1992, BMO a publié ces données comparatives chaque année.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, directement ou par l'entremise de ses comités, est chargé de la gestion ou de la surveillance de la gestion des activités et des affaires internes de la Banque dans le but d'accroître la valeur pour les actionnaires. Il est composé de 16 administrateurs indépendants et d'un administrateur membre de la direction, le président et chef de la direction Tony Comper.



Robert M. Astley

Waterloo, Ont.

Administrateur et ancien président et directeur général Clarica, compagnie d'assurance sur la vie et ancien président Financière Sun Life Canada



Stephen E. Bachand

Ponte Vedra Beach, Fl.

Administrateur et président et chef de l'administration retraité La Société Canadian Tire Limitée



David R. Beatty, o.b.e.

Toronto, Ont.

Président du conseil et chef de la direction Beatinvest Limited



Robert Chevrier, f.c.a.

Montréal, Qc

Président Société de gestion Roche inc.



Tony Comper

Toronto, Ont.

Président et chef de la direction BMO Groupe financier



George A. Cope

Toronto, Ont.

Président et chef de l'exploitation Bell Canada



Ronald H. Farmer

Markham, Ont.

Directeur général Mosaic Capital Partners Toronto



David A. Galloway

Toronto, Ont.

Président du conseil Banque de Montréal



Harold N. Kvisle

Calgary, Alb.

Président et chef de la direction TransCanada Corporation



Eva Lee Kwok

Vancouver, C.-B.

Présidente du conseil et chef de la direction Amara International Investment Corp.



Bruce H. Mitchell

Toronto, Ont.

Président du conseil et chef de la direction Permian Industries Limited



Philip S. Orsino, o.c., f.c.a.

Toronto, Ont.

Administrateur



Martha C. Piper, Ph.D., o.c., o.b.c., Vancouver, C.-B.

Administratrice et ancienne présidente Université de la Colombie-Britannique



J. Robert S. Prichard, o.c., o.ont., Toronto, Ont.

Président et chef de la direction Torstar Corporation



Jeremy H. Reitman

Montréal, Qc

Président et chef de la direction Reitmans (Canada) Limitée



Guylaine Saucier, c.m., f.c.a.

Montréal, Qc

Administratrice



Nancy C. Southern

Calgary, Alb.

Présidente et chef de la direction ATCO Ltd. et Canadian Utilities Limited

Membres honoraires du Conseil d'administration

Charles F. Baird

Skillman, N.J., É.-U.

Ralph M. Barford

Toronto, Ont.

Matthew W. Barrett, o.c., ll.d.

Londres, Angleterre

Peter J.G. Bentley, o.c., ll.d.

Vancouver, C.-B.

Claire P. Bertrand

Montréal, Qc

Frederick S. Burbidge, o.c.

Frelighsburg, Qc

Pierre Côté, c.m.

Québec, Qc

C. William Daniel, o.c., ll.d.

Toronto, Ont.

Graham R. Dawson

Vancouver, C.-B.

Louis A. Desrochers, c.m., c.r.

Edmonton, Alb.

A. John Ellis, o.c., ll.d., o.s.l.

Vancouver, C.-B.

John F. Fraser, o.c., ll.d.

Winnipeg, Man.

Thomas M. Galt

Toronto, Ont.

J. Peter Gordon, o.c.

Burlington, Ont.

Richard M. Ivey, c.c., c.r.

Toronto, Ont.

L'honorable Betty Kennedy, o.c., ll.d.

Campbellville, Ont.

J. Blair MacAulay

Oakville, Ont.

Ronald N. Mannix, o.c.

Calgary, Alb.

Robert H. McKercher, c.r.

Saskatoon, Sask.

Eric H. Molson

Montréal, Qc

William D. Mulholland, ll.d.

Georgetown, Ont.

Jerry E.A. Nickerson

North Sydney, N.-É.

Lucien G. Rolland, o.c.

Montréal, Qc

Joseph L. Rotman, o.c., ll.d.

Toronto, Ont.

Mary Alice Stuart, c.m., o.ont., ll.d.

Toronto, Ont.

Votre BMO prend ses responsabilités à cœur

En tant que grande banque canadienne, BMO a une responsabilité envers diverses parties intéressées. Nous sommes déterminés à réussir en tant qu'organisation et à créer ainsi de la richesse pour nos actionnaires, nos employés et la société en général. En même temps, nous croyons que la qualité de vie de chacun de nous s'améliore et que les intérêts de notre organisation sont servis au mieux lorsque la recherche du rendement économique s'accompagne du respect de nos employés, des collectivités où nous sommes établis et de l'environnement.

En 2006, nous avons révisé la politique générale de BMO sur la responsabilité sociétale, qui englobe maintenant la politique générale sur l'environnement et la norme générale en matière de responsabilité sociale. Avec le document *Principes fondamentaux – Notre code de conduite et d'éthique*, cette politique mise à jour nous guidera et nous fournira un cadre sûr tandis que nous poursuivrons nos objectifs de responsabilité sociétale.

Les pages qui suivent décrivent comment nous avons continué de nous acquitter de nos responsabilités à l'égard de la société et de l'environnement.

Vos employés

Nous devons nous assurer que nous disposons du personnel voulu pour exécuter nos stratégies, que nous sommes dotés d'une culture axée sur le rendement et que tous nos employés se concentrent sur nos priorités stratégiques, car c'est de cette façon que nous atteindrons nos objectifs d'affaires. Nous faisons sans cesse la promotion de l'apprentissage continu afin que nos employés possèdent les connaissances, les compétences et les outils dont ils ont besoin pour dispenser un service exceptionnel à notre clientèle et pour satisfaire leurs propres aspirations professionnelles. En même temps, nous fournissons un milieu de travail équitable et inclusif où règne le respect mutuel – un environnement qui favorise la diversité, le bien-être et l'excellence.

La formation de nos leaders

En réponse à l'évolution des caractéristiques sociodémographiques, dont le vieillissement de la main-d'œuvre, ainsi qu'à l'intensification de la concurrence pour les meilleurs éléments dans le secteur des services financiers, nous avons adopté à BMO une approche plus stratégique de la conservation de nos employés les plus talentueux. Ainsi, nous avons mis en place dans l'ensemble de l'organisation un programme uniforme et rigoureux permettant d'évaluer les employés prometteurs, et nous avons incorporé la formation des leaders dans notre processus de planification de la relève. En investissant nos ressources dans le recrutement, la découverte et la formation des leaders actuels et futurs, nous contribuons grandement à nous assurer que la réussite de BMO se poursuivra.

Nous devons nous assurer que nous disposons du personnel voulu pour exécuter nos stratégies, que nous sommes dotés d'une culture axée sur le rendement et que tous nos employés se concentrent sur nos priorités stratégiques, car c'est de cette façon que nous atteindrons nos objectifs d'affaires.



Rose M. Patten
Première vice-présidente à la direction
Ressources humaines
BMO Groupe financier

Prix et récompenses en 2006

Classement parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada

Pour la cinquième année de suite, le magazine *Maclean's* et *Mediacorp Inc.* ont classé BMO au nombre des 100 meilleurs employeurs au Canada.

Classement parmi les 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation

Dans le cadre de son étude annuelle, la revue *Training* a classé BMO Groupe financier au 14^e rang des 100 meilleures entreprises en matière de formation, en tête des sociétés canadiennes.

Classement parmi les 50 meilleurs employeurs en matière de diversité

Le magazine *DiversityInc* a reconnu les mérites de Harris en ce qui concerne les points suivants : engagement manifesté par le chef de la direction, capital humain (conservation du personnel des deux sexes et de toutes les catégories raciales et ethniques), communication d'entreprise et diversité des fournisseurs.

Corporate Diversity Award

Le Chicago Council on Urban Affairs a décerné son prix de la diversité à Harris pour sa détermination à établir un milieu de travail inclusif et diversifié.

Vos employés (suite)

Une culture d'apprentissage

L'Académie BMO Groupe financier, notre centre d'enseignement, joue un rôle crucial dans la formation de nos futurs leaders – et dans la création d'une culture d'apprentissage. Pour la cinquième année de suite, la revue américaine *Training* a accordé une excellente note à L'Académie au terme de son étude annuelle, classant BMO au 14^e rang des 100 meilleures entreprises pour le lien établi entre la formation et la stratégie commerciale, le caractère unique de nos programmes d'apprentissage et notre engagement global à l'égard du perfectionnement du personnel.

Un milieu de travail positif

Nous avons l'obligation morale de créer un milieu de travail positif et sain. Par ailleurs, il s'agit d'un élément important pour bâtir une organisation axée sur le rendement élevé. Dans le cadre de cet engagement, nous offrons à nos employés un éventail de programmes visant à faciliter la conciliation des responsabilités professionnelles, familiales et communautaires, notamment les régimes de travail souples et un programme interne d'aide aux employés, aux retraités et aux membres de leur famille qui est le plus important en Amérique du Nord. On peut citer également

les congés pour charges familiales, les congés accordés aux membres du personnel qui en font la demande pour apporter leur aide à une œuvre de bienfaisance et notre Programme de subventions aux organismes bénévoles, qui verse des dons afin de soutenir les efforts de bénévolat communautaire des employés.

**La diversité, c'est profitable**

BMO tient à se doter d'une main-d'œuvre diversifiée qui soit le reflet de notre société. À cette fin, notre organisation compte 26 conseils sur la diversité et neuf groupes d'affinité au Canada et aux États-Unis.

6,5
jours de formation

Investissement dans la formation

En 2006, BMO a accordé, en moyenne, 6,5 jours de formation par employé, ce qui a porté à plus de 500 millions de dollars la somme totale que nous avons investie dans la formation et le perfectionnement au cours de la dernière décennie.

Notre environnement

À BMO, nous adhérons aux principes du développement durable et les mettons en pratique. Autrement dit, nous sommes déterminés à réaliser une croissance économique tout en nous faisant les protecteurs de l'environnement.

Carbon Disclosure Project

BMO est signataire du *Carbon Disclosure Project (CDP)*, le secrétariat de coordination d'une coalition qui regroupe nombre des plus importants

investisseurs institutionnels du monde dans le but de favoriser la divulgation des renseignements relatifs aux incidences des changements climatiques sur les affaires. En 2006, BMO était membre du *CDP Canada Advisory Group*. Dans le *Carbon Disclosure Project Report*, le chef de la direction de BMO, Tony Comper, faisait d'ailleurs remarquer que « de toute évidence, cette initiative met l'accent sur les changements climatiques planétaires et éclaire les entreprises canadiennes

sur cette perspective, l'une des plus inquiétantes auxquelles l'humanité ait à faire face actuellement ».

Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

L'Initiative financière du PNUE a pour mission de déterminer quelles sont les meilleures pratiques en matière d'environnement et de développement durable et d'en faire la promotion auprès des institutions financières afin qu'elles les adoptent à tous les paliers de leurs activités. BMO Groupe financier est un membre actif de son groupe de travail nord-américain.

Principes d'Équateur

Les *Principes d'Équateur* ont été élaborés en 2002 par la Société financière internationale, membre du Groupe de la Banque mondiale, qui incite le secteur privé à investir dans le développement durable des pays moins avancés afin d'y réduire la pauvreté et d'y améliorer les conditions de vie des populations. BMO continue de se conformer à ces principes, en appliquant les critères environnementaux et sociaux pour évaluer le financement des projets de plus de 10 millions de dollars américains.

Système de gestion de l'environnement

En 2006, nous avons lancé une initiative visant la mise au point et l'implantation d'un système de gestion durable de l'environnement grâce auquel la sensibilisation à l'environnement et la protection de ce dernier feront partie intégrante de nos activités courantes. Ce système a pour objet d'évaluer les incidences de nos opérations sur l'environnement, de nous fixer des objectifs de rendement et de garantir la responsabilisation à l'échelle de l'organisation.

Appui au développement durable

Dans le cadre de l'accord de partenariat conclu avec L'éducation au service de la Terre (LST), BMO s'est engagé à verser 100 000 \$ à cet organisme au cours des trois prochaines années afin de l'aider à intégrer les concepts et principes du développement durable dans l'enseignement scolaire au Canada. Fondé en 1991, LST a pour mission de sensibiliser les jeunes aux pratiques de développement durable. L'organisme a apporté son soutien à plus de 15 000 enseignants et 200 000 élèves dans l'ensemble du Canada.

**L'acquisition d'habitudes vertes**

BMO s'est engagé à verser 375 000 \$ au cours des trois prochaines années à l'organisme Evergreen, qui se trouve au premier plan du mouvement d'aménagement de milieux urbains plus verts au Canada. Notre apport financier servira à établir six instituts de formation en plein air à l'intention des enseignants à Toronto, Halifax et Winnipeg. Ces installations permettront d'améliorer le programme de La classe verte offert par Evergreen, qui incite les enfants à verdifier la cour de leur école ainsi qu'à prendre conscience de l'environnement et à acquérir le savoir-faire nécessaire pour en devenir les protecteurs au sein de leur collectivité.

Notre engagement envers les collectivités

À BMO, c'est une tradition de longue date de soutenir activement les collectivités où nous faisons des affaires et où nos employés vivent et travaillent. Nous croyons qu'en contribuant à la vitalité des régions, villes et quartiers où nous sommes présents, nous servons au mieux les intérêts de notre organisation – et de la société dans son ensemble.



L'acquisition du savoir : une priorité

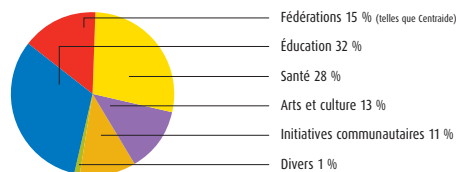
En 2006, nous avons continué d'accorder une place importante au soutien de l'acquisition du savoir, surtout au palier postsecondaire. Nous nous sommes donc engagés à verser des fonds supplémentaires totalisant 2,9 millions de dollars à dix universités et collèges canadiens au cours des dix prochaines années. Nous avons fait une promesse de don de 1,25 million au collège universitaire Glendon de l'Université York pour la fondation du Centre de conférences BMO Groupe financier et le financement de la mise sur pied du programme d'affaires publiques. BMO s'est de plus engagé à faire des dons totalisant 2,4 millions de dollars aux universités Acadia et Saint Mary's de la Nouvelle-Écosse, à l'Université de Sherbrooke et à l'Université du Québec à Montréal, ainsi qu'à l'Université de Lethbridge en Alberta dans le cadre de leurs campagnes de financement respectives.



Générosité des employés

En 2006, les employés de BMO Groupe financier ont recueilli la somme record de 8 millions de dollars grâce à BMO Fontaine d'espoirsm, l'organisme caritatif d'envergure nationale dont ils assurent la gestion. Un grand nombre de nos employés ont également apporté un soutien actif à des organismes communautaires locaux. Par exemple, des centaines d'employés de Harris à Chicago ont participé à l'événement WalkAmerica 2006 de l'organisme La Marche des dix sous et ils ont ainsi amassé plus de 100 000 \$ US.

Ventilation des dons (2006)



En 2006, BMO Groupe financier a consacré 40,8 millions de dollars aux dons, commandites et événements pour soutenir des collectivités, des œuvres de bienfaisance et des organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis.

Au profit de la santé

Nous avons aussi maintenu l'engagement de BMO de soutenir les établissements de santé dans l'ensemble du Canada. En 2006, nous avons entre autres promis le versement étalé sur les cinq prochaines années d'une somme de deux millions de dollars destinée à la création de la Chaire de cardiologie BMO Groupe financier à l'Hôpital pour enfants malades de Toronto. Considéré comme l'un des meilleurs du monde, cet établissement traite les blessures graves et les maladies de l'enfance les plus complexes. Nous nous sommes également engagés à offrir une somme de 2 millions de dollars dans le cadre du soutien continu que nous apportons au Groupe de recherche en santé urbaine de l'Hôpital St. Michael de Toronto.

Prix dans le domaine des arts

BMO a eu l'honneur de recevoir l'un des prix *Globe and Mail Business for the Arts* 2006 qui soulignent les « partenariats exceptionnels entre le secteur des affaires et le milieu des arts ». En 2006, nous avons entre autres commandité le *Prix Elinore et Lou Siminovitch de théâtre*, qui a été décerné à la scénographe torontoise Dany Lyne; ce prix de 100 000 \$ est la plus importante récompense accordée dans le domaine théâtral au Canada. Notre apport aux arts et à la culture inclut également un don de un million de dollars à la Canadian Opera Company en vue des festivités d'inauguration de sa nouvelle résidence, le magnifique Four Seasons Centre for the Performing Arts.

Partenaires en sport

Persuadé que le sport contribue au bien-être et favorise l'acquisition d'aptitudes à la vie quotidienne, BMO continue de soutenir l'organisme Patinage Canadasm de même que le principal centre équestre du Canada, Spruce Meadowssm. Nous avons également annoncé un nouveau partenariat dans le domaine du sport après avoir acquis les droits de dénomination du stade de soccer actuellement en construction à Toronto. Ce stade de 20 000 sièges dont l'inauguration est prévue pour le printemps 2007 portera donc le nom de BMO Fieldsm et servira de domicile au Toronto FC de la Ligue majeure de soccer ainsi qu'aux équipes nationales de soccer du Canada.

Rapport de gestion

Le président et chef de la direction et la chef des finances et des affaires administratives de BMO ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent Rapport annuel. La déclaration, qui figure à la page 90, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à ces renseignements.

Le Rapport de gestion porte sur les exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005. Il doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Le commentaire a été établi en date du 28 novembre 2006, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 8 décembre 2006. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Les données reclassées comprennent les montants découlant du transfert de certaines activités entre les groupes d'exploitation. De plus, les notes 3 et 21 afférentes aux états financiers, figurant respectivement aux pages 98 et 120, expliquent l'incidence, sur nos états financiers des exercices antérieurs, de modifications de la convention comptable adoptées de manière rétroactive. Toutefois, les montants figurant dans le Rapport de gestion à l'égard des exercices antérieurs à 2004 n'ont pas été retraités, compte tenu du peu d'incidence de ces modifications de la convention comptable sur ceux-ci.

Table des matières

23 La section **Ce que nous sommes** présente BMO Groupe financier, énonce nos cibles pour 2006 et 2007 et explique les liens entre nos cibles annuelles et notre vision globale. Elle contient également des données importantes sur notre rendement qui permettent de répondre à la question : « Pourquoi investir dans BMO? »

24 La section **Résultats financiers et situation financière en bref** présente un aperçu de nos résultats à l'égard de 11 mesures clés utilisées par la direction pour évaluer notre rendement par rapport à nos groupes de référence.

27 La section **Stratégie globale** décrit la stratégie mise en œuvre à l'échelle de l'organisation et les progrès accomplis en vue de la réalisation de nos priorités stratégiques de 2006.

28 La **Mise en garde concernant les déclarations prospectives** informe les lecteurs des limites, des risques et des incertitudes associés aux déclarations prospectives.

28 La section **Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs** énumère certains facteurs qui visent l'ensemble du secteur ou sont propres à l'organisation et dont les investisseurs doivent tenir compte dans l'évaluation des perspectives de rendement de BMO.

30 La section **Évolution de la situation économique** présente des commentaires sur l'incidence de l'évolution de la situation économique sur nos activités en 2006 et les perspectives économiques pour 2007.

La section **Mesures de la valeur** passe en revue les quatre mesures clés qui évaluent ou influencent directement le rendement des capitaux propres.

- 31** Rendement total des capitaux propres
- 32** Croissance du résultat par action
- 33** Rendement des capitaux propres
- 33** Croissance du profit économique net

34 L'**Analyse des résultats financiers de 2006** présente une analyse détaillée de nos résultats consolidés dans chacune des principales catégories de postes figurant à l'état des résultats, de même que des explications sur l'utilisation de mesures non conformes aux PCGR et sur l'incidence des acquisitions et des ventes d'entreprises, et des variations des taux de change.

L'**Analyse des résultats des groupes d'exploitation** présente la vision et les stratégies de nos groupes d'exploitation, les principaux risques d'entreprise auxquels ils sont exposés, de même que les forces, les compétences et les principaux facteurs de rendement qui les caractérisent. On y trouve également un sommaire de leurs réalisations en 2006

et de leurs priorités pour 2007, ainsi qu'une analyse de leurs résultats financiers de l'exercice.

- 42** Sommaire
- 43** Services bancaires Particuliers et entreprises
- 49** Groupe Gestion privée
- 52** Groupe Services d'investissement
- 55** Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

L'**Analyse de la situation financière** traite des éléments de l'actif et du passif, selon les principales catégories figurant au bilan. On y trouve une évaluation de la suffisance du capital et la description de l'approche que nous avons adoptée en matière d'utilisation du capital pour soutenir nos stratégies commerciales et maximiser le rendement des capitaux propres. Elle traite également des arrangements hors bilan et des instruments financiers.

- 56** Bilan sommaire
- 58** Gestion globale du capital
- 60** Arrangements hors bilan
- 61** Instruments financiers

La section **Questions comptables et contrôles de communication de l'information** traite des principales estimations comptables, ainsi que des modifications des conventions comptables pour 2006 et les périodes futures. Elle présente également notre évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information, et des contrôles internes à l'égard des données financières.

- 62** Principales estimations comptables
- 64** Modifications des conventions comptables en 2006
- 64** Modifications futures des conventions comptables
- 65** Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière
- 65** Politique d'approbation préalable et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

66 La section **Gestion globale des risques** décrit notre façon d'aborder la gestion des principaux risques financiers et connexes auxquels nous sommes exposés.

73 **Analyse des résultats du quatrième trimestre, Tendances trimestrielles relatives au revenu net et Analyse des résultats financiers de 2005 :** Ces analyses commentent les résultats visant des périodes pertinentes autres que l'exercice 2006.

78 La section **Données complémentaires** présente de nombreux tableaux financiers utiles et des données historiques supplémentaires.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov. Le chef de la direction et la chef des finances et des affaires administratives certifient tous deux la pertinence et la fidélité de l'information contenue dans les états financiers annuels et intermédiaires, dans le Rapport de gestion et dans la Notice annuelle de BMO, et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que des contrôles internes à l'égard des données financières utilisés par BMO.

Ce que nous sommes

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est un fournisseur nord-américain de services financiers hautement diversifiés. Fort d'un actif totalisant 320 milliards de dollars et d'un effectif de près de 35 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. BMO Groupe financier assure ses services à la clientèle de l'ensemble du Canada par l'entremise de BMO Banque de Montréal, sa société de services bancaires de détail, et par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns, de BMO Ligne d'action et de BMO Banque privée Harris, ses sociétés de gestion de patrimoine. BMO Marchés des capitaux, la division nord-américaine de services bancaires et d'investissement aux grandes entreprises, offre une gamme complète de produits et services financiers aux clients nord-américains et internationaux. Aux États-Unis, BMO offre des services bancaires et d'investissement à plus de un million de particuliers et d'entreprises par l'intermédiaire de Harris, sa société de services financiers intégrés établie à Chicago. BMO Groupe financier est composé de trois groupes d'exploitation : les Services bancaires Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et le groupe Services d'investissement.

Nos cibles financières

L'objectif fondamental global de BMO et ses cibles annuelles à l'égard de certaines mesures importantes des résultats financiers sont énoncés dans le tableau ci-contre. Même si la réalisation de notre objectif fondamental qui consiste à nous classer dans le quartile supérieur pour le rendement total des capitaux propres dépend de nos résultats par rapport à ceux de notre groupe de référence, nous sommes persuadés que nous pourrions réaliser cet objectif en atteignant nos objectifs financiers à moyen terme qui consistent à augmenter le RPA d'au moins 10 % par année en moyenne au fil du temps et en obtenant un RCP annuel moyen entre 18 % et 20 % – la fourchette cible s'établissait auparavant entre 18 % et 19 % –, au fil du temps. Les cibles financières annuelles représentent des jalons dans la réalisation de nos objectifs financiers à moyen terme. Elles sont également liées à la situation économique du moment et peuvent être influencées par les résultats des années utilisées aux fins de comparaison. Les cibles pour un exercice donné peuvent donc être supérieures ou inférieures aux objectifs financiers à moyen terme.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général, tout en limitant la croissance des frais, de manière à réaliser des gains de productivité, au fil du temps. Tout en visant des économies par la gestion des frais, nous recherchons l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future.

En 2006, comme en 2005, nous avons atteint quatre de nos cinq cibles financières, n'ayant pu atteindre la cible que nous nous étions fixée au chapitre de l'amélioration de la productivité. Nous avons amélioré notre ratio de productivité avant amortissement de 25 points de base en 2006 et de 538 points de base au cours des trois exercices antérieurs. En 2004, comme en 2003, nous avons atteint nos cinq cibles financières. Nos cibles pour 2007 ont été établies en fonction de nos prévisions économiques pour la prochaine année, comme nous l'expliquons en détail à la page 30.

Pourquoi investir dans BMO

Au 31 octobre 2006 ou pour les périodes terminées à cette date (%)	1 an	5 ans	10 ans
Rendement total des capitaux propres, taux annuel composé	24,1	19,1	16,7
Croissance du résultat par action, taux annuel composé	11,2	14,1	9,6
Rendement des capitaux propres, taux annuel moyen	19,2	17,4	16,5
Croissance des dividendes annuels déclarés par action, taux annuel composé	22,2	15,1	11,8
Rendement de l'action au 31 octobre 2006	3,6	s.o.	s.o.

s.o. – sans objet

La section ci-dessus, intitulée Nos cibles financières, contient des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, figurant à la page 28 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans cette section.

Notre vision

Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Notre objectif fondamental

Maximiser le rendement total des capitaux propres et progresser, au fil du temps, vers un classement dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Nos objectifs financiers à moyen terme

Accroître le RPA d'au moins 10 % par année au fil du temps; accroître le RCP annuel moyen au fil du temps pour le porter entre 18 % et 20 %; et maintenir un solide capital réglementaire, comparable à celui des membres de nos groupes de référence.

Cibles financières pour 2006	Résultats financiers pour 2006	Cible atteinte	Cibles financières pour 2007
• Croissance du RPA de 5 % à 10 %, par rapport au montant de base de 4,58 \$* (excluant les changements à la réserve générale)	• Sur la même base, croissance de 11,6 % du RPA qui est passé de 4,58 \$ à 5,11 \$	✓	• Croissance du RPA de 5 % à 10 %, par rapport au montant de base de 5,11 \$ (excluant les changements à la réserve générale)
• RCP de 17 % à 19 %	• RCP de 19,2 %	✓	• RCP de 18 % à 20 %
• Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins	• Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 211 millions de dollars	✓	• Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins
• Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %	• Ratio du capital de première catégorie de 10,22 %	✓	• Voir la Gestion globale du capital à la page 58
• Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base	• Amélioration de 25 points de base du ratio de productivité avant amortissement	✗	• Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

*Auparavant 4,59 \$. Montant retraité en raison de l'application rétroactive de la modification de la convention comptable concernant la rémunération à base d'actions, comme nous l'expliquons à la page 64.

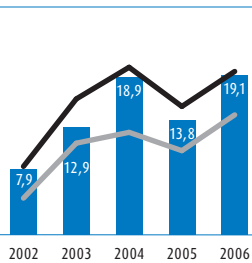
Résultats financiers et situation financière en bref

Nos résultats

Rendement total des capitaux propres (RTCP)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans de BMO s'élève à 19,1 %, soit une hausse par rapport au RTCP de 13,8 % inscrit un an plus tôt, et il est supérieur au rendement moyen du secteur des services financiers et des indices du marché en général.
- Le RTCP sur un an de BMO s'établit à 24,1 % en 2006 et se classe au deuxième rang au sein de notre groupe de référence du Canada. Ce résultat a fait monter notre RTCP sur cinq ans et aura été supérieur à 15 % pour quatre des cinq derniers exercices.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 31.



Comparaison avec nos groupes de référence

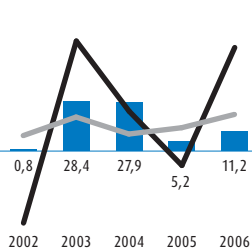
RTCP annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans de BMO, qui est de 19,1 %, est inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 19,6 %, mais nettement supérieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 14,4 %.
- Notre excellent RTCP sur un an nous a permis de réduire l'écart par rapport à la moyenne du groupe de référence du Canada et d'accroître notre avantage par rapport à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a progressé de 11,2 % en 2006 et s'élève à 5,15 \$, établissant ainsi un record pour une quatrième année de suite. Cette progression s'explique par la croissance du volume d'affaires, par des provisions pour créances irrécouvrables peu élevées et stables ainsi que par la baisse du taux d'imposition effectif.
- Si on fait abstraction des rajustements de la réserve générale pour créances irrécouvrables effectués en 2006 et 2005, le RPA s'est accru de 11,6 %, et cette croissance est supérieure à notre cible pour 2006, qui était une croissance de 5 % à 10 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 32.



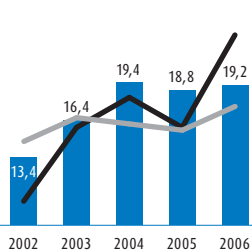
Croissance du RPA (%)

- La croissance du RPA de BMO s'est améliorée en 2006 et se chiffre à 11,2 %. Elle est toutefois inférieure à la croissance moyenne du groupe de référence du Canada, qui s'élève à 59,2 % et qui a été haussée par l'incidence de provisions liées à des litiges en 2005 et par un important gain à la vente d'une entreprise en 2006. Ces mêmes facteurs ont contribué à la forte moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 21,0 %.

Rendement des capitaux propres (RCP)

- Le RCP s'établit à 19,2 %, alors qu'il était de 18,8 % en 2005, et constitue le deuxième plus haut RCP des 20 dernières années. Il est supérieur à notre cible pour 2006, qui était un taux de 17 % à 19 %. Pour 2007, nous visons un RCP de 18 % à 20 %.
- Nous avons porté notre cible à moyen terme à un taux de 18 % à 20 %, alors que nous visons un taux de 18 % à 19 % à la fin de 2006.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.



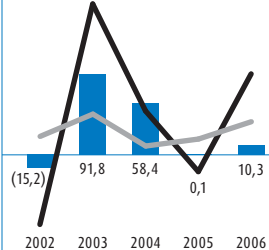
RCP (%)

- Notre RCP de 19,2 % en 2006 est inférieur au RCP moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 23,2 %, mais supérieur à celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 17,5 %.
- BMO a obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun des 17 derniers exercices et est la seule grande banque nord-américaine à afficher des résultats aussi constants.

Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, a progressé de 10,3 % et atteint le chiffre record de 1 230 millions de dollars.
- Les résultats des groupes Gestion privée et Services d'entreprise ont favorisé cette progression, des capitaux plus considérables ayant été attribués aux autres groupes d'exploitation en 2006.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.



Croissance du PEN (%)

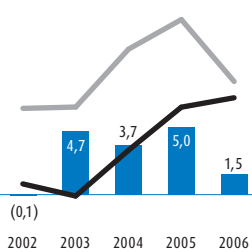
- La croissance du PEN, qui s'établit à 10,3 % en 2006, est inférieure à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 92,1 %, et à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 37,7 %. Les moyennes ont bénéficié de l'effet des provisions liées à des litiges en 2005 et du gain à la vente d'une entreprise en 2006.

La courbe relative à la croissance du PEN du groupe de référence du Canada pour 2002 (-104 %) et 2003 (3 112 %) n'est pas conforme à l'échelle du graphique.

Croissance du revenu

- Le revenu* a augmenté de 154 millions de dollars ou de 1,5 % en 2006, mais l'augmentation a été de 5,9 % si on exclut l'incidence de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain. Sur cette base, le revenu de chacun de nos groupes d'exploitation s'est amélioré, la plus grande partie de cette amélioration étant attribuable à PE - Canada et au groupe Gestion privée.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 36.



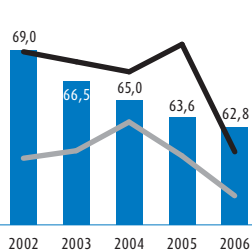
Croissance du revenu (%)

- La croissance du revenu, qui est de 1,5 % en 2006, est inférieure à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 7,2 %, et au fort taux de 8,4 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord. Abstraction faite de la vente de *Harrisdirect* et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, la croissance du revenu de BMO est de 5,9 %.

Ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité)

- Le ratio de productivité s'est amélioré de 77 points de base et s'établit à 62,8 % pour 2006. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 25 points de base et s'établit à 62,4 %, après une amélioration totale de 538 points de base au cours des trois exercices précédents. Nous visons une amélioration de 100 à 150 points de base du ratio de productivité avant amortissement pour 2006.

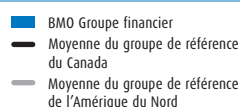
De plus amples renseignements sont présentés à la page 40.



Ratio des frais au revenu (%)

- Le ratio de productivité de BMO, qui est de 62,8 %, est moins bon que le ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 60,8 %, et que celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 57,3 %.
- BMO vise à améliorer son ratio de productivité de 100 à 150 points de base en 2007.

*Le revenu et les impôts sur les bénéfices sont présentés dans le Rapport de gestion sur une base d'imposition comparable. Se reporter aux pages 34, 36 et 41.



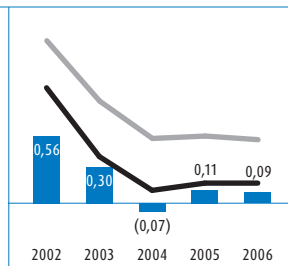
Se reporter à la page 26 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence. Certaines données des exercices antérieurs ont été retraitées. Se reporter à la note 1, à la page 26.

Nos résultats

Créances irrécouvrables

- La provision pour créances irrécouvrables est restée stable et peu élevée, et s'établit à 176 millions de dollars. Les provisions spécifiques s'élevaient à 211 millions de dollars et la réserve générale a été réduite de 35 millions de dollars, deux chiffres comparables à ceux de l'exercice précédent.
- La provision représente 9 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elle représentait 11 points de base en 2005.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 39 et 68.



Comparaison avec nos groupes de référence

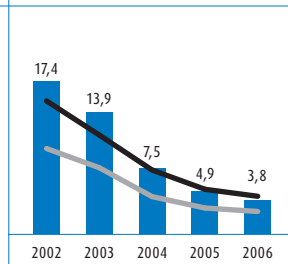
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

- La provision pour créances irrécouvrables de BMO s'établit à 0,09 % du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui est mieux que les moyennes de 0,17 % du groupe de référence du Canada et de 0,53 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- En matière de créances irrécouvrables, le résultat de BMO a été meilleur que le résultat moyen du groupe de référence du Canada pour 14 des 15 derniers exercices.

Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux s'établit à 666 millions de dollars, comparativement à 804 millions en 2005, et il représente 3,8 % du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables, alors qu'il en représentait 4,9 % un an plus tôt.
- Le solde des nouveaux prêts et acceptations douteux, qui influe fortement sur les provisions pour créances, s'établit à 420 millions de dollars, ce qui est conforme au chiffre de l'exercice précédent, les conditions de crédit étant restées favorables.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 39 et 68.



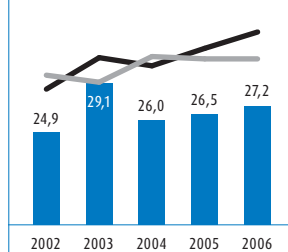
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables

- Le ratio de 3,8 % de BMO est meilleur que le ratio moyen de 4,3 % du groupe de référence du Canada, mais moins bon que le ratio moyen de 2,6 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- Au cours des dernières années, le ratio de BMO a été proche du ratio moyen du groupe de référence du Canada, mais plus élevé que celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent et s'établit à 27,2 %.
- Les liquidités demeurent adéquates, étant toujours soutenues par la grande diversité des dépôts.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 71 et 72.



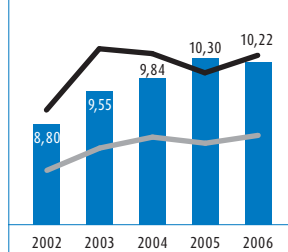
Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total (%)

- Le ratio de liquidité de BMO, qui s'établit à 27,2 %, est inférieur aux ratios moyens de 33,5 % et de 31,2 % des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord respectivement.
- Notre ratio de liquidité est plus élevé que celui de l'exercice précédent et demeure à un niveau acceptable.

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie s'établit à 10,22 %, ce qui représente une légère baisse par rapport au ratio de 10,30 % de l'exercice précédent, mais ce qui est supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.
- Le ratio du capital total s'établit à 11,76 %, ce qui représente une légère baisse par rapport au ratio de 11,82 % de 2005.
- BMO dispose d'un excédent de capital de 3,6 milliards de dollars par rapport à notre cible minimale pour le ratio du capital de première catégorie.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 58 et 59.



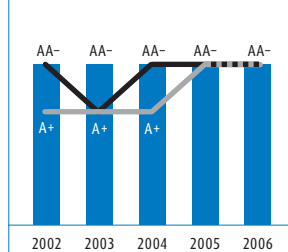
Ratio du capital de première catégorie (%)

- Notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 10,22 %, est légèrement inférieur au ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 10,36 %.
- Selon les normes réglementaires américaines, notre ratio du capital de première catégorie est de 9,93 % et est plus élevé que le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 8,53 %.

Cote de crédit (Standard & Poor's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée, soit AA-. Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrentes, est supérieure à celle des trois autres grandes banques canadiennes.
- La perception que S&P a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 59.



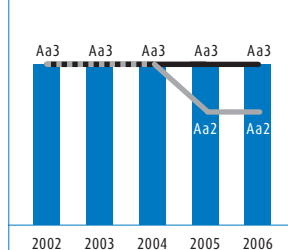
Cote de crédit (Standard & Poor's)

- La cote de crédit de BMO, soit AA-, attribuée par S&P sur les créances prioritaires, se situe dans la moitié supérieure du groupe de référence du Canada, deux banques ayant une cote aussi élevée que celle de BMO et trois autres ayant une cote inférieure. La cote de BMO correspond à la cote médiane du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Cote de crédit (Moody's)

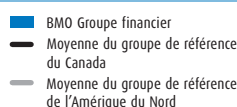
- Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée, soit Aa3. Elle est légèrement inférieure à celle de la banque canadienne la mieux cotée et égale à la cote la plus élevée obtenue parmi les autres grandes banques canadiennes.
- La perception que Moody's a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 59.



Cote de crédit (Moody's)

- La cote de crédit de BMO, soit Aa3, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, est comparable à la cote médiane du groupe de référence du Canada mais légèrement supérieure à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



Se reporter à la page 26 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence. Certaines données des exercices antérieurs ont été retirées. Se reporter à la note 1, à la page 26.

Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord

	2006					2005 (Note 1)					Moyenne de cinq ans (Note 1)				
	BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.
Mesures des résultats financiers (%)															
Rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans	19,1	4	19,6	14,4	1	13,8	4	15,4	10,1	1	19,1	4	19,6	14,4	1
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	11,2	5	59,2	21,0	3	5,2	4	(8,2)	13,4	3	14,1	2	11,5	14,4	3
Rendement des capitaux propres (RCP) attribuable aux actionnaires ordinaires	19,2	6	23,2	17,5	3	18,8	3	15,8	15,6	2	17,4	4	16,6	16,1	2
Croissance du profit économique net (PEN)	10,3	5	92,1	37,7	3	0,1	5	(19,6)	17,9	3	23,2	3	23,4	26,0	2
Croissance du revenu	1,5	5	7,2	8,4	4	5,0	5	6,5	13,0	3	2,9	4	3,5	9,0	3
Ratio des frais au revenu (ratio de productivité)	62,8	4	60,8	57,3	4	63,6	2	69,4	60,5	3	65,4	3	66,9	60,4	3
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,09	1	0,17	0,53	1	0,11	3	0,17	0,56	1	0,20	1	0,36	0,77	1
Mesures de la situation financière (%)															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables	3,8	3	4,3	2,6	3	4,9	4	5,1	3,0	4	9,5	5	8,6	5,5	4
Ratio de liquidité	27,2	6	33,5	31,2	3	26,5	6	32,1	31,2	3	26,8	6	31,2	30,6	3
Ratio du capital de première catégorie – normes canadiennes	10,22	3	10,36			10,30	2	9,96			9,74	4	10,07		
Ratio du capital de première catégorie – normes américaines	9,93			8,53	1	9,96			8,35	1	9,36			8,25	1
Cote de crédit – Standard & Poor's ^{MoS} – Moody's ^{MoS}	AA-	1	AA-	AA-	1	AA-	1	AA-	AA-	1	AA-	1	AA-	A+	1
	Aa3	2	Aa3	Aa2	2	Aa3	2	Aa3	Aa2	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2

Les moyennes du groupe de référence du Canada sont fondées sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque CIBC, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. Les moyennes du groupe de référence de l'Amérique de Nord sont fondées sur les résultats des 15 plus grandes banques de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire toutes les banques nord-américaines dont les capitaux propres équivalent à au moins 75 % de ceux de BMO. Ce groupe comprend les banques du groupe de référence du Canada, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Citigroup Inc., J.P. Morgan Chase & Co., KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date et les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date, suivant le cas.

Note 1. Certaines données de l'exercice précédent de BMO et des groupes de référence ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Comparaison avec le groupe de référence du Canada

Les résultats de BMO pour l'exercice 2006 se sont améliorés par rapport à ceux de 2005 pour ce qui est de huit de nos onze principales mesures des résultats financiers et de la situation financière, et ils sont demeurés stables en ce qui concerne une de ces mesures. Nous considérons ces mesures comme nos mesures principales parce que nous les utilisons pour comparer nos résultats à ceux de nos groupes de référence. En 2005, nos résultats s'étaient améliorés pour ce qui est de cinq de nos onze mesures et étaient demeurés stables en ce qui concerne une de ces mesures.

D'importantes provisions pour litiges comptabilisées par certaines banques canadiennes ont influé sur les moyennes du groupe de référence en 2005, ce qui a entraîné une hausse des taux de croissance moyens du groupe de référence en 2006. Un gain important provenant de la vente d'une entreprise par une de nos concurrentes canadiennes a amélioré les moyennes du groupe de référence en 2006 et a également entraîné une hausse des taux de croissance moyens. Les facteurs qui précèdent ont contribué aux très bons résultats du groupe de référence en 2006. Cela étant, malgré une amélioration de nos résultats pour huit de nos onze principales mesures en 2006, nos résultats pour ces mesures se sont détériorés par rapport à 2005, relativement à ceux de notre groupe de référence du Canada.

En 2006, nos résultats ont été supérieurs à la moyenne du groupe de référence du Canada pour une des sept mesures des résultats financiers, tandis que nos résultats de 2005 avaient été supérieurs à la moyenne quant à cinq de ces sept mesures. En 2006, notre classement s'est amélioré par rapport à l'exercice précédent pour une des sept mesures des résultats financiers et il est resté inchangé pour trois autres. Nous nous classons au-dessus de la moyenne pour une des

quatre mesures de la situation financière en 2006, dans la moyenne pour une mesure et sous la moyenne pour les deux autres. Notre classement s'est amélioré pour une mesure, s'est détérioré pour une autre mesure et est resté inchangé pour les deux autres.

Nos résultats pour 2006 ont été supérieurs à notre moyenne de cinq ans en ce qui a trait à six de nos onze mesures et ils ont été conformes à la moyenne pour deux autres mesures. Notre moyenne de cinq ans est meilleure que la moyenne comparable du groupe de référence du Canada pour ce qui est de quatre des sept mesures des résultats financiers, mais nous nous classons sous la moyenne en ce qui a trait à trois des quatre mesures de la situation financière.

Comparaison avec le groupe de référence de l'Amérique du Nord

Notre classement au sein du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour 2006 s'est détérioré par rapport à l'an dernier. Notre rang au classement par quartile est resté inchangé en ce qui a trait à quatre mesures des résultats financiers, mais il s'est détérioré pour les trois autres mesures.

Nos résultats de 2006 ont été supérieurs à la moyenne pour trois des sept mesures des résultats financiers, ce qui est conforme à notre performance de 2005. Pour ce qui est des mesures de la situation financière, nous nous classons en 2006 au-dessus de la moyenne pour une des quatre mesures et dans la moyenne pour une autre, ce qui est aussi conforme à notre performance de 2005.

Notre moyenne de cinq ans est meilleure que celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour ce qui est de trois des sept mesures des résultats financiers et d'une des quatre mesures de la situation financière.

Les sections Stratégie globale et Évolution de la situation économique, qui font partie du présent Rapport annuel, contiennent des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 28 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui concernent les déclarations énoncées dans ces sections.

Stratégie globale



Joan T. Dea
Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion stratégique
BMO Groupe financier

Vision

Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Stratégie

- Consolider nos activités dans l'ensemble du Canada en visant une croissance rentable dans les marchés à potentiel élevé; accélérer notre expansion aux États-Unis en respectant une approche rigoureuse fondée sur la croissance interne et les acquisitions; offrir au client une

expérience exceptionnelle dans tous nos secteurs d'activité; continuer à améliorer notre productivité en rationalisant nos processus et en faisant preuve de diligence et d'efficacité dans la mise en œuvre.

- Au Canada, améliorer le service offert aux particuliers et renforcer nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin d'occuper une place dominante dans le marché, intensifier nos activités dans le marché en expansion des clients à valeur nette élevée et accroître notre part des services bancaires d'investissement utilisés par nos clients.
- Aux États-Unis, devenir le chef de file dans les marchés des particuliers et des entreprises du Midwest, accélérer la croissance des services bancaires aux particuliers, tirer profit de nos compétences reconnues dans le marché des entreprises, saisir les occasions d'affaires dans le marché de la gestion de patrimoine de Chicago, et poursuivre notre progression et améliorer notre rendement dans le marché des services bancaires d'investissement.
- Développer les aptitudes et les compétences de nos employés en faisant coïncider les priorités et le rendement des individus avec les objectifs stratégiques de l'organisation et en maintenant une assise de classe internationale faisant appel à des technologies hautement productives, à des processus efficaces et à une gestion rigoureuse des risques.

Progrès réalisés par rapport à nos priorités stratégiques de 2006

Atteindre les cibles financières

- Nous avons atteint nos cibles financières annuelles pour ce qui est du RCP, de la croissance du RPA, de la provision pour créances irrécouvrables et du capital de première catégorie. L'amélioration de 25 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement est inférieure à la cible que nous nous étions fixée, en raison de la poursuite des investissements dans nos activités de détail et de la modification de l'importance relative de nos activités.

Stimuler la croissance des revenus

- Les revenus se sont accrus de 1,5 %. Si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la vente de *Harrisdirect* à la fin de 2005, le taux de croissance est de 5,9 %.
- Nous avons fait l'acquisition de *bcpbank* Canada en décembre 2006.

Continuer à améliorer nos résultats aux États-Unis

- Aux États-Unis, les revenus ont reculé de 60 millions de dollars américains et le revenu net a augmenté de 2 millions de dollars américains. Abstraction faite des opérations de *Harrisdirect* et du gain réalisé sur la vente de celle-ci, ainsi que du revenu des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) en 2005, les revenus ont augmenté de 173 millions de dollars américains et le revenu net, de 22 millions de dollars américains, sous l'effet conjugué de la croissance des prêts et de l'amélioration des marges sur les dépôts.

Accélérer notre essor aux États-Unis

- Nous avons ouvert notre 200^e succursale dans le marché de Chicago et du nord-ouest de l'Indiana.
- La croissance du revenu est attribuable aux acquisitions d'entreprises, dans une mesure de 17 millions de dollars américains. Si on exclut les revenus d'exploitation et la vente de *Harrisdirect*, de même que

le revenu des EDDV au cours de l'exercice précédent, la croissance interne compte pour 156 millions de dollars américains dans la croissance du revenu.

- Nous avons réalisé l'achat de la Villa Park Trust and Savings Bank et conclu une entente en vue de l'acquisition de la First National Bank & Trust, poursuivant ainsi notre expansion dans le marché de l'Indiana.

Accroître le revenu net au Canada

- Au Canada, le revenu net s'est accru de 345 millions de dollars, grâce à la croissance enregistrée par chacun de nos groupes d'exploitation.

Devenir une organisation à rendement élevé

- Pour la cinquième année de suite, BMO a été la seule grande banque canadienne à figurer au prestigieux palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada du magazine *Maclean's* et arrive en tête des entreprises canadiennes dans le classement des 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation, selon la revue *Training*.

Maintenir des pratiques de très haut calibre

- Nous avons entrepris la réévaluation de bout en bout des principaux processus utilisés au sein de l'organisation et exploré les possibilités de tirer profit de notre expertise en matière de gestion des risques.
- Nous avons continué à mettre en œuvre des initiatives d'amélioration du service à l'échelle de l'organisation. Ces initiatives permettront d'accroître sensiblement la qualité de l'expérience client et du service après-vente.
- Nous avons restructuré nos processus de gestion des hauts potentiels et du rendement personnel afin de les rendre plus clairs, plus transparents et davantage axés sur la responsabilité.

Priorités stratégiques de 2007

- Bâti au Canada une société de services bancaires aux particuliers de calibre supérieur afin de répondre à tous les besoins financiers de nos clients.
- Consolider nos activités dans le secteur des services bancaires aux entreprises afin de devenir un acteur de premier plan dans tous nos marchés cibles.
- Intensifier nos activités de gestion de patrimoine afin d'accroître notre part de ce marché à forte croissance.
- Dégager de solides rendements et afficher une croissance ordonnée dans nos activités de services d'investissement en Amérique du Nord.
- Améliorer notre rendement aux États-Unis et étendre notre réseau afin d'occuper le premier rang parmi les banques offrant des services aux particuliers et aux entreprises dans le Midwest américain.
- Bâti une organisation à rendement élevé et orientée client, soutenue par une assise de classe internationale faisant appel à des technologies hautement productives, à des processus efficaces, à une gestion serrée du rendement, à une gestion rigoureuse des risques et à une saine gouvernance.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, loi américaine, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et correspondent à des déclarations prospectives au sens de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2007 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, l'activité sur les marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section qui suit donne plus d'information sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats réels. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2007 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques, et de nos cibles financières, y compris nos provisions pour créances irrécouvrables. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine croîtront à un rythme modéré en 2007 et le taux d'inflation demeurera bas. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt varieraient peu au Canada en 2007, mais qu'ils baisseraient aux États-Unis et que le dollar canadien conserverait les récents gains enregistrés par rapport à la devise américaine. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs

Comme nous le mentionnons dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, les déclarations prospectives comportent, de par leur nature, des risques et des incertitudes, qui peuvent être généraux ou spécifiques. Par conséquent, il est possible que nos résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions énoncées dans ces déclarations. Certains de ces risques et incertitudes sont décrits dans la présente section.

Situation économique et commerciale dans les pays où nous sommes présents

Nous faisons des affaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des facteurs tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses de l'État, la situation des marchés financiers, le taux d'inflation et la menace du terrorisme ont une incidence sur le contexte économique et commercial dans lequel nous évoluons. Ainsi, selon l'ampleur de nos activités dans une région donnée, la situation économique et commerciale locale risque de se répercuter sur nos revenus et notre revenu net. Par exemple, un recul économique dans une région pourrait entraîner un relèvement des pertes sur créances, une réduction de la croissance des prêts et un ralentissement d'activité sur les marchés financiers.

Taux de change

L'équivalent en dollars canadiens de nos revenus et de nos frais libellés dans des devises autres que le dollar canadien est soumis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises, fluctuations qui pourraient se répercuter sur nos activités en général et sur nos résultats financiers. Le risque le plus important en cette matière est lié aux fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de l'étendue de nos opérations aux États-Unis. Le récent raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un effet important sur nos résultats des deux derniers exercices. La poursuite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme effet de réduire l'équivalent en dollars canadiens de nos revenus, de nos frais et de notre revenu net libellés en dollars américains, par rapport aux périodes antérieures. La section portant sur le risque de change, à la page 35, et celle sur le risque de marché, aux pages 69 à 71, présentent de plus amples renseignements sur le risque de change auquel nous sommes exposés.

Politique monétaire

Les anticipations des marchés obligataire et monétaire relativement à l'inflation et à la politique monétaire de la banque centrale peuvent avoir des répercussions sur le niveau des taux d'intérêt. Les changements aux anticipations des marchés et à la politique monétaire sont difficiles à prévoir. Les fluctuations de taux d'intérêt découlant de ces changements peuvent avoir une incidence sur notre revenu net. La section portant sur le risque de marché, aux pages 69 à 71, présente de plus amples renseignements sur le risque de taux d'intérêt auquel nous sommes exposés.

Intensité de la concurrence

La concurrence est vive entre les sociétés de services financiers. En outre, il est de plus en plus fréquent que des sociétés non financières proposent des services qui étaient jusqu'ici offerts exclusivement par les banques. La fidélisation et la conservation de la clientèle dépendent de divers facteurs, dont le niveau du service, le prix des produits et des services, notre réputation et les initiatives de la concurrence. Le rétrécissement de notre part de marché pourrait avoir un effet négatif sur notre revenu net.

Changements aux lois et règlements

Le but des règlements est de protéger les intérêts de nos clients, des investisseurs et du public. Les changements apportés aux lois et règlements, y compris dans la façon dont ils sont interprétés et appliqués, pourraient avoir une incidence négative sur notre revenu net, par exemple en favorisant une plus grande concurrence à l'égard des produits et services que nous offrons ou en augmentant les coûts associés à la conformité. De plus, la non-conformité aux lois et règlements pourrait entraîner des sanctions et des pénalités financières qui porteraient préjudice à notre réputation et se répercuteraient sur notre revenu net.

Décisions judiciaires ou réglementaires et poursuites judiciaires

Nous prenons des mesures qui, à notre avis, sont des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois et règlements en vigueur dans les territoires où nous sommes présents. Cependant, il nous est impossible d'assurer que nous serons toujours conformes ou réputés être conformes à la législation. Par conséquent, il est possible que nous fassions l'objet de décisions judiciaires ou réglementaires pouvant entraîner des amendes, des dommages ou d'autres coûts susceptibles

d'influer négativement sur notre revenu net et de nuire à notre réputation. Nous pouvons également faire l'objet de litiges dans le cours normal de nos affaires. L'issue défavorable de tels litiges pourrait avoir un effet négatif important sur nos résultats financiers. Les éventuels dommages causés à notre réputation qui en résulteraient pourraient aussi compromettre nos perspectives d'avenir. La note 27 afférente aux états financiers, à la page 128, donne des renseignements sur les poursuites judiciaires intentées contre nous.

Exactitude et exhaustivité de l'information sur nos clients et nos contreparties

Quand nous décidons d'octroyer du crédit ou de participer à d'autres transactions avec des clients et des contreparties, nous pouvons le faire sur la foi de renseignements fournis par ou pour ces clients ou contreparties, tels que les états financiers vérifiés ou d'autres renseignements de nature financière. Nous pouvons aussi fonder notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties selon lesquelles l'information fournie est exacte et exhaustive. La communication de renseignements trompeurs sur des points importants dans les états financiers ou autres documents de nature financière soumis par les clients et contreparties pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats financiers.

Mise en œuvre de nos plans stratégiques

Nos résultats financiers dépendent notamment de notre capacité à mettre en œuvre les plans stratégiques élaborés par notre direction. Si ces plans n'ont pas l'efficacité escomptée ou s'ils sont modifiés, notre revenu net pourrait croître à un rythme plus lent ou baisser.

Acquisitions

Nous effectuons un contrôle préalable rigoureux avant d'effectuer une acquisition. Toutefois, il est possible que nous fassions l'acquisition d'une entreprise dont le rendement subséquent ne sera pas conforme à nos objectifs financiers ou stratégiques. Les coûts d'intégration plus élevés que prévu et la non-réalisation des économies anticipées pourraient avoir un impact défavorable sur notre revenu net après une acquisition. Notre rendement après l'acquisition dépend également de la conservation des clients et des employés clés de l'entreprise acquise. Or, rien ne peut garantir notre succès en cette matière.

Estimations comptables critiques

Nous préparons nos états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. L'application des PCGR exige que la direction émette des jugements et fasse des estimations qui peuvent avoir une incidence sur le moment où des actifs, passifs, revenus et frais sont comptabilisés aux états financiers et leur valeur comptabilisée. Dans l'établissement de ces jugements et estimations, nous nous fondons sur l'information la plus juste dont nous disposons. Toutefois, il est possible que les circonstances changent ou que d'autres renseignements deviennent disponibles par la suite. En l'occurrence, nos résultats financiers pourraient être négativement touchés dans la période visée par les nouvelles circonstances ou les nouveaux renseignements et le montant de l'effet négatif pourrait être important. La section traitant des estimations comptables critiques, à la page 62, présente de plus amples renseignements à ce sujet.

Risques opérationnels et infrastructurels

Comme toutes les grandes sociétés, BMO s'expose à plusieurs types de risques opérationnels. Nous pourrions, par exemple, être victimes de fraudes de la part d'employés ou de tiers, de transactions non autorisées effectuées par des employés, d'erreurs opérationnelles ou d'erreurs humaines. Nous courons également un risque de défaillance de nos systèmes informatiques et systèmes de télécommunication et ce, en dépit des efforts que nous déployons pour les maintenir en bon état de marche. Compte tenu du volume élevé de transactions que nous traitons chaque jour, certaines erreurs peuvent se répéter ou s'aggraver avant d'être décelées et corrigées. Les lacunes et les défaillances de nos processus internes, employés ou systèmes, y compris l'un ou l'autre de nos systèmes de traitement des données financières, comptables ou d'autres données, pourraient entraîner des pertes financières et porter préjudice à notre réputation. De plus, malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, notre faculté de poursuivre nos activités pourrait être entravée par des perturbations dans l'infrastructure qui soutient nos opérations et les collectivités que nous servons.

Autres facteurs

D'autres facteurs indépendants de notre volonté qui sont susceptibles d'influer sur nos résultats futurs sont énoncés dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, à la page 28. D'autres facteurs encore, dont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'exploitation, le risque de réputation et d'autres risques, sont expliqués en détail à la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 66.

Nous tenons à souligner que la précédente liste de facteurs susceptibles de modifier les résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de BMO doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et aussi d'autres facteurs propres au secteur d'activité ou à l'organisation qui peuvent avoir un effet négatif sur nos résultats futurs. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par nous-mêmes ou en notre nom.

Évolution de la situation économique

Évolution de l'économie et du secteur des services financiers au Canada et aux États-Unis en 2006

L'économie canadienne a crû à un rythme modéré en 2006, le repli des exportations ayant partiellement neutralisé la forte demande intérieure. Les dépenses de consommation sont restées fortes et ont maintenu la croissance des prêts personnels. Les marchés de l'habitation ont perdu de leur effervescence, mais l'activité y est demeurée intense, surtout dans l'Ouest canadien, ce qui a stimulé la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation. Pour accroître leur capacité de production et rester concurrentielles, les entreprises ont augmenté les investissements en biens d'équipement et ont ainsi soutenu la croissance des prêts aux entreprises. La vigoureuse croissance de l'emploi a fait reculer le taux de chômage à un creux de 32 ans, quoique les fabricants aient continué de faire les frais de l'appréciation du dollar canadien. Malgré la hausse du cours du pétrole, l'inflation est demeurée faible, ce qui a incité durant l'été la Banque du Canada à interrompre sa politique de resserrement des taux. Le cours élevé des produits de base a soutenu la croissance du revenu net dans le secteur des ressources naturelles, ce qui a prolongé la remontée des marchés canadiens des actions et soutenu nos secteurs des fonds d'investissement et du courtage de même que nos activités dans le domaine de la prise ferme et des fusions et acquisitions.

L'économie américaine a connu en 2006 une croissance appréciable, même si la hausse des taux d'intérêt et la flambée des prix de l'énergie en cours d'année ont ralenti l'activité économique. Le refroidissement des marchés de l'habitation, en surchauffe ces dernières années, a freiné la croissance des prêts hypothécaires. Par contre, les dépenses des entreprises ont maintenu leur rythme élevé, ce qui a favorisé la croissance des prêts aux entreprises. La création d'emplois s'est poursuivie à une cadence telle que le taux de chômage a touché son plus bas niveau en cinq ans. À cause du ralentissement de l'économie, la Réserve fédérale a interrompu le cycle de resserrement des taux d'intérêt au milieu de 2006, après deux années de hausses successives.

Perspectives de l'économie et du secteur des services financiers pour 2007

En 2007, l'économie canadienne devrait connaître une croissance modérée dont le rythme s'améliorera en cours d'année, à mesure que les retombées négatives de l'appréciation du dollar canadien iront en s'estompant. Les investissements des entreprises devraient demeurer considérables, grâce à la santé de leur bilan, favorisant ainsi la croissance des prêts aux entreprises. Même si l'on prévoit que l'essoufflement de l'immobilier tempêrera la demande de prêts hypothécaires à l'habitation, la croissance régulière de l'économie devrait soutenir l'activité dans le secteur des services bancaires d'investissement tarifés. Les taux d'intérêt devraient demeurer stables au Canada, tandis que le dollar canadien devrait afficher une appréciation modérée par rapport à un dollar américain généralement faible.

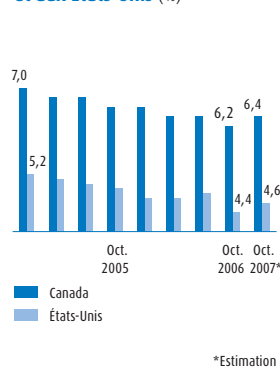
L'économie américaine devrait connaître en 2007 une croissance modérée quoique son rythme s'accélénera probablement à la fin de l'année, dans la foulée d'un assouplissement prévu de la politique monétaire. La forte demande de biens d'équipement destinés à améliorer la productivité devrait se poursuivre et soutenir la croissance des prêts aux entreprises. Cependant, on prévoit une nouvelle baisse sur les marchés de l'habitation qui devrait ralentir la croissance des prêts hypothécaires. On s'attend à un affaiblissement du dollar américain par rapport à la plupart des autres devises fortes sous l'effet conjugué de l'abaissement prévu des taux d'intérêt en 2007 et de l'important déficit du compte courant des États-Unis.

Croissance réelle du produit intérieur brut (%)



L'économie du Canada et celle des États-Unis devraient croître à un rythme modéré en 2007, mais inférieur à celui de 2006.

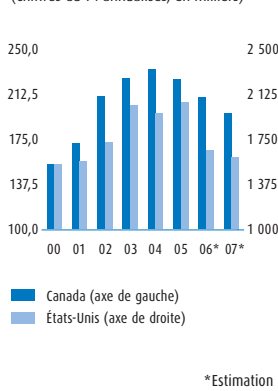
Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



Le taux de chômage devrait demeurer faible au Canada et aux États-Unis en 2007.

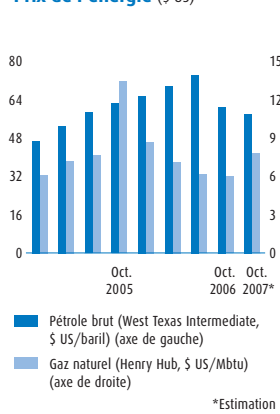
Mises en chantier

(Chiffres du T4 annualisés, en milliers)



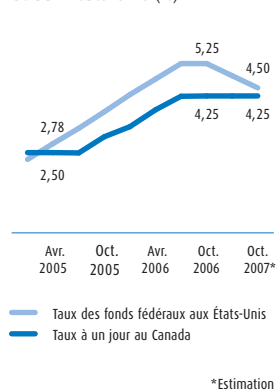
La construction d'habitations au Canada et aux États-Unis devrait revenir à la normale en 2007.

Prix de l'énergie (\$ US)



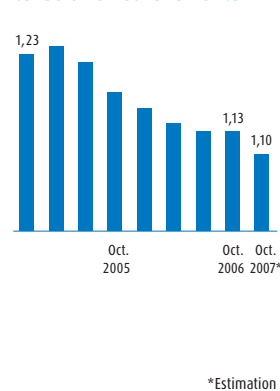
Les prix de l'énergie devraient rester en deçà des sommets records atteints récemment.

Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



La Réserve fédérale devrait assouplir sa politique monétaire en 2007, mais on ne s'attend pas à ce que la Banque du Canada fasse de même.

Taux de change du dollar canadien en dollar américain



La tendance relative à l'affaiblissement du dollar américain par rapport au dollar canadien devrait ralentir en 2007.

Mesures de la valeur

Faits saillants

- Nous avons surpassé quatre de nos cinq cibles relatives aux résultats en 2006, comme en 2005, après les avoir toutes atteintes ou surpassées en 2004 et 2003.
- Rendement total des capitaux propres (RTCP) – Les actionnaires de BMO ont profité d'un rendement annualisé sur cinq ans de 19,1 % et d'un rendement de 24,1 % en 2006, quatre des cinq derniers exercices ayant affiché un rendement à deux chiffres.
- Croissance du résultat par action (RPA) – Le RPA a enregistré une hausse de 11,2 % et s'est établi à 5,15 \$ en 2006, atteignant un niveau record pour la quatrième année d'affilée. Le taux de croissance composé du RPA, annualisé sur cinq ans, est de 14,1 %.
- Le revenu net s'est accru de 11 %, à 2 663 millions de dollars. Les 267 millions de dollars d'augmentation du revenu net s'expliquent par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires, la stabilité des provisions pour créances irrécouvrables qui sont demeurées à un faible niveau et la diminution des impôts sur les bénéfices.
- Rendement des capitaux propres (RCP) – Le RCP de BMO s'est établi à 19,2 % en 2006, le deuxième plus élevé au cours des 20 dernières années, et a été supérieur à 13 % sur 17 exercices consécutifs, BMO étant la seule grande banque nord-américaine à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net.
- Croissance du profit économique net (PEN) – Le PEN s'est accru de 114 millions de dollars, ou de 10 %, et a atteint le chiffre record de 1 230 millions de dollars, sous l'effet de l'augmentation du revenu net.
- Le dividende trimestriel versé sur nos actions ordinaires a augmenté trois fois au cours de l'exercice, une hausse totale de 35 % par rapport au quatrième trimestre de 2005 et s'est établi à 0,62 \$ l'action au quatrième trimestre de 2006. Les dividendes annuels versés ont augmenté à un taux de 14,3 % au cours des cinq dernières années, cette progression allant de pair avec la croissance du résultat par action.

Rendement total des capitaux propres

L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total des capitaux propres et à se classer, à long terme, dans le quartile supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

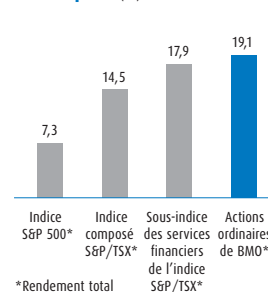
Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans constitue une mesure clé de la valeur pour les actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d'établir si nous avons atteint notre objectif fondamental, à savoir de maximiser la valeur pour les actionnaires. Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTCP annuel moyen de 19,1 % sur leur investissement. Ce rendement est supérieur au rendement annuel moyen de 14,5 % obtenu par l'indice composé de rendement global S&P/TSX et au rendement de 17,9 % obtenu par le sous-indice des services financiers du S&P/TSX. Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés sur les actions ordinaires de BMO au cours des cinq dernières années et l'évolution du cours de l'action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l'exercice 2002 aurait valu 2 394 \$ au 31 octobre 2006, si on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 139,4 %. Les dividendes versés au cours des cinq dernières années ont augmenté au taux annuel moyen composé de 14,3 %. Les dividendes versés ont augmenté au cours de trois des quatre trimestres de 2006, et se sont établis à 0,62 \$ l'action au quatrième trimestre de 2006, une hausse de 35 % par rapport à 0,46 \$ l'action au quatrième trimestre de 2005. Les dividendes versés sur chaque action ordinaire ont enregistré une hausse de 18 % en 2006 et sont de 2,13 \$. Le 28 novembre 2006, le Conseil a relevé le dividende trimestriel de 4,8 %, ce qui le porte à 0,65 \$ l'action.

Le RTCP annualisé de 19,1 % pour les cinq dernières années a augmenté par rapport au rendement annualisé de 13,8 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2005. Cette hausse s'explique par les RTCP sur un an qui ont servi à établir la moyenne. Ainsi, le rendement de -1,2 % obtenu en 2001 a été retiré du calcul de la moyenne et remplacé par celui de 24,1 % obtenu pour l'exercice 2006.

Le RTCP s'est établi à 24,1 % pour l'exercice 2006 et est supérieur au rendement des indices comparables, les rendements boursiers ayant été élevés cette année. Le RTCP de BMO a été supérieur à 15 % au cours

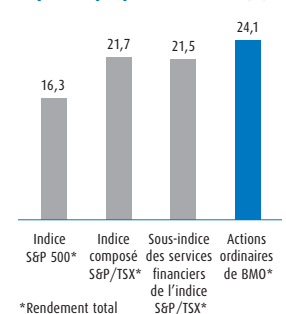
Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (%)



Notre rendement des capitaux propres surpasse les indices larges sur les derniers cinq ans.

Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



Notre rendement des capitaux propres sur un an, qui s'établit à 24,1 %, est supérieur au rendement enregistré par les indices de référence, dans un contexte de vigueur du marché.

de quatre des cinq derniers exercices et le RTCP annualisé de BMO au cours des 10 derniers exercices s'établit à 16,7 %.

D'autres observations sur le rendement total des capitaux propres et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent aux pages 24 et 26.

Rendement total des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002	TCAC cinq ans 1)
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	69,45	57,81	57,55	49,33	38,10	15,5
Dividende versé (en dollars, par action)	2,13	1,80	1,50	1,29	1,18	14,3
Dividende versé (%)	3,7	3,1	3,0	3,4	3,5	
Augmentation du cours de l'action (%)	20,1	0,5	16,7	29,5	12,5	
Rendement total annuel des capitaux propres (%)	24,1	3,7	20,0	33,4	16,2	

Le rendement total annuel des capitaux propres suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la mesure clé que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action, sauf indication contraire.

Le RPA a atteint le niveau record de 5,15 \$, en hausse de 11,2 %, comparativement au niveau de 4,63 \$ enregistré en 2005. Le RPA avant amortissement s'est chiffré à 5,23 \$, en hausse de 9,4 %, comparativement à 4,78 \$ l'an dernier. Abstraction faite d'une réduction de 35 millions de la réserve générale pour créances irrécouvrables en 2006 et d'une réduction de 40 millions en 2005, le RPA a augmenté de 11,6 %, passant de 4,58 \$ à 5,11 \$. L'augmentation est supérieure à notre cible de croissance annuelle de 5 % à 10 %, sur cette base. Pour 2007, nous visons de nouveau une croissance du RPA de 5 % à 10 %, mesurée à partir d'un montant de base de 5,11 \$, excluant tout rajustement de la réserve générale. Nos cibles de 2007, tout comme celles des années précédentes, ont été fixées dans le contexte de nos perspectives économiques. Les perspectives établies pour 2007 figurent à la page 30.

Notre taux de croissance annuel composé sur cinq ans du RPA s'établit à 14,1 % et est supérieur à notre objectif à moyen terme de 10 %, le RPA étant passé de 2,66 \$ en 2001 à 5,15 \$ en 2006. En 2001, notre RPA avait subi le contrecoup des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables qui totalisaient 880 millions de dollars. Ces provisions sont les plus élevées qui ont été constituées au cours du cycle de crédit actuel, et sont de 669 millions supérieures à celles de 2006. Cependant, les résultats enregistrés en 2001 avaient bénéficié de la vente de certains actifs et d'autres éléments qui avaient ajouté 93 millions à notre revenu net.

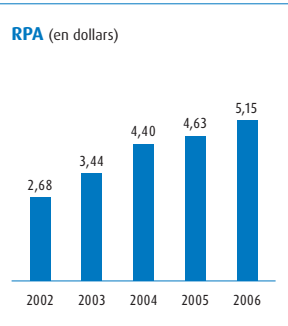
Le revenu net s'est établi à 2 663 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport aux 2 396 millions de l'exercice précédent. Les 267 millions de dollars d'augmentation du revenu net s'expliquent principalement par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires, la stabilité des provisions pour créances irrécouvrables qui sont demeurées à un faible niveau et la diminution des impôts sur les bénéfices. BMO a enregistré en 2006 un revenu net record pour la quatrième année de suite.

En 2006, chacun de nos trois groupes d'exploitation a enregistré un revenu net record, tout comme en 2005, bien que les résultats des Services bancaires PE – États-Unis aient été en baisse. Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) ont augmenté leur revenu net de 57 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Les Services bancaires PE sont constitués de deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux entreprises, soit les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) et les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis). Le revenu net des Services bancaires PE – Canada s'est accru de 67 millions, soit de 6 %, ou de 24 millions et de 2 % abstraction faite de certains éléments qui ont contribué à l'accroissement du revenu net des deux exercices, et qui sont décrits à la section analysant les résultats du groupe à la page 46. Cette amélioration s'explique par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires, qui a été partiellement neutralisée par une augmentation des frais et des provisions pour créances irrécouvrables. Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis a diminué de 10 millions de dollars, ou de 7 %, mais abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, était inférieur de 1 million au niveau enregistré en 2005, alors que nous avons continué d'investir dans nos activités.

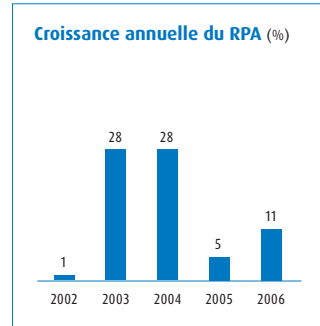
Le groupe Gestion privée (groupe GP) a accru son revenu net de 40 millions de dollars, ou de 13 %. Les résultats du groupe enregistrés en 2005 faisaient état des gains provenant de la vente de *Harrisdirect* et de la vente de l'investissement dans des actions ordinaires TSX, comme nous l'expliquons à la section analysant les résultats du groupe, à la page 51. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de ces éléments, le revenu net a affiché une hausse de 74 millions, ou de 27 %, principalement en raison de la forte croissance des revenus d'exploitation. Le groupe Services d'investissement (groupe SI) a accru son revenu net de 7 millions, ou de 1 %. Les résultats de 2005 du groupe SI comprenaient les revenus des EDDV, comme nous l'expliquons à la section analysant les résultats du groupe, à la page 54. Abstraction faite de cet élément, le revenu net du groupe SI est en hausse de 44 millions, ou de 5 %, essentiellement en raison de certaines initiatives fiscales liées aux bénéfices, et d'une hausse des revenus de négociation et des commissions sur les fusions et acquisitions. Le revenu net des Services d'entreprise s'est accru de 163 millions, principalement en raison du faible niveau d'impôts sur les bénéfices en 2006, ainsi que d'une diminution des frais et des provisions pour créances irrécouvrables qui ont été en grande partie imputées à ce groupe en vertu de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, laquelle est décrite à la section analysant les résultats du groupe, à la page 56.

Le revenu sur une base d'imposition comparable, qui est expliqué aux pages 34 et 36, a augmenté de 154 millions de dollars ou de 2 % et

Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 24 afférente aux états financiers, à la page 125, contient plus de détails sur le RPA.



En 2006, le RPA s'est accru de 11 % par rapport au niveau record de 4,63 \$ en 2005.



La croissance du volume d'affaires, la diminution des impôts sur les bénéfices et le rendement soutenu du portefeuille de prêts ont stimulé la croissance du RPA.

s'est établi à 10 112 millions. La croissance du revenu a été réduite de 236 millions en raison de l'incidence nette de la vente de *Harrisdirect* et de l'acquisition d'entreprises par les Services bancaires PE – États-Unis, comme nous l'expliquons à la page 35. L'affaiblissement du dollar américain a également contribué à la réduction de la croissance du revenu à hauteur de 170 millions. Après rajustement pour tenir compte de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain, la croissance du revenu était de 6 %. La hausse du revenu des Services bancaires PE – Canada, qui se chiffre à 6 % et qui est essentiellement attribuable à la croissance du volume d'affaires, au gain sur l'appel public à l'épargne de *MasterCard* Incorporated et à une augmentation de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle en 2005, a été largement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Le revenu des Services bancaires PE – États-Unis s'est accru de 1 %, mais la hausse est de 8 % abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain; cette hausse, essentiellement attribuable à des acquisitions, l'ajout de succursales et la croissance des prêts, a été partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts.

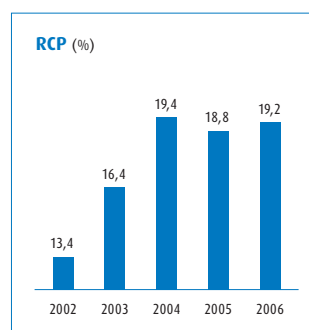
Le revenu du groupe GP a chuté de 7 %, mais a augmenté de 8 %, abstraction faite de l'incidence de la vente de *Harrisdirect* et des gains réalisés sur les ventes d'actifs en 2005. Le groupe a enregistré une augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement et des activités de placement en direct ainsi que du revenu net d'intérêts tiré des dépôts à terme. Le revenu du groupe SI s'est accru de 1 %, mais cette hausse est de 4 % abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le groupe a connu des augmentations importantes des revenus de négociation, particulièrement des revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base, et des commissions sur les fusions et acquisitions. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la diminution du revenu net d'intérêts dans un contexte difficile en matière de taux d'intérêt et par les revenus des EDDV en 2005. La croissance du revenu total est expliquée plus en détail à la page 36.

Il y a eu établissement d'une provision pour créances irrécouvrables de 176 millions de dollars, résultant de provisions spécifiques de 211 millions et d'une réduction de la réserve générale de 35 millions. Ces montants sont demeurés relativement stables depuis 2005. La provision pour créances irrécouvrables est expliquée en détail à la page 39.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 21 millions de dollars et se sont établis à 6 353 millions. La croissance des frais a été réduite de 214 millions en raison de l'incidence nette de la vente de *Harrisdirect* et de l'acquisition d'entreprises par les Services bancaires PE – États-Unis, et de 112 millions, à cause de l'affaiblissement du dollar américain. Après rajustement pour tenir compte de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain, la croissance des frais est de 6 %. L'expansion de nos équipes de vente des Services bancaires PE – Canada et du groupe GP ainsi que la hausse de la rémunération liée au rendement, en accord avec l'amélioration des résultats dans certains secteurs d'activité, ont eu des répercussions sur les frais. Les frais autres que d'intérêts sont expliqués en détail à la page 40.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) constitue une autre de nos mesures clés de la valeur. En 2006, le RCP s'est établi à 19,2 %, comparativement à 18,8 % en 2005. Cette hausse s'explique par une augmentation du revenu net de 267 millions de dollars, qui a été partiellement neutralisée par l'incidence d'une augmentation de 1,1 milliard de dollars des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. BMO a maintenant obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun des 17 derniers exercices. Elle est la seule grande banque nord-américaine à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. Le rendement de 19,2 % a légèrement dépassé notre cible annuelle de 17 % à 19 %, en raison de l'augmentation du revenu net de l'exercice, et était supérieur à notre objectif à moyen terme, en 2006, qui consistait à atteindre un RCP annuel moyen de 18 % à 19 %, au fil du temps. Compte tenu des résultats que nous avons enregistrés ces dernières années et du fait que notre objectif fondamental consiste à nous classer dans le quartile supérieur de notre groupe de référence pour le rendement total des capitaux propres, nous avons décidé de relever notre objectif à moyen terme relativement au RCP qui s'établit maintenant entre 18 % et 20 %. En 2007, notre cible consiste à atteindre un RCP de 18 % à 20 %. Le tableau 3, à la page 79, présente des statistiques sur le RCP des dix dernières années. Les pages 24 et 26 contiennent d'autres observations sur le RCP, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

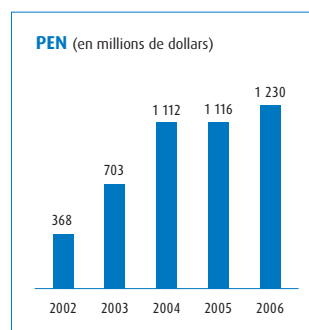


En 2006, notre RCP a dépassé notre cible de 17 % à 19 % et a augmenté malgré la hausse des capitaux propres.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) équivaut au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, les gains (pertes) de change non matérialisés nets et les bénéfices non répartis.

Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure clé de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN a atteint le niveau record de 1 230 millions de dollars, en hausse de 114 millions ou de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à la hausse du revenu net avant amortissement, qui a plus que compensé l'accroissement de la charge au titre du capital associée à une forte croissance des capitaux propres. La croissance du PEN s'explique par l'amélioration des résultats des Services d'entreprise et du groupe Gestion privée. Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises et celui du groupe Services d'investissement se sont accrus en 2006, mais dans une faible proportion par rapport au capital accru qui leur avait été attribué. Les pages 24 et 26 contiennent d'autres observations sur la croissance du PEN ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



Notre PEN a atteint un niveau record en 2006.

Le profit économique net (PEN) équivaut au revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 34.

Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 633	2 366	2 264	1 743	1 338
Incidence après impôts de l'amortissement des actifs incorporels	36	74	78	79	75
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	2 669	2 440	2 342	1 822	1 413
Charge au titre du capital*	(1 439)	(1 324)	(1 230)	(1 119)	(1 045)
Profit économique net	1 230	1 116	1 112	703	368
Croissance du profit économique net (%)	10	—	58	92	(15)
*Charge au titre du capital					
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	13 703	12 577	11 696	10 646	9 973
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Charge au titre du capital	(1 439)	(1 324)	(1 230)	(1 119)	(1 045)

Analyse des résultats financiers de 2006

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation pour l'exercice 2006, en mettant l'accent sur l'état consolidé des résultats figurant dans nos États financiers consolidés, qui débutent à la page 92. Une analyse des stratégies et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale. Nous présentons aussi un résumé de nos résultats financiers de 2005 à la page 77.

Faits saillants

- Le revenu a augmenté de 154 millions de dollars, ou de 1,5 %, en 2006, mais il a augmenté de 5,9 % si on exclut les revenus de *Harrisdirect* en 2005 et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.
- La croissance du revenu des Services bancaires PE – Canada s'explique par l'accroissement des volumes, par l'augmentation de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle en 2005 et par un gain sur le premier appel public à l'épargne de MasterCard. Au sein des Services bancaires PE – États-Unis, la hausse du revenu est attribuable à la croissance des prêts, aux acquisitions et aux nouvelles succursales. Le revenu du groupe Gestion privée a progressé grâce à l'augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement et des commissions sur les activités de placement en direct, abstraction faite des résultats de *Harrisdirect* et des gains réalisés sur la vente d'actifs en 2005. La croissance du revenu du groupe Services d'investissement est attribuable à la hausse des revenus de négociation, des commissions sur les fusions et acquisitions et des revenus de commissions.
- La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 176 millions de dollars, soit un niveau comparable à celui de l'an dernier. Il s'agit du deuxième plus bas

niveau depuis 1998 (le creux ayant été atteint en 2004). Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables se chiffrent à 211 millions de dollars et la réserve générale a été réduite de 35 millions de dollars, ces deux montants étant également comparables à ceux de l'an dernier. Le solde brut des prêts douteux, dont le niveau était déjà bas en 2005, a de nouveau baissé.

- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 0,3 % en 2006, mais ils ont augmenté de 6,1 % si on exclut les frais de *Harrisdirect* en 2005 et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Sur cette base, la croissance des frais est partiellement imputable aux initiatives d'affaires mises en œuvre pour améliorer la rentabilité future et à la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement.
- Le ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité) s'est amélioré de 77 points de base et s'établit à 62,8 %. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 25 points de base et se chiffre à 62,4 %. Cette amélioration s'ajoute aux gains cumulés des trois exercices antérieurs totalisant 538 points de base.
- Le taux d'imposition effectif a été ramené de 28,8 % en 2005 à 23,6 % cette année, grâce en partie à des initiatives fiscales.

Mesures non conformes aux PCGR

BMO utilise des mesures conformes aux PCGR ainsi que certaines mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Les mesures des résultats et de la productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi présentées parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme beaucoup d'autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau qui serait assujéti à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable.

Le profit économique net est une autre mesure non conforme aux PCGR. Il représente le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures non conformes connexes utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2006	2005	2004
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	4 744	4 787	4 798
Revenu autre que d'intérêts	5 241	5 052	4 551
Revenu selon les états financiers b)	9 985	9 839	9 349
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	127	119	139
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	4 871	4 906	4 937
Revenu autre que d'intérêts	5 241	5 052	4 551
Revenu (bic) e) 1)	10 112	9 958	9 488
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers f)	717	874	971
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	127	119	139
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) g) 1)	844	993	1 110
Frais autres que d'intérêts h)	6 353	6 332	6 169
Amortissement des actifs incorporels	(44)	(94)	(104)
Frais avant amortissement i) 1)	6 309	6 238	6 065
Revenu net	2 663	2 396	2 295
Amortissement des actifs incorporels (après impôts sur les bénéfices)	36	74	78
Revenu net avant amortissement 1)	2 699	2 470	2 373
Dividendes sur actions privilégiées	(30)	(30)	(31)
Charge au titre du capital 1)	(1 439)	(1 324)	(1 230)
Profit économique net 1)	1 230	1 116	1 112
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((h/b) x 100)	63,6	64,4	66,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((h/e) x 100)	62,8	63,6	65,0
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (bic) 1) 2) (%) ((i/e) x 100)	62,4	62,6	63,9
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif moyen) x 100)	1,53	1,61	1,82
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif moyen) x 100)	1,58	1,65	1,88
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	5,15	4,63	4,40
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	5,23	4,78	4,55
Taux d'imposition effectif (%) (f/revenu avant impôts sur les bénéfices)	20,7	26,3	29,5
Taux d'imposition effectif (bic) 1) (%) (g/revenu avant impôts sur les bénéfices)	23,6	28,8	32,4

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la provision pour créances irrécouvrables de BMO libellés en dollars américains pour les exercices 2006 et 2005 par rapport à chacun des exercices précédents. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadiens et américain en 2006, 2005 et 2004, et de l'incidence de la baisse du taux de change.

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change pour ce trimestre seulement. Ainsi, la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations annuelles du taux de change sur le revenu net de l'exercice.

En l'absence d'opérations de couverture, chaque diminution (augmentation) de un cent dans le taux de change entre les dollars canadiens et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, se traduit par une diminution (augmentation) d'environ 6 millions de dollars, avant impôts sur les bénéfices, dans le revenu net annuel de BMO.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations du taux de change futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 41.

Incidence des acquisitions (ventes) d'entreprises

Dans le cadre de sa stratégie de croissance nord-américaine, BMO Groupe financier a acquis et vendu un certain nombre d'entreprises. Les acquisitions et les ventes font augmenter ou baisser le revenu et les frais, ce qui a des répercussions sur la comparaison des résultats d'un exercice à l'autre. Le tableau ci-contre présente, par groupe d'exploitation, les acquisitions et les ventes qui ont eu un effet sur le revenu, les frais et le revenu net de BMO en 2006 par rapport à 2005 et en 2005 par rapport à 2004, afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats.

Pour l'acquisition effectuée au cours de l'exercice 2006, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de cette entreprise qui sont inclus dans les résultats de 2006. Pour les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2005, les effets différentiels sur les résultats de 2006 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2006 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition.

Pour les acquisitions effectuées en 2005, les effets différentiels sur les résultats de 2005 par rapport à 2004 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2005. Pour les acquisitions conclues en 2004, les effets différentiels sur les résultats de 2005 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2005 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition.

Harrisdirect a été vendue en octobre 2005, soit le dernier mois de l'exercice 2005. C'est pourquoi la réduction des résultats de 2006 par rapport à 2005 correspond au revenu, aux frais, à la perte nette et au revenu net avant amortissement de 2005 de la société vendue. La vente a été effectuée dans le but de réaffecter le capital à des activités plus rentables.

Effet de l'affaiblissement du dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006 c. 2005	2005 c. 2004
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
2006	1,132	
2005	1,214	1,214
2004		1,313
Revenu net d'intérêts réduit	(63)	(87)
Revenu autre que d'intérêts réduit	(107)	(126)
Revenus réduits	(170)	(213)
Frais réduits	112	145
Provision pour créances irrécouvrables réduite	4	1
Impôts sur les bénéfices réduits	28	19
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(26)	(48)
Gains sur opérations de couverture	3	10
Impôts sur les bénéfices	(1)	(4)
Revenu net réduit	(24)	(42)

Incidence des acquisitions (ventes) d'entreprises sur

la comparaison annuelle des résultats (en millions de dollars)

Entreprise acquise ou vendue	Augmentation (diminution)			
	Revenu	Frais	Revenu net	Revenu net avant amortissement
Services bancaires Particuliers et entreprises				
Effet différentiel sur				
les résultats de l'exercice : 2006	17	29	(7)	1
2005	75	51	13	17
Villa Park Trust and Savings Bank				
acquise en décembre 2005 pour 76 millions de dollars				
Mercantile Bancorp, Inc.				
acquise en décembre 2004 pour 194 millions de dollars				
New Lenox State Bank				
acquise en juin 2004 pour 314 millions de dollars				
Lakeland Community Bank				
acquise en mars 2004 pour 49 millions de dollars				
Total des acquisitions de 633 millions de dollars				
Groupe Gestion privée				
Effet différentiel sur				
les résultats de l'exercice : 2006*	(253)	(243)	5	(27)
2005	-	-	-	-
Harrisdirect				
vendue en octobre 2005 pour 827 millions de dollars, entraînant un gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts)				
BMO Groupe financier				
Effet différentiel sur				
les résultats de l'exercice : 2006	(236)	(214)	(2)	(26)
2005	75	51	13	17
Acquisitions de 633 millions de dollars et ventes de 827 millions de dollars				

*Comprend le gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) réalisé sur la vente en 2005.

Revenu

En 2006, le revenu sur une base d'imposition comparable (voir la page 34) a augmenté de 154 millions de dollars, ou de 1,5 %, et s'établit à 10 112 millions de dollars, à la faveur de la croissance enregistrée au sein des Services bancaires PE – Canada. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de chacun des groupes d'exploitation et a retranché 170 millions de dollars, ou 1,7 point de pourcentage, à la croissance du revenu global de BMO. L'incidence nette des ventes et des acquisitions d'entreprises a par ailleurs réduit la croissance du revenu de 236 millions de dollars, ou de 2,4 points de pourcentage. L'augmentation de 154 millions de dollars est entièrement attribuable à l'augmentation du revenu autre que d'intérêts, la hausse du revenu net d'intérêts de PE – Canada ayant été neutralisée par la baisse enregistrée par le groupe Services d'investissement. Abstraction faite de l'incidence de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain, la croissance du revenu s'établit à 5,9 %.

BMO, comme beaucoup d'autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2006 ont totalisé 127 millions de dollars, une hausse par rapport à des rajustements de 119 millions l'exercice précédent.

Le revenu de PE – Canada a augmenté de 260 millions de dollars, ou de 6 %, grâce à l'accroissement des volumes et des revenus d'assurance, au rajustement effectué en 2005 pour relever la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle qui s'est traduit par une réduction des frais de services de cartes et à un gain réalisé sur le premier appel public à l'épargne de MasterCard Incorporated. Le revenu de PE – États-Unis a augmenté de 9 millions de dollars, ou de 1 %, mais l'augmentation est de 74 millions, ou de 8 %, si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. L'augmentation est attribuable à la croissance des prêts, aux acquisitions et aux nouvelles succursales. Le revenu du groupe Gestion privée a reculé. Cependant, abstraction faite des résultats d'exploitation de *Harrisdirect* et des gains de 74 millions de dollars sur les ventes d'actifs en 2005, le revenu a augmenté de 135 millions de dollars, ou de 8 %, sous l'effet de la hausse des revenus tirés des fonds d'investissement et des commissions sur les activités de placement en direct. Le revenu du groupe Services d'investissement a augmenté de 39 millions de dollars, ou de 1 %. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 96 millions de dollars, soit 3 points de pourcentage, à la croissance du revenu du groupe SI. La progression s'explique par l'augmentation des revenus de négociation, des commissions sur les fusions et acquisitions et des revenus de commissions.

Revenu net d'intérêts

Pour l'exercice, le revenu net d'intérêts s'établit à 4 871 millions de dollars, en baisse de 35 millions par rapport à 2005. L'effet net des acquisitions et des ventes d'entreprises a fait reculer le revenu net d'intérêts de 52 millions de dollars, tandis que l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 63 millions de plus. Le recul important enregistré au chapitre du revenu net d'intérêts par le groupe Services d'investissement a neutralisé la solide croissance des Services bancaires PE. Sous l'effet de la forte progression des volumes, l'actif moyen s'est accru de 13 milliards de dollars. Poursuivant la tendance à la baisse amorcée il y a quatre ans, la marge nette d'intérêts globale s'est rétrécie dans un contexte hautement concurrentiel.

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines entités de titrisation de nos clients, conformément à l'adoption des nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant la consolidation des EDDV. Cette mesure a réduit la marge nette d'intérêts, entraînant l'inclusion d'éléments d'actif moyen d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO.

Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)				Actif moyen (en millions de dollars)				Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2006	2005	\$	%	2006	2005	\$	%	2006	2005	Variation
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2 940	2 829	111	4	114 364	105 963	8 401	8	257	267	(10)
PE – Canada	740	732	8	1	21 890	21 055	835	4	338	348	(10)
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	3 680	3 561	119	3	136 254	127 018	9 236	7	270	280	(10)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	569	577	(8)	(1)	6 545	7 061	(516)	(7)	871	819	52
Groupe Services d'investissement (groupe SI)	773	966	(193)	(20)	161 811	157 234	4 577	3	48	61	(13)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(151)	(198)	47	24	4 521	5 189	(668)	(13)	n.s.	n.s.	n.s.
Total	4 871	4 906	(35)	(1)	309 131	296 502	12 629	4	158	165	(7)

n.s. – non significatif

Base d'imposition comparable (bic)

Les revenus figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté à la page 34 et au tableau 7, à la page 80.

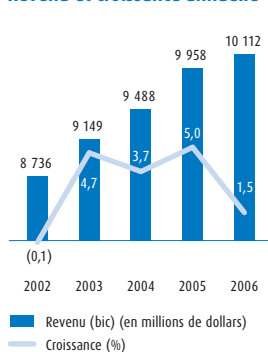
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Revenu (en millions de dollars)

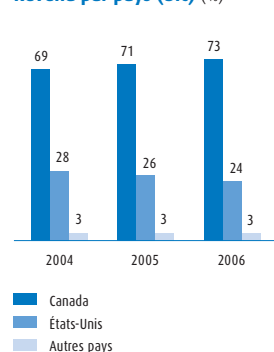
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Revenu net d'intérêts (bic)	4 871	4 906	4 937	4 929	4 812
Croissance annuelle (%)	(0,7)	(0,6)	0,2	2,4	6,3
Revenu autre que d'intérêts	5 241	5 052	4 551	4 220	3 924
Croissance annuelle (%)	3,8	11,0	7,8	7,6	(7,1)
Revenu total (bic)	10 112	9 958	9 488	9 149	8 736
Croissance annuelle (%)	1,5	5,0	3,7	4,7	(0,1)

Revenu et croissance annuelle



Le revenu s'est accru de 5,9 % abstraction faite de *Harrisdirect* et de la faiblesse du dollar américain.

Revenu par pays (bic) (%)



La faiblesse du dollar américain et la vente de *Harrisdirect* à la fin de 2005 ont réduit la proportion du revenu provenant des États-Unis.

Le 29 avril 2005, nous avons terminé la restructuration de ces EDDV; par conséquent, les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date. Pour l'exercice 2005, la marge nette d'intérêts de BMO était inférieure d'environ 6 points de base à ce qu'elle aurait été si nous n'avions pas été obligés de consolider les actifs des EDDV au cours de ces périodes et la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement était inférieure d'environ 4 points de base.

Au sein de PE – Canada, les volumes des prêts hypothécaires, des prêts aux particuliers et aux entreprises et des dépôts d'entreprises ont fortement augmenté. PE – États-Unis a également enregistré une hausse marquée des prêts mais l'effet de cette hausse a été atténué par l'affaiblissement du dollar américain. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 10 points, tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, le recul est imputable aux pressions concurrentielles sur la tarification des prêts en général, et particulièrement sur celle des prêts hypothécaires au début de 2006, et au fait que le total des prêts s'est accru à un rythme plus rapide que les dépôts. Au sein de PE – États-Unis, en plus des pressions concurrentielles sur la tarification des prêts, la marge nette d'intérêts a subi l'impact d'un changement dans l'importance relative des différents produits, les clients se tournant vers les dépôts à plus faible marge et les prêts à taux fixe dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. La croissance des prêts a également surpassé la croissance des dépôts aux États-Unis, contribuant à réduire la marge nette d'intérêts. Le rétrécissement général de la marge nette d'intérêts a été atténué par les mesures tarifaires adoptées à l'égard de certaines catégories de dépôts au Canada et aux États-Unis.

Le revenu net d'intérêts du groupe Gestion privée a légèrement fléchi, mais il s'est fortement apprécié si on exclut la vente de *Harrisdirect*, en raison de l'élargissement des marges sur les produits de placement à terme et de la croissance modérée des soldes. La marge nette d'intérêts du groupe est sensiblement supérieure à celle des autres groupes parce que la marge nette d'intérêts représente le revenu net d'intérêts en pourcentage de l'actif total. Or le revenu net d'intérêts du groupe provient en très grande partie des produits de placement à terme, qui sont des éléments de passif. L'actif moyen du groupe Services d'investissement a augmenté de 5 milliards de dollars, mais la hausse atteint 16 milliards de dollars si on exclut les actifs des EDDV comptabilisés en 2005. Les prêts aux grandes entreprises et les actifs à faible marge liés aux marchés des capitaux ont progressé en réponse, dans une large mesure, à la demande des clients. Le revenu net d'intérêts et la marge nette d'intérêts du groupe ont considérablement diminué en grande partie en raison de la hausse des coûts de mobilisation de fonds liée à l'expansion de nos activités de négociation sur les produits de base et les actions. Le recul est également imputable au rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt dans un contexte de hausse des taux d'intérêt à court terme, ainsi qu'à l'aplatissement de la courbe de rendement, à la stratégie de réduire les éléments ne faisant pas partie de nos principaux actifs et à la compression des marges sur les prêts aux grandes entreprises, facteurs partiellement neutralisés par la croissance de l'actif.

Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise fluctue en fonction des activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

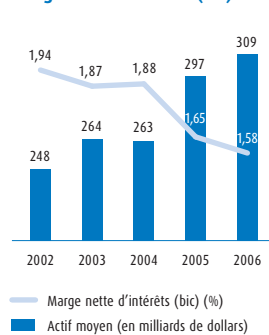
Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, a augmenté de 189 millions de dollars, ou de 3,8 %, par rapport à 2005. L'incidence nette des ventes et des acquisitions d'entreprises a fait diminuer le revenu autre que d'intérêts de 184 millions de dollars en 2006, tandis que l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 107 millions de plus.

Les commissions et droits sur titres ont reculé de 41 millions de dollars, ou de 4 %, mais ils ont augmenté dans une mesure à peu près équivalente si on fait abstraction des résultats de *Harrisdirect*. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage à service complet et de courtage autogéré au sein du groupe Gestion Privée, qui représentent environ 70 % du montant, et de commissions sur les actions négociées par les investisseurs institutionnels au sein du groupe Services d'investissement. Les frais ont augmenté dans les deux groupes d'exploitation, abstraction faite de *Harrisdirect*, en raison de la hausse des évaluations boursières et du volume d'actions négociées pour les clients. La croissance a été plus marquée dans le groupe Services d'investissement.

Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement, qui représentent le revenu tiré des comptes de dépôt des particuliers, des entreprises et des grandes entreprises, ont diminué de 5 millions de

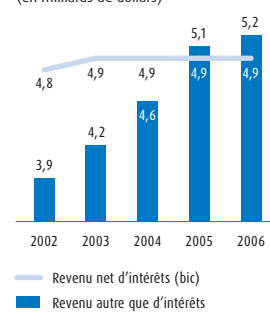
Actif moyen et marge nette d'intérêts (bic)



L'actif a augmenté de 12,6 milliards de dollars, ou de 24 milliards si on fait abstraction du rajustement des actifs des EDDV, mais les marges nettes d'intérêts ont de nouveau diminué au sein des Services bancaires PE et du groupe SI.

Revenu net d'intérêts (bic) et revenu autre que d'intérêts

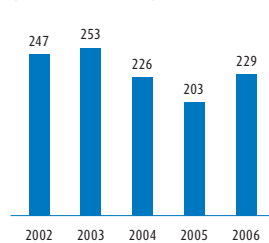
(en milliards de dollars)



La vente de *Harrisdirect* et la faiblesse du dollar américain ont limité la croissance du revenu. Le rétrécissement des marges a également ralenti la croissance du revenu net d'intérêts.

Actif sous administration

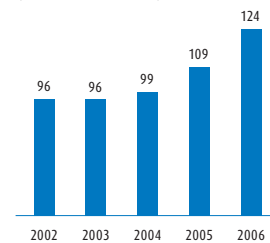
(en milliards de dollars)



Malgré l'affaiblissement du dollar américain et la vente de *Harrisdirect*, l'actif sous administration a surpassé les niveaux de 2004.

Actif sous gestion

(en milliards de dollars)



La croissance des fonds d'investissement a entraîné une hausse de l'actif sous gestion, malgré l'affaiblissement du dollar américain.

Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	Variation par rapport à 2005	
				\$	%
Commissions et droits sur titres	1 051	1 092	1 055	(41)	(4)
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	729	734	746	(5)	(1)
Revenus de négociation	633	413	200	220	53
Commissions sur prêts	337	313	317	24	8
Frais de services de cartes	396	334	261	62	19
Gestion de placements et garde de titres	298	305	307	(7)	(2)
Revenus tirés de fonds d'investissement	499	437	378	62	14
Revenus de titrisation	100	113	177	(13)	(12)
Commissions de prise ferme et de consultation	407	357	343	50	14
Gains (pertes) sur titres de placement	145	165	175	(20)	(12)
Revenus de change autres que de négociation	187	180	177	7	4
Revenus d'assurance	204	162	139	42	26
Autres	255	447	276	(192)	(43)
Total	5 241	5 052	4 551	189	4

dollars en raison de la baisse de revenu enregistrée par le groupe Services d'investissement à l'égard des services de gestion de trésorerie.

Les commissions sur prêts ont augmenté de 24 millions de dollars sous l'effet, notamment, de la croissance des activités. En 2005, environ 11 millions de commissions sur prêts gagnées par le groupe Services d'investissement avaient été portés aux autres revenus au cours de la période de consolidation des EDDV.

Les frais de services de cartes ont augmenté de 62 millions de dollars, ou de 19 %. Le perfectionnement de la méthode utilisée pour déterminer le passif associé à notre programme de fidélisation de la clientèle a eu pour effet de réduire de 40 millions de dollars les frais de services de cartes en 2005. Cet élément mis à part, la croissance des frais de services de cartes est attribuable en partie au succès continu de notre carte MasterCard Mosaiksm et à l'arrivée à l'échéance, en 2005, d'une partie de nos prêts sur cartes de crédit titrisés. Au quatrième trimestre de 2006, nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, ce qui devrait entraîner une réduction des frais de services de cartes et du revenu net d'intérêts en 2007. Cette baisse sera neutralisée, dans une large mesure, par la hausse des revenus de titrisation et par l'abaissement des provisions pour créances irrécouvrables.

Les frais de gestion de placements et de garde de titres ont légèrement fléchi, ayant continué de subir l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus tirés des fonds d'investissement, après s'être accrus de 16 % en 2005, ont augmenté de 62 millions de dollars, ou de 14 %, à la faveur, cette année encore, de la croissance des volumes et de la hausse des évaluations boursières.

Les revenus de titrisation ont diminué de 13 millions de dollars, ou de 12 %, en raison surtout de la diminution des gains sur les ventes des prêts. Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 7 afférente aux états financiers, figurant à la page 103.

Les commissions de prise ferme et de consultation ont augmenté de 50 millions de dollars, ou de 14 %. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont de nouveau enregistré une hausse marquée dans un marché vigoureux. La hausse des commissions de prise ferme de titres d'emprunt a été annulée par la baisse des commissions sur les émissions d'actions. Le 31 octobre 2006, le gouvernement fédéral du Canada a annoncé son intention d'assujettir à l'impôt les distributions effectuées dans le cadre d'une fiducie de revenu dans les années à venir, réduisant ainsi les avantages et l'attrait de telles structures. Cette annonce pourrait se répercuter sur les commissions de consultation et de prise ferme dans les périodes futures mais il n'est pas possible d'en estimer l'effet pour le moment étant donné que les revenus tirés des autres produits pourraient augmenter.

Les gains sur titres de placement se chiffrent à 145 millions de dollars, comparativement à 165 millions en 2005. En 2005, les gains nets sur titres de placement avaient augmenté de 50 millions de dollars en raison de la comptabilisation de gains liés à la modification de la façon de comptabiliser les investissements de banques d'affaires, et de 50 millions provenant d'un gain sur la vente d'actions ordinaires TSX. Les résultats de 2006 comprennent un gain de 38 millions de dollars sur le PAPE de MasterCard Incorporated. Les gains non matérialisés sur titres de placement ont augmenté de 58 millions de dollars et s'établissent à 55 millions.

Les revenus de change, autres que de négociation, ont poursuivi leur croissance soutenue.

Les revenus d'assurance se sont accrus de 26 % et ils contribuent maintenant au revenu à hauteur de 204 millions de dollars, ayant augmenté de 65 % au cours des trois derniers exercices.

Les autres revenus ont baissé de 192 millions de dollars et se chiffrent à 255 millions. La baisse s'explique par le revenu de 44 millions lié à la restructuration des EDDV, le gain de 29 millions de dollars réalisé sur la vente de l'immeuble First Canadian Centre de Calgary et un gain de 49 millions de dollars provenant de la vente de Harrisdirect comptabilisés en 2005.

Le tableau 7 figurant à la page 80 donne plus de précisions sur le revenu et la croissance du revenu.

Revenus de négociation

Les revenus de négociation dépendent principalement du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation. Bien que les positions de BMO

Les **revenus de négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base, et sur titres de participation et de créance hors bilan.

Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	Variation par rapport à 2005	
				\$	%
Taux d'intérêt	204	247	204	(43)	(17)
Change	129	89	85	40	45
Actions	173	145	152	28	19
Autres	159	107	31	52	49
Total	665	588	472	77	13
Présenté sous :					
Revenu net d'intérêts	32	175	272	(143)	(82)
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation	633	413	200	220	53
Total	665	588	472	77	13

prises pour son propre compte puissent l'exposer à un profit ou à une perte, les positions et le risque qu'elles comportent sont gérés de près; le profit ou la perte découlant de ces activités n'est généralement pas le facteur le plus important qui influe sur les revenus de négociation.

Les revenus de négociation ont été très élevés en 2006, tout comme en 2005, mais ils ont fléchi au cours de l'exercice. Les revenus de négociation comprennent à la fois un revenu net d'intérêts et un revenu autre que d'intérêts. Les activités de négociation ont produit des revenus nets d'intérêts peu élevés ou négatifs dans chaque trimestre de 2006, les coûts de mobilisation de fonds relatifs aux actifs liés à la négociation dépassant l'intérêt obtenu sur ces actifs. Une grande partie de nos actifs liés à la négociation est non productive d'intérêts et, déduction faite des coûts de mobilisation de fonds, la plupart des revenus de négociation de 2006 sont constitués, comme cela avait été le cas en 2005, de gains liés à la valeur de marché inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont totalisé 665 millions de dollars, comparativement à 588 millions en 2005. Ces revenus comprennent un revenu net d'intérêts de 32 millions de dollars, par rapport à 175 millions en 2005, et un revenu autre que d'intérêts de 633 millions, par rapport à 413 millions en 2005. L'augmentation de 77 millions de dollars par rapport à 2005 du revenu d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation est largement attribuable aux revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base. Les revenus de négociation d'actions et de contrats de change ont également enregistré une solide croissance. Après les solides résultats obtenus en 2005, les revenus de négociation de taux d'intérêt ont fléchi en 2006. Les revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base, qui sont compris dans la catégorie Autres, dans le tableau ci-dessus, ont connu une hausse appréciable en raison des conditions de négociation favorables et d'une intensification des activités des clients due à la volatilité des coûts énergétiques. Les revenus de négociation élevés obtenus en 2006 reflètent l'augmentation des niveaux des titres de négociation (voir la page 57) et des niveaux de risque lié à la valeur de marché dans les positions de négociation de BMO (voir les pages 69 et 70). La baisse sensible des revenus de négociation au quatrième trimestre de 2006 est en grande partie attribuable au fléchissement des revenus sur les instruments dérivés de produits de base sous l'effet conjugué, principalement, de la réduction de l'activité des clients, des baisses des cours du marché et de la volatilité implicite des contrats sur pétrole brut, de même que de notre position dans les contrats sur gaz naturel. Ces facteurs ont entraîné une légère perte de négociation au chapitre des instruments dérivés de produits de base au quatrième trimestre. La section Risque de marché, à la page 69, donne d'autres renseignements sur les revenus de négociation.

Provision pour créances irrécouvrables

Les conditions de crédit sont demeurées favorables en 2006, BMO comptabilisant une provision pour créances irrécouvrables de 176 millions de dollars, constituée de provisions spécifiques de 211 millions en partie neutralisées par une réduction de 35 millions de la réserve générale pour créances irrécouvrables. Ces montants se comparent à la provision de 179 millions comptabilisée en 2005, qui résultait de provisions spécifiques de 219 millions et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale. La réduction de la réserve générale en 2006 est principalement attribuable à la titrisation de prêts sur cartes de crédit d'une valeur de 1,5 milliard de dollars.

Comme on peut le constater en examinant le tableau ci-contre, pendant le cycle de crédit actuel, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont atteint des sommets durant la période 2001–2002, reculant ensuite considérablement en 2003 et 2004, pour revenir à un niveau plus modéré, bien que toujours faible en 2005, tendance qui s'est poursuivie en 2006. L'effet favorable de la réduction du niveau des nouvelles provisions spécifiques au cours des deux derniers exercices a été quelque peu atténué par la baisse du niveau des reprises sur les réserves établies précédemment et des recouvrements de prêts radiés précédemment après les sommets atteints en 2004. Le niveau relativement élevé des reprises et des recouvrements en 2004 était principalement attribuable à nos méthodes de réalisation de prêt efficaces, y compris de solides recouvrements au comptant et des ventes de prêts. La vente de prêts douteux bruts en 2004 avait été facilitée par l'augmentation des niveaux de prêts susceptibles d'être vendus et la réceptivité du marché secondaire. Un plus faible niveau des reprises et des recouvrements en 2005 et 2006 était prévu à ce stade-ci du cycle de crédit.

En 2006, les ventes de prêts douteux bruts ont totalisé 53 millions de dollars, tandis que les reprises et les recouvrements qui en ont découlé s'élevaient à 34 millions, comparativement à des ventes de prêts douteux bruts de 102 millions de dollars et à des reprises et recouvrements de 22 millions en 2005.

Le facteur ayant le plus influencé les provisions pour créances irrécouvrables est le niveau du solde des nouveaux prêts douteux – représenté par le transfert de prêts et acceptations à l'état douteux dans le tableau ci-contre intitulé Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux. Comme dans le cas des provisions spécifiques, ces nouveaux prêts douteux ont atteint des sommets en 2001–2002, pour ensuite diminuer graduellement jusqu'aux faibles niveaux de 423 millions et de 420 millions, respectivement, constatés en 2005 et en 2006. Cette tendance explique en partie qu'au 31 octobre 2006, le solde brut des prêts et acceptations douteux ait été ramené à 666 millions, d'importantes réductions ayant été enregistrées dans les secteurs des communications et de la production d'énergie, surtout en 2004 et en 2005.

Au 31 octobre 2006, la réserve pour créances irrécouvrables s'établissait à 1 058 millions de dollars, comparativement à 1 128 millions, un an plus tôt. La diminution est attribuable à l'amélioration de la qualité des créances dans le portefeuille de prêts productifs, à la baisse du solde des prêts et acceptations douteux et à la réduction de la réserve générale. La réserve générale, qui totalisait 905 millions de dollars à la fin de l'exercice, demeure suffisante, représentant 56 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques. De plus, BMO utilise des swaps sur défaillance pour atténuer l'exposition au risque de crédit associé à un titulaire unique ou à un secteur donné. Au 31 octobre 2006, la valeur nominale de référence de ces swaps se chiffrait à 1 084 millions, comparativement à 1 274 millions un an plus tôt.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentaient 83,1 % du portefeuille de prêts à la fin de l'exercice, par rapport à 86,7 % en 2005. Nous continuons à surveiller les secteurs de l'économie considérés comme étant les plus risqués actuellement, notamment l'automobile et l'exploitation forestière, ainsi que les secteurs qui sont considérés comme particulièrement sensibles aux hausses des prix de l'énergie, à la vigueur du dollar canadien et à l'affaiblissement de l'économie américaine. Les engagements de BMO dans ces secteurs demeurent à des niveaux tout à fait acceptables.

Nous nous attendons à ce que la conjoncture du crédit demeure relativement stable en 2007, quoiqu'une certaine faiblesse puisse apparaître vers la fin de l'année. Ces prévisions s'appuient sur la perspective du maintien de la faiblesse des taux de défaillance des grandes entreprises, du faible niveau des nouveaux prêts douteux, ainsi que d'une conjoncture économique relativement stable en Amérique du Nord. Par conséquent, nous prévoyons en 2007 une provision pour créances

Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

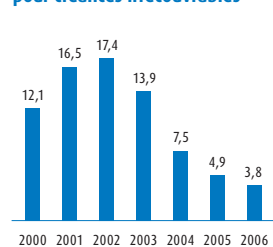
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Nouvelles provisions spécifiques	410	407	510	846	1 063	1 023	458
Reprise sur réserves établies précédemment	(87)	(121)	(312)	(303)	(175)	(103)	(124)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(112)	(67)	(131)	(88)	(68)	(40)	(44)
Provisions spécifiques pour créances irrécouvrables	211	219	67	455	820	880	290
Augmentation (réduction) de la : réserve générale	(35)	(40)	(170)	–	–	100	110
réserve à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	–	–	(42)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	176	179	(103)	455	820	980	358
PCI en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (%)	0,09	0,11	(0,07)	0,30	0,56	0,66	0,25

Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

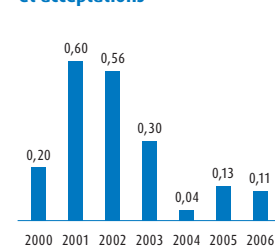
	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
SBPAD au début de l'exercice	804	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501	1 092
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	420	423	607	1 303	1 945	2 041	1 106
Réduction des prêts et acceptations douteux	(220)	(319)	(936)	(1 156)	(738)	(830)	(446)
Radiations	(338)	(419)	(470)	(566)	(884)	(698)	(251)
SBPAD à la fin de l'exercice	666	804	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (%)	0,35	0,46	0,71	1,30	1,54	1,37	1,04

SBPAD, en pourcentage des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables



La réduction du solde des prêts douteux et l'augmentation des capitaux propres ont permis de continuer à améliorer la situation du portefeuille de prêts de BMO.

PCI, en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations



Les provisions demeurent faibles en raison des conditions de crédit favorables.

irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins. L'augmentation par rapport à l'exercice actuel est en grande partie liée au cycle de crédit, de même qu'à la hausse des nouvelles provisions spécifiques et à la baisse des reprises et des recouvrements qui sont prévues.

La gestion du risque de crédit est analysée plus longuement à la page 68. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 100, et les tableaux 11 à 19, aux pages 84 à 87, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 21 millions de dollars, ou de 0,3 %, et se sont établis à 6 353 millions. Les facteurs qui ont contribué à l'augmentation de 0,3 % enregistrée sont présentés dans le tableau intitulé Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts.

Comme nous l'expliquons à la page 35, l'effet net des acquisitions et des ventes d'entreprises en 2006 et en 2005 a fait diminuer les frais de 214 millions de dollars (-3,1 %) en 2006 par rapport à 2005. La baisse est attribuable à la vente, en octobre 2005, de *Harrisdirect*, notre société de placement en direct aux États-Unis. Comme nous l'expliquons également à la page 35, le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain a fait baisser les frais de 112 millions de dollars (-1,6 %). Abstraction faite uniquement de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain, ils se sont accrus de 6,1 %. Les coûts plus élevés de la rémunération liée au rendement ont accru les frais de 45 millions (0,6 %). L'augmentation globale est attribuable au groupe Services d'investissement où les revenus liés aux services tarifés, qui sont généralement associés à des coûts variables relativement plus élevés, ont été supérieurs à ceux de 2005. Les revenus des secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, qui entraînent généralement des coûts variables relativement moins élevés, ont diminué en 2006. D'une manière générale, les coûts de la rémunération liée au rendement ont diminué au sein des autres groupes d'exploitation en 2006. Les autres facteurs, qui comprennent les autres coûts liés aux activités, ont fait augmenter le total des frais de 4,4 % en 2006.

Les variations en dollars et en pourcentage par catégorie de frais sont présentées dans le tableau Frais autres que d'intérêts. Les frais et la croissance des frais sont présentés plus en détail dans le Tableau 8, à la page 81.

Les autres formes de rémunération du personnel, qui comprennent les salaires et les avantages sociaux, ont augmenté de 28 millions de dollars. La charge salariale, qui n'a que relativement peu varié au cours des cinq derniers exercices, est demeurée inchangée par rapport à 2005, le nombre d'employés étant demeuré plutôt stable en 2005 (voir la page 80), et les coûts de la rémunération liée au rendement et des avantages sociaux ont sensiblement augmenté au cours des derniers exercices. Les indemnités de départ ont diminué et la vente de *Harrisdirect* et l'affaiblissement du dollar américain ont également contribué à neutraliser la croissance des coûts. L'effectif a augmenté de près de 1 200 employés en 2006, en raison du renforcement du personnel de première ligne au sein de PE - Canada, de la croissance des activités, des acquisitions et des initiatives. Les frais comprennent les coûts liés à des initiatives de PE - Canada telles que le développement de la force de vente, la poursuite des investissements dans notre réseau de distribution matériel, notamment dans le remplacement de la presque totalité des guichets automatiques, et l'amélioration de la technologie utilisée par le personnel de vente et de service qui traite directement avec les clients, dans le but d'accroître la capacité et d'améliorer le service à la clientèle. Au sein de PE - États-Unis, on a enregistré des frais liés aux acquisitions, à l'élargissement du réseau de succursales, à l'accroissement des volumes et à la mise en place d'une nouvelle plateforme technologique. Pour ce qui est du groupe Gestion privée, les initiatives incluent une hausse des investissements dans notre force de vente et dans le secteur de la gestion de placements aux États-Unis.

Les frais de bureau et de matériel ont baissé de 53 millions de dollars. Les charges locatives ont augmenté mais la hausse a été partiellement neutralisée par des réductions dans l'amortissement du mobilier et des agencements et par la réduction de l'impôt foncier à la suite de la vente de deux propriétés que nous occupons toujours. La vente de *Harrisdirect* a entraîné une baisse des coûts relatifs au matériel informatique et autre. Les autres frais se sont accrus de 51 millions de dollars. Les honoraires ont augmenté en raison du recours à des services de consultation en vue de soutenir notre développement, les changements que nous prévoyons apporter au déroulement des opérations dans un souci de réduction des coûts et la réalisation d'autres initiatives en 2006, ainsi que de l'augmentation des frais juridiques liés aux activités. L'amortissement des actifs incorporels a baissé en raison de la vente de *Harrisdirect*.

Productivité

Le ratio des frais au revenu (ratio de productivité) s'est amélioré de 77 points de base et s'établit à 62,8 % en 2006. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chaque groupe d'exploitation. Habituellement, les ratios sont assez différents d'un groupe à l'autre, en raison de la nature des activités de chacun, mais les écarts se sont atténués, le groupe Gestion privée ayant réalisé des gains significatifs à ce chapitre et le groupe Services d'investissement ayant

Nous utilisons comme mesure clé de productivité le **ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité)**, soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total, sur une base d'imposition comparable. Ce ratio est exprimé en pourcentage. Voir la page 34.

Le **ratio de productivité avant amortissement** est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts. Voir la page 34.

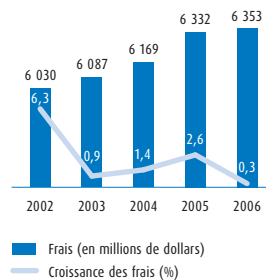
Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004
Acquisitions et ventes d'entreprises	(3,1)	0,8	1,8
Incidence de la conversion de devises	(1,6)	(2,3)	(3,0)
Rémunération liée au rendement	0,6	1,9	1,7
Autres facteurs	4,4	2,2	0,9
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	0,3	2,6	1,4

Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

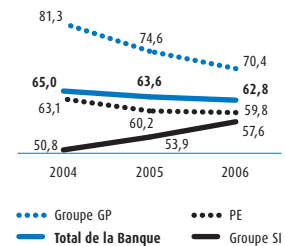
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	Variation par rapport à 2005	
				\$	%
Rémunération liée au rendement	1 322	1 277	1 160	45	4
Autres formes de rémunération du personnel	2 502	2 474	2 484	28	1
Rémunération totale du personnel	3 824	3 751	3 644	73	2
Bureaux et matériel	1 211	1 264	1 252	(53)	(4)
Autres	1 274	1 223	1 169	51	4
Amortissement des actifs incorporels	44	94	104	(50)	(53)
Total	6 353	6 332	6 169	21	-

Frais et croissance annuelle des frais



Le taux de croissance des frais est faible, mais les frais ont augmenté de 6,1 % abstraction faite de la vente de *Harrisdirect* et de l'affaiblissement du dollar américain.

Ratio des frais au revenu selon le groupe d'exploitation (bic) (%)



La productivité s'est de nouveau améliorée dans tous les groupes, à l'exception du groupe SI qui a subi l'effet négatif de la composition de son revenu.

lui aussi augmenté son ratio de productivité grâce à une modification de la composition de son revenu. En 2006, comme en 2005, PE - Canada et le groupe Gestion privée abstraction faite de *Harrisdirect* ont vu leur revenu augmenter davantage que leurs frais, aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage, ce qui leur a permis d'améliorer leur ratio de productivité.

PE - Canada est la plus importante unité d'exploitation de BMO. Son ratio de productivité s'est amélioré de 74 points de base par rapport à l'an dernier, à 56,8 %, après une amélioration de 311 points de base l'an dernier. L'amélioration est en partie attribuable à l'augmentation de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle en 2005 et au gain réalisé sur le PAPE de MasterCard en 2006. Au sein du groupe Gestion privée, la productivité s'est améliorée de 421 points de base, à 70,4 %. Si on exclut la vente de *Harrisdirect* et les gains sur les ventes d'actifs en 2005, le ratio s'est amélioré de 219 points de base, grâce à la forte croissance du revenu et à la poursuite de mesures de gestion des frais efficaces. Le ratio de productivité de PE - États-Unis a accusé un recul de 184 points

de base en raison des investissements effectués dans l'intégration des acquisitions, l'expansion du réseau des succursales, l'accroissement des volumes et l'amélioration de la plateforme technologique des succursales. Le ratio des frais au revenu du groupe Services d'investissement a reculé de 369 points de base, à 57,6 %. Le recul est en partie attribuable à un nouveau changement de la composition du revenu, les activités s'étant déplacées vers des secteurs entraînant des coûts variables plus élevés, ainsi qu'aux revenus des EDDV comptabilisés en 2005. Le groupe Services d'investissement se classe au deuxième rang de notre groupe de référence du Canada à l'égard du ratio de productivité tant en 2005 qu'en 2006.

Nous avons ramené le ratio de productivité avant amortissement global de BMO à 62,4 % en 2006, une amélioration de 25 points de base, après l'amélioration de 538 points de base réalisée au cours des trois exercices antérieurs. Nous n'avons pas pu atteindre notre cible annuelle d'amélioration de la productivité pour l'ensemble de l'organisation de

100 à 150 points de base, en raison d'un changement dans l'importance relative de nos différentes activités et de la poursuite de nos investissements dans nos activités de détail visant à assurer la croissance future du revenu net.

Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats de 2006 des groupes d'exploitation, qui commence à la page 42. En 2007, nous visons toujours une amélioration de notre ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base. Nous prévoyons atteindre cet objectif grâce à une approche encore plus orientée client, à la gestion continue des frais et à l'intensification des efforts déployés en vue d'accroître l'efficacité et l'efficacité dans tous les rôles, groupes et processus d'affaires qui appuient notre personnel de première ligne. Bien que les mesures précises n'aient pas encore été déterminées, nous prévoyons réduire les effectifs surtout dans les groupes qui ne sont pas en contact direct avec la clientèle.

Provision pour impôts sur les bénéfices

La provision pour impôts sur les bénéfices qu'on trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt par l'administration fiscale, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'indiquons à la note 23 afférente aux états financiers, à la page 124.

Comme nous l'expliquons aux pages 34 et 36, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable aux fins d'analyse et rajuste en contrepartie la provision pour impôts sur les bénéfices. En 2006, le rajustement s'est chiffré à 127 millions de dollars alors qu'il était de 119 millions en 2005. À moins d'indication contraire, la provision pour impôts sur les bénéfices et les taux d'imposition connexes sont exprimés sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices imputée au revenu net s'élève à 844 millions de dollars, comparativement à 993 millions en 2005. En 2006, il y a eu des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, y compris des recouvrements de 26 millions de dollars au troisième trimestre. Les recouvrements ont été de 66 millions en 2005. Le taux d'imposition effectif s'établit à 23,6 % en 2006. Ce taux peu élevé s'explique par les recouvrements d'impôts ainsi que par la prise d'initiatives d'affaires et la résolution favorable de problèmes fiscaux. En 2005, le taux d'imposition effectif s'est établi à 28,8 %. En 2005, nous avions subi un taux d'imposition élevé sur le gain découlant de la vente de *Harrisdirect* en raison, principalement, de choix fiscaux et nous avons obtenu un revenu non imposable de 29 millions lié à la restructuration des EDDV. Les différences entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition prévu par la loi au Canada sont énoncées dans la note 23 afférente aux états financiers, à la page 124.

Abstraction faite des rajustements spéciaux, nous estimons que le taux d'imposition effectif se situera dans une fourchette de 25 % à 28 % en 2007, et nous considérons ce taux comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de son investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion du montant net de l'investissement dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les bénéfices non répartis, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les bénéfices non répartis; toutefois, le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net de l'investissement dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de celui-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Le gain de 451 millions de dollars réalisé sur les opérations de couverture liées au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis a entraîné une charge fiscale de 156 millions de dollars portée aux bénéfices non répartis de 2006, alors qu'en 2005, un gain de 297 millions réalisé sur les opérations de couverture avait entraîné une charge fiscale de 101 millions. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, à la page 94, contient des renseignements plus détaillés.

Le tableau 8, à la page 81, présente en détail les charges fiscales et les impôts de 1 283 millions de dollars assumés par BMO en 2006.

Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales

En 2006, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales s'est établie à 76 millions de dollars, en hausse de 18 millions, en raison principalement de l'émission de 450 millions de dollars de titres de la Fiducie

de capital BMO (BOaTS), de la série E, vers la fin de l'exercice 2005. La note 18 afférente aux états financiers, à la page 116, donne plus de détails sur la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels liés aux cartes de crédit.

En outre, nous fournissons certains services bancaires à des entités qui sont affiliées à nos administrateurs. Ces services sont fournis selon

les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Les options d'achat d'actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs sont expliquées à la note 26 afférente aux états financiers, à la page 128.

Les contrats de prêt à taux réduit sont analysés à la note 26 afférente aux états financiers. Aucune avance de fonds n'a été consentie en vertu de tels contrats de prêt en 2006 ni en 2005.

Les sections précédentes intitulées Provision pour créances irrécouvrables, Frais autres que d'intérêts et Provision pour impôts sur les bénéfices de même que les sections suivantes intitulées Analyse des résultats de 2006 des groupes d'exploitation et Tendances trimestrielles relatives au revenu net du présent Rapport annuel contiennent des déclarations prospectives, particulièrement en ce qui concerne nos perspectives relatives à certains contextes d'affaires au Canada et aux États-Unis en 2007, notre ratio de productivité, les taux d'imposition effectifs, ainsi que nos stratégies et priorités pour 2007. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 28 du présent Rapport annuel, analyse ces risques et incertitudes ainsi que les facteurs importants et les hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans ces sections.

Analyse des résultats de 2006 des groupes d'exploitation

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs visions, de leurs stratégies, de leurs forces, de leurs défis, de leurs principaux facteurs de rendement, de leurs réalisations ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (pages 43 à 48)

Le revenu net a atteint 1 256 millions de dollars en 2006, une augmentation de 57 millions, ou de 5 %, par rapport à 2005.

Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 49 à 51)

Le revenu net s'est chiffré à 360 millions de dollars en 2006, en hausse de 40 millions, ou de 13 %, par rapport à 2005.

Groupe Services d'investissement (groupe SI) (pages 52 à 54)

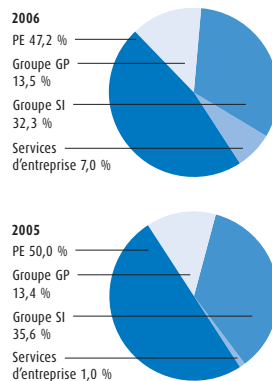
Le revenu net a atteint 860 millions de dollars en 2006, une augmentation de 7 millions, ou de 1 %, par rapport à 2005.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (page 55 et 56)

Le groupe a enregistré un revenu net de 187 millions de dollars en 2006, comparativement à un revenu net de 24 millions en 2005.

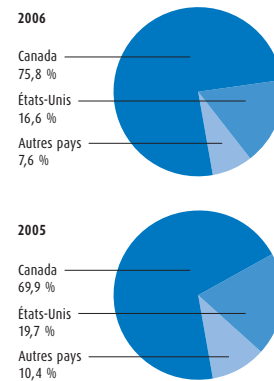
Les normes de répartition des résultats par région et par groupe d'exploitation sont énoncées à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 126. Certaines données de l'exercice précédent ont été retraitées, comme nous l'expliquons à la page 22.

Revenu net par groupe d'exploitation



La composition du revenu net a changé en raison des résultats plus favorables enregistrés par les Services d'entreprise, attribuables à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables et de la provision pour impôts sur les bénéfices.

Revenu net par pays



Les résultats de 2005 aux États-Unis ont bénéficié des gains sur les ventes d'actifs et des revenus des EDDV dans un contexte où chaque groupe d'exploitation a accru sa part du revenu net au Canada, en 2006.

Contribution au revenu, aux frais, au revenu net et à l'actif moyen par groupe d'exploitation et par pays (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			Groupe Services d'investissement			Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations			Total consolidé		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Contribution des groupes d'exploitation aux résultats de BMO (%)															
Revenu	54,2	52,4	51,4	18,7	20,4	19,5	27,5	27,5	29,2	(0,4)	(0,3)	(0,1)	100	100	100
Frais	51,6	49,6	49,9	21,0	24,0	24,4	25,2	23,3	22,8	2,2	3,1	2,9	100	100	100
Revenu net	47,2	50,0	42,8	13,5	13,4	9,9	32,3	35,6	36,2	7,0	1,0	11,1	100	100	100
Actif moyen	44,1	42,8	44,6	2,1	2,4	2,7	52,3	53,0	51,3	1,5	1,8	1,4	100	100	100
Revenu total															
Canada	4 455	4 217	3 933	1 610	1 485	1 283	1 403	1 369	1 358	(49)	(22)	(33)	7 419	7 049	6 541
États-Unis	906	897	853	275	544	558	1 286	1 259	1 284	(100)	(90)	(58)	2 367	2 610	2 637
Autres pays	124	102	91	8	7	10	91	113	125	103	77	84	326	299	310
Total	5 485	5 216	4 877	1 893	2 036	1 851	2 780	2 741	2 767	(46)	(35)	(7)	10 112	9 958	9 488
Total des frais															
Canada	2 591	2 470	2 416	1 062	1 013	920	767	747	627	115	119	111	4 535	4 349	4 074
États-Unis	681	659	638	271	506	582	711	628	678	17	62	62	1 680	1 855	1 960
Autres pays	9	13	23	1	1	2	123	102	100	5	12	10	138	128	135
Total	3 281	3 142	3 077	1 334	1 520	1 504	1 601	1 477	1 405	137	193	183	6 353	6 332	6 169
Revenu net															
Canada	1 008	963	816	350	305	237	544	434	449	117	(28)	166	2 019	1 674	1 668
États-Unis	115	125	110	4	10	(17)	317	346	333	5	(9)	4	441	472	430
Autres pays	133	111	56	6	5	7	(1)	73	48	65	61	86	203	250	197
Total	1 256	1 199	982	360	320	227	860	853	830	187	24	256	2 663	2 396	2 295
Actif moyen															
Canada	113 901	105 517	98 787	4 160	3 708	3 465	82 441	87 630	71 687	(417)	(1 574)	(3 421)	200 085	195 281	170 518
États-Unis	21 890	21 055	17 895	2 379	3 345	3 671	53 063	45 413	40 000	4 829	5 819	7 177	82 161	75 632	68 743
Autres pays	463	446	444	6	8	9	26 307	24 191	23 133	109	944	51	26 885	25 589	23 637
Total	136 254	127 018	117 126	6 545	7 061	7 145	161 811	157 234	134 820	4 521	5 189	3 807	309 131	296 502	262 898

Services bancaires Particuliers et entreprises

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises s'est établi à 1 256 millions de dollars en 2006, soit une augmentation de 57 millions, ou de 5 %, par rapport à 2005. Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de nos deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux

entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-dessous.

Services bancaires Particuliers et entreprises (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	PE				PE – Canada				PE – États-Unis			
	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Variation par rapport à 2005 \$ %	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Variation par rapport à 2005 \$ %	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Variation par rapport à 2005 \$ %
Revenu net d'intérêts (bic)	3 680	3 561	3 352	119 3	2 940	2 829	2 674	111 4	740	732	678	8 1
Revenu autre que d'intérêts	1 805	1 655	1 525	150 9	1 639	1 490	1 350	149 10	166	165	175	1 1
Revenu total (bic)	5 485	5 216	4 877	269 5	4 579	4 319	4 024	260 6	906	897	853	9 1
Provision pour créances irrécouvrables	344	299	299	45 15	314	269	271	45 16	30	30	28	– –
Frais autres que d'intérêts	3 281	3 142	3 077	139 4	2 600	2 483	2 439	117 5	681	659	638	22 3
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 860	1 775	1 501	85 5	1 665	1 567	1 314	98 6	195	208	187	(13) (7)
Impôts sur les bénéfices (bic)	604	576	518	28 5	524	493	441	31 7	80	83	77	(3) (7)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	1	– –	–	–	1	– –	–	–	–	– –
Revenu net	1 256	1 199	982	57 5	1 141	1 074	872	67 6	115	125	110	(10) (7)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	31	34	33	(3) (10)	7	10	10	(3) (25)	24	24	23	– –
Revenu net avant amortissement	1 287	1 233	1 015	54 4	1 148	1 084	882	64 6	139	149	133	(10) (7)
Profit économique net	632	667	592	(35) (5)								
Rendement des capitaux propres (%)	20,5	22,7	24,8	(2,2)								
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	21,0	23,3	25,6	(2,3)								
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	59,8	60,2	63,1	(0,4)	56,8	57,5	60,6	(0,7)	75,2	73,4	74,8	1,8
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	59,1	59,4	62,3	(0,3)	56,6	57,3	60,4	(0,7)	72,0	69,9	71,4	2,1
Marge nette d'intérêts (%)	2,70	2,80	2,86	(0,10)	2,57	2,67	2,69	(0,10)	3,38	3,48	3,79	(0,10)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	5 994	5 191	3 912	803 15								
Actif moyen	136 254	127 018	117 126	9 236 7	114 364	105 963	99 231	8 401 8	21 890	21 055	17 895	835 4
Actif pondéré en fonction des risques	89 716	85 011	76 841	4 705 6	69 734	65 642	60 611	4 092 6	19 982	19 369	16 230	613 3
Solde moyen des prêts et acceptations	130 937	121 240	112 693	9 697 8	111 499	103 153	96 712	8 346 8	19 438	18 087	15 980	1 351 7
Solde moyen des dépôts	61 980	61 200	58 210	780 1	43 998	42 554	39 764	1 444 3	17 982	18 646	18 446	(664) (4)
Actif sous administration	14 978	11 415	10 955	3 563 31	12 741	9 346	8 420	3 395 36	2 237	2 069	2 535	168 8
Effectif : équivalent de durée normale	19 359	18 551	18 050	808 4	15 831	15 117	14 865	714 5	3 528	3 434	3 185	94 3

PE – États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date

Revenu total	799	739	650	60 8
Frais autres que d'intérêts	602	542	486	60 11
Revenu net	102	103	85	(1) (1)
Revenu net avant amortissement	123	123	103	– –
Actif moyen	19 341	17 352	13 643	1 989 11

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada



Frank J. Techar
Président et chef de la direction,
Services bancaires Particuliers
et entreprises – Canada

Description

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada), en collaboration avec les autres groupes de BMO, répondent aux besoins financiers de plus de sept millions et demi de clients au Canada. Nous offrons une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de près de 1 000 succursales traditionnelles et succursales en magasin de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne (sur le site bmo.com), des agents d'assurance autorisés et d'un réseau de près de 2 000 guichets automatiques. Nous nous classons parmi les cinq plus importants fournisseurs de services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada.

Vision

Notre but consiste à devenir un fournisseur de services financiers de premier plan, axé sur le client et déterminé à satisfaire tous les besoins financiers de nos clients. Pour y arriver, nous allons offrir une expérience de vente et de service exceptionnelle qui nous permettra d'établir une relation à long terme avec le client et qui stimulera la croissance des revenus. Grâce à notre éventail varié de produits et de services, les clients peuvent mieux gérer tous les aspects de leurs finances.

Stratégies

- Améliorer la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des entreprises, en offrant des produits et des services à valeur ajoutée dans le cadre d'entretiens efficaces.
- S'imposer comme chef de file dans la prestation de services financiers destinés aux entreprises en offrant une gamme complète de produits et de services adaptés aux besoins du client, par l'intermédiaire de directeurs – Relations d'affaires chevronnés et bien informés.
- Rationaliser les processus de vente et d'affaires pour améliorer l'expérience client et accroître l'efficacité du personnel de première ligne en matière d'opérations et de ventes.
- Élargir notre réseau de succursales, améliorer la prestation de nos services électroniques et conserver l'avantage lié à notre plateforme technologique.

Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires aux particuliers** offrent des solutions pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance. Plus de 20 % des ménages au Canada font affaire avec nous. Grâce à notre réseau de distribution multicircuits pleinement intégré d'envergure nationale, les clients peuvent choisir où, quand et comment ils effectuent leurs transactions bancaires, pour leur plus grande commodité.

Les **Services bancaires aux entreprises** offrent à notre clientèle d'entreprises – petites entreprises, PME et moyennes entreprises – une gamme complète de produits et services bancaires. Nos directeurs – Relations d'affaires proposent une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils.

Forces

- Une forte position concurrentielle dans les services bancaires aux entreprises, comme en fait foi notre classement au deuxième rang pour la part du marché des services bancaires aux PME.
- Des capacités supérieures en matière de gestion du risque qui nous permettent d'offrir à nos clients des solutions de financement en tout temps, quelle que soit la conjoncture.
- Une gamme complète de services bancaires courants et de capacités de paiement, notamment nos programmes exclusifs en matière de fidélisation de la clientèle en partenariat avec AIR MILESSM. La carte MasterCard Mosaik est la seule carte de crédit à proposer une offre exclusive de récompenses de WestJet Airlines Ltd.
- Une position concurrentielle dans le marché du traitement des transactions électroniques, grâce à Solutions MonerisSM, dont la part du marché canadien s'établit à environ 40 %.
- Plateforme technologique et capacités intégrées en matière de gestion des données sur la clientèle qui renforcent l'efficacité de notre modèle de prestation des ventes et du service, quel que soit le circuit de distribution.

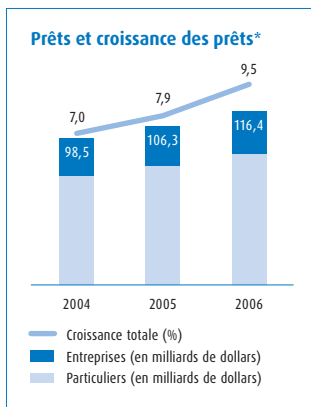
Défis

- Le rythme du changement et des innovations technologiques s'étant accéléré, les clients ont facilement accès à une gamme de plus en plus vaste de produits et de services offerts par différents fournisseurs.
- La concurrence dans le secteur des dépôts exerce des pressions sur les marges.
- La demande relative à l'embauche et au maintien d'employés hautement qualifiés est de plus en plus forte dans les régions et les secteurs à croissance élevée.
- Le resserrement des normes de gouvernance, de sécurité de l'information et de gestion des fraudes par les organismes de réglementation exerce une pression accrue sur nos ressources.

Principaux facteurs de rendement (%)	2006	2005	2004
Croissance des prêts aux particuliers*	10,6	9,2	8,5
Croissance des prêts aux entreprises*	6,4	4,3	3,1
Croissance des dépôts de particuliers	0,4	4,4	6,1
Croissance des dépôts d'entreprises	7,6	11,1	14,2
Ratio de productivité avant amortissement	56,6	57,3	60,4
Croissance du revenu	6,0	7,3	1,7
Indice d'engagement des employés**	73	72	70

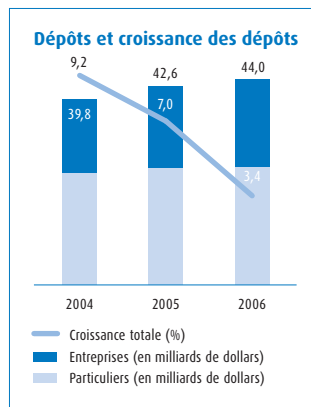
*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.

**Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

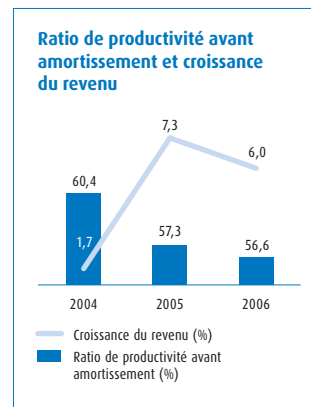


Poursuite de la croissance vigoureuse des prêts.

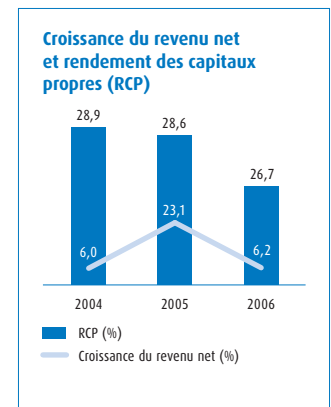
*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.



Ralentissement de la croissance des dépôts.



Amélioration de la productivité dans un contexte où la croissance du revenu a dépassé la croissance des frais.



Augmentation du revenu net, grâce à une solide croissance du revenu. Légère diminution du RCP en raison d'une augmentation des capitaux propres.

Objectifs et réalisations en 2006

Améliorer la qualité de notre prestation en matière de vente et de service afin de bâtir des relations durables grâce à un service à la clientèle exceptionnel, stimulant ainsi la croissance des revenus, de la part de marché et de la fidélisation de nos clients.

- Le revenu affiche une hausse de 6,0 %, attribuable à la croissance des dépôts et à la croissance vigoureuse des prêts, ainsi qu'à celle des services de cartes et des revenus d'assurance. Nous nous classons toujours au deuxième rang dans le marché des services bancaires aux entreprises, malgré un léger recul de notre part de marché. Notre part du marché des services bancaires aux particuliers a également diminué en raison de mesures tarifaires à l'égard des prêts hypothécaires et de certaines catégories de dépôts¹⁾. Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle ont enregistré une légère amélioration, mais nous allons poursuivre nos efforts dans ce domaine en vue d'accélérer la progression de nos résultats, ce qui devrait soutenir la croissance du revenu et de la part de marché.

1) La part de marché a été retraitée, compte tenu du retraitement effectué par les concurrents.

Simplifier les processus et améliorer les outils technologiques destinés au personnel de vente et de service de première ligne, accroissant ainsi la capacité et l'efficacité de façon à améliorer le service à la clientèle.

- Nous avons apporté des améliorations technologiques qui intègrent les renseignements sur les clients provenant des sources de première ligne et des services bancaires en direct. Les employés ont accès à de l'information exhaustive sur les clients et sont en mesure de personnaliser leur entretien avec ces derniers, ce qui permet d'accroître la capacité et d'améliorer le service à la clientèle.

Objectifs en 2007

- Améliorer l'expérience client en améliorant les processus d'affaires et en tirant profit des investissements effectués dans les ressources humaines et la technologie.
- Continuer d'élargir et d'améliorer notre réseau de succursales afin de mieux servir les clients des marchés clés.

Contexte et perspectives au Canada

La solide conjoncture économique a eu des répercussions positives sur le marché des services bancaires aux particuliers et aux entreprises en 2006. Le haut niveau des investissements des entreprises a favorisé la croissance des prêts aux entreprises, malgré l'effet de la vigueur du dollar canadien qui a freiné les exportations. Les prix élevés des produits de base ont stimulé la croissance dans l'Ouest du Canada, ainsi qu'à Terre-Neuve-et-Labrador. Le marché de l'habitation est demeuré dynamique, bien que les dernières hausses de taux d'intérêt aient modéré la demande de prêts hypothécaires à l'habitation.

Nous croyons que les régions et les secteurs axés sur les ressources continueront d'afficher une croissance soutenue en 2007. Cependant, les régions telles que le centre du Canada, qui dépendent fortement du secteur manufacturier, pourraient enregistrer une progression plus

Poursuivre sur notre lancée en ce qui a trait à l'amélioration du ratio de productivité avant amortissement.

- Nous avons continué d'améliorer notre ratio de productivité avant amortissement, ce qui reflète l'importance que nous accordons à l'accroissement des revenus et à la gestion de la croissance des frais. Dans l'ensemble, notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 66 points de base au cours du dernier exercice et de 375 points de base au cours des deux derniers exercices.

Continuer à investir dans notre réseau de distribution, notamment en procédant au remplacement des guichets automatiques.

- Nous avons remplacé pratiquement tous nos guichets automatiques. La modernisation de notre réseau de guichets nous a permis d'en améliorer la sécurité, afin de protéger les renseignements sur les clients, et d'y ajouter des fonctionnalités, en vue d'améliorer l'expérience client. Nous avons également rénové plus de 90 % de nos succursales, ajouté neuf nouvelles succursales à notre réseau et fermé 14 succursales qui servaient des marchés moins rentables. En décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, qui sert la collectivité portugaise de la région de Toronto. Cette acquisition nous permet d'accroître notre présence dans un marché multiculturel à croissance élevée.

Poursuivre l'expansion de nos programmes et de nos offres pour répondre aux besoins financiers de nos clients.

- Nous avons réduit le nombre de produits de dépôt destinés aux particuliers et de programmes de services bancaires courants de sorte que les employés puissent déterminer et satisfaire rapidement les besoins des clients. De plus, nous sommes désormais en mesure d'offrir des produits de crédit aux clients dès le moment où ils ouvrent un compte.

- Accroître les revenus et améliorer la fidélisation de la clientèle en s'appuyant sur une méthode de gestion du rendement rigoureuse.
- Améliorer le rendement du segment des petites entreprises.

modérée. Après plusieurs années de solide croissance des bénéfices, les entreprises devraient accroître leurs investissements à un rythme vigoureux. En ce qui a trait aux particuliers, on s'attend à ce que la croissance de la demande de prêts hypothécaires à l'habitation soit plus modérée que celle des dernières années. Le secteur de la construction domiciliaire devrait subir une baisse, ce qui entraînera une diminution de la demande pour les appareils électroménagers ainsi que les fournitures et accessoires d'ameublement de maison. Ces facteurs devraient ralentir la croissance des dépenses de consommation et des prêts à la consommation. En ce qui a trait aux dépôts de particuliers, on prévoit une évolution des préférences des clients vers les produits à terme fixe leur permettant de préserver un rendement supérieur.

Résultats financiers des Services bancaires PE – Canada

Le revenu net des Services bancaires PE – Canada s'est établi à 1 141 millions de dollars, en hausse de 67 millions, ou de 6 %, par rapport au niveau record enregistré au cours de l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice 2005 ont bénéficié de l'incidence nette, au montant de 40 millions (26 millions après impôts), de l'augmentation de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle et de recouvrements de 34 millions d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. L'augmentation de la provision s'explique par un rajustement du passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle qui a réduit le revenu tiré des services de cartes. Les résultats de l'exercice 2006 reflètent un gain de 38 millions (25 millions après impôts) réalisé sur le premier appel public à l'épargne (PAPE) de MasterCard et des recouvrements de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Abstraction faite des rajustements susmentionnés pour les deux exercices, le revenu net s'est accru de 24 millions, ou de 2 %. Cette augmentation s'explique par une hausse des revenus, partiellement neutralisée par les hausses des frais et de la provision pour créances irrécouvrables.

Le revenu a progressé de 260 millions, soit de 6 %, et s'est établi à 4 579 millions. Cette hausse est attribuable à la croissance des prêts hypothécaires, des prêts aux particuliers et aux entreprises et des dépôts d'entreprises. Le gain réalisé sur le PAPE de MasterCard, l'augmentation des revenus tirés des produits d'assurance, la progression des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement, ainsi que la réduction des revenus tirés des services de cartes en 2005, sont autant de facteurs qui ont également contribué à la hausse du revenu en 2006. Ces facteurs ont toutefois été annulés en partie par la réduction de la marge nette d'intérêts et la diminution des revenus de titrisation. La marge nette d'intérêts a diminué de 10 points de base par rapport à l'exercice précédent en raison des pressions de la concurrence en matière de

tarification des prêts – ces pressions ayant été particulièrement fortes dans le domaine des prêts hypothécaires au début de l'exercice –, et de la croissance des prêts qui a surpassé celle des dépôts. Le rétrécissement global de la marge nette d'intérêts a été atténué par les mesures tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts.

La provision pour créances irrécouvrables s'est établie à 314 millions, en hausse de 45 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est imputable à une augmentation des volumes des prêts et à l'obtention de données plus détaillées sur les prêts aux entreprises, grâce à l'amélioration du cadre de gestion des risques découlant de notre initiative liée au Nouvel accord de Bâle. BMO a l'habitude, à chaque exercice, d'imputer aux groupes clients les provisions pour créances irrécouvrables, calculées au moyen de la méthode de la perte prévue en fonction de la part des créances irrécouvrables prévues revenant à chaque groupe au cours d'un cycle économique.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 2 600 millions, en hausse de 117 millions, ou de 5 %, par rapport à 2005, à la suite du renforcement de nos équipes de vente de produits destinés aux particuliers et aux entreprises et de la hausse des frais liés à diverses initiatives et au marketing. Les initiatives prises en 2006 comprenaient de nouveaux investissements dans notre réseau de distribution matériel, notamment le remplacement de presque tous les guichets automatiques du réseau, ainsi que le perfectionnement de la technologie à l'usage des représentants des ventes et du service à la clientèle, afin d'augmenter leur capacité et d'améliorer le service à la clientèle. Notre ratio de productivité s'est établi à 56,8 %, ce qui représente une amélioration de 74 points de base par rapport à l'exercice précédent, après une amélioration de 311 points de base en 2005, la croissance du revenu ayant été supérieure à celle des frais pour les deux périodes.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis



Ellen M. Costello
Chef de la direction,
Harris Bankcorp, Inc.

Description

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis répondent aux besoins des particuliers et des entreprises en leur offrant un très vaste choix de produits et services financiers, grâce à un modèle de services bancaires à la collectivité misant sur une connaissance approfondie du milieu et l'engagement à l'échelle locale. Nous mettons l'accent sur le service à la clientèle et une gestion des ventes rigoureuse, soutenus par un réseau de distribution efficace qui comprend des succursales attrayantes et bien situées, plus de 500 guichets automatiques et un centre d'appel primé.

Vision

Notre objectif est de devenir la première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain. En matière de services bancaires à la collectivité, notre stratégie consiste à mettre à profit nos relations avec les leaders locaux influents, à miser sur un service de qualité exceptionnelle et à offrir une vaste gamme de produits et services par l'intermédiaire d'un réseau de succursales en expansion. Cette approche sous-tend notre croissance dans le marché de la région de Chicago, qui est fortement fragmenté et soumis à une vive concurrence, et nous donne un avantage stratégique pour pénétrer de nouveaux marchés.

Stratégies

- Offrir une expérience client de premier ordre en mettant l'accent sur une culture axée sur le rendement élevé, en affectant nos meilleurs employés aux postes clés et en leur confiant des responsabilités bien établies.
- Harmoniser nos offres de produits aux particuliers et aux entreprises, ainsi que nos services de gestion de patrimoine, pour satisfaire tous les besoins des clients.
- Élargir notre réseau de distribution en misant sur les acquisitions et l'ouverture de nouvelles succursales.

Nos secteurs d'activité

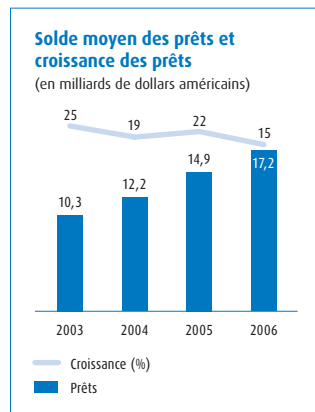
Les Services bancaires PE – États-Unis offrent une gamme complète de produits de dépôt et de crédit aux particuliers et aux entreprises, notamment des services de dépôt et de placement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et autres.

Forces

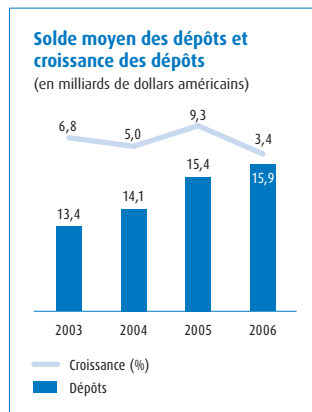
- Une tradition riche de plus de 120 ans dans la région de Chicago, une marque bien établie – Harris – et un engagement à l'égard de l'excellence du service et de la gestion des relations d'affaires.
- Une pénétration du marché supérieure grâce à un réseau de 202 succursales bien situées implantées dans des collectivités de la région de Chicago, de même que 19 succursales dans le nord-ouest de l'Indiana et plus de 500 guichets automatiques, qui permettent aux clients d'effectuer leurs transactions à l'endroit de leur choix.
- Des relations étroites, établies au fil des ans, avec les collectivités locales, les entreprises et leurs leaders.
- Un modèle de services bancaires à la collectivité axé sur nos clients, des offres de produits concurrentiels ainsi que de fortes capacités en matière de gestion des ventes et de marketing.
- La faculté de mettre à profit les capacités et la portée de BMO Groupe financier.

Défis

- Un marché – la région de Chicago – caractérisé par une fragmentation élevée et une vive concurrence.
- Les possibilités d'expansion dans le marché de la région de Chicago limitées par la hausse des coûts liés à l'ouverture de nouvelles succursales et par les coûts associés aux acquisitions de qualité. Les possibilités d'acquisition à l'extérieur de la région de Chicago constituent un défi dans le contexte actuel, compte tenu des coûts élevés et de la vive concurrence.
- Les banques locales se livrant une concurrence féroce sur le plan de la tarification pour atteindre une croissance des prêts et des dépôts.



Le solde des prêts continue de croître, à raison de 2 milliards de dollars américains par année.

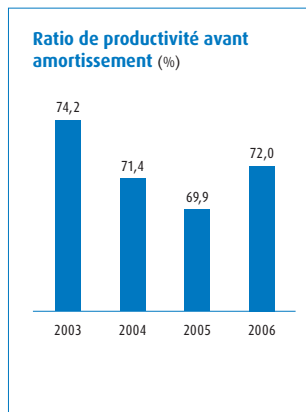


Les dépôts ont continué de croître mais à un taux moins rapide, dans un contexte de vive concurrence.

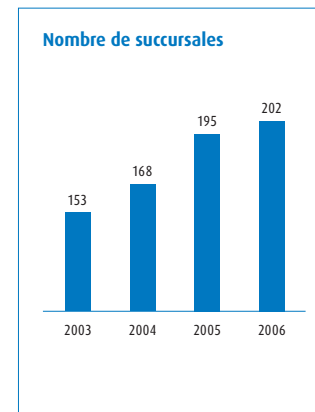
Principaux facteurs de rendement	2006	2005	2004
Croissance du solde moyen des prêts en dollars américains (%)	15,2	22,2	19,0
Croissance du solde moyen des dépôts en dollars américains (%)	3,4	9,3	5,0
Ratio de productivité avant amortissement (%)	72,0	69,9	71,4
Nombre de succursales	202	195	168
Indice d'engagement des employés*	69	71	65
Indice de stabilité de la clientèle	42	42	n.m.
Taux de recommandation net**	39	34	n.m.

*Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

**Mesure de la fidélisation de la clientèle
n.m. – non mesuré



La croissance des frais a dépassé la croissance du revenu alors que nous avons continué d'investir dans nos activités.



Nous avons poursuivi l'expansion de notre réseau de succursales qui comptera 32 succursales de plus, grâce à l'acquisition de la First National Bank.

Objectifs et réalisations en 2006**Mettre l'accent sur la croissance des revenus pour accroître notre productivité.**

- Les revenus se sont accrus de 8 % en devise d'origine, mais notre ratio de productivité avant amortissement a reculé de 204 points de base en raison de l'intégration de trois acquisitions et des investissements effectués dans une nouvelle plateforme technologique en vue d'assurer notre croissance future.

Assurer la progression de notre réseau de succursales dans la région de Chicago en ouvrant cinq nouvelles succursales et en explorant les possibilités d'acquisition dans le Midwest.

- Nous avons ouvert cinq nouvelles succursales et ajouté deux succursales à notre réseau, grâce à l'acquisition de la Villa Park Bank.
- Nous avons intégré trois entreprises récemment acquises, soit la New Lenox State Bank, comptant huit succursales, la Villa Park Bank, comptant deux succursales, et la Mercantile Bank, comptant 19 succursales dans le nord-ouest de l'Indiana.
- Nous avons annoncé la conclusion d'une entente en vue d'acquérir la First National Bank & Trust, ce qui nous permettra d'ajouter

32 succursales et 33 guichets automatiques à notre réseau dans la région d'Indianapolis et des villes avoisinantes. La transaction devrait être conclue au premier trimestre de l'exercice 2007.

Continuer à améliorer l'expérience client, de façon à offrir le niveau de service à la clientèle auquel les clients s'attendent d'une banque locale.

- Dans le marché des services de détail, notre taux de recommandation net est passé de 34 à 39. Cette hausse, qui reflète les progrès enregistrés en matière de fidélisation de la clientèle, constitue une amélioration marquée qui nous a permis de réduire l'écart avec les banques locales et de maintenir notre longueur d'avance sur les grands réseaux bancaires.

Investir dans notre infrastructure stratégique en modernisant la plateforme technologique des succursales.

- La nouvelle plateforme technologique a été mise en service avec succès dans toutes nos succursales.

Objectifs en 2007

- Améliorer nos résultats financiers, en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion des coûts.
- Continuer à élargir notre réseau de succursales en ouvrant de nouvelles succursales dans la région de Chicago et en explorant les possibilités d'acquisition dans le Midwest.
- Continuer à améliorer l'expérience client, de façon à offrir un service de qualité supérieure pour conserver les clients existants, élargir nos relations avec eux, et attirer de nouveaux clients.

Contexte et perspectives aux États-Unis

Le marché des services financiers de la région de Chicago, qui compte plus de 250 banques, demeure l'un des plus fragmentés aux États-Unis. Depuis 1997, Harris et les deux autres plus grandes banques détiennent ensemble entre 25 % et 30 % du marché des services de dépôt aux particuliers et aux entreprises. Néanmoins, de nouvelles banques continuent de pénétrer ce marché, et bon nombre d'institutions ont commencé à élargir leur réseau de succursales. Les institutions concurrentes s'efforcent de conquérir une part de marché en offrant des services à circuit de distribution unique, une tarification agressive ou en misant davantage sur le marketing de la marque.

La région de Chicago est un marché fortement convoité du fait qu'il est très fragmenté et qu'il présente un potentiel de croissance élevé. Bien que la région ait attiré des concurrents de taille, nous comptons poursuivre notre progression. On peut donc s'attendre à de nouvelles pressions sur les marges au cours du prochain exercice.

Nous croyons que le marché de la région de Chicago enregistrera un taux de croissance modérée comparable à celui de l'économie américaine. La demande de crédit à la consommation devrait demeurer forte. De plus, les besoins bancaires des entreprises clientes devraient croître sous l'effet de la reprise économique, entraînant une augmentation du volume et de la complexité de la demande en matière de services financiers, et de nouvelles occasions d'affaires.

En 2007, nous allons poursuivre nos efforts en vue d'étendre nos activités dans la région du Midwest américain, tant par les acquisitions que la croissance interne. Nous allons continuer à améliorer nos résultats financiers en concentrant nos efforts sur la croissance des revenus et la gestion des coûts. Nous misons sur l'établissement de relations durables avec les clients pour consolider notre réputation de banque orientée client et offrant un service de qualité supérieure.

Résultats financiers – Services bancaires PE – États-Unis

Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis a diminué de 10 millions de dollars, ou de 7 %, et s'est établi à 115 millions. Si on fait abstraction de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, des investissements dans l'intégration des acquisitions et dans la technologie des succursales en 2006, et de l'unification des chartes des succursales en 2005, le revenu net s'est accru de 4 % par rapport à 2005.

Le revenu a progressé de 9 millions, ou de 1 %, et s'est établi à 906 millions, mais il a augmenté de 74 millions, ou de 8 %, si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar. Cette hausse est attribuable aux acquisitions, à la croissance des prêts aux particuliers et aux petites entreprises, à l'élargissement des marges sur les dépôts, aux nouvelles succursales et à la hausse des revenus liés aux frais de service. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par un rétrécissement des marges sur les prêts.

La marge nette d'intérêts a perdu 10 points de base en raison des pressions de la concurrence sur la tarification des prêts et du fait que la croissance des prêts a été supérieure à celle des dépôts. La réduction globale de la marge nette d'intérêts a été atténuée par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de dépôts.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 22 millions, ou de 3 %, et se sont chiffrés à 681 millions, mais ils ont augmenté de 70 millions, ou de 11 %, abstraction faite de l'effet des fluctuations des taux de change. La hausse des frais est principalement imputable aux acquisitions et aux coûts liés à leur intégration, aux nouvelles succursales, aux coûts associés à la croissance des volumes et à la mise en œuvre de la nouvelle plateforme technologique des succursales, facteurs partiellement neutralisés par les coûts engagés en 2005 pour unifier les chartes des succursales.

Notre ratio de productivité s'est détérioré de 184 points de base et s'est établi à 75,2 %. La croissance des frais a été supérieure à celle des revenus, du fait de nos investissements dans l'intégration des acquisitions, l'expansion du réseau de succursales et l'amélioration de la plateforme technologique de nos succursales.

Marché des moyennes entreprises des États-Unis

La part du revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 9 % du revenu net total des Services bancaires Particuliers et entreprises pour l'exercice, comparativement à 10 % pour l'exercice 2005. Les Services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-contre indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines aux Services bancaires Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion d'un revenu de 423 millions de dollars (432 millions en 2005) provenant des entreprises et d'un revenu net de 132 millions de dollars (131 millions en 2005) aux résultats des États-Unis pour l'exercice.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats des Services bancaires Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 18 % du revenu net du groupe pour l'exercice, comparativement à 9 % dans les présents états financiers. Les revenus tirés des activités aux États-Unis, après inclusion des résultats des services aux moyennes entreprises des États-Unis, représenteraient 23 % du revenu total du groupe, comparativement à 17 % dans les présents états financiers. Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'établirait à 58,5 %, plutôt qu'à 59,8 %, dans les présents états financiers.

Services bancaires Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	Variation par rapport à 2005	
				\$	%
Canada – revenu	4 579	4 319	4 024	260	6
États-Unis – revenu	1 329	1 329	1 398	–	–
Revenu total (bic)	5 908	5 648	5 422	260	5
Canada – revenu net	1 141	1 074	872	67	6
États-Unis – revenu net	247	256	307	(9)	(4)
Revenu net total	1 388	1 330	1 179	58	4
Canada – rendement des capitaux propres (%)	26,7	28,6	28,9	(1,9)	
États-Unis – rendement des capitaux propres (%)	8,5	10,5	17,3	(2,0)	
Rendement total des capitaux propres (%)	19,4	21,6	24,7	(2,2)	
Canada – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	56,8	57,5	60,6	(0,7)	
États-Unis – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	64,5	62,9	58,4	1,6	
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	58,5	58,8	60,0	(0,3)	

Groupe Gestion privée



Gilles G. Ouellette

Président et chef de la direction, groupe Gestion privée, BMO Groupe financier, et président du conseil délégué, BMO Nesbitt Burns

Vision

Occuper une position de chef de file dans le domaine de la gestion de patrimoine en offrant partout au Canada et dans certains marchés choisis des États-Unis des solutions qui aideront nos clients à se constituer un actif, à le préserver et à le faire croître.

Stratégies

- Dispenser un service exceptionnel à notre clientèle.
- Offrir des solutions de gestion de patrimoine de premier choix dans l'intention d'aider nos clients à planifier leurs années de retraite et à faire des placements en ce sens.
- Continuer d'accroître la rentabilité et l'efficacité opérationnelle de nos activités.
- Accélérer notre croissance dans les marchés établis au Canada et aux États-Unis.

Nos secteurs d'activité

Les **services de placement traditionnels** offerts par BMO Nesbitt Burns consistent en une gamme complète de services-conseils en matière de placement et de gestion de patrimoine. Nous visons à devenir la firme de courtage complet la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord. BMO Nesbitt Burns stimulera la croissance des placements en tirant profit de la grande satisfaction de notre clientèle, de notre large éventail de produits et de notre culture axée sur le rendement.

Les **services de placement en direct**, qui sont dispensés au Canada par BMO Ligne d'action, permettent aux titulaires d'un compte autogéré d'effectuer comme ils l'entendent la planification, les recherches et la gestion que nécessitent leurs décisions de placement. Nous cherchons à offrir une expérience client de qualité supérieure, à comprendre et à prévoir les besoins de nos clients en matière de placement et à aider ces derniers à faire fructifier leur actif financier. En fournissant une large gamme de services en direct novateurs à des segments de clientèle clés, nous attirerons nombre de nouveaux clients en plus d'accroître le volume de transactions de nos clients existants.

La **gestion bancaire privée en Amérique du Nord** est offerte par l'intermédiaire de BMO Banque privée Harris au Canada et de Harris Private Bank aux États-Unis. Nous cherchons à tirer profit de nos services complets de gestion de patrimoine et à poursuivre le développement de notre proposition de valeur intégrée, qui offre une expérience client unique grâce à des offres allant des solutions individuelles spécifiques aux stratégies de gestion de patrimoine complexes résultant d'un travail d'équipe.

Les **produits de placement** sont offerts par l'intermédiaire de BMO Fonds d'investissement, du Groupe de Fonds Guardian, de BMO Placements à terme et des sociétés Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management. Nous aidons nos clients à assurer leur avenir en fournissant des solutions de placement à long terme éprouvées,

Description

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit toutes les unités offrant des services de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier. Sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, il sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement.

en comprenant nos clients, nos concurrents et notre secteur d'activité et en tirant profit d'un solide réseau de distribution multicircuits. BMO Fonds d'investissement propose une large gamme de produits ciblés et des conseils adaptés aux différentes étapes de la vie à ses principaux segments de clientèle canadiens. Le Groupe de Fonds Guardian fournit des produits et services de placement aux particuliers par l'entremise d'intermédiaires financiers – principalement le circuit des services-conseils. BMO Placements à terme s'attache avant tout à offrir aux particuliers des solutions et des conseils novateurs en matière de protection du capital. Quant aux sociétés Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management, elles dispensent des services de gestion de l'actif institutionnel aux clients internes et externes.

Forces

- Prestige, reconnaissance et fiabilité des marques BMO, BMO Nesbitt Burns et Guardian au Canada et de la marque Harris aux États-Unis.
- Importante présence au sein du marché national canadien et implantation stratégique aux États-Unis dans certains marchés des services de gestion de patrimoine qui connaissent une forte croissance.
- Offres de produits primés et leadership reconnu en matière de service à la clientèle.
- Accès à la vaste clientèle de BMO à l'échelle du Canada et des États-Unis.

Défis

- Conserver notre équipe de vente de premier ordre et la renforcer dans un marché extrêmement compétitif.
- Soutenir la croissance des revenus dans un marché où règne une vive concurrence.
- Accélérer notre croissance et augmenter notre rentabilité aux États-Unis.
- Composer avec notre sensibilité à l'évolution des marchés.

Principaux facteurs de rendement	2006	2005	2004
Augmentation de l'actif sous gestion (%) 1)	17,4	10,9	9,8
Augmentation de l'actif sous administration et des dépôts à terme (%) 1) 2)	16,2	8,6	4,1
Revenu par employé (EDN) (en milliers de dollars) 3)	451	417	380

1) Excluant l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain.

2) Compte non tenu de l'incidence de la vente de Harrisdirect en 2005 et du retrait d'actifs liés à la garde intermédiaire de titres en 2004.

3) Excluant les gains de 74 millions de dollars réalisés sur les ventes d'actifs en 2005.

Objectifs et réalisations du groupe en 2006

Consolider nos relations avec la clientèle et améliorer nos offres de produits.

- Nous nous sommes attachés à mieux comprendre la façon particulière dont les baby-boomers envisagent la retraite et l'attitude qu'ils ont à son égard ainsi qu'à proposer des solutions appropriées grâce auxquelles nos clients pourront mieux satisfaire leurs besoins. Nous avons entrepris diverses initiatives en ce sens en 2006 :
 - Nous avons mené l'une des études de consommation les plus exhaustives jamais effectuées au Canada sur le sujet de la retraite afin de recueillir des données sur l'évolution des attitudes à cet égard. Nous allons nous appuyer sur cette information pour devancer la concurrence et déceler les nouvelles tendances en matière de comportements et de décisions à l'égard de la retraite, stratégie qui nous permettra d'offrir aux clients l'expertise et les conseils appropriés.
 - BMO Placements à terme a lancé le Générateur de revenu BMO, un produit de dépôt fournissant un revenu de retraite mensuel qui est le premier du genre au Canada.
 - BMO Nesbitt Burns a lancé le Compte de gestion du revenu de retraite afin d'aider les retraités à avoir des rentrées de fonds mensuelles grâce au dépôt de leurs revenus de retraite de toutes provenances directement dans un compte unique sur lequel ils peuvent tirer un montant chaque mois et qui leur sert à gérer leurs dépenses.
 - Nous avons mis sur pied un nouveau conseil consultatif, un groupe multidisciplinaire composé d'experts indépendants et respectés qui nous aideront à anticiper les tendances importantes dans le domaine de la retraite.
- Obtention de nombreux prix soulignant notre leadership en matière de service à la clientèle :
 - Pour la cinquième année de suite, le quotidien *The Globe and Mail* a classé BMO Ligne d'action au premier rang des firmes de courtage en direct exploitées par les grandes banques.
 - BMO Banque privée Harris a été nommée pour la troisième année de suite meilleure banque privée au Canada dans le classement général du magazine *Euromoney*.
 - Harris Private Bank s'est classée au 11^e rang parmi les 35 sociétés américaines citées dans le classement général du magazine *Euromoney*.
 - BMO Fonds d'investissement a obtenu la récompense attribuée pour la meilleure campagne REER 2005 lors de la remise des prix *Canadian Investment Awards*.
 - BMO Fonds d'investissement s'est classé en tête de son secteur d'activité pour l'année civile 2005, avec 94 % de ses actifs dont le

rendement sur un an se situait dans le premier ou le deuxième quartile, comme l'a rapporté le journal *Investment Executive*.

Stimuler la croissance des revenus en renforçant l'équipe de vente dans les secteurs clés et en continuant d'en améliorer la productivité.

- Au Canada, nous avons continué sur notre lancée quant aux indications de clients échangées au sein du groupe GP et avec les Services bancaires PE – Canada. Dans ce deuxième cas, le volume d'indications s'est accru de plus de 25 % par rapport à l'exercice précédent.
- Au Canada, l'actif sous gestion a augmenté de 20 % en 2006 et de 72 % au cours des trois derniers exercices.
- Aux États-Unis, nous avons développé encore davantage notre programme d'indication de clients et le nombre de mises en rapport a dépassé de près de 70 % celui de l'exercice précédent.

Accélérer la croissance aux États-Unis en augmentant notre part du portefeuille d'investissement de nos clients actuels et en tirant profit de la stratégie adoptée par BMO pour son expansion aux États-Unis.

- Les actifs que nous détenons aux États-Unis se sont accrus de 17 % par rapport au dernier exercice, si on fait abstraction de *Harrisdirect*.
- Harris Investment Management a conclu une alliance stratégique avec The Phoenix Companies, Inc. Phoenix est maintenant le conseiller en placement, le distributeur et l'administrateur des fonds Harris Insight Funds^{MD}, tandis que Harris Investment Management continue de gérer la majorité de ces fonds à titre de conseiller adjoint.

Continuer d'améliorer notre ratio de productivité avant amortissement grâce à des initiatives visant la croissance des revenus et la gestion des frais.

- Nous avons amélioré notre ratio de productivité avant amortissement de 199 points de base en 2006, ce qui amène le gain total à 1 258 points de base pour les trois derniers exercices. Si on exclut *Harrisdirect* et les gains réalisés sur les ventes d'actifs au cours de l'exercice précédent, l'amélioration du ratio se chiffre à 214 points de base pour 2006 et à 1 168 points de base sur trois ans.

Autres réalisations

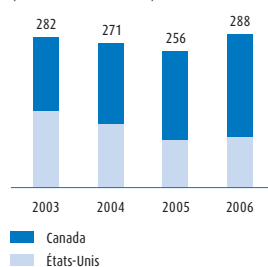
- BMO Nesbitt Burns a formé un nouveau groupe réunissant ses services de gestion de patrimoine afin que les conseillers en placement puissent fournir des solutions plus complètes à nos clients.
- Fullgoal Fund Management Company Ltd. est la deuxième en importance parmi les sociétés chinoises de fonds d'investissement qui sont organisées en coentreprise avec une société étrangère.

Objectifs du groupe pour 2007

- Développer notre secteur de la gestion de patrimoine en tirant profit des relations établies avec les clients existants de BMO et de Harris ainsi que de notre réseau de distribution.
- Renforcer notre équipe de vente et en améliorer la productivité.
- Continuer d'améliorer nos modèles de gestion au moyen d'initiatives génératrices de revenus et par la gestion constante des frais.
- Investir sélectivement dans les secteurs d'activité où nous avons la possibilité de créer davantage de valeur.

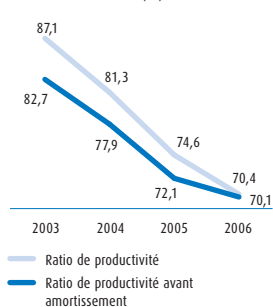
Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme

(en milliards de dollars)



L'actif, normalisé pour éliminer le recul lié à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et à la cession finale des actifs de *Harrisdirect* en 2006, a augmenté de 16 % par rapport à l'an dernier.

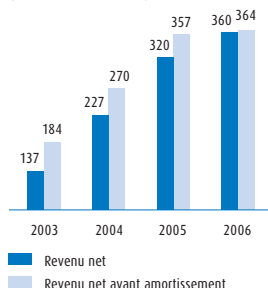
Ratios de productivité et de productivité avant amortissement (%)



La productivité a continué de progresser en 2006.

Revenu net et revenu net avant amortissement

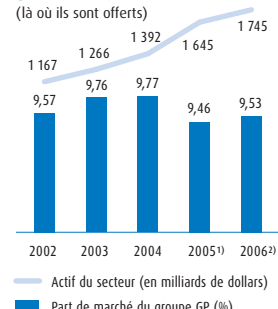
(en millions de dollars)



Le revenu net a de nouveau atteint un niveau record en 2006.

Part du marché des services de gestion de patrimoine au Canada

(là où ils sont offerts)



1) Sociétés supplémentaires incluses en 2005 à la suite de la redéfinition du secteur de courtage à service complet par l'ACCOVAM, ce qui a entraîné une diminution de la part de marché du groupe GP.
2) Données de juin 2006

Notre part du marché canadien en expansion des services de gestion de patrimoine a augmenté par rapport à l'an dernier.

Contexte et perspectives

Comme les marchés boursiers canadiens et américains ont connu des hausses marquées au cours de l'exercice 2006, le climat de placement est demeuré favorable dans l'ensemble. Il en est résulté une croissance substantielle des activités de négociation des clients et des actifs gérés au cours du premier semestre de l'exercice; bien qu'on ait assisté à un ralentissement de la croissance pendant le second semestre, celle-ci est toutefois restée plus forte qu'en 2005.

Les taux d'intérêt canadiens sont bien inférieurs à ceux qui se pratiquent aux États-Unis et il est probable qu'ils demeureront bas par rapport à ceux qui ont eu cours dans le passé, en raison de la croissance économique modérée et de la stabilité de l'inflation. Les taux d'intérêt américains devraient fléchir en 2007, lorsque la Réserve fédérale adoptera une politique monétaire moins restrictive.

Nous nous attendons à ce que les économies canadienne et américaine connaissent une croissance modérée en 2007. L'amélioration des perspectives économiques tout au long de l'exercice devrait être favorable aux marchés des actions tant canadiens qu'américains, mais l'absence d'une grave baisse de l'activité économique et de mesures d'assouplissement énergiques de la part des banques centrales rendra sans doute

l'environnement plus difficile pour les obligations. Néanmoins, les rendements devraient rester inférieurs à leurs récents sommets cycliques.

Le secteur nord-américain de la gestion de patrimoine demeure intéressant et devrait continuer de connaître une forte croissance, le segment des clients à valeur nette élevée et celui des baby-boomers vieillissants y devenant de plus en plus importants. Le marché des clients à valeur nette élevée, tant au Canada que dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, devrait profiter d'une expansion beaucoup plus rapide que le marché grand public.

Le secteur de la gestion de patrimoine se caractérise par un recours croissant aux conseillers, ce qui s'explique par le fait que les clients sont de plus en plus avertis et que la demande de services-conseils personnalisés augmente. Les clients exigent des conseils fiables et de qualité. De leur côté, les divers fournisseurs de services mettent l'accent sur la conservation de leur clientèle et l'élargissement de leur part de marché tandis que la concurrence s'intensifie entre eux. Les petites firmes spécialisées et les participants non traditionnels prennent des mesures énergiques pour conquérir des parts de marché dans les secteurs du courtage complet et de la gestion bancaire privée. En outre, le contexte réglementaire ne cesse de se complexifier, ce qui alourdit le fardeau imposé aux fournisseurs de services.

Résultats financiers du groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée a atteint la somme record de 360 millions de dollars pour l'exercice 2006, ce qui représente une hausse de 40 millions, ou de 13 %, par rapport à 2005. Les résultats de l'exercice précédent reflétaient le gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) réalisé sur la vente de Harrisdirect, notre société de placement en direct aux États-Unis, ainsi que le gain de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) réalisé sur la vente des actions ordinaires TSX. Si on fait abstraction de l'incidence des éléments susmentionnés, le revenu net a augmenté de 74 millions de dollars, soit de 27 %, par rapport au niveau record enregistré en 2005. Cette hausse est principalement attribuable à la forte croissance des revenus d'exploitation.

Le revenu a enregistré une baisse de 143 millions de dollars, ou de 7 %, et s'est établi à 1 893 millions. Toutefois, déduction faite des résultats d'exploitation de Harrisdirect et des gains de 74 millions réalisés sur les ventes d'actifs susmentionnées, le revenu a augmenté de 135 millions de dollars, soit de 8 %. Sur cette base, le revenu net d'intérêts s'est accru de 60 millions de dollars, ou de 12 %, et le revenu autre que d'intérêts a progressé de 75 millions, ou de 6 %. La hausse du revenu net d'intérêts est attribuable à l'augmentation des marges sur les dépôts à terme et à une croissance modérée des soldes. La hausse du revenu autre que d'intérêts a résulté d'une montée des revenus tirés des services tarifés liés aux fonds d'investissement ainsi que du volume plus élevé des transactions de placement en direct effectuées par les clients. Par suite de l'affaiblissement du dollar américain, dont l'effet s'est surtout fait sentir dans le secteur de la gestion bancaire privée, la croissance du revenu s'est amincie de 22 millions de dollars.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 186 millions de dollars, ou de 12 %, et se sont établis à 1 334 millions. Toutefois, exclusion faite des résultats d'exploitation de Harrisdirect, les frais ont augmenté de 57 millions de dollars, ou de 4 %. Cette progression est attribuable principalement à la hausse des frais liés au revenu, qui correspond à la hausse du revenu, de même qu'à des investissements supplémentaires dans notre équipe de vente et dans notre secteur américain de la gestion de placements. Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 421 points de base par rapport à l'an dernier, mais cette amélioration se chiffre à 219 points si on exclut les résultats d'exploitation de Harrisdirect et les gains réalisés sur les ventes d'actifs au cours de l'exercice précédent, ce qui indique que la gestion des frais est demeurée efficace. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 18 millions de dollars.

Les montants indiqués dans le paragraphe qui suit sont exprimés en dollars américains.

Nos activités aux États-Unis ont généré un revenu net de 3 millions de dollars, ce qui représente un fléchissement de 5 millions par rapport à 2005. Les résultats de l'exercice précédent incluaient un gain de 41 millions de dollars (15 millions après impôts) réalisé sur la vente de Harrisdirect. Si on exclut les résultats d'exploitation de Harrisdirect et le gain réalisé sur la vente, le revenu net a reculé de 9 millions de dollars. Cette diminution découle des sommes que nous avons investies dans l'infrastructure afin de soutenir notre nouvelle alliance stratégique avec The Phoenix Companies, Inc., ainsi que des frais supplémentaires liés aux fonds Harris Insight Funds. Les facteurs susmentionnés ont été compensés en partie par la croissance modérée des revenus qu'ont enregistrés Harris Private Bank et Harris Investment Management.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers				Variation par rapport à 2005	
	Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2006	2005	2004	\$ %
Revenu net d'intérêts (bic)		569	577	533	(8) (1)
Revenu autre que d'intérêts		1 324	1 459	1 318	(135) (9)
Revenu total (bic)		1 893	2 036	1 851	(143) (7)
Provision pour créances irrécouvrables		3	4	5	(1) (39)
Frais autres que d'intérêts		1 334	1 520	1 504	(186) (12)
Revenu avant impôts sur les bénéfices		556	512	342	44 9
Impôts sur les bénéfices (bic)		196	192	115	4 3
Revenu net		360	320	227	40 13
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)		4	37	43	(33) (88)
Revenu net avant amortissement		364	357	270	7 2
Profit économique net		240	188	104	52 28
Rendement des capitaux propres (%)		31,0	20,0	14,4	11,0
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)		31,4	22,4	17,2	9,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)		70,4	74,6	81,3	(4,2)
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)		70,1	72,1	77,9	(2,0)
Marge nette d'intérêts (%)		8,71	8,19	7,46	0,52
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires		1 148	1 582	1 557	(434) (27)
Actif moyen		6 545	7 061	7 145	(516) (7)
Actif pondéré en fonction des risques		4 142	4 326	5 518	(184) (4)
Solde moyen des prêts et acceptations		5 114	4 907	4 682	207 4
Solde moyen des dépôts		43 323	42 666	43 003	657 2
Actif sous administration		155 008	134 093	156 650	20 915 16
Actif sous gestion		96 112	87 382	79 939	8 730 10
Effectif : équivalent de durée normale		4 213	4 645	4 757	(432) (9)

Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date				Variation par rapport à 2005	
	2006	2005	2004	\$ %	
Revenu total	243	449	426	(206) (46)	
Frais autres que d'intérêts	239	417	443	(178) (43)	
Revenu net	3	8	(10)	(5) (63)	
Revenu net avant amortissement	5	37	21	(32) (86)	
Actif moyen	2 100	2 754	2 796	(654) (24)	

Groupe Services d'investissement



Yvan J.P. Bourdeau
 Chef de la direction,
 BMO Marchés des capitaux et
 chef, Services d'investissement

Vision

Être reconnu par nos clients et nos actionnaires comme la meilleure banque offrant des services d'investissement et des services aux grandes entreprises intégrés à l'échelle de l'Amérique du Nord, dans les marchés où nous avons choisi d'être présents, et comme celle qui s'astreint à la discipline la plus rigoureuse.

Stratégies

- Continuer de renforcer notre position de chef de file au Canada.
- Accélérer notre croissance aux États-Unis.
- Continuer d'améliorer la rentabilité des relations établies avec les clients.

Nos secteurs d'activité

L'équipe **Investissements et services aux grandes entreprises** offre entre autres des conseils stratégiques sur les fusions et acquisitions et en matière de restructuration de capital, de même que des opinions sur l'équité et la valeur du prix offert. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de fonds par la prise ferme de titres de participation et d'emprunt. Nous leur offrons également un vaste éventail de produits de crédit, de solutions clés en main et de services de gestion de trésorerie. Pour faciliter leurs activités commerciales à l'échelle internationale, nous proposons à nos clients des services de financement du commerce international et d'atténuation des risques. Enfin, nous avons une large gamme de services bancaires et de services d'exploitation à l'intention des institutions financières nationales et internationales.

L'équipe **Produits de négociation** propose des services de vente, de négociation et de recherche. Nous fournissons aux entreprises de toutes tailles et aux particuliers des solutions intégrées portant sur les titres de participation et d'emprunt, le change, les taux d'intérêt, le crédit, la titrisation et les produits de base. En outre, nous assurons une gestion efficace du risque de liquidité et de financement pour BMO Groupe financier et ses clients et nous nous chargeons de la mise au point de produits, de l'exécution d'opérations au nom de la Banque et de l'émission de titres.

L'équipe **Opérations de banque d'affaires** offre des services comprenant la recherche de sources de fonds pour les opérations de capital-investissement, de même que la structuration et le financement de ces opérations, principalement en Amérique du Nord.

Description

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) réunit sous la marque BMO Marchés des capitaux toutes les unités qui servent les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques. Tant au Canada qu'aux États-Unis, notre clientèle embrasse un large éventail de secteurs d'activité. Nous dispensons également nos services au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie.

Nous offrons à nos clients des solutions financières globales, notamment la prise ferme de titres de participation et d'emprunt, le crédit aux grandes entreprises et le financement de projets, les services-conseils en matière de fusions et acquisitions, les opérations de banque d'affaires, la titrisation, la gestion de trésorerie et la gestion du risque de marché, la recherche sur les actions et les titres d'emprunt ainsi que les ventes et négociations institutionnelles.

L'équipe **Gestion des instruments de crédit** met à la disposition des investisseurs des produits et services qui utilisent le crédit comme outil de gestion de l'actif.

Forces

- Une société bien établie qui occupe une position de chef de file dans certains secteurs et à l'égard de certains produits et qui est réputée pour la qualité de ses conseils.
- Des services de recherche sur les actions ainsi que de vente et de négociation d'actions hors pair au Canada.
- La banque canadienne d'investissement et de services aux grandes entreprises qui a la plus forte présence dans le Midwest américain.
- Une plateforme transfrontalière et la capacité de tirer profit d'une expertise nord-américaine.

Défis

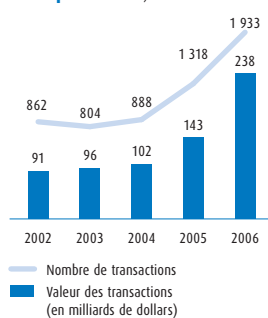
- Le marché canadien est parvenu à maturité.
- Le marché américain des services d'investissement et des services aux grandes entreprises est soumis à une très vive concurrence.
- Le contexte du crédit subit les pressions de la concurrence.

Principaux facteurs de rendement	2006	2005	2004
Solde moyen des prêts et acceptations (en milliards de dollars)	55,0	48,3	43,5
Actif pondéré en fonction des risques (en milliards de dollars)	66,9	56,7	50,2
Valeur des blocs d'actions négociés (en milliards de dollars)	92,3	73,9	82,5
Participation à la prise ferme de titres de participation (transactions) 1)	267	268	272
Participation à la prise ferme de titres d'emprunt (transactions) 1)	143	156	145
Classement pour les services de recherche sur les actions 2)	n°1	n°1	n°1
Classement pour les opérations de titrisation au Canada 3)	n°1	n°1	n°1

1) Émetteurs canadiens en Amérique du Nord.
 2) Brendan Wood International.

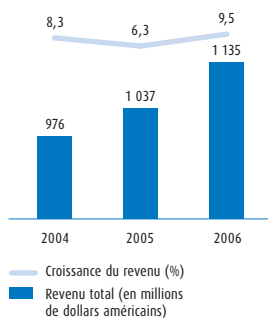
3) Papier commercial adossé à des créances mobilières, émis par un conduit, au 30 septembre.

Marché canadien des fusions et acquisitions 1)



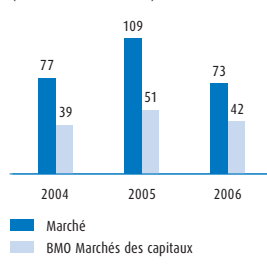
Le marché des fusions et acquisitions a connu une croissance importante en 2006.

Revenu et croissance du revenu aux États-Unis



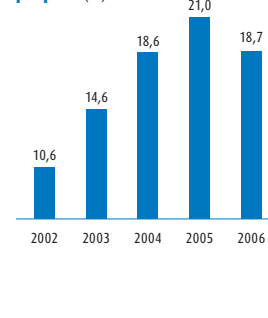
Croissance continue du revenu aux États-Unis.

Prise ferme de titres d'emprunt en Amérique du Nord – Émetteurs canadiens



Notre participation sur les marchés des titres d'emprunt de sociétés continue d'être forte.

Rendement des capitaux propres (%)



Le RCP a baissé mais demeure élevé.

Objectifs et réalisations du groupe en 2006

Continuer de mettre l'accent sur des solutions intégrées à l'avantage de nos clients.

- Nous avons intégré l'équipe Affaires internationales à l'équipe Investissements et services aux grandes entreprises afin d'harmoniser la couverture et la gamme de produits pour les clients de ces secteurs d'activité.
- Nous avons regroupé les secteurs des marchés financiers (qui portaient auparavant les noms de Marchés financiers, Division des actions et Titrisation) en un seul secteur d'activité appelé Produits de négociation afin de proposer des solutions multiproduits à nos clients.
- Nous avons créé aux États-Unis une nouvelle équipe appelée Financement sur levier financier afin d'offrir à nos clients un éventail complet de solutions d'emprunt.
- Notre portefeuille de prêts et le solde des dépôts des services de gestion de trésorerie ont poursuivi leur croissance aux États-Unis.
- Nous avons mis au point un service de gestion de trésorerie à l'intention du secteur des services de santé.
- La transaction Petrohawk est un bon exemple de solution intégrée à l'avantage de nos clients. Nous avons joué le rôle de conseiller principal auprès de la société Petrohawk pour sa fusion évaluée à 1,9 milliard de dollars américains avec la société KCS Energy. Nous avons également agi à titre de co-chargé de syndication pour le nouvel instrument de crédit de 1 milliard de dollars américains de Petrohawk, de co-chef de file pour son émission de billets prioritaires d'une valeur de 775 millions de dollars américains ainsi que de contrepartie d'instruments dérivés de produits de base pour plusieurs opérations de couverture sur produits de base liées à la transaction de fusion.

Adapter notre offre de produits et services aux États-Unis en vue de tirer parti d'occasions de croissance élevée dans des secteurs de marché ciblés.

- Nous avons poursuivi nos efforts de recrutement de candidats prometteurs en matière d'investissements et de services aux grandes entreprises pour des secteurs et des types de produits ciblés.
- Nous avons continué de perfectionner le modèle de pénétration du marché qui mise à la fois sur la couverture des secteurs ciblés et sur la gamme de produits afin d'élargir notre clientèle aux États-Unis.

Élaborer une stratégie visant à attirer davantage d'investisseurs afin d'accélérer la croissance de nos activités aux États-Unis.

- Nous avons mis sur pied une équipe de spécialistes en produits de placement dont le mandat est de travailler dans l'ensemble des secteurs d'activité afin d'exploiter les occasions de promotion de services connexes.

Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement.

- Notre ratio de productivité avant amortissement a subi un recul de 369 points de base, principalement en raison des facteurs suivants : une croissance du revenu inférieure à la cible fixée, un changement dans la composition du revenu, plus précisément le fait que la croissance s'est produite dans des secteurs aux coûts variables plus élevés, et les investissements dans des initiatives de croissance et de redéfinition de l'identité visuelle. Le ratio du groupe SI arrive au deuxième rang au sein de notre groupe de référence du Canada pour 2006.

Mettre en œuvre des initiatives à valeur élevée qui misent sur notre expertise et nos activités existantes et sur de nouveaux concepts d'affaires.

- Nous avons effectué les premières transactions portant sur des produits structurés en vue de leur distribution aux investisseurs du marché américain des particuliers.
- Nous avons mis en œuvre une stratégie de vente pour la négociation sur les métaux communs et précieux.
- Nous avons fondé aux États-Unis la société de gestion de placements Pallium Investment Management (PIM), qui gèrera une entreprise de produits structurés cotés AAA (Pallium Finance Corporation). Au début, les activités de la Pallium Finance Corporation consisteront principalement à gérer un portefeuille d'instruments dérivés de crédit de premier ordre et à y faire des placements au nom de tiers investisseurs.

Autres réalisations

- Nous avons produit un revenu net record en 2006.
- Pour la 26^e année de suite, nos services de recherche sur les actions se sont classés en tête du rapport Brendan Wood International au Canada.
- Nous avons obtenu le premier rang au Canada pour l'estimation des bénéfices des sociétés ouvertes et la sélection des actions dans le classement effectué par StarMine.
- Nous avons obtenu le permis nécessaire pour établir un bureau de représentation des Services bancaires d'investissement à Beijing.
- Nous sommes la première banque canadienne qui ait obtenu l'autorisation de dispenser à Beijing des services complets dans la devise locale, le renminbi.
- Nous avons lancé la nouvelle marque BMO Marchés des capitaux, qui englobe tous les services bancaires offerts aux grandes entreprises dans tous les marchés où nous sommes présents.
- Nous avons participé à 498 transactions de souscription de titres de participation et d'emprunt, transactions qui ont permis de mobiliser 131 milliards de dollars. Nous avons dispensé des services-conseils à l'égard de fusions et d'acquisitions d'entreprises canadiennes qui représentaient une valeur de 26 milliards de dollars et ont été menées à bonne fin.

Objectifs du groupe pour 2007

- Poursuivre la croissance du revenu de BMO Marchés des capitaux provenant des activités aux États-Unis en intensifiant la pénétration des produits et la promotion des services connexes auprès de la clientèle américaine ainsi qu'en développant les activités de négociation et en étendant les relations avec nos clients dans les segments clés dans le but d'accroître les revenus tirés des services tarifés.
- Mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives à valeur élevée qui stimuleront la croissance du revenu net au sein du secteur d'activité Produits de négociation.
- Préserver notre position de chef de file canadien dans les secteurs des fusions et acquisitions, de la prise ferme de titres de participation et d'emprunt et de la titrisation, dont les services tarifés produisent un rendement élevé.

Contexte et perspectives

L'exercice 2006 s'est révélé une excellente année pour le groupe SI. Une grande partie de l'exercice a été marquée par les éléments suivants : importante volatilité des prix dans le secteur de l'énergie, conditions favorables sur les marchés financiers, affaiblissement du dollar américain, croissance économique soutenue et remontée des taux d'intérêt à court terme. Cette conjoncture a entraîné une augmentation substantielle des revenus de négociation, du volume d'activité dans le secteur des fusions et acquisitions ainsi que des commissions de négociation de titres. Par contre, le contexte peu favorable des taux d'intérêt a réduit les marges dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt et l'affaiblissement du dollar américain a eu un effet négatif sur la contre-valeur en dollars canadiens des résultats libellés en dollars américains. La demande d'actifs liés aux services bancaires aux grandes entreprises a continué de progresser en 2006, la croissance ayant touché tant les engagements inutilisés que les prêts aux grandes entreprises. L'actif a connu une croissance modérée au Canada, mais particulièrement forte aux États-Unis. Le contexte d'affaires est demeuré très compétitif et les marges sur prêts sont restées étroites.

À court terme, nous prévoyons que la volatilité des prix du pétrole se poursuivra en raison des craintes concernant l'approvisionnement et la situation géopolitique. Le degré de volatilité devrait toutefois être plus faible qu'en 2006. Nous estimons que la Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada ont marqué un temps d'arrêt dans le resserrement de leur politique monétaire en 2006 et, par conséquent, que 2007 offrira un contexte plus stable en matière de taux d'intérêt, ce qui devrait être à l'avantage de nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt. Nous nous attendons à ce que les actifs liés aux services bancaires aux grandes entreprises poursuivent leur croissance, mais il est probable que la tarification demeurera concurrentielle, en particulier aux États-Unis. En 2007, nous nous attacherons encore à augmenter les revenus que nous tirons des services tarifés, des services-conseils et de la négociation, mais la croissance dépendra de la volatilité des prix de l'énergie, des marchés des changes, des marchés des actions et des taux d'intérêt de même que de l'activité économique générale et de la confiance des entreprises.

Résultats financiers du groupe Services d'investissement

Le revenu net du groupe Services d'investissement a progressé de 7 millions de dollars, atteignant le chiffre record de 860 millions. Les résultats de 2005 comprenaient un gain de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constaté à la restructuration des EDDV. Si on fait abstraction de cet élément, le revenu net a augmenté de 44 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à 2005 grâce aux initiatives visant l'impôt sur le revenu et à une hausse du revenu, une croissance qui a toutefois été en partie neutralisée par une augmentation de la rémunération liée au rendement.

Le revenu a enregistré une hausse de 39 millions de dollars, ou de 1 %, et s'est établi à 2 780 millions. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 96 millions de dollars, ou de 3 points de pourcentage. La progression du revenu autre que d'intérêts a largement compensé la diminution du revenu net d'intérêts. Les revenus de négociation sont expliqués en détail à la page 38. La plus grande partie des revenus de négociation consistent en gains découlant de l'évaluation à la valeur de marché, qui sont comptabilisés dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation est constitué des intérêts gagnés sur les actifs de négociation, moins les coûts de mobilisation de fonds relatifs à ces actifs. Ce revenu a subi une baisse marquée en 2006 par rapport à 2005; en revanche, le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation a enregistré une hausse très importante et les revenus de négociation ont été eux aussi beaucoup plus élevés dans l'ensemble.

La hausse du revenu autre que d'intérêts est due en grande partie à une augmentation des revenus de négociation. Les revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base, les actions et les opérations de change se sont accrus tandis que les revenus de négociation sur les taux d'intérêt ont fléchi. Les revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base ont connu une hausse appréciable en raison de conditions de négociation favorables, et de l'augmentation du volume des transactions effectuées par les clients due à la volatilité élevée des prix de l'énergie. Après avoir atteint un sommet au premier trimestre de 2006, les revenus de négociation ont fléchi au cours des trimestres suivants. Au quatrième trimestre, ils étaient beaucoup plus bas surtout à cause d'une diminution des revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base qui découlait principalement de la réduction du volume des transactions effectuées par les clients, des reculs subis par les cours du marché et de la volatilité implicite des prix du pétrole brut ainsi que de notre position dans des contrats relatifs au gaz naturel. Ces facteurs ont entraîné une faible perte de négociation relativement aux instruments dérivés de produits de base. Les activités de négociation sur les instruments dérivés de produits de base se sont toutefois révélées très profitables au cours des trimestres antérieurs. Les commissions sur les fusions et acquisitions et les revenus de commissions ont eux aussi enregistré une hausse importante par rapport à 2005. Les gains nets sur titres de placement ont reculé de 43 millions de dollars, en partie à cause de la part de 25 millions que le groupe SI détenait dans le gain réalisé sur la vente des actions ordinaires TSX comptabilisé en 2005. Les résultats de l'exercice précédent reflétaient également le gain de 44 millions de dollars constaté à la restructuration des EDDV.

Le revenu net d'intérêts a diminué surtout en raison de l'augmentation des coûts de mobilisation de fonds liée à l'accroissement de nos activités de négociation sur les produits de base et les actions. Toutefois, ce fléchissement est aussi attribuable au rétrécissement des marges dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, situation qui découle de la hausse des taux d'intérêt à court terme et de l'aplatissement de la courbe de rendement, à notre réduction stratégique des éléments ne faisant pas partie de nos principaux actifs et au resserrement des marges sur les prêts aux grandes entreprises, ce qui est compensé en partie par la croissance des actifs.

La provision pour créances irrécouvrables se chiffre à 79 millions de dollars, comparativement à 98 millions en 2005. Cette baisse s'explique par la réduction du montant des pertes prévues. BMO impute chaque année les provisions pour pertes aux groupes d'exploitation; il a recours pour ce faire à la méthode de la perte prévue, qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe d'exploitation au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables calculées conformément aux PCGR sont en général portés au débit (ou au crédit) des Services généraux.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 124 millions de dollars, ou de 8 %, et s'établissent à 1 601 millions. La hausse est surtout attribuable à l'augmentation de la rémunération liée au rendement.

Groupe Services d'investissement (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers				Variation par rapport à 2005	
	Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2006	2005	2004	\$ %
Revenu net d'intérêts (bic)	773	966	1 259	(193)	(20)
Revenu autre que d'intérêts	2 007	1 775	1 508	232	13
Revenu total (bic)	2 780	2 741	2 767	39	1
Provision pour créances irrécouvrables	79	98	138	(19)	(19)
Frais autres que d'intérêts	1 601	1 477	1 405	124	8
Revenu avant impôts sur les bénéfices	1 100	1 166	1 224	(66)	(6)
Impôts sur les bénéfices (bic)	240	313	394	(73)	(23)
Revenu net	860	853	830	7	1
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	–	2	1	+100
Revenu net avant amortissement	861	853	832	8	1
Profit économique net	368	417	356	(49)	(12)
Rendement des capitaux propres (%)	18,7	21,0	18,6		(2,3)
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	18,7	21,0	18,7		(2,3)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	57,6	53,9	50,8		3,7
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	57,5	53,9	50,7		3,6
Marge nette d'intérêts (%)	0,48	0,61	0,93		(0,13)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	4 481	3 967	4 382	514	13
Actif moyen	161 811	157 234	134 820	4 577	3
Actif pondéré en fonction des risques	66 908	56 745	50 175	10 163	18
Solde moyen des prêts et acceptations	55 042	48 347	43 454	6 695	14
Solde moyen des dépôts	77 027	71 883	67 369	5 144	7
Actif sous administration	58 774	57 694	58 026	1 080	2
Actif sous gestion	28 044	21 871	18 761	6 173	28
Effectif : équivalent de durée normale	2 213	2 156	2 129	57	3

Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date				Variation par rapport à 2005	
	2006	2005	2004	\$	%
Revenu total	1 135	1 037	976	98	9
Frais autres que d'intérêts	628	518	518	110	21
Revenu net	279	284	251	(5)	(2)
Actif moyen	46 925	37 493	30 440	9 432	25

Les revenus tirés des services tarifés et les revenus de négociation, pour lesquels les coûts variables sont en général plus élevés, ont inscrit une forte hausse par rapport à 2005. Les revenus des secteurs sensibles aux taux d'intérêt, dont les coûts variables sont en général relativement moins élevés, ont reculé en 2006. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 42 millions de dollars, ou de 3 points de pourcentage.

Le ratio de productivité du groupe SI s'est établi à 57,6 %, un recul de 369 points de base. Le changement dans la composition du revenu en faveur des secteurs à coûts variables plus élevés, que nous avons mentionnée précédemment, a eu un effet négatif sur le ratio de productivité en 2006. En dépit de ce recul, le groupe SI s'est classé au deuxième rang parmi son groupe de référence du Canada au chapitre de la productivité, et ce, tant en 2005 qu'en 2006.

Le revenu net provenant des activités aux États-Unis se chiffre à 279 millions de dollars américains, soit une baisse de 5 millions qui est attribuable au gain non imposable de 23 millions de dollars américains constaté à la restructuration des EDDV au cours de l'exercice précédent, à la baisse des gains sur titres de placement et à la hausse des frais. Ces facteurs ont toutefois été neutralisés dans une grande mesure par les augmentations enregistrées en ce qui concerne les revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base, les revenus de commissions, les actifs liés aux services bancaires aux entreprises, la prise ferme de titres d'emprunt et les commissions sur les fusions et acquisitions.

En 2006, 37 % du revenu net du groupe SI provenait des activités aux États-Unis, comparativement à 41 % en 2005. Nos services d'investissement américains visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Le revenu total et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont tous deux augmenté grâce à la croissance des actifs liés aux services bancaires aux entreprises et des dépôts liés aux services de gestion de trésorerie. En 2006, le revenu tiré du portefeuille

des moyennes entreprises représentait 15 % du revenu total du groupe SI et 33 % du revenu réalisé aux États-Unis. Dans bien des cas, les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord englobent ces activités dans les unités chargées des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le lecteur trouvera des résultats pro forma intégrant les résultats de notre secteur américain des moyennes entreprises à ceux de PE – États-Unis à la page 48, dans la section du Rapport de gestion qui porte sur cette unité d'exploitation.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations



Lloyd F. Darlington
Conseiller principal à la direction
(Ancien président et chef de la direction,
Technologie et solutions)



Barry K. Gilmour
Chef,
Technologie et opérations

Technologie et opérations

Description

L'unité Technologie et opérations assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Nous axons nos efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Vision

Jouer un rôle déterminant pour aider BMO à devenir la société de services financiers la plus performante en Amérique du Nord.

Objectifs et réalisations du groupe en 2006

Tirer profit de nos succès en réalisant des initiatives technologiques et d'approvisionnement clés, ainsi que des économies sur les frais de traitement et les coûts associés aux immeubles et en continuant d'améliorer la qualité et l'efficacité du service, conformément aux stratégies de BMO.

- Nous avons accru les capacités de résilience et de réaction en cas d'urgence de l'infrastructure de traitement de données hautement efficace de BMO en inaugurant un centre informatique et un immeuble de bureaux à Barrie, Ontario, au mois de juillet 2006. BMO est désormais un chef de file de la résilience des systèmes au Canada, puisque le centre est la première installation du genre à obtenir le plus haut degré d'accréditation possible, soit le niveau IV.
- Nous avons poursuivi notre important programme pluriannuel de renouvellement de l'infrastructure des succursales, en rajeunissant plus de 90 % des succursales de BMO Banque de Montréal afin de créer un environnement plus accueillant pour les clients.
- Nous avons continué de réaliser des progrès à l'égard de la stratégie de prestation de services intégrés qui a donné naissance en 2005 à un groupe unique, Opérations – Produits, afin d'optimiser la productivité et les services à l'organisation et, par le fait même, d'améliorer l'expérience des clients de BMO.
- Nous sommes devenus la première organisation canadienne (et l'une des seules en Amérique du Nord) à accéder au niveau 4 du modèle de maturité de la capacité de l'Institut de génie logiciel (SEI CMM) pour la conception de logiciels. Ce haut fait démontre notre engagement à offrir des solutions d'affaires de première qualité par les moyens les plus efficaces et les plus rentables possible.
- Nous avons été reconnus à titre de chef de file des institutions financières d'Amérique du Nord pour nos processus de gestion des services qui reposent sur la Information Technology Infrastructure Library (ITIL). En ce qui concerne la certification ITIL, BMO se classe dans la tranche supérieure (5 %) des sociétés évaluées par les cabinets d'experts-conseils externes.

Priorités pour 2007

- Continuer d'améliorer la qualité et l'efficacité du service, conformément aux stratégies de BMO, en réalisant des initiatives technologiques et d'impartition clés, ainsi que des économies sur les frais de traitement et les coûts associés aux immeubles.

Services d'entreprise

Description du groupe

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et l'apprentissage. Nos résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même qu'aux activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Résultats financiers

Les résultats d'exploitation de l'unité Technologie et opérations sont intégrés à ceux des Services d'entreprise aux fins de présentation de l'information. Toutefois, les coûts des services fournis par l'unité Technologie et opérations sont transférés aux trois groupes clients et seuls des montants mineurs sont retenus dans les résultats de l'unité Technologie et opérations. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités énoncées au paragraphe précédent.

Le revenu net de l'exercice s'est chiffré à 187 millions de dollars, comparativement à 24 millions en 2005. L'amélioration reflète la diminution des impôts sur le revenu, la réduction de la provision pour créances irrécouvrables ainsi que la baisse des frais. Les résultats de 2006 comprennent la part de 23 millions de dollars (15 millions après impôts) des Services d'entreprise du gain de 27 millions constaté à la suite de la titrisation de prêts sur cartes de crédit totalisant 1,5 milliard de dollars.

BMO impute les provisions pour pertes aux groupes clients chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de la perte prévue qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables calculées conformément aux PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2006	2005	2004	Variation par rapport à 2005	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	(151)	(198)	(207)	47	24
Revenu autre que d'intérêts	105	163	200	(58)	(35)
Revenu total (bic)	(46)	(35)	(7)	(11)	(28)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(250)	(222)	(545)	(28)	(12)
Frais autres que d'intérêts	137	193	183	(56)	(29)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	67	(6)	355	73	+100
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(196)	(88)	83	(108)	(+100)
Part des actionnaires sans contrôle	76	58	16	18	31
Revenu net	187	24	256	163	+100
Effectif : équivalent de durée normale	9 157	8 433	8 657	724	9

Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2006	2005	2004	Variation par rapport à 2005	
				\$	%
Revenu total	(87)	(75)	(49)	(12)	(16)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(84)	(77)	(99)	(7)	(9)
Frais autres que d'intérêts	15	51	47	(36)	(71)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices	(41)	(59)	(6)	18	31
Revenu net	5	(8)	(3)	13	+100
Actif moyen	4 259	4 800	5 458	(541)	11

Analyse de la situation financière

Bilan sommaire (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Actif					
Encaisse	19 608	20 721	18 045	19 860	19 305
Valeurs mobilières	67 411	57 034	49 849	54 790	43 715
Solde net des prêts et acceptations	190 994	174 337	156 248	146 156	149 596
Autres actifs	41 965	41 770	36 764	35 688	40 248
	319 978	293 862	260 906	256 494	252 864
Passif et capitaux propres					
Dépôts	203 848	193 793	175 190	171 551	161 838
Autres passifs	96 743	82 158	69 005	68 455	74 188
Dette subordonnée	2 726	2 469	2 395	2 856	3 794
Actions privilégiées	450	450	450	850	850
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres	15 061	13 842	12 716	11 632	11 044
	319 978	293 862	260 906	256 494	252 864

L'actif total a augmenté de 26,1 milliards de dollars, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'établit à 320,0 milliards au 31 octobre 2006. Les valeurs mobilières ont augmenté de 10,4 milliards de dollars, le solde net des prêts et acceptations, de 16,6 milliards, les autres actifs, de 0,2 milliard et l'encaisse a diminué de 1,1 milliard.

Le total du passif et des capitaux propres s'est accru de 26,1 milliards de dollars, ou de 9 %. Les dépôts ont augmenté de 10,1 milliards de dollars, les autres passifs, de 14,6 milliards, la dette subordonnée, de 0,3 milliard et les capitaux propres, de 1,2 milliard.

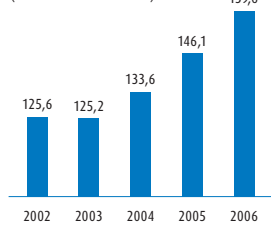
Valeurs mobilières (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Titres de placement	15 580	12 936	15 017	19 660	21 271
Titres de négociation	51 820	44 087	34 821	35 119	22 427
Substituts de prêts	11	11	11	11	17
	67 411	57 034	49 849	54 790	43 715

La valeur des titres de placement s'est accrue de 2,6 milliards de dollars, à 15,6 milliards, à la faveur des occasions du marché. La valeur des titres de négociation a progressé de 7,7 milliards de dollars, et s'établit à 51,8 milliards, en raison de l'augmentation des titres de créance de grandes entreprises liée à la croissance de nos activités dans le domaine des instruments dérivés de crédit ainsi que de l'augmentation des capitaux propres en raison d'évaluations plus élevées des titres de participation et de la croissance de nos activités dans le domaine des billets liés aux actions. L'augmentation de la valeur des titres de négociation traduit la hausse des revenus de négociation et l'augmentation du risque lié à la valeur de marché (voir la page 69). La note 3 afférente aux états financiers, à la page 97, présente plus de renseignements sur les valeurs mobilières.

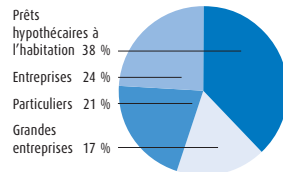
Solde net des prêts – abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés

(en milliards de dollars)



Les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts aux particuliers et les prêts aux grandes entreprises ont enregistré une forte croissance.

Diversification du portefeuille – Solde brut des prêts et acceptations*

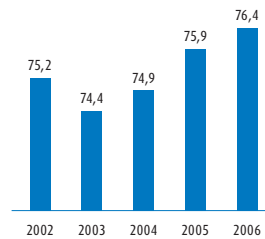


*Abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés

Le portefeuille demeure bien diversifié et la proportion de prêts aux grandes entreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Dépôts des particuliers

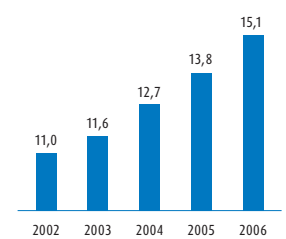
(en milliards de dollars)



Les dépôts des particuliers demeurent stables, malgré l'affaiblissement du dollar américain.

Capitaux propres

(en milliards de dollars)



Les capitaux propres poursuivent leur forte progression malgré la hausse du ratio de distribution.

Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 321	60 871	56 444	52 095	47 569
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	30 418	27 929	24 887	22 103	21 168
Cartes de crédit	3 631	4 648	3 702	2 967	2 280
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	56 030	47 803	44 559	44 167	49 670
Acceptations	7 223	5 934	5 355	5 611	6 901
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	31 429	28 280	22 609	20 998	23 957
Solde brut des prêts et acceptations	192 052	175 465	157 556	147 941	151 545
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 058)	(1 128)	(1 308)	(1 785)	(1 949)
Solde net des prêts et acceptations	190 994	174 337	156 248	146 156	149 596

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 16,6 milliards de dollars et s'établit à 191,0 milliards. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ce qui traduit une croissance vigoureuse, mais moins marquée qu'au cours des derniers exercices, ainsi qu'une forte demande dans un marché très concurrentiel. Le ralentissement est conforme à la stratégie adoptée au deuxième semestre, qui consiste à privilégier les marges de profit plutôt que la croissance. Les prêts sur cartes de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont augmenté de 1,5 milliard de dollars dans l'ensemble, ce qui témoigne de la vigueur des marchés du crédit aux particuliers. La croissance a été ralentie par la titrisation de prêts sur cartes de crédit de 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre. Le portefeuille des prêts à la consommation demeure bien diversifié, affichant une saine croissance à la fois au Canada et aux États-Unis. Le solde des prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes a augmenté de 9,5 milliards de dollars, en raison du raffermissement de la demande et de notre stratégie visant la croissance de notre portefeuille de services bancaires aux grandes entreprises. Les titres pris en pension, empruntés ou achetés, ont augmenté de 3,1 milliards de dollars, ce qui s'explique par la demande des clients et par nos activités de gestion du bilan. Ces instruments constituent des prêts à très court terme et sont gérés au moyen d'un rapprochement avec des titres vendus à découvert et des titres mis en pension, prêtés ou vendus, qui sont également à court terme. L'affaiblissement du dollar américain et d'autres devises a par ailleurs ralenti la croissance des prêts de 3,1 milliards de dollars.

Le tableau 11 à la page 84 présente un sommaire comparatif des prêts par territoire et par produit. Le tableau 13 à la page 85 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est traitée aux pages 39 et 68 et de plus amples renseignements sur les prêts sont donnés dans les notes 4, 5 et 7 afférentes aux états financiers, commençant à la page 100.

Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 0,2 milliard de dollars et s'établissent à 42 milliards, alors que la hausse des intérêts à recevoir a été contrebalancée en grande partie par la baisse des actifs liés aux instruments financiers dérivés.

Dépôts (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Banques	26 632	25 473	20 654	24 755	15 273
Entreprises et administrations publiques	100 848	92 437	79 614	72 405	71 411
Particuliers	76 368	75 883	74 922	74 391	75 154
Total	203 848	193 793	175 190	171 551	161 838

Les dépôts ont augmenté de 10,1 milliards de dollars et s'établissent à 203,8 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 50 % du total des dépôts, se sont accrus de 8,4 milliards de dollars, et les dépôts des particuliers, qui représentent 37 % du total des dépôts, se sont accrus de 0,5 milliard. Les dépôts des banques, qui représentent 13 % du total des dépôts, ont augmenté de 1,2 milliard de dollars. L'augmentation des dépôts a servi à financer la croissance des actifs. La croissance des dépôts a connu une diminution de 4,1 milliards de dollars en raison de l'affaiblissement du dollar américain et d'autres devises.

De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent dans la note 15 afférente aux états financiers, à la page 114, et dans la section Risque de liquidité et de financement, à la page 71.

Autres passifs

Les autres passifs ont augmenté de 14,6 milliards de dollars et se chiffrent à 96,7 milliards. Les passifs liés aux instruments dérivés se sont accrus de 2,6 milliards de dollars et les titres mis en pension, prêtés ou vendus, ont augmenté de 9,3 milliards, à l'appui de l'accroissement des activités de négociation. Les autres passifs ont augmenté de 2,2 milliards de dollars et les acceptations, de 1,3 milliard. De plus amples renseignements sur la ventilation des autres passifs se trouvent dans la note 16 afférente aux états financiers, à la page 114.

Dette subordonnée

La dette subordonnée a augmenté de 0,3 milliard de dollars et s'établit à 2,7 milliards. En 2006, deux séries de titres ont été rachetées et nous avons effectué une nouvelle émission. De plus amples renseignements sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers, à la page 115.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, à 15,1 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à la hausse des bénéficiaires non répartis. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres de BMO, à la page 94, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent les capitaux propres, tandis que la note 20 afférente aux états financiers, à la page 118, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Nos pratiques et stratégies de gestion globale du capital sont présentées en détail à la page 58.

Gestion globale du capital

Stratégie et approche

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau optimal de capital, grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios réglementaires cibles, appuie notre évaluation interne du capital nécessaire, se traduit par la cote de crédit cible, permet de financer les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires. Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des buts et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Les éléments clés de notre cadre de gestion du capital sont approuvés par le Conseil d'administration dans le cadre de la réévaluation annuelle de notre politique de gestion du capital et de la planification du capital.

À l'échelle de l'organisation, les montants de capital cibles sont déterminés en fonction de notre degré de tolérance au risque, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. À l'échelle des secteurs d'activité, les mesures des résultats sont comparées au capital qui leur est attribué et qui est principalement fondé sur l'évaluation et la mesure du capital à risque requis des secteurs, comme il est indiqué à la page 67, et aux besoins en capital réglementaire. En affectant le capital aux unités d'exploitation et en mesurant leur rendement relativement au capital nécessaire compte tenu des risques inhérents à leurs activités, nous augmentons autant que possible notre rendement des capitaux propres rajusté en fonction des risques. Nous nous assurons également de conserver un capital suffisant pour protéger les parties intéressées contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en bénéficiant de la souplesse nécessaire pour affecter les ressources aux activités à rendement élevé qui soutiennent la croissance stratégique de nos groupes d'exploitation.

Habituellement, BMO génère un revenu net suffisant pour répondre à ses nouveaux besoins en capital. C'est pourquoi le principal défi de la direction consiste à bâtir la structure de capital la plus rentable possible, plutôt qu'à procurer les fonds nécessaires au financement de ses initiatives d'expansion.

En 2006, BMO a porté la fourchette de son ratio de distribution cible, qui était de 35 % à 45 %, entre 45 % et 55 % du revenu net afférent aux actions ordinaires, ce qui représente la fourchette la plus élevée parmi les grandes banques canadiennes. Cette hausse reflète notre confiance en notre capacité soutenue d'accroître le revenu net et en la solidité de notre assise financière. De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants. Notre rigueur en matière de gestion du capital devrait nous permettre de continuer de respecter notre engagement de longue date à accroître la valeur pour les actionnaires.

Le **ratio de capital de première catégorie** est notre principale mesure de la suffisance du capital. Il est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Évaluation des résultats

Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 10,22 %, en baisse par rapport à 10,30 % à l'exercice précédent en raison d'une forte croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, mais est demeuré bien au-delà de notre cible minimale de 8,0 % pour 2006. En 2007, notre politique consiste à maintenir un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.

Le capital de première catégorie, qui représente les formes de capital les plus permanentes, a augmenté de 1,2 milliard de dollars au cours de l'exercice et s'est établi à 16,6 milliards, comme l'illustre le tableau à la page 59. Cette augmentation du capital est principalement attribuable au revenu net. À la fin de l'exercice, notre capital de première catégorie excédait de 3,6 milliards de dollars notre cible minimale pour le ratio du capital de première catégorie, soit 8,0 %, une augmentation de 0,2 milliard de dollars par rapport à l'an dernier. Les tableaux 20 et 21, à la page 88, présentent les éléments de capital réglementaire et les mesures que nous utilisons.

Notre ratio du capital total, que l'on obtient en divisant le capital réglementaire total par l'actif pondéré en fonction des risques, a diminué, passant de 11,82 % il y a un an à 11,76 %. Cette diminution est imputable à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, qui a été partiellement contrebalancée par l'émission de titres inclus dans la dette subordonnée (déduction faite des rachats) et par la hausse des bénéfices non répartis. Tant notre ratio du capital de première catégorie que notre ratio du capital total demeurent nettement supérieurs aux ratios du capital minimaux exigés d'une institution financière bien capitalisée et qui ont été établis respectivement à 7 % et à 10 % par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), l'organisme qui réglemente nos activités.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 12,9 milliards de dollars et s'est établi à 163 milliards, principalement en raison de la forte croissance enregistrée au chapitre des prêts et des prêts hypothécaires des Services bancaires PE – Canada, mais également en raison de la croissance des prêts, des engagements et du risque de marché du groupe Services d'investissement. En 2007, nous prévoyons réaliser une croissance soutenue de l'actif pondéré en fonction des risques et procéder à une distribution du capital en faveur des secteurs bénéficiant d'un avantage stratégique.

Le ratio de l'actif au capital est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital réglementaire total. Le ratio de l'actif au capital de BMO s'est amélioré, passant de 16,3 en 2005 à 16,1, principalement en raison de la croissance du capital. Le ratio demeure bien inférieur au maximum de 23,0 autorisé par le BSIF, l'organisme qui réglemente nos activités.

Dans le cadre de nos efforts visant à maintenir la structure du capital la plus économique possible, nous avons émis en 2006 des billets à moyen terme de série D, 1^{re} tranche, à 5,10 %, d'une valeur de 700 millions de dollars. Nous avons également racheté nos débetures de série 19 à 7,40 % d'une valeur de 125 millions de dollars, ainsi que nos débetures de série 21 à 8,15 % d'une valeur de 300 millions de dollars.

Le dividende déclaré par action ordinaire en 2006 s'est établi à 2,26 \$, une hausse de 22 % par rapport à 1,85 \$ en 2005. Le dividende annualisé de 0,62 \$ déclaré au quatrième trimestre représente 47 % du revenu net afférent aux actions ordinaires en 2006, se situant dans la fourchette de notre ratio de distribution cible qui est de 45 % à 55 %. Les dividendes versés ont augmenté au cours de trois des quatre trimestres de 2006 et se sont établis à 0,62 \$ l'action au quatrième trimestre de 2006, une hausse de 35 %, par rapport à 0,46 \$ l'action au quatrième trimestre de 2005. À la fin de l'exercice, le rendement annuel de l'action ordinaire de BMO s'établissait à 3,6 % selon le cours de clôture. Le 28 novembre 2006, le Conseil d'administration de BMO a haussé le dividende trimestriel par action ordinaire de 0,03 \$, ou 4,8 %, pour le porter à 0,65 \$ par action.

Le 1^{er} septembre 2006, BMO a annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, commençant le 6 septembre 2006 et se terminant le 5 septembre 2007, en vertu de laquelle BMO peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires. En vertu de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités d'une durée de 12 mois et arrivée à échéance le 5 septembre 2006, 6 270 000 actions avaient été rachetées, au prix total de 392 millions de dollars. En 2006, BMO a racheté au total 5 919 000 actions dans le cadre de son programme de rachat d'actions ordinaires, au prix de 376 millions de dollars. Ces rachats compensent en grande partie l'émission de 6 426 000 actions au cours de 2006 découlant de l'exercice d'options d'achat d'actions, d'actions échangeables et du Régime de réinvestissement des dividendes.

La cote de crédit de BMO, mesurée par les cotes de crédit attribuées par Standard & Poor's (S&P) aux créances prioritaires, est demeurée la même, soit AA-. Cette cote, que nous partageons avec deux autres banques, est la plus élevée des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. La cote attribuée par Moody's sur les créances prioritaires est demeurée la même, soit Aa3. Une seule des six grandes banques canadiennes nous dépasse, légèrement, à ce chapitre. Les deux agences ont maintenu leur perception de cotes stables au cours de l'exercice. Ces cotes sont réservées aux entreprises de premier ordre.

Comme il est décrit à la page 67, dans la section Gestion globale des risques du Rapport de gestion, BMO procède à l'heure actuelle à la mise en œuvre du Nouvel accord de Bâle. Parallèlement au processus d'élaboration des modèles et des systèmes de gestion des risques nécessaires au calcul du capital réglementaire, nous passons en revue notre processus d'évaluation de la suffisance du capital relativement à notre profil de risque. Cette évaluation sera assujettie à l'examen du BSIF, l'organisme qui réglemente nos activités.

Capital de première catégorie (en millions de dollars)

	2006	2005
Au début de l'exercice	15 430	13 448
Revenu net	2 663	2 396
Dividendes	(1 163)	(955)
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(7)	416
Émission d'actions ordinaires	258	219
Rachat d'actions ordinaires	(376)	(390)
Autres émissions, déduction faite des rachats	–	447
Conversion et autres activités	(164)	(151)
À la fin de l'exercice	16 641	15 430

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars)

	2006	2005
Au début de l'exercice	149 855	136 661
Augmentations (diminutions)		
Services bancaires Particuliers et entreprises	4 705	8 170
Groupe Gestion privée	(184)	(1 192)
Groupe Services d'investissement	10 163	6 570
Services d'entreprise	(1 745)	(354)
À la fin de l'exercice	162 794	149 855

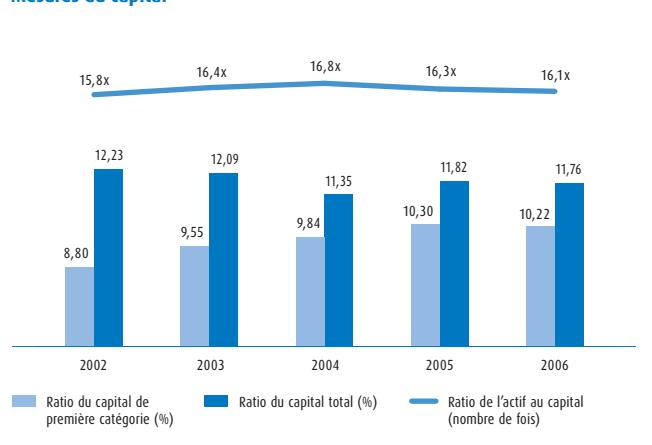
Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 28 novembre 2006	Nombre d'actions ou montant en dollars	Dividendes déclarés par action		
		2006	2005	2004
Actions ordinaires	500 990 000	2,26 \$	1,85 \$	1,59 \$
Actions privilégiées de catégorie B				
Série 5	200 000 000 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :				
Actions privilégiées de catégorie B 1)				
Série 4	200 000 000 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 6	250 000 000 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	300 000 000 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US
Options d'achat d'actions				
– droits acquis	19 250 000			
– droits non acquis	3 741 000			

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires dans les années à venir sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant 4 jours avant la date de l'échange.

La note 20 afférente aux états financiers, à la page 118, traite en détail du capital-actions.

Mesures du capital



Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Les explications qui suivent portent sur les principaux types d'arrangements hors bilan.

Instruments de crédit

Pour répondre aux besoins financiers de nos clients, nous utilisons une variété d'instruments de crédit hors bilan. Ces instruments comprennent les cautionnements bancaires et les lettres de crédit de soutien, qui représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer le paiement requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Nous effectuons également des prêts de titres, c'est-à-dire que nous prêtons à un tiers nos titres ou des titres appartenant à un client. Dans ces cas, notre risque de crédit est lié à la possibilité que le tiers ne remette pas les titres comme il a été convenu. Nous accordons également du crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités. Les crédits fermes sont les arrangements hors bilan qui représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Un nombre important d'instruments sont en cours à tout moment. Notre clientèle est très diversifiée et nous ne prévoyons aucun événement ni aucune situation qui aurait pour effet la défaillance d'un nombre important de nos clients à l'égard de leurs obligations contractuelles. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces engagements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Nous surveillons les instruments hors bilan afin de nous assurer qu'il n'y a aucune concentration indue dans une région ou une industrie données.

Le montant maximal à payer par BMO en vertu de ces instruments s'élevait à environ 121 milliards de dollars au 31 octobre 2006 (110 milliards au 31 octobre 2005). Toutefois, ce montant ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces instruments, car il ne tient pas compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. Par ailleurs, la grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. D'autres renseignements sur ces instruments sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102.

Les engagements de prêts de titres sont généralement à court terme et assujettis à la remise sur demande. En ce qui concerne tous les autres engagements de crédit susmentionnés, une résiliation anticipée par BMO en l'absence d'un événement qui cause une défaillance pourrait entraîner une rupture de contrat.

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui requièrent l'échange de flux de trésorerie, ou qui en fournissent la possibilité, cet échange étant déterminé par l'application de certains taux, indices ou changements aux montants nominaux de référence stipulés aux contrats.

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables. Nous pouvons aussi effectuer, pour le compte de la Banque, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour permettre à la Banque de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché. Nous utilisons également des instruments dérivés pour couvrir nos propres positions.

Nous concluons des instruments dérivés avec diverses contreparties. La note 9 afférente aux états financiers, à la page 111, précise la classification de nos contreparties, par secteur d'activité et par type d'instrument dérivé. Les régions dans lesquelles nos contreparties exercent leurs activités sont présentées de façon détaillée dans les états financiers, à la page 110.

Le montant que nous sommes tenus de payer, le cas échéant, à l'égard d'un instrument dérivé est fonction de la nature de cet instrument. Par exemple, si nous concluons un swap de taux d'intérêt dans le cadre duquel nous sommes tenus de payer un taux d'intérêt fixe et que la contrepartie est tenue de payer un taux d'intérêt variable, le montant que nous recevons ou devrions verser serait fonction de la différence

entre le taux fixe et le taux variable. Si le taux variable était supérieur au taux fixe, la contrepartie serait tenue de nous verser la différence entre le taux variable et le taux fixe, appliquée au montant nominal du swap. Par contre, si le taux fixe excédait le taux variable, nous devrions alors payer la contrepartie.

Dans la plupart des cas, nous servons d'intermédiaire. Par conséquent, pour chaque passif dérivé, nous détenons habituellement un actif dérivé compensatoire. Ainsi, la valeur de notre actif dérivé net, comme celle des instruments connexes liés aux marchés financiers, n'est jamais très élevée.

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont entièrement constatés à notre bilan consolidé à leur juste valeur. Ces instruments représentent plus de 98 % de la valeur nominale du total de nos instruments dérivés.

Seuls nos instruments dérivés de couverture de taux d'intérêt constituent des éléments hors bilan étant donné qu'ils ne sont pas constatés à la juste valeur à notre bilan consolidé. Nous suivons la méthode de la comptabilité d'exercice pour ces instruments dérivés puisqu'ils sont censés être très efficaces pour couvrir certains risques associés aux instruments financiers inscrits au bilan ou aux flux de trésorerie futurs. La juste valeur de nos instruments dérivés de couverture correspondait à un actif de 77 millions de dollars et à un passif de 127 millions au 31 octobre 2006 (par rapport à 316 millions de dollars et à 158 millions, respectivement, au 31 octobre 2005).

Dans l'éventualité où nous déciderions de résilier l'un ou l'autre de nos contrats d'instruments dérivés liés à des activités de couverture ou de négociation, nous serions tenus de régler avec la contrepartie à la juste valeur du moment de l'instrument dérivé.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multi-cédants) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à des liquidités sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats de ces actifs. Les clients continuent à gérer les actifs cédés; s'il y a des pertes sur les actifs, les clients sont les premiers à assumer ces pertes. Nous percevons des frais pour les services liés aux opérations de titrisation, y compris des frais au titre de nos services de liquidité, de distribution et de gestion pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation. Ces frais ont totalisé environ 99 millions de dollars en 2006 et 84 millions en 2005.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent le papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice sauf si BMO a fourni un soutien au crédit pour les investisseurs. Nous offrons des services de liquidité et de soutien au crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Le montant contractuel global de ces services s'élevait à 32 603 millions de dollars au 31 octobre 2006, dont une part de 634 millions seulement se rapportait au soutien au crédit (par rapport à 28 125 millions de dollars et à 567 millions, respectivement, au 31 octobre 2005). À la fin de l'exercice, aucune somme n'avait été utilisée dans le cadre de ces facilités.

BMO conclut à l'occasion des instruments dérivés avec ces entités afin de permettre à ces dernières de gérer les risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de taux de change. La juste valeur de ces instruments dérivés au 31 octobre 2006, soit 5 millions de dollars, est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé (par rapport à un actif dérivé de 6 millions au 31 octobre 2005).

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation des clients, nous serions obligés de détenir tout instrument dérivé jusqu'à son échéance. Nous ne percevons plus de frais pour la prestation des services liés aux opérations de titrisation énoncés précédemment.

Entités de titrisation de la Banque

Nous vendons périodiquement des prêts à des entités hors bilan ou à des fiduciaires, à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Le gain sur la vente aux entités de titrisation ainsi que d'autres revenus perçus à titre de frais de gestion des prêts cédés sont portés au revenu. L'effet des activités de titrisation sur nos revenus et nos frais est décrit à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

BMO détient des droits conservés dans ces entités de titrisation de la Banque, parce que nous avons parfois l'obligation d'acquiescer des droits subordonnés ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans des entités, qui y trouvent un crédit de soutien, et que nous avons comptabilisé des prix d'achat différés. Ce prix constitue le montant du gain sur les ventes aux entités de titrisation qui n'a pas été reçu en espèces. Les droits conservés comptabilisés à titre d'actifs à notre bilan consolidé au 31 octobre 2006 et 2005 s'élevaient à 369 millions de dollars et à 256 millions, respectivement. Dans l'éventualité où les actifs détenus par ces entités feraient l'objet de défaillances, les droits conservés pourraient ne pas être recouvrables et seraient dépréciés. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons déprécié 36 millions de dollars de droits conservés dans des entités de titrisation (par rapport à 3 millions en 2005). L'incidence des opérations de titrisation sur le bilan consolidé est décrite à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

Nous offrons d'autres services de liquidité à nos entités de titrisation visant jusqu'à 100 % de la valeur du papier commercial émis. Le montant contractuel de ces services de liquidité accordés à des entités de titrisation de la Banque se chiffrait à 5 milliards de dollars à la fin de 2006 et de 2005. Ce montant est inclus dans les autres instruments de crédit présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation de la Banque, nous serions tenus de régler les instruments dérivés connexes à leur juste valeur. Tout prix d'achat différé comptabilisé dans le bilan continuerait d'être perçu auprès de la fiduciaire comme convenu; toutefois, les ventes de prêts à la fiduciaire cesseraient.

Instruments financiers

BMO étant une institution financière, son bilan est composé en majeure partie d'instruments financiers, et son revenu net découle principalement des gains, des pertes et des revenus et frais liés aux instruments financiers.

Les actifs qui sont des instruments financiers comprennent l'encaisse, les valeurs mobilières, les prêts, ainsi que les obligations des clients en vertu des acceptations et des instruments financiers dérivés. Les passifs qui sont des instruments financiers comprennent les dépôts, les instruments financiers dérivés, les acceptations, les titres vendus à découvert, les titres mis en pension, prêtés ou vendus, la dette subordonnée, les actions privilégiées classées dans le passif et les titres d'une fiduciaire de capital.

Nous avons recours aux instruments financiers pour les activités de négociation et autres. Les activités autres que de négociation comprennent généralement les activités de crédit, d'investissement à long terme, de financement et de gestion de l'actif et du passif.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des occasions de placement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. En 2006 et en 2005, nous avons perçu des frais de 29 millions de dollars et de 31 millions, respectivement, pour la gestion de ces portefeuilles.

Nous détenons une participation dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités ainsi qu'aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles. Notre investissement dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre s'élevait à 76 millions de dollars au 31 octobre 2006 (par rapport à 146 millions au 31 octobre 2005) et est comptabilisé dans les titres de placement à notre bilan consolidé. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités au 31 octobre 2006 est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 18 millions de dollars (par rapport à 24 millions au 31 octobre 2005). Afin de nous assurer que ces entités reçoivent une cote de catégorie investissement, nous leur offrons des services de liquidité sous forme de lettres de crédit de soutien ou de crédits fermes. Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des crédits fermes s'élevait à 184 millions de dollars au 31 octobre 2006 et à 189 millions au 31 octobre 2005. Ce montant est inclus dans les autres instruments de crédit présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec ces entités, les instruments dérivés seraient réglés à leur juste valeur et nous ne percevrions plus de frais administratifs auprès de ces entités. En outre, nous vendrions notre investissement dans les entités de gestion de placements structurés de premier ordre à sa juste valeur, laquelle pourrait être différente de sa valeur comptable.

Le fait d'utiliser des instruments financiers nous expose à un risque de crédit et de contrepartie ainsi qu'à divers risques de marché, notamment le risque de variation de cours des actions, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Une explication de la façon dont nous gérons les risques, ainsi que de la sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt est présentée à la section Gestion globale des risques, aux pages 66 à 73 du présent Rapport de gestion.

De plus amples renseignements sur la façon dont nous déterminons la juste valeur des instruments financiers figurent à la rubrique Instruments financiers évalués à leur juste valeur, à la section suivante du Rapport de gestion intitulée Principales estimations comptables.

Principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2006 de BMO présentent un résumé de nos principales estimations comptables. Les estimations dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement. La direction a établi des normes et des méthodes de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur des jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur des actifs et des passifs de BMO sont appropriées.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables rajuste la valeur des actifs liés aux créances pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la réserve pour créances irrécouvrables.

Une de nos principales mesures de rendement est la provision pour créances irrécouvrables exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés). Au cours des dix derniers exercices, ce ratio a varié de 0,66 % (son plus haut niveau, atteint en 2001) à 0,07 % (son plus bas niveau, atteint en 2004). Il varie en fonction de l'évolution de la situation économique et des conditions du crédit. Si nous appliquions ces ratios au solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés) en 2006, notre provision pour créances irrécouvrables irait d'une provision de 1 226 millions de dollars à un recouvrement net de 130 millions de dollars. Pour l'exercice 2006, notre provision pour créances irrécouvrables s'élève à 176 millions de dollars.

On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la réserve pour créances irrécouvrables à la section portant sur le risque de crédit, à la page 68, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 100.

Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres de négociation ainsi que les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions actuellement recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif dérivé, dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes.

La mesure dans laquelle nous utilisons le cours du marché et les modèles internes pour évaluer les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 octobre 2006 est la suivante :

	Titres de négociation	Instruments financiers dérivés	
		Actif	Passif
Évaluation selon le cours du marché	99 %	24 %	23 %
Évaluation selon les modèles internes*	1	76	77
Total	100 %	100 %	100 %

*Presque tous les modèles sont basés sur des données du marché observables.

Les justes valeurs de la plupart des titres de négociation et des instruments dérivés négociés en bourse sont déterminées à partir des cours du marché. La plupart des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote sont évalués à l'aide de modèles qui utilisent des données du marché observables. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée à l'aide de courbes de rendement basées sur des taux d'intérêt du marché observables.

Les modèles d'évaluation reposent sur des hypothèses et des données du marché générales et ne reflètent donc pas les risques spécifiques et les autres facteurs susceptibles d'influer sur la juste valeur d'un instrument en particulier. Aussi effectuons-nous certains rajustements lorsque nous utilisons des modèles internes pour établir les justes valeurs. Ces rajustements à la juste valeur tiennent compte de l'incidence estimative du risque de crédit, du risque de liquidité, de considérations relatives à l'évaluation, des frais d'administration et des frais de clôture. Par exemple, le rajustement lié au risque de crédit introduit le risque de crédit dans notre évaluation des justes valeurs en prenant en compte des facteurs comme la cote de crédit de la contrepartie, la durée de l'instrument et les écarts de taux.

Un groupe indépendant des secteurs d'activité liés à la négociation, le Contrôle de l'évaluation des produits, vérifie les justes valeurs auxquelles les instruments ont été comptabilisés. Dans le cas des instruments évalués au moyen de modèles, le groupe de contrôle repère les situations où les estimations doivent être rajustées pour obtenir la juste valeur.

Les méthodes utilisées pour calculer ces rajustements sont révisées au moins une fois par année pour s'assurer qu'elles demeurent appropriées. Il est rare que nous fassions des changements importants aux méthodes d'évaluation et nous le faisons seulement lorsque nous considérons qu'un changement permettra de mieux estimer la juste valeur.

Rajustements d'évaluation

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2006	2005
Risque de crédit	33	63
Risque de liquidité	42	19
Frais d'administration	7	17
Autres	9	5
	91	104

Il n'y a pas eu de changement important dans les méthodes de calcul des rajustements à la juste valeur en 2006 et 2005. La diminution du rajustement lié au risque de crédit est due à la diminution des écarts de taux et à la réduction du risque de contrepartie. L'augmentation du rajustement lié au risque de liquidité est due principalement à l'augmentation du volume des options sur produits de base en 2006 comparé à celui de 2005. En 2006, des améliorations ont été apportées au calcul du rajustement des frais d'administration afin de tenir compte des renseignements plus précis qui étaient disponibles.

On trouvera d'autres renseignements sur nos méthodes d'établissement de la juste valeur aux notes 3, 9 et 28 afférentes aux états financiers, aux pages 98, 107 et 129, respectivement.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur prêts, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs estimatifs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, les gains tirés des opérations de titrisation comptabilisés dans le revenu auraient également été différents. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs est l'estimation qui influe le plus sur le gain tiré d'une opération de titrisation. Une baisse de 10 % des taux d'intérêt aurait entraîné une diminution de moins de 20 millions de dollars du prix d'achat différé comptabilisé dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 103.

Comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut des accords avec des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs du capital ne détiennent pas une participation suffisante pour s'assurer le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

Pour déterminer si une entité est une EDDV, nous utilisons un processus d'estimation qualitative. Nous utilisons également divers processus d'estimation complexes comportant des facteurs qualitatifs et quantitatifs pour calculer et analyser les pertes prévues d'une EDDV et ses rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à répartir les pertes et les rendements entre les diverses parties détenant des droits variables. Ces processus nous permettent de déterminer quelle partie est exposée à la majorité des pertes prévues ou pourrait bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV et, par conséquent, qui devrait consolider l'entité.

On trouvera d'autres renseignements sur les engagements de BMO avec des EDDV à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 105.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actaires calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs de BMO en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est l'estimation de la direction qui influe le plus sur le calcul de la charge de retraite. Notre taux de rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en utilisant la répartition visée pour les actifs des régimes et le taux de rendement estimé pour chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque est ensuite appliquée afin d'estimer les rendements prévus des titres de participation. Les rendements prévus des autres catégories d'actifs sont établis de manière à tenir compte des risques de ces catégories, relativement aux titres à revenu fixe et aux titres de participation. Toutes les autres hypothèses étant constantes, une baisse de un point de pourcentage du taux de rendement prévu des actifs des régimes occasionnerait, pour 2006, une hausse de la charge de retraite d'environ 37 millions de dollars. L'incidence des fluctuations des taux de rendement prévus sur les actifs des régimes n'est pas significative dans le cas de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs, puisque la valeur des actifs de ces régimes est peu élevée.

Les charges et obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont aussi sensibles aux fluctuations des taux d'actualisation. Dans le cas de nos régimes canadiens, qui représentent 80 % des obligations de BMO relatives aux prestations de retraite, nous déterminons un taux d'actualisation à la fin de chaque exercice en utilisant les taux du marché applicables aux titres de créance de premier ordre dont les flux de trésorerie correspondent aux dates et aux montants des versements de prestations prévus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 22 afférente aux états financiers, à la page 121.

Moins-value durable

Les titres de placement qui sont comptabilisés au prix coûtant, au coût non amorti ou à la valeur de consolidation sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à la valeur comptable. Le cas échéant, la direction doit déterminer si la moins-value est durable. Pour ce faire, elle tient compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure à la valeur comptable et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, son montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. Nous n'effectuons pas de dévaluation des titres de créance pour perte de valeur lorsque celle-ci est attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt, puisque nous prévoyons réaliser la pleine valeur du placement en le conservant jusqu'à son échéance. La plupart des titres de placement de BMO sont soit émis, soit garantis, par des administrations publiques canadiennes ou américaines. À la fin de l'exercice 2006, pour ce qui est des titres d'administrations publiques dont la valeur comptable était supérieure à leur juste valeur, le total des pertes non matérialisées s'élevait à 44 millions de dollars, dont 21 millions se rapportaient à des titres dont la valeur comptable dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus. Dans la plupart des cas, ces pertes non matérialisées résultent des hausses de taux d'intérêt et non de la détérioration de la solvabilité de l'émetteur.

Nous avons aussi des placements dans des titres de créance, des titres de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Dans le cas des titres activement négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Pour les titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'estimation pour déterminer la juste valeur. Ces méthodes comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, dans le cas des titres de créance, et l'utilisation de modèles internes fondés sur des données du marché observables ou la comparaison avec d'autres titres ayant des caractéristiques semblables, dans le cas des titres de participation. À la fin de l'exercice 2006, pour ce qui est des titres de créance ou de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont le montant comptabilisé dépassait la juste valeur et qui n'avaient pas fait l'objet d'une dévaluation pour perte de valeur, le total des pertes non matérialisées s'élevait à 13 millions de dollars, dont 12 millions se rapportaient à des titres dont la valeur comptable dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres de placement à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 97.

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit lorsque nos clients acquièrent le droit d'échanger leurs récompenses. Nous estimons ce passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange des récompenses est fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les fluctuations des taux réels d'échange futurs des récompenses peuvent entraîner des écarts entre les évaluations futures du passif et l'évaluation actuelle, ce qui entraînerait une augmentation ou une diminution du passif. Les fluctuations des taux d'échange des récompenses peuvent résulter de facteurs comme des changements dans les comportements des clients, dans les types de récompenses offertes et dans les conditions économiques générales. Une augmentation de notre estimation du taux d'échange futur de 5 points de pourcentage diminuerait notre revenu de frais de services de cartes d'environ 11 millions de dollars sur un an.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de notre programme de fidélisation de la clientèle à la note 16 afférente aux états financiers, à la page 115.

Impôts sur les bénéfices

Le calcul de la provision pour impôts sur les bénéfices est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à notre état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres. Pour déterminer la provision pour impôts sur les bénéfices, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur les bénéfices pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. Le montant des augmentations ou diminutions éventuelles ne peut être raisonnablement estimé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur les bénéfices à la note 23 afférente aux états financiers, à la page 124.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. Ces tests comprennent une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de chaque groupe de secteurs d'activité faisant état d'un écart d'acquisition, afin de s'assurer que la juste valeur du groupe demeure supérieure à sa valeur comptable. Si la valeur comptable du groupe dépasse sa juste valeur, un test de dépréciation plus détaillé devra être effectué. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les ratios cours-résultat et d'autres multiples. Dans cette tâche,

la direction doit faire preuve de jugement et utiliser des hypothèses. Des hypothèses et des choix différents pourraient influencer sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que sur les dévaluations éventuelles découlant d'une perte de valeur. Au 31 octobre 2006, la juste valeur estimative de chacun de nos groupes de secteurs d'activité était considérablement supérieure à la valeur comptable. En fait, la juste valeur estimative d'un groupe de secteurs devrait diminuer de plus de 30 % pour qu'un test de dépréciation détaillé soit effectué.

On trouvera d'autres renseignements sur la composition des écarts d'acquisition de BMO à la note 13 afférente aux états financiers, à la page 113.

Passif éventuel

BMO et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces poursuites aura un effet défavorable important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de BMO.

Des provisions pour pertes éventuelles liées à des litiges sont comptabilisées lorsqu'il devient probable que BMO subira une perte et que le montant de cette perte peut être raisonnablement estimé. La direction de BMO ainsi que des experts internes et externes participent à l'évaluation des probabilités et à l'estimation des sommes en cause. Les coûts réels de la résolution de ces poursuites peuvent être considérablement plus élevés ou moins élevés que les provisions. On trouvera d'autres renseignements sur les passifs éventuels à la note 27 afférente aux états financiers, à la page 128.

Modifications des conventions comptables en 2006

Rémunération à base d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits. Les états financiers des exercices antérieurs ont été retraités pour tenir compte de cette modification de la convention comptable. Les résultats et les soldes des exercices antérieurs à 2004 qui sont utilisés dans les calculs présentés dans les tableaux du Rapport de gestion n'ont pas été retraités, car les montants relatifs à un exercice en particulier sont relativement peu significatifs. La nouvelle directive a entraîné des diminutions de 2 millions, 4 millions et 11 millions de dollars du revenu net inscrit à notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 respectivement. On trouvera d'autres renseignements sur cette modification de

convention comptable à la note 21 afférente aux états financiers, à la page 120.

Comptabilisation à la date de règlement

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons modifié notre convention comptable relative à la comptabilisation des opérations sur titres, en cessant la comptabilisation à la date de transaction et en adoptant la comptabilisation à la date de règlement aux fins du bilan consolidé. L'incidence de cette modification sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2006 a été une baisse des titres de négociation de 1 896 millions de dollars, une baisse des actifs divers de 6 618 millions de dollars et une baisse des passifs divers de 8 514 millions de dollars. Nous avons retraité les données des périodes antérieures pour tenir compte de cette modification. On trouvera d'autres renseignements sur cette modification de convention comptable à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 98.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers et résultat étendu

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et le résultat étendu, en vertu desquelles nous devons comptabiliser tous nos titres de placement et nos instruments financiers dérivés de couverture à leur juste valeur. Lorsque nous adopterons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous réévaluerons nos titres de placement et nos instruments financiers dérivés, selon le cas, à leur juste valeur et nous présenterons une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu.

L'incidence de la réévaluation de nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde

d'ouverture des autres éléments du résultat étendu, suivant le cas. Nous déterminons actuellement l'incidence qu'auront ces modifications de la convention comptable sur nos états financiers consolidés une fois adoptées, en nous fondant sur les dispositions transitoires publiées récemment. L'incidence de la reclassification des titres de placement comme des titres disponibles à la vente et de leur réévaluation à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. L'incidence sur notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2006 sera une augmentation des titres disponibles à la vente d'environ 55 millions de dollars et une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu d'environ 36 millions de dollars, déduction faite des impôts. Les données des périodes antérieures ne seront pas retraitées.

Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et à la chef des finances et des affaires administratives, pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 octobre 2006 par la direction de BMO Groupe financier, y compris le chef de la direction et la chef des finances et des affaires administratives, et sous sa supervision. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et la chef des finances et des affaires administratives ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information, tels qu'ils sont définis, au Canada, dans le Règlement 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et, aux États-Unis, dans la règle 13a-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934*, permettent d'assurer que l'information devant être communiquée dans les documents que nous déposons ou présentons en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et de la *Securities Exchange Act* est consignée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par les règles et formulaires pertinents.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée

est fiable et que nos états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et les exigences de la Securities Exchange Commission des États-Unis, selon le cas. La direction est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de BMO Groupe financier.

La direction de BMO Groupe financier, y compris le chef de la direction et le chef des finances et des affaires administratives, a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon le cadre et les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, la direction a conclu qu'au 31 octobre 2006, le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

Les vérificateurs de BMO Groupe financier, KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l. (les vérificateurs nommés par les actionnaires), un cabinet d'experts-comptables inscrit et indépendant, a délivré un rapport de vérification concernant l'appréciation, faite par la direction, de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Ce rapport de vérification est présenté à la page 91.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Notre contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement ayant eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur ce contrôle.

Politique d'approbation préalable et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

Politique d'approbation préalable

Conformément aux pratiques de gouvernance de BMO Groupe financier, le Conseil d'administration continue à veiller à l'application d'une politique stricte visant à empêcher que les vérificateurs nommés par les actionnaires ne fournissent des services qui ne sont pas liés à leur rôle de vérificateur. Tous les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires sont préalablement approuvés par le Comité de vérification au moment où ils sont requis, ou au moyen d'une approbation préalable annuelle de sommes allouées pour certains types précis de services. Tous ces services sont conformes à notre politique sur l'indépendance des vérificateurs, de même qu'aux normes professionnelles et à la réglementation des valeurs mobilières régissant l'indépendance des vérificateurs.

Honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires

Le tableau ci-dessous fait état de l'ensemble des honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires, au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005 :

Honoraires (en millions de dollars) 1)	2006	2005
Honoraires de vérification	10,7	7,8
Honoraires pour services liés à la vérification 2)	0,1	0,2
Honoraires pour services fiscaux	–	–
Tous les autres honoraires 3)	0,5	1,6
Total	11,3	9,6

- 1) La ventilation des honoraires est fondée sur les définitions de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sur celles des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables.
- 2) En 2006 et 2005, les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés relativement à des conseils comptables, à certaines procédures concernant notre circulaire de sollicitation de procurations et à des services de traduction.
- 3) Tous les autres honoraires de 2006 ont été versés relativement à des examens portant sur la conformité de l'information financière aux exigences réglementaires, à des rapports sur les contrôles internes à l'égard des services fournis par divers secteurs d'activité de BMO Groupe financier, et à des services de recouvrement ayant fait l'objet d'exceptions lorsque la politique d'indépendance des vérificateurs de la Banque est entrée en vigueur. Tous les autres honoraires de 2005 ont été versés pour des services de même nature que ceux reçus en 2006, ainsi que pour des services relatifs à la documentation du contrôle interne à l'égard de l'information financière en vertu de l'article 404 de la *Sarbanes-Oxley Act*. Ces services de documentation ont été rendus sous la supervision immédiate de la direction de BMO.

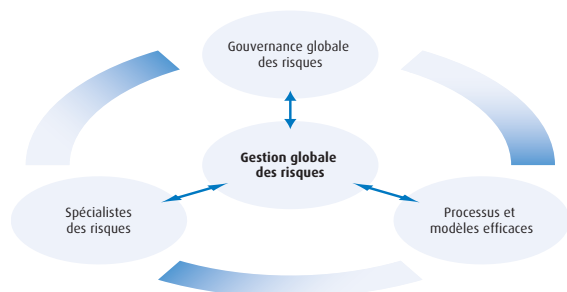
Gestion globale des risques



Robert McGlashan

Vice-président à la direction et chef de la gestion des risques, Gestion globale des risques et du portefeuille, BMO Groupe financier

BMO Groupe financier a recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels il doit faire face à l'échelle de l'organisation. Ces risques se classent comme suit : risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque d'exploitation et risque d'entreprise.



Le cadre de gestion des risques de BMO guide nos activités à risque et assure leur conformité aux besoins des clients, aux attentes des actionnaires et aux exigences réglementaires. Ce cadre prévoit non seulement la gestion directe de chaque type de risque, mais aussi la gestion intégrée de l'ensemble des risques. Il comprend la gouvernance globale des risques, des processus et modèles efficaces et l'apport de spécialistes des risques.

Gouvernance globale des risques

La structure de gestion des risques de BMO permet la prise de décisions opérationnelles judicieuses en équilibrant les risques et les avantages. Elle veille à ce que les activités productives de revenus soient conformes à notre degré de tolérance au risque et à nos normes en la matière et contribue à optimiser le rendement à long terme des capitaux propres.

Notre structure globale de gouvernance des risques (décrite dans l'encadré ci-dessous) comprend un ensemble de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration. Ces politiques ainsi que les autres politiques générales, normes générales et méthodes d'exploitation en matière de gestion des risques qui en découlent font l'objet d'un examen constant visant à assurer une gouvernance efficace et supérieure de nos activités à risque. Dans chaque secteur d'activité, la direction veille à ce que les activités de gouvernance, les mesures de contrôle ainsi que les processus et les méthodes de gestion soient conformes aux politiques générales de gestion des risques et aux normes générales.

Les limites de risque, qui déterminent la tolérance au risque de BMO, sont passées en revue et approuvées chaque année par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration :

- risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux segments de produit ou de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur de marché, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- risque de liquidité et de financement – limites relatives aux niveaux minimaux d'actifs liquides, à la diversification du passif, aux engagements de financement et de liquidité, au nantissement d'actifs et à la non-concordance des flux de trésorerie.

Ces limites de risque portent généralement tant sur les arrangements inscrits au bilan que sur les arrangements hors bilan.

Chaque comité de gouvernance établit et surveille par ailleurs les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil, les premières étant subordonnées aux secondes. Des limites relatives aux pertes ont été fixées afin que les signes avant-coureurs de situations susceptibles d'entraîner des pertes soient repérés immédiatement et que les mesures qui s'imposent soient aussitôt prises.

Processus et modèles efficaces

Des processus rigoureux, réévalués périodiquement par la Direction de la vérification interne, sont utilisés à l'échelle de BMO aux fins suivantes :

- l'élaboration des politiques et des limites devant être approuvées par la haute direction et les comités de gouvernance pertinents;
- la surveillance de la conformité aux politiques et aux limites;
- l'établissement de plans d'urgence;
- le suivi des paramètres du marché visant à déceler l'évolution du contexte des risques;
- la production de rapports en temps opportun à l'intention de la haute direction et des comités de gouvernance pertinents.

Le **Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration** seconde le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes internes de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

Le **président et chef de la direction** rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités à risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités, de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Le **Comité de gestion des risques**, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute des plans d'action à mettre en œuvre. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction.

Les **sous-comités du Comité de gestion des risques** assument une responsabilité de surveillance à l'égard de la stratégie de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Le Comité de gestion des risques et ses sous-comités veillent à ce que les risques assumés par l'organisation s'inscrivent dans sa stratégie et soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

La **Gestion globale des risques et du portefeuille** regroupe l'ensemble des fonctions d'octroi et de surveillance de crédit, ainsi que de gestion et de surveillance des risques d'exploitation et de marché. Elle assure l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. La Gestion globale des risques et du portefeuille est garante d'une approche rigoureuse à l'égard de la prise de risques grâce à la gestion du portefeuille et du risque transactionnel, à l'élaboration de politiques, à la production de rapports sur le risque, à la modélisation, à la validation et à la sensibilisation au risque. Les objectifs globaux sont ainsi respectés, et les risques assumés correspondent à la tolérance au risque de BMO.

Les modèles utilisés vont de modèles très simples à des modèles qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques particuliers auxquels BMO est exposé et le risque global évalué de façon intégrée au moyen du capital à risque (CaR). L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles, qui sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent, font l'objet d'un contrôle rigoureux.

BMO a également recours à divers processus et modèles, selon le type de risque, afin :

- d'évaluer la corrélation des risques de crédit avant d'autoriser tout nouvel engagement;
- de mesurer et d'évaluer les risques des portefeuilles et de calculer le risque de marché correspondant;
- de mesurer le risque d'exploitation et le risque d'entreprise pour chaque secteur d'activité;
- d'estimer le risque de liquidité et de financement en fonction des conditions d'exploitation prévues et de conditions extrêmes.

Spécialistes des risques

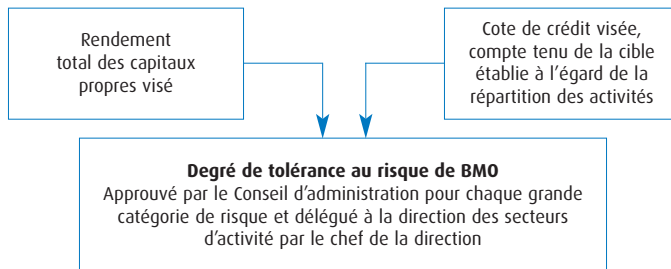
Une saine gestion globale des risques est tributaire des compétences et de l'expérience de nos spécialistes des risques, qui :

- font la promotion d'une culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- s'assurent que les normes de gestion des risques établies pour l'évaluation et l'acceptation des risques sont respectées;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Afin d'accroître nos capacités de gestion des risques, nous proposons à nos directeurs et à nos prêteurs un programme d'études progressif en risque de crédit offert par L'Académie BMO. Ces cours, combinés à une expérience de travail déterminée, apportent la formation et la pratique nécessaires à l'attribution de limites de crédit discrétionnaires pertinentes aux spécialistes qualifiés.

Gestion intégrée des risques

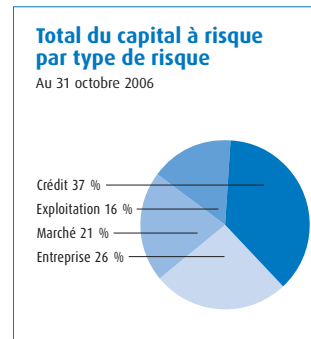
La gestion des risques est intégrée à notre stratégie et à notre cadre de gestion du capital. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite des objectifs stratégiques de BMO sont conformes au rendement total des capitaux propres visé, ainsi qu'à la cote de crédit visée par BMO et à notre degré de tolérance au risque.



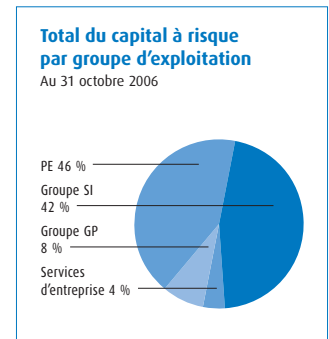
La gestion des risques de BMO est soutenue par le modèle d'autorisation des initiatives, qui fait en sorte que les modifications du profil de risque de l'organisation attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées et fassent l'objet d'approbations appropriées avant leur acceptation ou leur mise en œuvre. La gestion des risques s'appuie également sur des processus qui font appel à des mesures du capital économique, à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios afin d'évaluer l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation.

Le CaR constitue une mesure unique des risques pour l'ensemble de l'organisation, qui permet de comparer des activités et des types de risques différents. Le CaR est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité. Il indique, sur le plan du capital, l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le CaR est calculé pour divers types de risque : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque d'exploitation et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an.

Depuis l'exercice 2005, l'approche standard du Nouvel accord de Bâle pour le capital lié au risque d'exploitation a été incluse dans la mesure du capital économique interne. En outre, au cours de l'exercice 2006, le CaR pour le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation a été reclassé, passant de la catégorie du risque d'exploitation à la catégorie du risque d'entreprise pour se conformer aux mesures standard du Nouvel accord de Bâle pour le risque d'exploitation.



Le risque de crédit représente la plus grande part du CaR par type de risque.



La plus grande part du CaR est attribuable aux Services bancaires PE, en 2006 comme en 2005.

Les simulations de crise et l'analyse de scénarios permettent de mesurer les incidences sur nos activités de situations opérationnelles, politiques, économiques et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios, établis en collaboration avec nos économistes, le service de recherche sur les actions et les unités d'affaires, peuvent être fondés sur des événements historiques ou hypothétiques, ou une combinaison des deux, ou sur d'importants événements économiques, comme une hausse rapide du cours du dollar canadien, une baisse de l'immobilier ou une hausse des coûts de l'énergie. Ces simulations et analyses sont ensuite appliquées à tous les portefeuilles à risque importants et pertinents au sein de l'organisation.

En outre, nous procédons constamment à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios s'appliquant à tous les secteurs d'activité et plus particulièrement aux services bancaires de gros (entreprises et grandes entreprises) qui ont pour but de simuler les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier ou à un ensemble de secteurs fortement corrélés. Ces simulations visent à évaluer l'incidence de divers scénarios sur la probabilité de défaillance et les taux de perte dans le portefeuille considéré. Elles renseignent la haute direction sur la sensibilité de nos risques à l'une ou l'autre des caractéristiques des risques sous-jacents dans les secteurs à l'étude.

Nouvel accord de Bâle (Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé)

Le cadre de travail final du Nouvel accord de Bâle (« Bâle II ») a été publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en juin 2004. Ce cadre de travail a été élaboré pour renforcer et stabiliser le système bancaire international, promouvoir l'adoption de méthodes de gestion du risque plus rigoureuses et définir des exigences en matière de fonds propres qui tiennent davantage compte du risque. Le cadre de travail permet aux banques de choisir parmi plusieurs méthodes, dont la prise en compte du risque va croissant, pour le calcul des exigences relatives au capital réglementaire couvrant le risque de crédit et le risque d'exploitation, et favorise l'utilisation des estimations internes des banques. En juillet 2005, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié un document complémentaire intitulé *The Application of Basel II to Trading Activities and the Treatment of Double Default Effects*.

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a fixé la date de mise en œuvre de Bâle II au 1^{er} novembre 2007. À cet égard, le BSIF a publié une ébauche révisée de la ligne directrice sur les normes de fonds propres qui reprend les principes du cadre de travail.

BMO met en œuvre Bâle II conformément aux indications et au calendrier du BSIF. Nous adopterons une approche complexe pour calculer le capital réglementaire relatif au risque de crédit, fondée sur les notations internes, et une approche standard relativement au

risque d'exploitation. BMO s'est également doté d'un programme intégré à l'échelle de l'organisation pour gérer la mise en œuvre de Bâle II. La direction et la surveillance à cet égard sont assurées par un comité de la haute direction.

BMO perçoit Bâle II comme une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de fonds propres.

Risque de crédit et de contrepartie

BMO s'expose au risque de crédit et de contrepartie principalement dans le cours de ses activités d'octroi de crédit, y compris la vente de produits de trésorerie et d'autres produits de marchés financiers et, dans une moindre mesure, à titre de détenteur de titres de placement. La gestion efficace du risque de crédit repose d'abord sur l'apport des spécialistes expérimentés et compétents de BMO, qui agissent à titre de prêteurs et de gestionnaires du risque de crédit au sein d'une double structure de contrôle pour autoriser des transactions qui nous exposent à un risque de crédit. Ces personnes sont soumises à un processus rigoureux de qualification des prêteurs et œuvrent dans un environnement bien encadré par une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, prévoyant des limites discrétionnaires individuelles spécifiques. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau correspondant à l'envergure de la transaction et à son degré de risque, conformément à l'ensemble des politiques générales, des normes et des méthodes régissant la conduite des activités de gestion du risque de crédit.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, ainsi que la reddition de comptes périodique au Conseil d'administration et aux comités de la haute direction en ce qui concerne les portefeuilles et les secteurs. Tous les comptes productifs sont réévalués régulièrement, tandis que la plupart des comptes d'entreprises et de grandes entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. La fréquence des examens s'accroît selon la probabilité et l'importance des pertes potentielles liées au crédit, et les situations à plus haut risque qui se dégradent sont portées à l'attention de groupes de gestion de comptes spécialisés, pour un examen plus attentif, le cas échéant. La Direction de la vérification interne examine les processus de gestion, les mesures de contrôle et un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des conditions en matière de crédit. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment des simulations de crise et des analyses de scénarios fondées sur les risques actuels, nouveaux ou éventuels.

Pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, des modèles de risque de crédit et des systèmes décisionnels sont élaborés à l'aide de techniques statistiques et de systèmes experts reconnus, aux fins d'octroi et de suivi. La combinaison de modèles de décision, d'indicateurs relatifs au comportement, d'arbres décisionnels et de connaissances d'experts dans un environnement automatisé permet d'arriver aux décisions de crédit optimales. Les caractéristiques de l'emprunteur et du prêt, ainsi que les résultats passés du portefeuille, servent à prévoir le risque que représentent les nouveaux comptes. Les résultats passés servent aussi, au besoin, à prévoir le comportement futur probable des comptes existants de façon à permettre la gestion continue du risque de crédit.

Pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, BMO utilise un cadre global d'évaluation du risque qui s'applique systématiquement à toutes nos contreparties, qu'il s'agisse d'États souverains, de banques, d'entreprises ou de grandes entreprises. Ce cadre d'évaluation du risque respecte les principes de Bâle II, aux termes duquel seront déterminés les besoins futurs de capital réglementaire minimal relativement au risque de crédit. L'un des éléments clés de ce cadre d'évaluation est l'attribution de cotes de risque des emprunteurs appropriées pour aider à quantifier le risque de crédit potentiel.

Dans le cadre d'évaluation du risque de BMO, l'évaluation du risque d'une contrepartie est établie à l'aide de méthodes et de critères adaptés aux caractéristiques du risque que présente la contrepartie, et l'évaluation qui en découle est ensuite analysée en fonction d'une probabilité de défaillance prédéterminée sur une période de un an.

Le **risque de crédit et de contrepartie** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel est exposé BMO.

À mesure que les contreparties changent d'échelon, la probabilité de défaillance qui leur est attribuée évolue. Les pertes sont estimées en fonction du taux prévu de perte subie en cas de défaillance d'une contrepartie, au moyen de l'analyse de facteurs propres à la transaction, comme la nature et les conditions du prêt, les garanties et la priorité de rang de notre créance. Pour les transactions de grandes entreprises, nous utilisons également des modèles de perte prévue pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement. La diversification du portefeuille est illustrée dans le graphique de la page 57.

Nous avons également recours à une approche rigoureuse en matière de provisionnement et d'évaluation des pertes sur prêts, la détection rapide des prêts-problèmes constituant un objectif clé de gestion du risque. BMO maintient des réserves spécifiques et une réserve générale pour créances irrécouvrables. Les réserves spécifiques réduisent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit. La réserve générale couvre toute perte estimative dans les portefeuilles de prêts pour lesquels il n'est pas encore possible d'établir des provisions spécifiques. La somme de ces réserves doit toujours être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative.

BMO utilise des produits dérivés de crédit pour améliorer la gestion du portefeuille d'actifs présentant un risque de crédit, principalement le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. En 2006, nous avons utilisé encore une fois des swaps sur défaillance à titulaire unique afin d'atténuer le risque de crédit lié à certains emprunteurs, ainsi que des swaps sur défaillance structurés afin de réduire les concentrations de risque repérées dans un secteur donné. BMO n'a pas activement recours à des swaps dérivés de crédit pour fournir une protection de crédit à d'autres prêteurs.

Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de comptes, dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

Nos processus de gestion du risque de crédit sont à la fois bien établis et efficaces. Pour 14 des 15 derniers exercices, les créances irrécouvrables spécifiques de BMO en pourcentage des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés, ont été plus faibles que la moyenne de notre groupe de référence du Canada. Pendant cette période de 15 ans, le taux de perte moyen de BMO était de 34 points de base, par rapport à un taux moyen de 56 points de base pour nos principaux concurrents. Ces résultats favorables ont été obtenus grâce aux prêts aux particuliers, ainsi qu'aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises.

Nous traitons des provisions pour créances irrécouvrables à la page 39. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 100, et les tableaux 11 à 19, aux pages 84 à 87, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables.

Risque de marché

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du risque de marché, le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- des fonctions indépendantes de surveillance du risque de marché;
- des processus efficaces visant à mesurer les risques de marché liés à l'affectation du capital économique et à l'évaluation des positions;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle efficaces des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Les principales mesures du risque de marché qu'emploie BMO sont le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu net. Les risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2006 sont résumés dans le tableau ci-après. Le risque total lié à la valeur de marché a diminué par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité structurelle des taux d'intérêt plus bas. La volatilité liée au risque structurel de taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de dix ans qui, à compter de l'exercice 2006, excluent la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1995. Le risque total lié à la volatilité du revenu net a augmenté par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des prises de positions dans une large gamme de portefeuilles de négociation et de prise ferme évalués à la valeur de marché.

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

Au 31 octobre 2006 (équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	2006	2005	2006	2005
Activités de négociation et de prise ferme	(23,4)	(11,6)	(17,5)	(9,1)
Éléments du portefeuille structurel	(267,0)	(326,3)	(24,1)	(28,1)
Total	(290,4)	(337,9)	(41,6)	(37,2)

*Selon un niveau de confiance de 99 %.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

Les activités de négociation et de prise ferme de BMO visent des portefeuilles dont la valeur de marché fait l'objet d'une évaluation quotidienne, et d'autres portefeuilles (les instruments du marché monétaire, par exemple) qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada. Pour ces activités, la valeur à risque (VAR) permet de déterminer l'importance du risque de marché auquel BMO s'expose.

Au cours de l'exercice 2004, nous avons mis en œuvre notre modèle de valeur à risque globale (risque global), aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque, à l'égard des portefeuilles de négociation et de prise ferme évalués à la valeur de marché. Ce modèle reflète mieux les corrélations entre les différentes catégories de facteurs de risque de marché et intègre certaines améliorations méthodologiques permettant la prise en compte de produits de négociation plus complexes. À la fin de l'exercice, le modèle de valeur à risque globale n'avait cependant pas encore été approuvé aux fins du calcul du capital réglementaire.

Divers modèles de calcul de la VAR servent à déterminer le capital exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à établir le capital réglementaire requis. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou semblables à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR.

Les risques de marché liés aux activités de négociation et de prise ferme sont présentés dans le tableau ci-contre. Le risque lié à la valeur de

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions ou le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Le **risque lié à la valeur de marché** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la VAR et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention donnée.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risque auquel BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, devises, cours des actions, prix des produits de base et degrés de volatilité implicite. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles, sur une période de détention appropriée, selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque lié à l'émetteur** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que les risques d'écart de taux, de migration du crédit et de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe d'émetteurs non souverains et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention appropriée.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice			
	Moyenne	Haut	Bas	
Risque lié aux produits de base	(8,4)	(5,9)	(13,8)	(1,5)
Risque lié aux actions	(9,8)	(4,6)	(10,5)	(2,6)
Risque lié au change	(3,3)	(1,4)	(5,1)	(0,1)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(7,1)	(4,0)	(9,8)	(1,9)
Diversification	10,4	6,7	12,4	3,7
Risque global	(18,2)	(9,2)	(19,1)	(4,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(12,0)	(10,8)	(34,7)	(5,6)
Risque lié à l'émetteur	(5,8)	(4,7)	(8,3)	(2,8)
Risque total lié à la valeur de marché	(36,0)	(24,7)	(53,3)	(16,2)

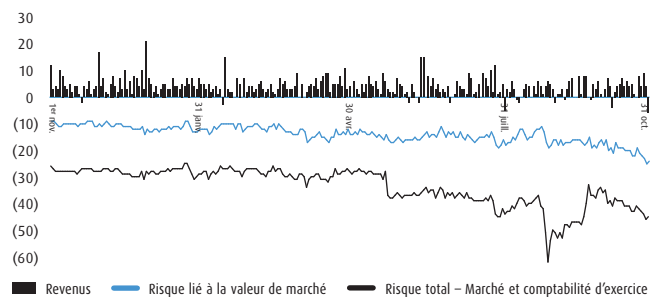
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice			
	Moyenne	Haut	Bas	
Risque lié aux produits de base	(3,2)	(4,2)	(13,0)	(1,0)
Risque lié aux actions	(3,8)	(4,9)	(7,1)	(2,8)
Risque lié au change	(0,4)	(0,6)	(2,2)	(0,1)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(3,8)	(4,4)	(8,9)	(2,5)
Diversification	5,5	6,6	10,2	3,7
Risque global	(5,7)	(7,5)	(14,7)	(4,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(8,0)	(8,5)	(12,3)	(5,6)
Risque lié à l'émetteur	(4,1)	(3,9)	(5,6)	(2,7)
Risque total lié à la valeur de marché	(17,8)	(19,9)	(27,4)	(14,1)

*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.

marché dans les activités de négociation et de prise ferme a augmenté sur douze mois, en raison de l'ajout d'actifs à plus long terme, libellés en dollars américains, dans les portefeuilles de taux d'intérêt évalués selon la comptabilité d'exercice, et d'une augmentation générale des prises de positions dans une large gamme de portefeuilles évalués à la valeur de marché.

Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché

Du 1^{er} novembre 2005 au 31 octobre 2006 (en millions de dollars avant impôts)



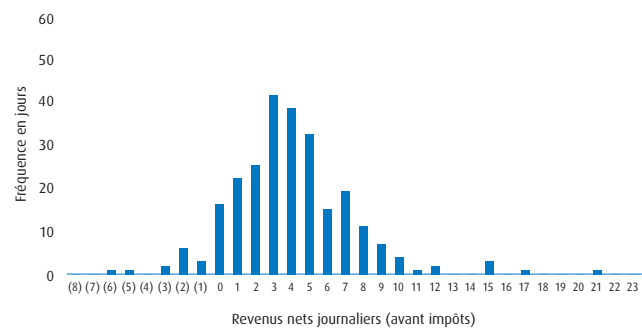
Au cours de l'exercice 2006, aucune perte dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme n'a excédé le risque global lié à la valeur de marché.

Nous calculons également la mesure dans laquelle BMO est exposé à une concentration du risque de marché au titre, par exemple, de variations de taux d'intérêt et de change particuliers, du cours des actions ou du prix de produits de base déterminés, ainsi que de la volatilité implicite connexe.

Des méthodes efficaces de contrôle s'appliquant à la réévaluation des portefeuilles de négociation et de prise ferme et au calcul des revenus journaliers tirés de ces activités nous permettent de suivre les revenus générés par chaque secteur d'activité au regard des stratégies commerciales et de l'importance du risque de marché propres à chacun.

Répartition des revenus nets journaliers selon la fréquence pour les activités de négociation et de prise ferme – Portefeuilles d'instruments du marché monétaire et d'actifs évalués selon la comptabilité d'exercice

Du 1^{er} novembre 2005 au 31 octobre 2006 (en millions de dollars)



La répartition des revenus nets journaliers des portefeuilles reflète la grande diversification des risques dans nos activités de négociation, destinée à réduire la volatilité des revenus nets journaliers.

Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'elles soient comptabilisées par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

Nous surveillons la mise en application de nos modèles d'évaluation officiels pour nous assurer qu'ils sont pertinents au produit auquel ils sont appliqués; si nous décelons des lacunes, nous apportons les corrections qui s'imposent, y compris le rajustement du montant net des revenus de négociation.

Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de nos modèles de risque, notamment en procédant à un contrôle *ex post* des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On considère les modèles comme validés si, en moyenne, les pertes hypothétiques calculées ne sont supérieures à la mesure du risque lié à la valeur de marché qu'une fois sur 100. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles.

Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. Nous effectuons également chaque jour des analyses de scénarios et des simulations de crise pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. Nous avons recours à une gamme complète de scénarios et de simulations de crise, dont les résultats sont présentés, à intervalles réguliers, au Comité de gestion du risque de marché, au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques.

Risque structurel de marché

Le risque structurel de marché englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises. C'est la Direction de la trésorerie de BMO qui gère le risque structurel de marché en vue de soutenir la stabilité d'un revenu net de qualité supérieure et l'obtention de marges aussi élevées que possible et susceptibles d'être maintenues.

Le risque structurel de taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options intégrées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des éléments hors bilan. Le risque lié aux options intégrées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options intégrées comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en fonction d'une durée cible, qui est actuellement de deux à trois ans, tandis que les options intégrées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. La non-concordance des taux d'intérêt est principalement gérée à l'aide de swaps de taux d'intérêt et de valeurs mobilières. Le risque lié aux options intégrées est géré au moyen de l'achat d'options ou d'un processus de couverture dynamique.

Le risque structurel de change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de nos investissements dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net libellé en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de notre investissement aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en concluant chaque trimestre des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net du trimestre. L'incidence des fluctuations du taux de change sur le revenu net de BMO en 2006 est présentée à la page 35.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. Le risque structurel lié à la valeur de marché (voir la page 69) a diminué au cours de l'exercice 2006 en raison de l'utilisation d'un modèle de volatilité des taux d'intérêt plus bas. La volatilité liée au risque structurel de taux d'intérêt est établie d'après des données historiques couvrant une période de dix ans qui, à compter de l'exercice 2006, excluent la grande volatilité qui a marqué l'exercice 1995. La volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à être maintenue à des niveaux peu élevés.

Outre le risque lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écart pour mesurer et gérer le risque de taux d'intérêt. Les analyses de sensibilité sont présentées à la page 71, tandis que les analyses d'écart sont présentées à la note 19 afférente aux états financiers, à la page 116.

La sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 ou de 200 points de base est présentée dans le tableau de la page 71. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, ce qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence.

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché prévoient l'évolution des taux d'intérêt et de change et la réaction probable des clients à cet égard. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts hypothécaires et les dépôts à terme), nos modèles évaluent la manière suivant laquelle les clients utilisent les options intégrées pour modifier

ces échéances. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients non assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts sur cartes de crédit et les comptes de chèques), nos modèles attribuent un éventail d'échéances tenant compte des stratégies en matière de tarification et de volume et reflétant les incertitudes inhérentes. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle ex post, et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité. Nous avons aussi recours à des modèles de prévision du comportement des clients pour appuyer les processus de tarification des produits et de mesure du rendement.

Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

La politique de BMO consiste à s'assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à ses engagements financiers, même en période de crise.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir la gestion du risque;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces aspects n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

La situation de BMO en matière de liquidités et de financement demeure adéquate et aucun engagement ou événement ni aucune tendance, demande ou incertitude n'est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur celle-ci.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en veillant à détenir en tout temps des actifs liquides supérieurs à un niveau minimal établi. Les actifs liquides comprennent les actifs non engagés d'une grande qualité de crédit qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts ou qui viennent à échéance à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Ces besoins se composent de sorties de fonds prévues et potentielles qui découlent d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou qui ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les facilités de crédit et concours de trésorerie ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimum d'actifs liquides à détenir en tout temps.

Le ratio de liquidité et le ratio des dépôts de base sont deux des mesures que nous utilisons pour évaluer le risque de liquidité et de financement. Le ratio de liquidité représente la valeur totale des éléments d'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Ce ratio permet de déterminer dans quelle mesure les actifs peuvent être facilement convertis en trésorerie ou en équivalents de trésorerie afin de respecter des engagements financiers, étant donné que les

Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)

	Au 31 octobre 2006		Au 31 octobre 2005	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois
Hausse de 100 points de base	(237,4)	10,9	(228,8)	25,1
Baisse de 100 points de base	181,6	(10,5)	191,9	(22,4)
Hausse de 200 points de base	(508,0)	12,1	(478,0)	44,1
Baisse de 200 points de base	318,3	(4,1)	347,3	(45,8)

*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

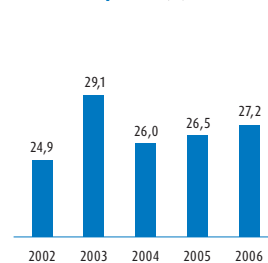
éléments d'encaisse et les valeurs mobilières sont plus liquides que les prêts. Au 31 octobre 2006, le ratio de liquidité de BMO s'établissait à 27,2 %, en hausse comparativement à 26,5 % au 31 octobre 2005. L'augmentation du ratio résulte principalement de la croissance des valeurs mobilières au cours de l'exercice.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 87,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse par rapport à 77,8 milliards en 2005, alors que l'actif total avait augmenté de 26,1 milliards et s'établissait à 320,0 milliards.

Aux liquidités provenant de l'encaisse et des valeurs mobilières s'ajoutent les titres pris en pension qui peuvent facilement être convertis en trésorerie ou en équivalents de trésorerie pour respecter des engagements financiers. Les titres pris en pension, empruntés ou achetés, totalisaient 31,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse par rapport à 28,3 milliards en 2005.

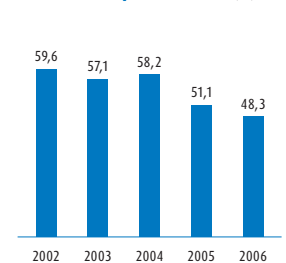
Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse, des valeurs mobilières et des titres pris en pension, empruntés ou achetés, sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2006, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 26,3 milliards de dollars et les titres pris en pension, empruntés ou achetés, mis en garantie atteignaient 25,4 milliards de dollars, comparativement aux 27,8 milliards et aux 16,8 milliards, respectivement, de l'exercice 2005. Ces variations sont principalement attribuables aux activités de négociation. En outre, BMO est partie à certaines ententes susceptibles de nécessiter des garanties supplémentaires dans certaines circonstances. Ces exigences potentielles en matière de garanties ne sont toutefois pas importantes. Le tableau 5 de la page 79 et les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, à la page 97, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

Ratio de liquidité (%)



Le ratio témoigne d'une situation adéquate en matière de liquidités.

Ratio des dépôts de base (%)



Le ratio reflète la stabilité des dépôts de base et la croissance des autres dépôts.

Le ratio des dépôts de base représente la valeur totale des dépôts, moins les dépôts à terme d'un montant supérieur à 100 000 unités, quelle que soit la monnaie, en pourcentage du total des dépôts. Ce ratio permet d'évaluer la stabilité de la masse des dépôts de BMO, puisque les dépôts de base sont plus stables que les autres formes de dépôts. Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés qui sont habituellement moins influencés par l'évolution du marché que les dépôts des investisseurs institutionnels. Au 31 octobre 2006, le ratio des dépôts de base de BMO s'établissait à 48,3 %, en baisse par rapport à 51,1 % à l'exercice précédent. Cette baisse résulte principalement de la croissance des autres dépôts qui a été stimulée pour soutenir la croissance des prêts et des valeurs mobilières.

Les dépôts de base totalisaient 98,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en baisse comparativement à 99,0 milliards en 2005, et le total des dépôts a augmenté de 10,1 milliards de dollars, à 203,8 milliards.

Notre masse de dépôts de base, combinée à notre important capital de base, nous permet d'être moins dépendants des dépôts de gros, qui sont moins stables. Ces derniers, qui sont en grande partie à court terme, visent principalement à soutenir les activités de négociation et de prise ferme, ainsi que le portefeuille de titres de placement. Les dépôts de gros utilisés pour soutenir les prêts sont principalement à long terme, afin de mieux correspondre aux échéances des prêts. Nos dépôts de gros sont diversifiés par client, type, marché, échéance, devise et région. Le tableau 24 à la page 89 présente des renseignements sur les échéances des dépôts.

Les arrangements hors bilan et les autres instruments de crédit pourraient avoir une incidence sur la situation de BMO en matière de liquidités et de financement compte tenu de notre obligation de financer les retraits. Notre cadre de gestion des risques prend en considération le risque que nous assumons à cet égard. Nous traitons des arrangements hors bilan à la page 60, et la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102, contient de plus amples renseignements sur les autres instruments de crédit.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique. Ce risque ne pourra jamais être entièrement éliminé, mais il est possible de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires en gérant le risque d'exploitation, en l'atténuant et, dans certains cas, en se protégeant contre lui au moyen d'assurances.

Pour atteindre ce but, nous avons élaboré un cadre de gestion du risque d'exploitation, qui comprend la détermination, la mesure, la gestion, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital à risque. Divers processus et contrôles sous-jacents ont été élaborés dans ce cadre, notamment l'autoévaluation des risques et des contrôles, des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, la gestion des événements, la gestion du changement et la gestion de l'impartition, ainsi que la gestion des acquisitions et de leur intégration.

La structure de gouvernance du risque d'exploitation de BMO comprend le Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie et de la gouvernance du risque d'exploitation. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne l'évaluation, la mesure et l'atténuation du risque d'exploitation, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

BMO vise à gérer le risque d'exploitation, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. Par conséquent, ce cadre de gestion comprend la communication périodique des activités et des processus pertinents de gestion du risque d'exploitation aux dirigeants des secteurs d'activité et de l'organisation, au Comité de gestion du risque d'exploitation, au Comité de gestion des risques et au Conseil d'administration.

Le **risque d'exploitation** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'interactions humaines ou d'un événement externe qui n'est pas lié au risque de crédit, de marché ou de liquidité.

Il incombe à chaque secteur d'activité d'utiliser les processus et les programmes de contrôle du cadre susmentionné afin de gérer le risque d'exploitation conformément aux lignes directrices énoncées dans la politique et les normes générales. Pour nous assurer de gérer adéquatement tous les risques d'exploitation auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons également appel, s'il y a lieu, à des services d'entreprise comme les Finances, la Fiscalité, les Services juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et le groupe Systèmes et gestion de l'information.

Nous souscrivons des assurances pour un montant et dans un domaine qui offriront la protection nécessaire contre les pertes importantes imprévues et lorsque BMO est tenu de le faire en vertu de la loi, de la réglementation ou d'une entente contractuelle.

BMO a adopté une mesure du capital lié au risque d'exploitation qui est conforme à l'approche standard de Bâle II. Nous continuons d'améliorer nos méthodes de mesure en examinant les données sur les pertes d'exploitation internes et externes et les principaux indicateurs de risque afin de mieux comprendre et mesurer les risques.

Les divers processus compris dans le cadre de gestion du risque d'exploitation en sont à différents stades de développement. Notre approche consiste à améliorer continuellement ces processus de manière à soutenir les activités de l'organisation tout en répondant aux exigences externes.

Risque d'entreprise

Risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation

Le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation, auparavant présenté dans le risque d'exploitation, désigne le risque de subir des pertes ou une réduction du revenu découlant des effets indirects des risques d'exploitation, y compris le risque de réputation. Au cours du dernier exercice, ce risque a été reclassé dans la catégorie du risque d'entreprise afin de faire concorder les mesures du capital lié au risque d'exploitation avec l'approche standard de Bâle II. BMO affecte du capital économique pour ce risque aux unités d'affaires selon un modèle fondé sur divers scénarios et comptabilise ce capital comme un élément du capital à risque.

Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net

Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net mesure le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts. BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les

Le **risque d'entreprise** est le risque attribuable à des activités précises d'une entreprise, qui est susceptible de toucher le flux de bénéfices de cette entreprise. BMO reconnaît deux types distincts de risques d'entreprise : le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation et le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net.

sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité, et donc sa valeur, se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de défaillances au niveau de la mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de la volatilité de l'activité économique, de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net comprend les risques relatifs aux marges et aux volumes de BMO.

Risque de réputation

La réputation est l'un des actifs les plus précieux de BMO. Pour consolider et préserver la réputation de BMO, il est essentiel de favoriser une culture d'entreprise :

- définissant l'intégrité et l'éthique comme des valeurs fondamentales;
- soutenant la conviction que toute décision doit respecter les valeurs intrinsèques de l'organisation en matière d'éthique.

Toutes les décisions d'affaires comportent un risque d'atteinte à notre réputation. À notre avis, une gestion active, constante et efficace du risque de réputation s'exerce de façon optimale en tenant compte des évaluations explicites du risque dans l'élaboration des stratégies, la mise en œuvre des plans opérationnels et la prise de décisions relatives aux transactions.

Nous gérons également le risque de réputation en mettant en œuvre nos pratiques de gouvernance, notre code de conduite et notre cadre

Le **risque de réputation** est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties intéressées, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et une baisse du cours de l'action de BMO.

de gestion des risques. Il incombe à chacun des employés de se conformer conformément aux *Principes fondamentaux*, le code de conduite de BMO, et ainsi consolider et préserver la réputation de BMO.

Le Comité de gestion du risque juridique et du risque de réputation se penche sur les risques de réputation potentiels de l'organisation, examinant spécifiquement les transactions complexes de crédit ou de financement structuré, au besoin.

Risque environnemental

BMO soutient les principes du développement durable. Plus précisément, nous croyons que si la croissance économique se fait dans le respect de l'environnement, notre qualité de vie en sera améliorée.

BMO continue de collaborer avec ses parties intéressées pour comprendre les problèmes de l'environnement et trouver des solutions, et envisage l'application de pratiques exemplaires en matière d'environnement dans ses politiques et processus décisionnels.

Nous adoptons, à l'échelle de l'organisation, des pratiques pour réduire le gaspillage, économiser l'énergie et recycler les matériaux, et prenons des précautions raisonnables pour ne traiter qu'avec des clients respectueux de l'environnement dans le cadre de nos activités d'octroi de crédit. Des méthodes rigoureuses ont été mises en place pour s'assurer que les risques environnementaux sont définis et examinés et que des mesures d'atténuation suffisantes sont prises au cours du processus d'octroi de crédit.

Analyse des résultats du quatrième trimestre

Pour le quatrième trimestre de 2006, le revenu net a atteint 696 millions de dollars, soit une hausse de 32 millions, ou de 5 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du quatrième trimestre et des trimestres précédents figurent à la page 76.

Les impôts sur les bénéfices favorables et les créances irrécouvrables peu élevées nous ont permis de maintenir de solides résultats financiers malgré une conjoncture d'exploitation plus difficile pour nos secteurs d'activité. Le revenu net du trimestre n'a été surpassé que par le résultat record du troisième trimestre. Les résultats reflètent un taux d'imposition effectif particulièrement bas et l'incidence après impôts de 23 millions de dollars (0,04 \$ par action) d'une réduction de 35 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables. Les résultats du quatrième trimestre de 2005 étaient attribuables à l'incidence nette après impôts, au montant de 43 millions de dollars (0,09 \$ par action), des éléments suivants : un gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) provenant de la vente de Harrisdirect; un gain de 50 millions de dollars (32 millions après impôts) provenant de la vente d'actions ordinaires TSX; et d'un gain de 29 millions de dollars (19 millions après impôts) provenant de la vente de la tour de bureaux de Calgary. De ces gains a été déduite l'augmentation de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a diminué de 11 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, à 294 millions de dollars. Le revenu net des Services bancaires PE – Canada est demeuré à 271 millions de dollars. La croissance des volumes a été annulée par l'incidence de la baisse des marges nettes d'intérêts et l'accroissement des frais. Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis a diminué de 11 millions de dollars, ou de 28 %, à 23 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar américain et la hausse des coûts associés à l'intégration des acquisitions et de la nouvelle plateforme technologique ont neutralisé la croissance du revenu. Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 22 millions de dollars, ou de 21 %, mais a augmenté de 12 millions de dollars, ou de 18 %, abstraction faite du gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) provenant de la vente de Harrisdirect et du gain de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) provenant de la vente d'actions ordinaires TSX au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le revenu net du groupe

Services d'investissement a diminué de 40 millions de dollars, ou de 17 %, sous l'effet de la baisse des revenus de négociation en raison de la conjoncture plus faible des marchés financiers, qui a été compensée en partie par une réduction du taux d'imposition effectif. Les résultats de l'exercice précédent avaient bénéficié de la part de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) revenant au groupe Services d'investissement du gain lié à la vente d'actions ordinaires TSX. Le revenu net des Services d'entreprise a augmenté de 105 millions de dollars, principalement en raison du faible taux d'imposition effectif et de la réduction de la provision pour créances irrécouvrables.

Au cours du trimestre, le revenu a diminué de 156 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent, à 2 494 millions de dollars, mais il a diminué de 60 millions, ou de 2 %, si on exclut Harrisdirect et de 21 millions, ou de 1 %, si on exclut également l'incidence de 39 millions de dollars des gains réalisés à l'exercice précédent à la vente des actions TSX et de la tour de bureaux de Calgary, déduction faite de l'augmentation de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle. L'affaiblissement du dollar américain a réduit le revenu de 30 millions de dollars, ou de 1 %. Le revenu de PE a augmenté de 51 millions de dollars, ou de 4 %, et se chiffre à 1 383 millions de dollars. Le revenu de PE – Canada a augmenté de 50 millions de dollars, ou de 4 %, à 1 158 millions de dollars, en raison de la croissance des volumes des produits destinés aux particuliers et aux entreprises et de l'augmentation de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle en 2005. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence de la baisse de la marge nette d'intérêts, causée par la tarification concurrentielle des prêts hypothécaires et personnels et par la baisse des revenus de titrisation. Le revenu de PE – États-Unis a augmenté de 1 million de dollars, à 225 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar américain a ralenti la croissance du revenu de PE – États-Unis de 13 millions de dollars, ou de 6 %. L'augmentation du revenu, qui est attribuable à une forte croissance des prêts, aux acquisitions et aux nouvelles succursales, a été partiellement annulée par une réduction de la marge nette d'intérêts. Le revenu du groupe Gestion privée a diminué de 107 millions de dollars, mais a augmenté de 14 millions, ou de 3 %, abstraction faite des résultats d'exploitation de Harrisdirect et des ventes d'actifs de l'exercice précédent, et de 18 millions, ou de 4 %, si on exclut également l'incidence de

L'affaiblissement du dollar américain. La hausse du revenu net d'intérêts et des revenus tirés des fonds d'investissement a été annulée en partie par la baisse des revenus de commissions tirés des activités de courtage. Le revenu du groupe Services d'investissement a diminué de 73 millions de dollars, ou de 10 %, ou de 56 millions et de 8 %, si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus de négociation ont diminué considérablement, surtout en raison d'une baisse des revenus tirés des produits dérivés sur produits de base causée principalement par une réduction des activités des clients, le recul des cours du marché et la volatilité implicite des contrats sur pétrole brut, de même que par notre position dans des contrats sur gaz naturel. Ces facteurs ont entraîné une légère perte de négociation à l'égard des produits dérivés sur produits de base. La baisse des prises fermes de titres de participation, l'incidence persistante du resserrement des marges des activités sensibles aux taux d'intérêt et notre stratégie de réduire certains actifs ne faisant pas partie des actifs principaux ont également contribué au recul. L'incidence de la hausse de l'actif lié aux services bancaires aux entreprises a été annulée en partie par l'effet du resserrement des marges dans un marché de crédit concurrentiel. À l'exclusion du gain réalisé en 2005 à la vente d'actions TSX, les commissions sur les fusions et acquisitions, les commissions sur prêts et les gains sur les titres de placement ont affiché des hausses.

Le revenu net d'intérêts s'est chiffré à 1 248 millions de dollars, en hausse de 24 millions, ou de 2 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. L'actif moyen de BMO a augmenté de 20 milliards de dollars, à 320 milliards. L'actif moyen de PE – Canada a augmenté de 7,3 milliards de dollars en raison de la hausse des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises, attribuable en partie au dynamisme du marché de l'habitation et à l'accroissement des investissements des entreprises. L'actif moyen du groupe Services d'investissement a augmenté de 14,4 milliards de dollars en raison de l'accroissement des titres de placement et de négociation, des prises en pension de titres et de l'actif lié aux services bancaires aux entreprises. La marge nette d'intérêts s'est chiffrée à 1,55 %, en baisse de 7 points de base par rapport à l'exercice précédent.

La marge nette d'intérêts des Services bancaires Particuliers et entreprises a diminué de 12 points de base au quatrième trimestre par rapport à l'exercice précédent. La marge nette d'intérêts était inférieure de 13 points de base pour PE – Canada et de 7 points de base pour PE – États-Unis. Les marges du groupe se sont resserrées en raison des pressions de la concurrence sur la tarification des prêts et du fait que la croissance des prêts a dépassé celle des dépôts, facteurs qui ont été atténués en partie par les mesures tarifaires prises à l'égard de certaines catégories de dépôts. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement a baissé de 3 points de base en raison de l'incidence persistante du resserrement des marges des activités sensibles aux taux d'intérêt, de notre stratégie de réduire certains actifs ne faisant pas partie des actifs principaux et des faibles marges sur les prêts aux grandes entreprises dans le marché du crédit concurrentiel des États-Unis, facteurs qui ont été contrebalancés par la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation.

Au quatrième trimestre, le revenu autre que d'intérêts de BMO a reculé de 180 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'est établi à 1 246 millions de dollars, mais il a diminué de 102 millions, ou de 8 %, abstraction faite de *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a fait fléchir la croissance du revenu autre

que d'intérêts de 16 millions de dollars, ou de 1 %. Le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation a diminué de 100 millions de dollars. Les facteurs qui ont le plus contribué à ces diminutions ont été les réductions des revenus de négociation des produits dérivés sur produits de base et sur taux d'intérêt. Les gains sur les titres de placement étaient inférieurs de 33 millions de dollars, un gain de 50 millions provenant de la vente d'actions ordinaires TSX ayant été enregistré en 2005. Pour la période correspondante de 2005, les autres revenus inscrits au titre des revenus autres que d'intérêts incluaient le gain de 29 millions de dollars provenant de la vente de la tour de bureaux de Calgary et le gain de 49 millions de dollars provenant de la vente de *Harrisdirect*. Les frais de services de cartes étaient supérieurs de 45 millions de dollars, principalement en raison de l'accroissement de 40 millions de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle à l'exercice précédent. Les revenus de titrisation des Services d'entreprise se sont accrues en raison de la constatation d'une tranche de 23 millions de dollars du gain de 27 millions de BMO provenant de la titrisation de 1,5 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit. Les revenus tirés des fonds d'investissement ont aussi fortement progressé, et les commissions sur prêts étaient supérieures à celles de l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre de 2006, les frais autres que d'intérêts ont reculé de 13 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'établissent à 1 613 millions de dollars, mais ils ont augmenté de 47 millions, ou de 3 %, abstraction faite des résultats de *Harrisdirect*. L'affaiblissement du dollar américain a réduit les frais de 20 millions de dollars, ou de 1 %. Les frais de PE – Canada ont augmenté de 26 millions de dollars, ou de 4 %, en raison de l'expansion des équipes de vente de produits destinés aux particuliers et aux entreprises, de même que de la hausse des frais de marketing et de diverses mesures. Les frais de PE – États-Unis ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison des acquisitions et des coûts d'intégration y afférents, des nouvelles succursales et des frais liés aux hausses de volumes et à la mise en œuvre d'une nouvelle plateforme technologique dans les succursales, facteurs qui ont été atténués en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais du groupe Gestion privée ont baissé de 55 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à 2005, mais ils ont augmenté de 5 millions si on exclut les résultats de *Harrisdirect* et de 7 millions, ou de 2 %, si on exclut également l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le faible taux de croissance est attribuable à une réduction des frais liés aux revenus, qui reflète le recul des revenus eux-mêmes, et à des mesures efficaces de contrôle des coûts. Les frais du groupe Services d'investissement ont augmenté de 22 millions de dollars, ou de 6 %, principalement en raison de la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement. Les résultats du quatrième trimestre de 2005 incluaient des réductions des coûts de la rémunération liée au rendement comptabilisées pour qu'ils soient conformes aux résultats de l'exercice complet.

La provision pour créances irrécouvrables est demeurée à un bas niveau au quatrième trimestre, totalisant 16 millions de dollars; elle est composée de provisions spécifiques de 51 millions de dollars et d'une réduction de 35 millions de la provision générale. Ce montant est comparable aux provisions spécifiques de 57 millions de dollars d'il y a un an, la réserve générale n'ayant pas diminué. La diminution de la réserve générale au quatrième trimestre de 2006 est principalement causée par la titrisation de 1,5 milliard de dollars de créances sur cartes de crédit au cours du trimestre.

Tendances trimestrielles relatives au revenu net

Les résultats et les statistiques des huit derniers trimestres sont décrits à la page 76. Des facteurs saisonniers ont une légère incidence sur le revenu net, de même que sur les revenus et les frais trimestriels de BMO. Comme notre deuxième trimestre compte 89 jours (90 jours les années bissextiles), et les autres, 92 jours, les résultats du deuxième trimestre sont relativement moins élevés que ceux des autres trimestres, parce qu'il comprend un nombre de jours civils inférieur de 3 % et donc moins de jours ouvrables. Les mois de juillet (troisième trimestre) et d'août (quatrième trimestre) se caractérisent habituellement par une activité moins intense sur les marchés financiers, ce qui se répercute sur les résultats des groupes Gestion privée et Services d'investissement. La période des fêtes contribue aussi à un ralentissement de certaines activités; toutefois, les achats par carte de crédit affichent une vigueur certaine durant cette période du premier trimestre, tout comme à la rentrée des classes au quatrième trimestre.

En octobre 2005, BMO a vendu sa participation dans *Harrisdirect* dont l'apport au chapitre des revenus et des frais s'élevait à environ 50 millions de dollars chaque trimestre. De plus, les résultats comprennent parfois certaines transactions qui influent sur le revenu net trimestriel et l'analyse des tendances. Le premier trimestre de 2005 a bénéficié de l'incidence de 32 millions de dollars d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, tandis que les résultats du deuxième trimestre ont bénéficié de l'incidence nette de 67 millions de dollars des revenus des EDDV, d'une réduction de la réserve générale et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, déduction faite d'une charge liée à un litige. Les résultats du quatrième trimestre de 2005 comprenaient le gain net de 43 millions de dollars réalisé à la vente de *Harrisdirect*, d'actions ordinaires TSX et de l'immeuble de bureaux de Calgary, déduction faite de la hausse de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle. Au troisième trimestre de 2006, le revenu net a augmenté sous l'effet combiné du gain lié au premier appel public à l'épargne de MasterCard et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs totalisant 51 millions de dollars. Au quatrième trimestre, le revenu net a augmenté en raison de l'incidence de la réduction de la réserve générale au montant de 23 millions de dollars et d'un taux d'imposition peu élevé.

Les provisions spécifiques trimestrielles pour créances irrécouvrables sont demeurées relativement fermes, le contexte du crédit ayant été stable et favorable plus longtemps que prévu. La réduction de la réserve générale au quatrième trimestre de 2006 s'explique essentiellement par la titrisation de prêts sur cartes de crédit. Nous nous attendons à ce que les provisions augmentent en 2007, car les nouvelles provisions spécifiques devraient être plus élevées en raison de l'affaiblissement du contexte du crédit prévu au cours du deuxième semestre de l'exercice. Nous prévoyons également une diminution des recouvrements du fait que nos prêts douteux se situent à un creux historique.

L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux derniers exercices, mais il s'est répercuté plus modestement sur le revenu net, en partie à cause de notre pratique qui consiste à couvrir notre position de change, qui est expliquée à la page 35.

La tendance à la baisse du taux d'imposition effectif sur les bénéfices a contribué dans une large mesure au revenu net des Services d'entreprise et de BMO au quatrième trimestre de 2006. Les recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et, surtout à la fin de 2006, des initiatives et le règlement de certains problèmes fiscaux se sont répercutés sur les taux d'imposition effectifs des deux derniers exercices. En 2007, le taux d'imposition effectif devrait se situer entre 25 % et 28 %.

La marge nette d'intérêts des Services bancaires PE – Canada et des Services bancaires PE – États-Unis était en baisse, en raison principalement de la concurrence sur le marché, des changements dans l'importance relative des différents produits et d'une croissance des prêts supérieure à celle des dépôts. La marge nette d'intérêts du groupe

Services d'investissement a diminué principalement à cause du rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises et dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, ainsi que de la hausse des coûts de mobilisation de fonds due à la croissance de nos activités de négociation d'actions et d'instruments dérivés de produits de base. Une part importante de nos revenus de négociation est constituée de gains à la valeur de marché qui sont constatés dans le revenu autre que d'intérêts.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a progressé de manière régulière en 2005, mais, malgré la hausse du revenu net en 2006, la croissance trimestrielle n'a pas affiché autant de constance. La tendance des marges nettes d'intérêts a été à la baisse au cours des deux exercices. La croissance des volumes a été solide en 2005 et au premier semestre de 2006, mais plus modérée au deuxième semestre de l'exercice. Au Canada, la stratégie offensive de tarification des prêts, surtout des prêts hypothécaires, et la popularité de notre produit d'épargne à taux avantageux ont contribué à la croissance des volumes en 2005 et au début de 2006 et au rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Au cours du deuxième semestre de 2006, nous avons mis l'accent sur les marges de profit plutôt que sur la croissance, en rivalisant avec moins d'intensité sur le marché des prêts hypothécaires et en maintenant les taux de notre produit d'épargne à taux avantageux malgré la hausse des taux d'intérêt. Cette stratégie a ralenti la croissance des prêts et contribué à réduire les dépôts personnels et la part de marché. En 2007, nous nous efforcerons d'atteindre un équilibre optimal entre les marges de profit et la croissance des volumes. La croissance du revenu des Services bancaires PE – États-Unis a été solide en 2005 et au début de 2006, en dollars américains. L'incidence de la forte croissance des prêts au deuxième semestre de 2006 a été partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges sur les prêts et l'évolution des préférences des clients vers des dépôts à plus faible marge. Les frais se sont accrues au deuxième semestre de 2006 tant au Canada qu'aux États-Unis en raison de l'ajout de personnel de vente et service et d'autres types d'employés au sein des Services bancaires PE – Canada, ainsi que de diverses autres initiatives dans les deux pays, comme il est décrit dans les sections sur les unités d'exploitation.

Les résultats du groupe Gestion privée ont bénéficié d'une croissance des revenus des services tarifés dans les secteurs des actifs gérés, de l'amélioration de la marge sur les produits de placement à terme et de la gestion continue des frais, tout en étant sensibles à la variabilité des activités de négociation des clients. Les gains réalisés à la vente de *Harrisdirect* et des actions ordinaires TSX ont contribué à la hausse du revenu net du groupe au quatrième trimestre de 2005. La conjoncture moins favorable des marchés financiers au deuxième semestre de 2006 a nuí aux revenus de courtage et au revenu net.

Le groupe Services d'investissement comprend des activités sensibles aux taux d'intérêt et celles qui dépendent en partie des niveaux d'activité des marchés financiers. Les recouvrements d'impôts sur les bénéfices et le revenu lié à la restructuration des EDDV avaient contribué aux résultats des deux premiers trimestres de 2005. Le revenu net s'est amélioré en 2006 en raison des initiatives fiscales et des revenus de négociation d'instruments dérivés de produits de base particulièrement élevés. Ces revenus de négociation, qui ont été très solides au premier trimestre de 2006, sont demeurés élevés quoique en baisse jusqu'au quatrième trimestre, trimestre au cours duquel ils ont reculé considérablement, entraînant le revenu net à la baisse, comme il est décrit dans la section sur ce groupe d'exploitation.

Le revenu net des Services d'entreprise peut varier sensiblement d'un trimestre à l'autre, essentiellement parce que notre méthode de provisionnement selon les pertes ainsi que les revenus, les frais et les impôts sur les bénéfices qui ne sont pas attribués aux groupes d'exploitation influent sur leurs résultats. Le revenu net solide au quatrième trimestre de 2006 est attribuable au taux d'imposition peu élevé de BMO, à la réduction de la réserve générale pour créances irrécouvrables et à un gain réalisé à la titrisation de prêts sur cartes de crédit.

Sommaire de l'état des résultats et mesures financières trimestrielles

(en millions de dollars)	31 oct. 2006	31 juill. 2006	30 avr. 2006	31 janv. 2006	31 oct. 2005	31 juill. 2005	30 avr. 2005	31 janv. 2005	2006	2005	2004
Revenu net d'intérêts (bic)	1 248	1 267	1 143	1 213	1 224	1 244	1 212	1 226	4 871	4 906	4 937
Revenu autre que d'intérêts	1 246	1 336	1 360	1 299	1 426	1 197	1 216	1 213	5 241	5 052	4 551
Revenu total (bic)	2 494	2 603	2 503	2 512	2 650	2 441	2 428	2 439	10 112	9 958	9 488
Provision pour créances irrécouvrables – spécifique	51	42	66	52	57	73	46	43	211	219	67
Provision pour créances irrécouvrables – générale	(35)	–	–	–	–	–	(40)	–	(35)	(40)	(170)
Frais autres que d'intérêts	1 613	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569	1 570	1 567	6 353	6 332	6 169
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	865	961	877	880	967	799	852	829	3 583	3 447	3 422
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic)	150	232	207	255	287	238	231	237	844	993	1 110
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	19	16	14	14	14	76	58	17
Revenu net	696	710	651	606	664	547	607	578	2 663	2 396	2 295
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	9	9	9	17	17	21	19	36	74	78
Revenu net avant amortissement	705	719	660	615	681	564	628	597	2 699	2 470	2 373
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	33	33	30	31	30	30	31	28	127	119	139
Revenu selon les états financiers	2 461	2 570	2 473	2 481	2 620	2 411	2 397	2 411	9 985	9 839	9 349
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :											
Services bancaires Particuliers et entreprises	294	376	286	300	305	307	293	294	1 256	1 199	982
Groupe Gestion privée	85	85	96	94	107	63	77	73	360	320	227
Groupe Services d'investissement	186	201	245	228	226	184	206	237	860	853	830
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	131	48	24	(16)	26	(7)	31	(26)	187	24	256
Revenu net – BMO Groupe financier	696	710	651	606	664	547	607	578	2 663	2 396	2 295
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,62	0,62	0,53	0,49	0,49	0,46	0,46	0,44	2,26	1,85	1,59
Résultat											
de base	1,37	1,41	1,28	1,19	1,31	1,08	1,20	1,14	5,25	4,73	4,51
dilué	1,35	1,38	1,25	1,17	1,28	1,07	1,17	1,11	5,15	4,63	4,40
Résultat avant amortissement											
de base	1,40	1,42	1,30	1,21	1,35	1,12	1,24	1,17	5,33	4,88	4,67
dilué	1,37	1,40	1,27	1,19	1,32	1,10	1,21	1,15	5,23	4,78	4,55
Valeur comptable	28,89	28,21	27,47	26,95	26,48	25,94	25,53	24,85	28,89	26,48	24,20
Cours											
Haut	69,55	65,00	70,18	70,24	62,44	62,05	57,13	58,59	70,24	62,44	59,65
Bas	62,50	58,58	63,22	58,86	56,00	55,04	53,05	54,38	56,86	53,05	49,28
Clôture	69,45	63,95	64,67	68,30	57,81	61,10	56,65	55,28	69,45	57,81	57,55
Mesures financières (%)											
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	19,1	12,8	16,4	14,2	13,8	17,4	19,6	21,8	19,1	13,8	18,9
Rendement de l'action	3,6	3,9	3,3	2,9	3,4	3,0	3,2	3,2	3,3	3,2	2,8
Croissance du résultat dilué par action	5,5	29,0	6,8	5,4	19,6	(13,7)	2,6	16,8	11,2	5,2	27,9
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	3,8	27,3	5,0	3,5	18,9	(14,1)	3,4	16,2	9,4	5,1	26,7
Rendement des capitaux propres	19,4	20,3	19,3	17,8	20,0	16,8	19,8	18,6	19,2	18,8	19,4
Rendement des capitaux propres, avant amortissement	19,6	20,6	19,6	18,1	20,6	17,3	20,5	19,2	19,5	19,4	20,0
Croissance du profit économique net	(1,0)	59,3	–	(4,5)	32,0	(36,3)	(1,2)	23,3	10,3	0,1	58,4
Croissance du revenu net	4,8	29,8	7,2	5,0	19,8	(15,5)	2,0	15,7	11,2	4,4	28,9
Croissance du revenu	(6,1)	6,7	3,1	2,9	16,5	2,1	(0,4)	3,4	1,5	5,2	3,9
Croissance du revenu (bic)	(5,9)	6,7	3,0	3,0	16,3	2,0	(0,7)	2,9	1,5	5,0	3,7
Marge nette d'intérêts	1,51	1,56	1,51	1,57	1,58	1,65	1,59	1,64	1,53	1,61	1,82
Marge nette d'intérêts (bic)	1,55	1,60	1,55	1,61	1,62	1,68	1,64	1,68	1,58	1,65	1,88
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,5	62,3	63,1	63,7	62,1	65,1	65,4	65,0	63,6	64,4	66,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	64,6	61,5	62,3	62,9	61,4	64,3	64,6	64,3	62,8	63,6	65,0
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (bic)	64,2	61,1	61,9	62,4	60,5	63,4	63,6	63,3	62,4	62,6	63,9
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,03	0,09	0,14	0,12	0,13	0,17	0,01	0,11	0,09	0,11	(0,07)
Taux d'imposition effectif	14,1	21,4	20,9	26,4	27,5	26,9	24,5	26,1	20,7	26,3	29,5
Taux d'imposition effectif (bic)	17,4	24,1	23,6	29,0	29,8	29,6	27,3	28,6	23,6	28,8	32,4
Taux de change moyen entre les dollars canadien et américain (en dollars)	1,115	1,116	1,141	1,156	1,177	1,235	1,234	1,210	1,132	1,214	1,313
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	3,81	3,86	4,58	4,48	4,92	5,93	6,79	7,12	3,81	4,92	7,48
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	27,2	25,2	25,0	26,8	26,5	27,0	27,8	25,7	27,2	26,5	26,0
Ratio du capital de première catégorie	10,22	10,07	10,20	10,41	10,30	9,41	9,39	9,76	10,22	10,30	9,84

De l'avis de la direction de la Banque de Montréal, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tous les rajustements nécessaires à la présentation fidèle de cette information. De tels rajustements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu, et les taux de croissance sont établis sur 12 mois. Les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

Analyse des résultats financiers de 2005

Les analyses du Rapport de gestion présentées dans les pages précédentes traitaient essentiellement de nos résultats pour l'exercice 2006. La présente section résume nos résultats de 2005.

Revenu net

En 2005, le revenu net s'était établi à 2 396 millions de dollars, une hausse de 101 millions, ou de 4,4 %; le résultat par action s'était accru de 0,23 \$, ou de 5,2 %, et avait atteint 4,63 \$, ce qui constituait alors un niveau record. Cette progression s'expliquait par la croissance du volume d'affaires et la baisse du taux d'imposition effectif, facteurs partiellement neutralisés par la hausse des provisions pour créances irrécouvrables. Le rendement des capitaux propres s'était élevé à 18,8 %, en baisse par rapport au niveau de 19,4 % atteint en 2004 à cause d'une augmentation de 0,9 milliard de dollars des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Revenu

Le revenu sur une base d'imposition comparable avait augmenté en 2005 de 470 millions de dollars, ou de 5,0 %, et s'était établi à 9 958 millions, à la faveur de la croissance enregistrée par les Services bancaires Particuliers et entreprises et le groupe Gestion privée. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la croissance du revenu de chacun des groupes d'exploitation et retranché 213 millions de dollars, ou 2,2 points de pourcentage, de la croissance du revenu global de BMO. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises par les Services bancaires PE – États-Unis avait ajouté 75 millions de dollars, ou 0,8 point de pourcentage, à la croissance du revenu. L'augmentation du revenu de 470 millions de dollars était attribuable à la montée du revenu autre que d'intérêts, la hausse du revenu net d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises et des services de gestion de patrimoine ayant été neutralisée par les baisses inscrites par le groupe Services d'investissement.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les conditions du crédit étaient restées favorables en 2005, des provisions pour créances irrécouvrables ayant été inscrites à hauteur de 179 millions de dollars, résultant de provisions spécifiques de 219 millions et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale. En 2004, il y avait eu un recouvrement net de créances irrécouvrables de 103 millions de dollars, le résultat de provisions spécifiques de 67 millions et d'une réduction de 170 millions de la réserve générale. En 2005, les nouvelles provisions spécifiques avaient été inférieures de 103 millions de dollars au total de l'exercice précédent, à 407 millions, le plus bas niveau en plus de cinq ans. Les reprises et recouvrements avaient toutefois atteint 188 millions de dollars en 2005, soit 255 millions de moins qu'en 2004. Une baisse des reprises et recouvrements avait été prévue, en raison de la réduction du solde brut des prêts douteux et du solde des nouveaux prêts douteux, dont le sommet avait été atteint en 2001 et en 2002. Les provisions avaient été plus faibles en 2004 qu'à n'importe quel autre moment du cycle de crédit.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 163 millions de dollars, ou de 2,6 %, à 6 332 millions. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises avait fait monter les frais de 51 millions de dollars (0,8 %), tandis que l'affaiblissement du dollar américain avait réduit les coûts de 145 millions (-2,4 %). La hausse de la rémunération liée au rendement, associée à l'accroissement des revenus du groupe Gestion privée et de ceux liés aux services tarifés du groupe Services d'investissement, avait accru les frais de 124 millions de dollars (2,0 %). Les autres frais avaient aussi augmenté, en raison d'une charge de 25 millions liée à des litiges, de frais administratifs plus élevés relativement aux fonds d'investissement, de frais de marketing accrus et d'impôts sur le capital plus élevés.

Résultats des groupes d'exploitation

En 2005, le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises avait atteint 1 199 millions de dollars, une hausse de 217 millions, ou de 22 %, par rapport au niveau record de 982 millions atteint l'année précédente. Le revenu s'était accru de 339 millions de dollars, ou de 7 %, à 5 216 millions, tandis que les frais avaient monté de 65 millions, ou de 2 %, à 3 142 millions.

Le revenu net des Services bancaires PE – Canada avait augmenté de 202 millions de dollars, ou de 23 %, à 1 074 millions. Ce résultat comprenait un montant de 34 millions de dollars au titre du recouvrement d'impôts sur les bénéfices visant des exercices antérieurs, en grande partie neutralisé par une somme de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) retranchée des frais de services de cartes; cette réduction s'expliquait par des améliorations visant à accroître la provision comptabilisée relativement à notre programme de fidélisation de la clientèle, en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses. Les résultats de 2004 comprenaient une

augmentation de 65 millions de dollars (42 millions après impôts) de la provision relative à la carte de fidélisation de la clientèle. Le revenu s'était accru de 295 millions de dollars, ou de 7 %, à 4 319 millions, grâce à une forte croissance du volume d'affaires pour la plupart des produits, alors que les frais avaient augmenté de 44 millions, ou de 2 %, à 2 483 millions en raison de la poursuite des investissements dans notre réseau de distribution.

Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis avait augmenté de 15 millions de dollars, ou de 13 %, à 125 millions. Le revenu s'était accru de 44 millions de dollars, ou de 5 %, à 897 millions à cause d'une croissance vigoureuse des prêts à la consommation et des prêts aux petites entreprises, hausse partiellement neutralisée par la baisse des marges nettes d'intérêts. Les frais avaient augmenté de 21 millions de dollars, ou de 3 %, à 659 millions, dont une somme de 20 millions engagée pour intégrer les nouvelles entreprises acquises et unifier les chartes de 26 banques locales. Les acquisitions d'entreprises avaient contribué à hauteur de 75 millions de dollars à la croissance du revenu et de 51 millions à celle des frais; leur effet avait toutefois été en bonne partie contrebalancé par l'affaiblissement du dollar américain, qui avait réduit de 73 millions la croissance du revenu et ralenti la croissance des frais de 53 millions.

Le revenu net du groupe Gestion privée avait atteint en 2005 la somme record de 320 millions de dollars, en hausse de 93 millions, ou de 41 %. Cette hausse était attribuable à la forte croissance des revenus d'exploitation et à l'incidence des mesures permanentes de gestion des frais. Les résultats reflétaient aussi le gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) lié à la vente de HarrisDirect et celui de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) lié à la vente des actions ordinaires TSX. Le revenu s'était accru de 185 millions de dollars, ou de 10 %, à 2 036 millions. Le succès des mesures productives de revenus et l'amélioration générale de la conjoncture avaient entraîné une croissance du revenu autre que d'intérêts, alors que le revenu net d'intérêts progressait grâce à la hausse de la marge nette d'intérêts sur les produits de placement à terme. Malgré l'inclusion dans le revenu de 74 millions de dollars provenant de ventes d'actifs, l'affaiblissement du dollar américain avait retranché 47 millions de la croissance du revenu. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 16 millions de dollars, ou de 1 %, à 1 520 millions, une hausse minime comparativement à la progression de 11 % du revenu autre que d'intérêts (5 % en excluant le gain sur les ventes d'actifs). L'exercice précédent, une somme de 20 millions de dollars avait été imputée aux frais au titre des indemnités de départ et d'autres coûts liés à l'optimisation des activités. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit les frais de 39 millions de dollars.

Le revenu net du groupe Services d'investissement avait progressé en 2005 de 23 millions de dollars, ou de 3 %, et s'était établi au niveau record de 853 millions. Ces résultats comprenaient un gain de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constaté à la restructuration des EDDV et un recouvrement de 32 millions d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs. Le revenu s'était établi à 2 741 millions de dollars, un recul de 26 millions, ou de 1 %. L'augmentation du revenu autre que d'intérêts avait été plus que neutralisée par la réduction du revenu net d'intérêts, alors que l'affaiblissement du dollar américain avait réduit le revenu de 110 millions de dollars. La hausse du revenu autre que d'intérêts était due en grande partie au revenu constaté à la restructuration des EDDV et à l'augmentation importante des revenus de négociation. Les revenus de négociation sur les produits de base avaient connu une hausse appréciable en raison de la volatilité élevée et du dynamisme des marchés, tandis que les revenus de négociation sur les taux d'intérêt étaient en nette progression. Les gains nets sur titres de placement réalisés en 2005 étaient comparables à ceux de 2004. Le revenu net d'intérêts avait diminué parce que les marges avaient baissé dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt et que les coûts de mobilisation de fonds relatifs aux activités de négociation sur les produits de base et les actions s'étaient accrus. La provision pour créances irrécouvrables avait diminué de 40 millions de dollars en raison de la réduction du montant des pertes prévues. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 72 millions de dollars, ou de 5 %, surtout à cause de la hausse de la rémunération liée au rendement et de la progression des revenus liés aux services tarifés. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit les frais de 45 millions de dollars, ou de 3 %.

Le revenu net des Services d'entreprise s'était élevé à 24 millions de dollars, comparativement à 256 millions en 2004. Le recul reflétait l'augmentation importante des provisions pour créances irrécouvrables ainsi que la diminution des gains nets sur titres de placement et des gains nets à la conversion de devises. Les résultats de 2005 comprenaient un gain de 29 millions de dollars (19 millions après impôts) lié à la vente du First Canadian Centre à Calgary.

Données complémentaires

Tableau 1 • Valeur pour les actionnaires

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
Cours des actions ordinaires (\$)										
Haut	70,24	62,44	59,65	50,26	40,65	44,40	35,80	34,80	43,50	30,80
Bas	56,86	53,05	49,28	37,79	31,00	32,75	21,00	24,68	25,88	19,53
Clôture	69,45	57,81	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (\$)	2,26	1,85	1,59	1,34	1,20	1,12	1,00	0,94	0,88	0,82
Dividende versé (\$)	2,13	1,80	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80
Ratio de distribution (%)	43,0	39,1	35,2	38,2	44,0	40,8	30,2	39,6	37,4	35,0
Rendement de l'action (%)	3,3	3,2	2,8	2,7	3,1	3,3	2,8	3,3	2,8	2,9
Rendement total des capitaux propres (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	19,1	13,8	18,9	12,9	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3	26,1
Rendement sur un an	24,1	3,7	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
à la fin de l'exercice	500 726	500 219	500 897	499 632	492 505	489 085	522 584	534 064	528 866	522 873
nombre moyen – de base	501 257	500 060	501 656	496 208	490 816	511 286	531 318	531 723	525 021	520 819
nombre moyen – dilué	511 173	510 845	515 045	507 009	499 464	523 561	540 815	542 920	542 181	538 469
Nombre de comptes d'actionnaires	38 360	40 104	41 438	42 880	44 072	45 190	46 663	49 369	51 387	53 651
Valeur comptable de l'action (\$)	28,89	26,48	24,20	22,09	21,07	19,69	19,63	17,44	16,36	14,59
Valeur de marché globale des actions (\$) (en milliards)	34,8	28,9	28,8	24,6	18,8	16,6	18,4	15,1	16,7	15,9
Ratio cours-résultat (d'après le RPA dilué)	13,5	12,5	13,1	14,3	14,2	12,7	10,8	12,1	13,8	13,3
Ratio cours-résultat avant amortissement (d'après le RPA dilué, avant amortissement)	13,3	12,1	12,6	13,7	13,5	11,8	10,4	11,5	13,0	12,6
Ratio cours-valeur comptable	2,40	2,18	2,38	2,23	1,81	1,72	1,80	1,62	1,93	2,09

Tableau 2 • Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006	2005	2004	2003	2002	TCAC annualisé sur 5 ans ²⁾	TCAC annualisé sur 10 ans ²⁾
Pour l'exercice terminé le 31 octobre							
État des résultats							
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	4 871	4 906	4 937	4 929	4 812	1,5	2,9
Revenu autre que d'intérêts	5 241	5 052	4 551	4 220	3 924	4,4	7,6
Revenu total (bic) 1)	10 112	9 958	9 488	9 149	8 736	2,9	5,1
Provision pour créances irrécouvrables	176	179	(103)	455	820	(29,0)	(2,4)
Frais autres que d'intérêts	6 353	6 332	6 169	6 087	6 030	2,3	5,0
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	3 583	3 447	3 422	2 607	1 886	11,3	5,8
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	844	993	1 110	804	493	6,3	(0,3)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	76	58	17	22	20	32,4	14,2
Revenu net	2 663	2 396	2 295	1 781	1 373	13,7	9,1
Taux de croissance annuel (%)	11,2	4,4	28,9	29,7	(2,1)	s.o.	s.o.
Résultat par action (RPA) (\$)							
de base	5,25	4,73	4,51	3,51	2,73	14,0	9,6
dilué	5,15	4,63	4,40	3,44	2,68	14,1	9,6
Taux de croissance annuel (%)	11,2	5,2	27,9	28,4	0,8	s.o.	s.o.
RPA dilué, avant amortissement (\$) 1)	5,23	4,78	4,55	3,59	2,83	12,8	9,2
Taux de croissance annuel (%)	9,4	5,1	26,7	26,9	(1,0)	s.o.	s.o.

1) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 34.

2) Taux de croissance annuel composé (TCAC), exprimé en pourcentage.

s.o. – sans objet

Tout au long des présentes Données complémentaires, certains montants des exercices 2005 et 2004 ont été retraités pour tenir compte des modifications apportées aux conventions comptables au cours de l'exercice 2006. Les données des exercices antérieurs n'ont pas été retraitées puisque les modifications ne sont pas significatives.

Données complémentaires

Tableau 3 • Rendement des capitaux propres et de l'actif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
Revenu net	2 663	2 396	2 295	1 781	1 373	1 402	1 766	1 290	1 260	1 240
Dividendes sur actions privilégiées	30	30	31	38	35	11	10	25	22	18
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 633	2 366	2 264	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	13 703	12 577	11 696	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165
Rendement des capitaux propres (%)	19,2	18,8	19,4	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1	15,2	17,1
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	19,5	19,4	20,0	17,1	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1	18,0
Rendement de l'actif moyen (%)	0,86	0,81	0,87	0,67	0,55	0,58	0,75	0,57	0,55	0,63
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,85	0,80	0,86	0,66	0,54	0,57	0,75	0,56	0,54	0,62

Tableau 4 • Sommaire du bilan (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Actif					
Encaisse	19 608	20 721	18 045	19 860	19 305
Valeurs mobilières	67 411	57 034	49 849	54 790	43 715
Solde net des prêts et acceptations	190 994	174 337	156 248	146 156	149 596
Autres actifs	41 965	41 770	36 764	35 688	40 248
Total de l'actif	319 978	293 862	260 906	256 494	252 864
Passif et capitaux propres					
Dépôts	203 848	193 793	175 190	171 551	161 838
Autres passifs	96 743	82 158	69 005	68 455	74 188
Dette subordonnée	2 726	2 469	2 395	2 856	3 794
Actions privilégiées	450	450	450	850	850
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capital-actions					
Actions privilégiées	596	596	596	596	667
Actions ordinaires	4 231	4 022	3 857	3 662	3 459
Surplus d'apport	49	35	22	3	–
Gain (perte) de change non matérialisés nets	(789)	(612)	(497)	(195)	419
Bénéfices non répartis	10 974	9 801	8 738	7 566	6 499
Total du passif et des capitaux propres	319 978	293 862	260 906	256 494	252 864
Soldes quotidiens moyens					
Solde net des prêts et acceptations	185 801	169 523	154 863	150 784	147 443
Actif	309 131	296 502	262 898	263 966	247 990

Tableau 5 • Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Liquidités en dollars canadiens					
Dépôts à d'autres banques	3 346	1 855	2 270	1 330	1 892
Autres éléments d'encaisse	551	586	(5)	1 313	2 178
Valeurs mobilières	30 647	28 723	25 383	28 790	23 471
Total des liquidités en dollars canadiens	34 544	31 164	27 648	31 433	27 541
Liquidités en dollars américains et autres devises					
Dépôts à d'autres banques	14 465	17 232	14 256	16 774	14 445
Autres éléments d'encaisse	1 246	1 048	1 524	443	790
Valeurs mobilières	36 764	28 311	24 466	26 000	20 244
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	52 475	46 591	40 246	43 217	35 479
Total des liquidités ¹⁾	87 019	77 755	67 894	74 650	63 020
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	27,2	26,5	26,0	29,1	24,9
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités ²⁾	26 299	27 760	18 812	18 698	18 859

1) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension, prêtés ou vendus, et d'autres passifs garantis.

2) Inclut les réserves ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

Tableau 6 • Autres renseignements statistiques

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
Autres renseignements										
Employés 1)	34 942	33 785	33 593	33 993	34 568	34 693	33 884	33 464	33 400	34 286
Succursales bancaires	1 182	1 180	1 174	1 142	1 134	1 129	1 135	1 198	1 216	1 246
Guichets automatiques (Canada)	1 936	1 952	1 993	2 023	2 000	1 982	1 987	2 039	2 069	2 035
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	5,57	4,30	4,05	4,69	4,15	6,55	7,05	6,49	6,44	4,80
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	7,76	5,85	4,17	4,17	4,79	7,68	9,18	8,00	8,59	8,51
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,20	1,27	1,40	1,59	1,61	1,49	1,44	1,45	1,40	1,33
Bas	1,10	1,16	1,22	1,30	1,51	1,59	1,53	1,56	1,58	1,41
Moyen	1,13	1,21	1,31	1,44	1,57	1,54	1,48	1,50	1,46	1,37
À la fin de l'exercice	1,12	1,18	1,22	1,32	1,56	1,59	1,52	1,47	1,54	1,41

1) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

Tableau 7 • Revenu et croissance du revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Revenu net d'intérêts							
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 744	4 787	4 798	4 777	4 706	1,6	2,9
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	127	119	139	152	106	(2,1)	1,6
Revenu net d'intérêts (bic)	4 871	4 906	4 937	4 929	4 812	1,5	2,9
Taux de croissance annuel (%)	(0,7)	(0,6)	0,2	2,4	6,3	s.o.	s.o.
Marges nettes d'intérêts							
Total de l'actif moyen	309 131	296 502	262 898	263 966	247 990	4,9	6,9
Marge nette d'intérêts selon les états financiers (%)	1,53	1,61	1,82	1,81	1,90	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts (bic) (%)	1,58	1,65	1,88	1,87	1,94	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (bic) (%)	1,94	1,93	2,17	2,28	2,49	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (bic) (%)	0,83	1,10	1,37	1,32	1,37	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	1 051	1 092	1 055	894	813	7,2	5,5
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	729	734	746	756	732	1,7	4,4
Revenus de négociation	633	413	200	275	209	5,2	8,6
Commissions sur prêts	337	313	317	293	306	(0,9)	5,6
Frais de services de cartes	396	334	261	290	260	14,2	5,4
Revenus de gestion de placements et de garde de titres	298	305	307	303	314	(2,3)	3,0
Revenus tirés de fonds d'investissement	499	437	378	321	309	14,7	19,1
Revenus de titrisation	100	113	177	244	329	(21,2)	n.d.
Commissions de prise ferme et de consultation	407	357	343	268	228	11,7	10,8
Gains (pertes) sur titres de placement	145	165	175	(41)	(146)	3,2	7,4
Revenus de change autres que de négociation	187	180	177	160	151	8,1	4,6
Revenus d'assurances	204	162	139	124	105	10,4	16,7
Autres revenus	255	447	276	333	314	1,4	21,8
Total du revenu autre que d'intérêts	5 241	5 052	4 551	4 220	3 924	4,4	7,6
Taux de croissance annuel (%)	3,8	11,0	7,8	7,6	(7,1)	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic)	51,8	50,7	48,0	46,1	44,9	s.o.	s.o.
Revenu total selon les états financiers	9 985	9 839	9 349	8 997	8 630	3,0	5,1
Revenu total (bic)	10 112	9 958	9 488	9 149	8 736	2,9	5,1
Taux de croissance annuel (bic) (%)	1,5	5,0	3,7	4,7	(0,1)	s.o.	s.o.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 8 • Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006	2005	2004	2003	2002	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Pour l'exercice terminé le 31 octobre							
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel							
Salaires	1 903	1 903	1 901	1 981	2 021	0,2	1)
Rémunération liée au rendement	1 322	1 277	1 160	1 058	941	6,3	1)
Avantages sociaux	599	571	583	539	441	11,0	9,6
Total de la rémunération du personnel	3 824	3 751	3 644	3 578	3 403	3,5	5,6
Bureaux et matériel							
Location d'immeubles	246	198	182	174	179	12,8	5,9
Bureaux, mobilier et agencements	230	253	263	271	286	(4,4)	0,7
Impôt foncier	26	45	52	52	52	(12,9)	(4,2)
Matériel informatique et autre	709	768	755	767	763	0,9	7,9
Total des frais de bureau et de matériel	1 211	1 264	1 252	1 264	1 280	1,0	5,2
Autres frais							
Communications	131	122	138	162	173	(7,6)	(5,0)
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	94	107	99	106	77	(1,8)	(2,1)
Honoraires	287	243	262	255	291	(0,1)	5,2
Déplacements et expansion des affaires	253	247	239	225	261	0,4	2,4
Divers	509	504	431	392	458	3,4	7,3
Total des autres frais	1 274	1 223	1 169	1 140	1 260	0,2	2,9
Amortissement des actifs incorporels	44	94	104	105	87	0,5	9,0
Total des frais autres que d'intérêts	6 353	6 332	6 169	6 087	6 030	2,3	5,0
Taux de croissance annuel (%)	0,3	2,6	1,4	0,9	6,3	s.o.	s.o.
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	62,8	63,6	65,0	66,5	69,0	s.o.	s.o.
Charges fiscales et impôts 2)							
Charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices							
Retenues salariales	162	152	163	156	150	1,9	4,1
Impôt foncier	26	45	52	52	52	(12,9)	(4,2)
Impôt provincial sur le capital	86	100	91	100	69	(1,7)	(0,4)
Taxe d'affaire	8	7	8	6	8	(3,3)	(11,3)
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	128	127	149	158	142	0,3	2,4
Total des charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices	410	431	463	472	421	(0,9)	1,2
Provision pour impôts sur les bénéfices selon :							
L'état des résultats 3)	717	874	971	652	387	8,4	(0,6)
L'état des bénéfices non répartis	156	101	246	601	77	n.s.	n.s.
Total des impôts sur les bénéfices	873	975	1 217	1 253	464	47,8	1,3
Total des charges fiscales et des impôts	1 283	1 406	1 680	1 725	885	18,4	1,3
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	33,9	38,0	45,0	59,4	40,6	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif (bic)	23,6	28,8	32,4	30,8	26,2	s.o.	s.o.

1) Les salaires et la rémunération liée au rendement n'étaient pas présentés séparément en 1996. Ensemble, ils ont augmenté à un taux de croissance annuel composé, annualisé sur dix ans, de 5,0 %.

2) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

3) Sur une base d'imposition comparable, la provision pour impôts sur les bénéfices était de 844 millions de dollars en 2006 et de 993 millions de dollars en 2005. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 34.

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 9 • Actif, passif et taux d'intérêt moyens (bic) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006			2005			2004		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
Pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	3 035	3,86	117	1 907	2,67	51	1 682	2,50	42
Valeurs mobilières	30 819	3,57	1 101	29 638	3,83	1 136	28 550	3,15	898
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	56 556	4,95	2 802	51 954	4,58	2 379	48 592	4,90	2 380
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 618	5,92	155	2 483	5,80	144	2 439	6,27	153
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	19 305	6,34	1 224	17 494	5,49	960	15 863	5,34	847
Prêts sur cartes de crédit	4 591	11,20	514	4 244	10,79	458	3 288	10,61	349
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	46 305	4,57	2 118	43 248	3,63	1 570	33 002	4,02	1 326
Total des prêts	129 375	5,27	6 813	119 423	4,61	5 511	103 184	4,90	5 055
Actifs divers ne portant pas intérêt	44 016			46 615			32 793		
Total en dollars canadiens	207 245	3,88	8 031	197 583	3,39	6 698	166 209	3,61	5 995
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	16 378	3,98	652	16 555	3,35	555	17 408	2,27	396
Valeurs mobilières	30 077	3,94	1 184	28 789	2,82	813	26 070	2,75	716
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 259	4,89	306	6 092	4,65	283	5 848	4,55	266
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 708	6,31	171	2 521	5,91	149	2 158	5,65	122
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	9 522	5,90	562	8 679	4,87	423	7 352	4,45	327
Prêts sur cartes de crédit	36	2,78	1	21	4,76	1	24	4,17	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	31 065	6,86	2 132	27 277	4,99	1 362	30 781	3,16	973
Total des prêts	49 590	6,40	3 172	44 590	4,97	2 218	46 163	3,66	1 689
Actifs divers ne portant pas intérêt	5 841			8 985			7 048		
Total en dollars américains et autres devises	101 886	4,92	5 008	98 919	3,63	3 586	96 689	2,90	2 801
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	309 131	4,22	13 039	296 502	3,47	10 284	262 898	3,35	8 796
Passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	2 965	2,83	84	2 753	2,00	55	1 737	1,73	30
Entreprises et administrations publiques	56 168	2,27	1 274	49 975	1,05	524	45 200	0,83	376
Particuliers	58 184	2,27	1 319	57 471	2,07	1 192	56 783	2,18	1 238
Total des dépôts	117 317	2,28	2 677	110 199	1,61	1 771	103 720	1,59	1 644
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	35 090	3,80	1 333	32 434	3,42	1 110	19 599	3,98	780
Passifs divers ne portant pas intérêt	40 900			42 173			30 179		
Total en dollars canadiens	193 307	2,07	4 010	184 806	1,56	2 881	153 498	1,58	2 424
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	23 028	4,48	1 031	21 974	2,93	644	22 539	1,53	345
Entreprises et administrations publiques	39 629	4,03	1 596	36 365	2,71	984	33 353	1,67	556
Particuliers	17 245	2,55	439	18 149	1,68	304	18 328	1,09	199
Total des dépôts	79 902	3,84	3 066	76 488	2,53	1 932	74 220	1,48	1 100
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	18 062	6,05	1 092	16 316	3,46	565	19 042	1,76	335
Passifs divers ne portant pas intérêt	3 582			5 747			3 849		
Total en dollars américains et autres devises	101 546	4,10	4 158	98 551	2,53	2 497	97 111	1,48	1 435
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	294 853	2,77	8 168	283 357	1,90	5 378	250 609	1,54	3 859
Capitaux propres	14 278			13 145			12 289		
Total du passif, des frais d'intérêts et des capitaux propres	309 131	2,64	8 168	296 502	1,81	5 378	262 898	1,47	3 859
Marge nette d'intérêts et revenu net d'intérêts		1,58	4 871		1,65	4 906		1,88	4 937

1) Inclut les titres pris en pension achetés.

Tableau 10 • Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic) (en millions de dollars)

	2006/2005			2005/2004		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	Solde moyen	Taux moyen	Total	Solde moyen	Taux moyen	Total
Pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	30	36	66	6	3	9
Valeurs mobilières	45	(80)	(35)	34	204	238
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	211	212	423	165	(166)	(1)
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	8	3	11	3	(12)	(9)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	99	165	264	87	26	113
Prêts sur cartes de crédit	37	19	56	101	8	109
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	111	437	548	412	(168)	244
Total des prêts	466	836	1 302	768	(312)	456
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	541	792	1 333	808	(105)	703
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	(6)	103	97	(19)	178	159
Valeurs mobilières	36	335	371	75	22	97
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	8	15	23	11	6	17
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	11	11	22	21	6	27
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	41	98	139	59	37	96
Prêts sur cartes de crédit	1	(1)	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	189	581	770	(111)	500	389
Total des prêts	250	704	954	(20)	549	529
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	280	1 142	1 422	36	749	785
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts a)	821	1 934	2 755	844	644	1 488
Passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	4	25	29	18	7	25
Entreprises et administrations publiques	65	685	750	40	108	148
Particuliers	15	112	127	15	(61)	(46)
Total des dépôts	84	822	906	73	54	127
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	91	132	223	511	(181)	330
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	175	954	1 129	584	(127)	457
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	31	356	387	(9)	308	299
Entreprises et administrations publiques	88	524	612	50	378	428
Particuliers	(15)	150	135	(2)	107	105
Total des dépôts	104	1 030	1 134	39	793	832
Passifs divers portant intérêt	60	467	527	(48)	278	230
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	164	1 497	1 661	(9)	1 071	1 062
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts b)	339	2 451	2 790	575	944	1 519
Variation du total du revenu net d'intérêts (a – b)	482	(517)	(35)	269	(300)	(31)

Tableau 11 • Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation 1)	53 922	51 481	47 533	43 533	38 865	6 425	6 274	5 728	5 307	5 469	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	3 631	4 648	3 698	2 963	2 275	–	–	4	4	5	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	20 482	18 683	16 971	15 589	14 950	9 935	9 245	7 914	6 512	6 214	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	78 035	74 812	68 202	62 085	56 090	16 360	15 519	13 646	11 823	11 688	–	–	–	–	–
Entreprises															
Engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension empruntés ou achetés	42 453	37 097	35 300	33 844	34 012	21 024	17 600	15 778	16 719	21 994	2 598	1 988	1 723	1 867	3 035
Titres pris en pension empruntés ou achetés	18 639	16 178	13 233	6 288	8 491	12 790	12 102	9 376	14 710	15 466	–	–	–	–	–
Total des engagements d'entreprises	61 092	53 275	48 533	40 132	42 503	33 814	29 702	25 154	31 429	37 460	2 598	1 988	1 723	1 867	3 035
Solde des prêts et acceptations, déduction faite des réserves spécifiques	139 127	128 087	116 735	102 217	98 593	50 174	45 221	38 800	43 252	49 148	2 598	1 988	1 723	1 867	3 035
Réserve générale	(555)	(590)	(630)	(800)	(800)	(350)	(369)	(380)	(380)	(380)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations	138 572	127 497	116 105	101 417	97 793	49 824	44 852	38 420	42 872	48 768	2 598	1 988	1 723	1 867	3 035

Tableau 12 • Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	110	87	120	137	119	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	42	33	30	39	39	5	5	5	5	10	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	152	120	150	176	158	5	5	5	5	10	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	143	166	183	219	378	202	326	421	766	872	11	18	62	147	150
Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables	295	286	333	395	536	207	331	426	771	882	11	18	62	147	150
Réserve générale	(555)	(590)	(630)	(800)	(800)	(350)	(369)	(380)	(380)	(380)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(260)	(304)	(297)	(405)	(264)	(143)	(38)	46	391	502	11	18	62	147	150
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)	(0,19)	(0,24)	(0,26)	(0,40)	(0,27)	(0,29)	(0,08)	0,12	0,91	1,03	0,42	0,91	3,60	7,87	4,94
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)															
Particuliers	0,19	0,16	0,22	0,28	0,28	0,03	0,03	0,04	0,04	0,09	–	–	–	–	–
Entreprises, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés	0,34	0,45	0,52	0,65	1,11	0,96	1,85	2,67	4,58	3,96	0,42	0,91	3,60	7,87	4,94

1) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (2,9 milliards de dollars en 2006, 3,1 milliards en 2005, 3,2 milliards en 2004, 3,3 milliards en 2003, 3,2 milliards en 2002).

2) Les soldes globaux sont présentés après déduction des réserves spécifiques et de la réserve générale; les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des réserves spécifiques seulement.

3) Comprend le montant des prêts et acceptations classés de nouveau dans la catégorie des prêts productifs, les ventes, les remboursements, l'incidence du taux de change, et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui ne sont pas constatés dans les nouveaux prêts douteux.

4) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan, de 6 millions de dollars en 2003.

n.d. – non disponible, les capitaux propres n'étant pas répartis en fonction des risques-pays.

		Total				
	2006	2005	2004	2003	2002	
	60 347	57 755	53 261	48 840	44 334	
	3 631	4 648	3 702	2 967	2 280	
	30 417	27 928	24 885	22 101	21 164	
	94 395	90 331	81 848	73 908	67 778	

		Total				
	2006	2005	2004	2003	2002	
	66 075	56 685	52 801	52 430	59 041	
	31 429	28 280	22 609	20 998	23 957	
	97 504	84 965	75 410	73 428	82 998	
	191 899	175 296	157 258	147 336	150 776	
	(905)	(959)	(1 010)	(1 180)	(1 180)	
	190 994	174 337	156 248	146 156	149 596	

		Total				
	2006	2005	2004	2003	2002	
	110	87	120	137	119	
	47	38	35	44	49	
	157	125	155	181	168	
	356	510	666	1 132	1 400	
	513	635	821	1 313	1 568	
	(905)	(959)	(1 010)	(1 180)	(1 180)	
	(392)	(324)	(189)	133	388	
	3,81	4,92	7,48	13,91	17,42	
	(0,21)	(0,19)	(0,12)	0,09	0,26	
	0,17	0,14	0,19	0,24	0,25	
	0,54	0,90	1,26	2,16	2,37	

Tableau 13 • Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Solde net des prêts et acceptations par province					
Atlantique	6 069	5 839	5 934	6 097	5 767
Québec	16 459	16 695	15 707	15 163	14 409
Ontario	79 535	72 314	63 509	51 650	51 045
Prairies	19 278	16 829	16 094	13 678	12 772
Colombie-Britannique et territoires	17 786	16 410	15 491	15 629	14 600
Total net des prêts et acceptations au Canada	139 127	128 087	116 735	102 217	98 593
Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité, abstraction faite des titres pris en pension empruntés ou achetés					
Prêts hypothécaires aux entreprises	8 505	8 246	7 954	7 684	7 591
Secteur immobilier commercial	5 830	4 242	3 517	3 294	3 592
Construction (non immobilière)	1 102	936	939	1 009	722
Commerce de détail	3 842	3 494	3 242	3 276	3 039
Commerce de gros	3 025	2 804	2 558	2 735	2 884
Agriculture	3 211	2 842	2 536	2 597	2 693
Communications	1 547	1 179	1 415	1 742	2 724
Secteur manufacturier	7 733	6 977	6 495	7 499	8 467
Mines	510	375	290	430	581
Industries pétrolière et gazière	5 230	2 829	2 863	1 913	3 611
Transport	1 322	932	951	1 143	1 303
Services publics	985	916	771	937	1 418
Produits forestiers	692	644	544	698	981
Services	6 904	7 043	6 451	6 225	6 680
Institutions financières	9 595	6 348	5 875	6 252	8 779
Autres	6 042	6 878	6 400	4 996	3 976
	66 075	56 685	52 801	52 430	59 041

Tableau 14 • Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises					
Prêts hypothécaires aux entreprises	31	36	32	46	25
Secteur immobilier commercial	8	22	36	17	16
Construction (non immobilière)	7	7	17	27	3
Commerce de détail	21	39	37	10	51
Commerce de gros	18	24	19	104	77
Agriculture	22	15	18	17	24
Communications	88	116	149	202	429
Secteur manufacturier	98	117	123	228	273
Mines	–	–	–	63	9
Industries pétrolière et gazière	1	1	–	–	71
Transport	8	18	28	29	130
Services publics	–	24	75	252	162
Produits forestiers	4	5	5	32	23
Services	36	54	68	71	63
Institutions financières	4	11	23	34	14
Autres	10	21	36	–	30
	356	510	666	1 132	1 400

Tableau 15 • Modifications du solde des prêts douteux et des réserves pour créances irrécouvrables (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice	804	1 119	1 918	2 337	2 014
Augmentation des prêts et acceptations douteux	420	423	607	1 303	1 945
Réduction des prêts et acceptations douteux 3)	(220)	(319)	(936)	(1 156)	(738)
Radiations	(338)	(419)	(470)	(566)	(884)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice	666	804	1 119	1 918	2 337
Réserves pour créances irrécouvrables (RCI), au début de l'exercice	1 128	1 308	1 785	1 949	1 949
Augmentation des réserves spécifiques	322	290	163	402	884
Augmentation (diminution) de la réserve générale	(54)	(51)	(170)	–	–
Radiations	(338)	(419)	(470)	(566)	(884)
Réserves pour créances irrécouvrables 4), à la fin de l'exercice	1 058	1 128	1 308	1 785	1 949

Tableau 16 • Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI), au début de l'exercice	687	762	1 013	1 200	1 266	435	514	661	700	646	6	32	117	49	37
Provision pour créances irrécouvrables	181	192	(1)	211	561	(3)	14	(46)	211	255	(2)	(27)	(56)	33	4
Virements de réserves	–	–	–	(70)	(231)	–	–	–	5	225	–	–	–	65	6
Recouvrements	47	37	35	28	28	65	30	94	60	39	–	–	2	–	1
Radiations	(263)	(303)	(283)	(341)	(419)	(75)	(116)	(157)	(211)	(465)	–	–	(30)	(14)	–
Divers, y compris les écarts de change	(1)	(1)	(2)	(15)	(5)	(19)	(7)	(38)	(104)	–	–	1	(1)	(16)	1
Réserve pour créances irrécouvrables, à la fin de l'exercice	651	687	762	1 013	1 200	403	435	514	661	700	4	6	32	117	49
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(229)	(219)	(185)	(155)	(153)	(38)	(27)	(21)	(23)	(23)	–	–	–	–	–
Entreprises	(34)	(84)	(98)	(186)	(266)	(37)	(89)	(136)	(188)	(442)	–	–	(30)	(14)	–
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	39	33	29	26	22	21	16	12	10	8	–	–	–	–	–
Entreprises	8	4	6	2	6	44	14	82	50	31	–	–	2	–	1
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 17 • Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	5	5	5	5	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1	1	2	2	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	6	6	7	7	9	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	90	91	125	200	391	53	66	134	281	320	4	6	32	117	49
Instruments hors bilan	–	–	–	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des réserves spécifiques	96	97	132	213	400	53	66	134	281	320	4	6	32	117	49
Réserve générale	555	590	630	800	800	350	369	380	380	380	–	–	–	–	–
Réserve pour créances irrécouvrables	651	687	762	1 013	1 200	403	435	514	661	700	4	6	32	117	49
Ratios de couverture															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	166,5	179,4	163,9	167,3	128,2	155,0	109,6	91,8	62,8	58,2	26,7	25,0	34,0	44,3	24,6
Particuliers	3,8	4,8	4,5	3,8	5,4	–	–	–	–	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises	38,6	35,4	40,6	47,7	50,8	20,8	35,4	24,1	26,8	26,7	26,7	25,0	34,0	44,3	24,6

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 18 • Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					Pour l'exercice terminé le 31 octobre					
2006	2005	2004	2003	2002	2006	2005	2004	2003	2002	
1 128	1 308	1 791	1 949	1 949	7	3	3	8	7	
176	179	(103)	455	820	132	141	106	78	58	
(338)	(419)	(470)	(566)	(884)	67	53	60	55	79	
(20)	(7)	(41)	(135)	(4)	206	197	169	141	144	
1 058	1 128	1 308	1 791	1 949	Engagements d'entreprises 1)					
(267)	(246)	(206)	(178)	(176)	Prêts hypothécaires aux entreprises	–	4	2	1	6
(71)	(173)	(264)	(388)	(708)	Secteur immobilier commercial	(2)	2	6	(16)	(2)
60	49	41	36	30	Construction (non immobilière)	(2)	9	9	1	(23)
52	18	90	52	38	Commerce de détail	(5)	15	2	(7)	29
0,1	0,2	0,2	0,3	0,6	Commerce de gros	4	13	9	(1)	19
					Agriculture	2	4	20	5	2
					Communications	(6)	(34)	(12)	7	399
					Secteur manufacturier	20	23	(37)	116	94
					Mines	–	–	(1)	10	–
					Industries pétrolière et gazière	–	–	(4)	(18)	22
					Transport	7	13	(17)	29	17
					Services publics	(19)	(26)	(87)	69	69
					Produits forestiers	(1)	–	(7)	37	4
					Services	2	5	13	58	19
					Institutions financières	(1)	(1)	13	2	23
					Autres	6	(5)	(11)	21	(2)
						5	22	(102)	314	676
					Total des provisions spécifiques	211	219	67	455	820
					Changement à la réserve générale	(35)	(40)	(170)	–	–
					Provision totale pour créances irrécouvrables	176	179	(103)	455	820

1) Aucune provision pour créances irrécouvrables n'a été établie à l'égard des titres pris en pension, empruntés ou achetés.

Total				
2006	2005	2004	2003	2002
5	5	5	5	5
1	1	2	2	4
6	6	7	7	9
147	163	291	598	760
–	–	–	6	–
153	169	298	611	769
905	959	1 010	1 180	1 180
1 058	1 128	1 308	1 791	1 949
158,8	140,2	116,9	93,1	83,4
3,7	4,6	4,3	3,7	5,1
29,2	24,2	30,4	34,6	35,2

Tableau 19 • Réserve spécifique pour créances irrécouvrables – Information sectorielle

(en millions de dollars)

Au 31 octobre				
2006	2005	2004	2003	2002
Réserve spécifique à l'égard des engagements d'entreprises par secteur d'activité				
Prêts hypothécaires aux entreprises	–	–	–	–
Secteur immobilier commercial	7	6	4	3
Construction (non immobilière)	3	4	20	2
Commerce de détail	9	18	7	8
Commerce de gros	21	20	14	40
Agriculture	9	13	12	7
Communications	1	2	46	85
Secteur manufacturier	57	53	79	158
Mines	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	–	1	–	2
Transport	11	3	6	36
Services publics	–	–	46	141
Produits forestiers	2	2	8	34
Services	19	26	23	49
Institutions financières	1	7	10	21
Autres	7	8	16	12
Total de la réserve spécifique pour créances irrécouvrables à l'égard des engagements d'entreprises	147	163	291	598

Tableau 20 • Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2006	2005	2004	2003	2002
Capital de première catégorie					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 465	13 246	12 120	11 036	10 377
Actions privilégiées à dividende non cumulatif 1)	1 046	1 046	1 046	1 446	1 517
Instruments de capital novateurs (BOaTS) inclus dans le capital de première catégorie 1)	2 192	2 192	1 745	1 150	1 150
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	36	37	44	39	32
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires 2)	(1 098)	(1 091)	(1 507)	(1 334)	(1 547)
Total du capital de première catégorie	16 641	15 430	13 448	12 337	11 529
Capital de deuxième catégorie					
Actions privilégiées d'une filiale 3)	273	287	296	320	377
Dette subordonnée	2 306	2 130	1 783	1 981	3 171
Réserve générale pour créances irrécouvrables 4)	905	958	1 010	1 130	1 147
Total du capital de deuxième catégorie	3 484	3 375	3 089	3 431	4 695
Protection de premier niveau	(44)	(123)	(128)	(149)	(192)
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	(937)	(963)	(901)	–	–
Capital total	19 144	17 719	15 508	15 619	16 032
Actif pondéré en fonction des risques	162 794	149 855	136 661	129 163	131 078
Ratios du capital (%)					
Ratio du capital de première catégorie	10,22	10,30	9,84	9,55	8,80
Ratio du capital total	11,76	11,82	11,35	12,09	12,23
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,93	10,01	9,47	9,17	8,32
Ratio du capital total, selon les normes américaines	11,85	12,02	11,48	11,60	11,60
Ratio de l'actif au capital	16,1	16,3	16,8	16,4	15,8
Ratio des capitaux propres à l'actif (%)	4,7	4,7	4,9	4,5	4,4

1) Les actions privilégiées à dividende non cumulatif et les instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie comprennent des montants qui ont été reclassés dans le passif, au bilan consolidé, mais qui sont admissibles dans le calcul du capital à des fins réglementaires.

2) Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant de 5 % le montant brut du capital de première catégorie sont retranchés du capital de première catégorie, conformément aux lignes directrices du BSIF.

3) Reflète le classement des actions privilégiées existantes d'une filiale dans le capital de deuxième catégorie.

4) Le BSIF permet l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou 0,875 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

Tableau 21 • Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2006			2005	
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan					
Encaisse	19 608	19 608	0–20	3 747	3 945
Valeurs mobilières	67 411	67 411	0–100	4 324	4 237
Prêts hypothécaires	68 829	68 829	0–100	25 625	22 997
Autres prêts et acceptations	122 165	122 165	0–100	84 299	76 368
Autres actifs	41 965	41 965	0–100	6 986	6 742
Total des éléments inscrits au bilan	319 978	319 978		124 981	114 289
Éléments hors bilan					
Cautionnements bancaires et lettres de crédit de soutien	11 007	9 173	0–100	7 542	8 695
Prêts de titres	690	106	0–100	21	51
Crédits documentaires	1 621	324	0–100	207	87
Crédits fermes					
Terme initial de un an ou moins	79 560	–	–	–	–
Terme initial supérieur à un an	28 104	14 052	0–100	13 543	11 909
Instruments financiers dérivés	2 979 687	26 341	0–50	7 542	8 666
Total des éléments hors bilan	3 100 669	49 996		28 855	29 408
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				153 836	143 697
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				8 958	6 158
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				162 794	149 855
Total de l'actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				167 028	153 259

Tableau 22 • Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2006		2005		2004	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	7 934	2,18	7 933	1,14	7 717	0,69
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	12 189	–	10 861	–	10 000	–
Payables sur avis	35 678	1,91	37 287	1,39	36 187	1,26
Payables à date fixe	74 649	3,17	68 019	2,33	64 413	2,07
Total des dépôts domiciliés au Canada	130 450	2,47	124 100	1,77	118 317	1,56
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	8 644	2,98	9 930	1,56	10 174	0,75
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	34 206	3,64	31 051	2,21	29 372	1,40
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	23 919	4,26	21 607	3,08	20 077	2,05
Total des dépôts moyens	197 219	2,91	186 688	1,98	177 940	1,54

Au 31 octobre 2006, 2005 et 2004, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 9 320 millions, 9 515 millions et 9 838 millions de dollars respectivement; le total des dépôts payables sur avis comprenait 18 947 millions, 18 766 millions et 19 225 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme dépôts à vue selon les

normes de présentation des États-Unis; le total des dépôts payables à date fixe comprenait 24 513 millions, 21 477 millions et 19 542 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Tableau 23 • Gains (pertes) non matérialisés sur titres de placement (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Valeur comptable	Juste valeur	Gains (pertes) non matérialisés 1)				
			2006	2005	2004	2003	2002
Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières							
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	592	592	–	–	–	1	(2)
Titres émis par les administrations publiques américaines	9 708	9 679	(29)	(23)	–	134	249
Titres adossés à des créances immobilières	465	455	(10)	(7)	4	15	29
Titres de créance d'entreprises	2 485	2 488	3	6	21	89	62
Actions d'entreprises	2 224	2 314	90	20	60	71	(19)
Titres émis par d'autres administrations publiques	106	107	1	1	1	2	2
Total des titres de placement	15 580	15 635	55	(3)	86	312	321

1) Les gains (pertes) non matérialisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou sur contrats de couverture.

Tableau 24 • Obligations contractuelles (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2006	Moins de un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dettes subordonnées	336	140	–	2 250	–	2 726
Contrats de location-exploitation	192	311	219	624	–	1 346
Dépôts 1)	98 660	19 262	6 954	2 178	76 794	203 848
Titres d'une fiducie de capital 2)	–	–	750	1 450	–	2 200
Obligations d'achat 3)	190	378	373	586	–	1 527
Total	99 378	20 091	8 296	7 088	76 794	211 647

- 1) Inclut des dépôts à échéance fixe pour un total de 19,8 milliards de dollars, qui sont remboursables au gré des clients à certaines conditions.
- 2) Représente des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.
- 3) BMO a conclu trois contrats d'impartition d'importance majeure. En 2006, BMO a conclu un contrat de six ans avec un fournisseur externe pour des services de maintenance et de développement des systèmes d'applications. En 2003, BMO a conclu un contrat de dix ans avec un fournisseur externe

pour des services de traitement transactionnel en matière de gestion des ressources humaines. En 2000, BMO a conclu un contrat de cinq ans, comportant deux options de renouvellement de cinq ans, avec un fournisseur externe pour la gestion de notre système de traitement de chèques et de règlement des factures, y compris l'impression des relevés et des rapports connexes. Tous les contrats d'impartition peuvent être résiliés avec préavis.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, du Rapport de gestion ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque de Montréal, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que donne l'organisme qui régit nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Le Rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans le Rapport de gestion comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Le Rapport de gestion comprend également des renseignements concernant l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité de l'information financière et de la rapidité de sa publication, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôles et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre système de contrôles internes comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la transmission de l'information pertinente aux échelons supérieurs pour la prise des décisions relatives à la communication de l'information au public, la sélection minutieuse

du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application des conventions comptables. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

Au 31 octobre 2006, nous avons déterminé, à titre de chef de la direction et de chef des finances et des affaires administratives de la Banque de Montréal, que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque est efficace. Nous certifions le dépôt des documents d'information annuels de la Banque de Montréal auprès des ACVM et de la SEC conformément, au Canada, au Règlement n° 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et, aux États-Unis, à la *Securities Exchange Act of 1934*.

Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés et sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Banque, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôles internes et exécutent leurs travaux dans la mesure qu'ils jugent appropriée.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, de son Comité de révision et de son Comité d'évaluation des risques, procède à l'examen et à l'approbation de l'information financière contenue dans le Rapport annuel, et notamment dans le Rapport de gestion. Le Conseil d'administration et ses comités compétents exercent également un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Le Comité de vérification, qui est formé uniquement d'administrateurs indépendants, est également responsable de la sélection des vérificateurs nommés par les actionnaires et de l'examen des compétences, de l'indépendance et de la performance de ces vérificateurs et de la vérification interne. Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration, à son Comité de vérification et aux autres comités pertinents pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président et chef de la direction,



F. Anthony Comper

La chef des finances et des affaires administratives,



Karen E. Maidment

Canada

Le 28 novembre 2006

Rapports des vérificateurs aux actionnaires

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Banque de Montréal au 31 octobre 2006 et 2005 ainsi que les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2006. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons également effectué notre vérification conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis

dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Montréal au 31 octobre 2006 et 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2006, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG s.r.l./SENCRL.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 28 novembre 2006

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis)

Nous avons vérifié l'appréciation qui a été faite par la direction et qui est présentée à la page 65 du Rapport de gestion, selon laquelle la Banque de Montréal (la « Banque ») maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). La direction de la Banque est tenue de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et elle assume la responsabilité de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité de ce contrôle interne. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'appréciation faite par la direction ainsi qu'une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière, en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière a fait l'objet d'un contrôle interne efficace à tous les égards importants. Notre vérification comprenait l'obtention et la compréhension des données relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation de l'appréciation faite par la direction, la vérification par sondages et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne et l'exécution de toutes les autres procédures que nous jugeons nécessaires dans les circonstances. Nous croyons que notre vérification fournit un fondement raisonnable à notre opinion.

Le contrôle interne exercé par une entreprise à l'égard de son information financière est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers, aux fins de la publication de l'information financière, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ont fait l'objet d'un rapprochement avec les principes comptables généralement reconnus des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entreprise comprend des normes et méthodes qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entreprise, 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit

pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entreprise ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de l'entreprise, 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de l'entreprise qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

À notre avis, l'appréciation faite par la direction, selon laquelle la Banque maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006, est juste à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO. Nous sommes également d'avis que la Banque maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis), le bilan consolidé de la Banque au 31 octobre 2006 ainsi que les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, et notre rapport daté du 28 novembre 2006 exprimait une opinion sans réserve sur ces états financiers consolidés.

KPMG s.r.l./SENCRL.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Toronto, Canada
Le 28 novembre 2006

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2006	2005
		Données retraitées (voir les notes 3 et 21)
Actif		
Encaisse (notes 2 et 27)	19 608 \$	20 721 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 27)		
Titres de placement (juste valeur de 15 635 \$ en 2006 et de 12 933 \$ en 2005)	15 580	12 936
Titres de négociation	51 820	44 087
Titres de substituts de prêts	11	11
	67 411	57 034
Prêts (notes 4 et 7)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 321	60 871
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	30 418	27 929
Prêts sur cartes de crédit	3 631	4 648
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	56 030	47 803
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	31 429	28 280
	184 829	169 531
Engagements de clients aux termes d'acceptations (note 4)	7 223	5 934
Réserve pour créances irrécouvrables (note 4)	(1 058)	(1 128)
	190 994	174 337
Autres actifs (note 27)		
Instruments financiers dérivés (note 9)	30 411	31 517
Bureaux et matériel (note 10)	2 047	1 847
Écarts d'acquisition (note 13)	1 098	1 091
Actifs incorporels (note 13)	152	196
Actifs divers (note 14)	8 257	7 119
	41 965	41 770
Total de l'actif	319 978 \$	293 862 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 15)		
Banques	26 632 \$	25 473 \$
Entreprises et administrations publiques	100 848	92 437
Particuliers	76 368	75 883
	203 848	193 793
Autres passifs		
Instruments financiers dérivés (note 9)	31 446	28 868
Acceptations (note 16)	7 223	5 934
Titres vendus à découvert (note 16)	15 398	16 142
Titres mis en pension, prêtés ou vendus (note 16)	31 918	22 657
Passifs divers (note 16)	10 758	8 557
	96 743	82 158
Dettes subordonnées (note 17)	2 726	2 469
Actions privilégiées (note 20)	450	450
Titres d'une fiducie de capital (note 18)	1 150	1 150
Capitaux propres		
Capital-actions (note 20)	4 827	4 618
Surplus d'apport (note 21)	49	35
Perte de change non matérialisée nette	(789)	(612)
Bénéfices non répartis	10 974	9 801
	15 061	13 842
Total du passif et des capitaux propres	319 978 \$	293 862 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le président et chef de la direction,



F. Anthony Comper

Le président du Comité de vérification,



Philip S. Orsino

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006	2005	2004
			Données retraitées (voir les notes 20 et 21)
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	9 985 \$	7 728 \$	6 743 \$
Valeurs mobilières (note 3)	2 158	1 830	1 476
Dépôts à d'autres banques	769	606	438
	12 912	10 164	8 657
Frais d'intérêts			
Dépôts	5 743	3 703	2 744
Dettes subordonnées	169	202	193
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital (notes 18 et 20)	99	97	124
Autres passifs	2 157	1 375	798
	8 168	5 377	3 859
Revenu net d'intérêts	4 744	4 787	4 798
Provision pour créances irrécouvrables (note 4)	176	179	(103)
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	4 568	4 608	4 901
Revenu autre que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	1 051	1 092	1 055
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	729	734	746
Revenus de négociation	633	413	200
Commissions sur prêts	337	313	317
Frais de services de cartes	396	334	261
Gestion de placements et garde de titres	298	305	307
Revenus tirés de fonds d'investissement	499	437	378
Revenus de titrisation (note 7)	100	113	177
Commissions de prise ferme et de consultation	407	357	343
Gains sur titres de placement (note 3)	145	165	175
Revenus de change autres que de négociation	187	180	177
Revenus d'assurance	204	162	139
Autres	255	447	276
	5 241	5 052	4 551
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	9 809	9 660	9 452
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel (notes 21 et 22)	3 824	3 751	3 644
Bureaux et matériel (note 10)	1 211	1 264	1 252
Amortissement des actifs incorporels (note 13)	44	94	104
Déplacements et expansion des affaires	253	247	239
Communications	131	122	138
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	94	107	99
Honoraires	287	243	262
Autres	509	504	431
Total des frais autres que d'intérêts	6 353	6 332	6 169
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	3 456	3 328	3 283
Impôts sur les bénéfices (note 23)	717	874	971
	2 739	2 454	2 312
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (notes 16 et 18)	76	58	17
Revenu net	2 663 \$	2 396 \$	2 295 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 20)	30 \$	30 \$	31 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 633 \$	2 366 \$	2 264 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	501 257	500 060	501 656
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	511 173	510 845	515 045
Résultat par action (en dollars canadiens) (note 24)			
De base	5,25 \$	4,73 \$	4,51 \$
Dilué	5,15	4,63	4,40
Dividendes déclarés par action ordinaire	2,26	1,85	1,59

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006	2005	2004
Actions privilégiées (note 20)			Données retraitées (voir les notes 20 et 21)
Solde au début de l'exercice	596 \$	596 \$	1 446 \$
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives au passif et aux capitaux propres (note 20)	–	–	(850)
Solde à la fin de l'exercice	596	596	596
	Nombre d'actions		
	2006	2005	2004
Actions ordinaires (note 20)			
Solde au début de l'exercice	500 219 068	500 896 857	499 632 368
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (note 20)	1 378 328	1 258 463	1 120 931
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions (note 21)	5 014 557	4 736 826	6 239 301
Actions émises en échange d'actions d'une filiale (note 20)	33 526	284 722	124 757
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 20)	(5 919 400)	(6 957 800)	(6 220 500)
Solde à la fin de l'exercice	500 726 079	500 219 068	500 896 857
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	35	22	3
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives à la rémunération à base d'actions (note 21)	–	–	7
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 21)	14	13	12
Gain sur les actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 1)	–	–	15
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 20)	–	–	(15)
Solde à la fin de l'exercice	49	35	22
Perte de change non matérialisée nette			
Solde au début de l'exercice	(612)	(497)	(195)
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(472)	(311)	(758)
Gain sur des opérations de couverture	451	297	710
Impôts sur les bénéfices	(156)	(101)	(254)
Solde à la fin de l'exercice	(789)	(612)	(497)
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	9 801	8 738	7 566
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 8)	–	(42)	–
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives à la rémunération à base d'actions, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 21)	–	–	(24)
Revenu net	2 663	2 396	2 295
Dividendes – Actions privilégiées (note 20)	(30)	(30)	(31)
– Actions ordinaires (note 20)	(1 133)	(925)	(797)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 20)	(327)	(336)	(271)
Solde à la fin de l'exercice	10 974	9 801	8 738
Total des capitaux propres	15 061 \$	13 842 \$	12 716 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
			Données retraitées (voir les notes 3, 20 et 21)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	2 663 \$	2 396 \$	2 295 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dévaluation des titres de placement	9	11	63
Gain net sur titres de placement	(154)	(176)	(238)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(8 565)	(9 848)	(619)
Provision pour créances irrécouvrables	176	179	(103)
Gain à la vente de prêts titrisés	(69)	(82)	(127)
Variation des instruments financiers dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	31	(6 567)	(3 606)
– Augmentation des passifs dérivés	3 700	5 520	2 879
Amortissement des bureaux et du matériel	360	377	365
Amortissement des actifs incorporels	44	94	104
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	(153)	91	161
Augmentation (diminution) nette des impôts exigibles	144	(367)	(1 093)
Variation des intérêts courus – (Augmentation) des intérêts à recevoir	(468)	(255)	(55)
– Augmentation des intérêts à payer	303	162	13
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 595	1 423	601
Gain à la vente de Harrisdirect LLC (note 12)	–	(49)	–
Gain à la vente de terrains et d'immeubles (note 10)	–	(29)	–
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	616	(7 120)	640
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation nette des dépôts	13 108	20 643	6 974
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(708)	5 701	2 253
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	9 987	1 737	(1 810)
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(94)	(195)	555
Produit de l'émission de titres d'une filiale	–	447	595
Remboursement de la dette subordonnée (note 17)	(425)	(899)	(400)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 17)	700	1 000	–
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif	–	–	(400)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	258	217	240
Produit de la vente d'actions de trésorerie	–	–	149
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 20)	(376)	(390)	(333)
Dividendes versés	(1 163)	(955)	(829)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	21 287	27 306	6 994
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	901	(3 901)	1 449
Achat de titres de placement	(20 433)	(14 827)	(24 773)
Échéances des titres de placement	9 494	8 402	12 699
Produit de la vente de titres de placement	7 920	8 294	16 334
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	(20 184)	(16 191)	(11 324)
Produit de la titrisation de prêts	4 994	3 130	1 382
(Augmentation) nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	(3 723)	(5 900)	(2 347)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles (note 10)	–	347	–
Bureaux et matériel – Achats nets	(583)	(487)	(365)
Acquisitions (note 11)	(76)	(194)	(385)
Produit de la vente de Harrisdirect LLC (note 12)	–	827	–
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(21 690)	(20 500)	(7 330)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(167)	120	(213)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	46	(194)	91
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	2 412	2 606	2 515
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	2 458 \$	2 412 \$	2 606 \$
Composition			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 154 \$	1 309 \$	1 558 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 304	1 103	1 048
	2 458 \$	2 412 \$	2 606 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	7 873 \$	5 222 \$	3 852 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	630 \$	1 065 \$	1 947 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 1 • Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux que nous obtiendrions selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 29. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences applicables en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis, excepté que nous ne présentons pas l'information relative aux écarts entre les PCGR du Canada et des États-Unis décrits à la note 29.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces investissements sont comptabilisés au prix coûtant et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont inclus dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est incluse dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables que nous consolidons lorsque nous sommes réputés principal bénéficiaire. Ces entités font l'objet d'une description détaillée à la note 8.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non matérialisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur les bénéfices applicables, sont inclus dans les capitaux propres à titre de perte de change non matérialisée nette. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction, auparavant inclus dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets, sont constatés dans le revenu autre que d'intérêts à titre de gains sur titres de placement. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés résultant de la conversion des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation inscrits à notre état consolidé des résultats.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état de nos principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique :

Note	Sujet	Page	Note	Sujet	Page
1	Normes de présentation	96	17	Dettes subordonnées	115
2	Encaisse	97	18	Titres d'une fiducie de capital	116
3	Valeurs mobilières	97	19	Risque de taux d'intérêt	116
4	Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et réserve pour créances irrécouvrables	100	20	Capital-actions	118
5	Autres instruments de crédit	102	21	Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions	119
6	Garanties	102	22	Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	121
7	Titrisation d'actifs	103	23	Impôts sur les bénéfices	124
8	Entités à détenteurs de droits variables	105	24	Résultat par action	125
9	Instruments financiers dérivés	106	25	Segmentation opérationnelle et géographique	126
10	Bureaux et matériel	111	26	Opérations entre apparentés	128
11	Acquisitions	112	27	Passif éventuel	128
12	Vente de Harrisdirect LLC	112	28	Juste valeur des instruments financiers	129
13	Écarts d'acquisition et actifs incorporels	113	29	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	130
14	Actifs divers	113			
15	Dépôts	114			
16	Passifs divers	114			

Modifications des conventions comptables

Les modifications des conventions comptables qui découlent de changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice à l'étude sont présentées à la note 3 (comptabilisation à la date de règlement), à la note 8 (entités à détenteurs de droits variables), ainsi qu'à la note 21 (rémunération à base d'actions). Les modifications des conventions comptables qui découlent de changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice 2005 sont présentées à la note 3 (investissements des banques d'affaires), à la note 8 (entités à détenteurs de droits variables), ainsi qu'aux notes 18 et 20 (passif et capitaux propres). Les modifications aux conventions comptables selon les PCGR des États-Unis sont décrites à la note 29. Les modifications apportées à nos conventions comptables au cours de l'exercice 2004 sont les suivantes :

Sources des PCGR

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté de nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), lesquelles fournissent des lignes directrices sur les sources à consulter lorsqu'il s'agit de choisir des conventions comptables pour des questions qui ne sont pas traitées expressément dans les normes comptables canadiennes. Pour donner suite à l'adoption de ces nouvelles règles, nous avons apporté les modifications suivantes à nos conventions comptables en date du 1^{er} novembre 2003 :

a) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Nous constatons les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu au moment du remboursement ou de la renégociation des prêts en question, aux taux du marché. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à courtir moyen des prêts hypothécaires visés. En conformité avec la nouvelle règle, nous avons comptabilisé dans le revenu un rajustement initial relatif au solde des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, en date du 1^{er} novembre 2003, de 42 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices.

b) Actions de trésorerie

Les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres, et tout gain qui en découle est inclus dans le surplus d'apport. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur de marché dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation.

c) Frais de développement de logiciels

Les frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels, soit sur une durée maximale de cinq ans. Avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels.

d) Actions privilégiées

Nous ne modifions plus le taux auquel nos actions privilégiées en dollars américains sont converties en dollars canadiens. Avant le 1^{er} novembre 2003, nous ajustions la valeur comptable de ces actions dans les capitaux propres pour tenir compte des fluctuations du taux de change.

Le tableau ci-dessous indique l'incidence de ces modifications des conventions comptables sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice 2004 par rapport aux conventions suivies en 2003 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004

Augmentation (diminution) du revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions – Prêts a)	48 \$
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation b)	(26)
Frais autres que d'intérêts – Rémunération du personnel c)	51
Frais autres que d'intérêts – Bureaux et matériel c)	(4)
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de change autres que de négociation d)	3
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	72
Impôts sur les bénéfices	(25)
Revenu net	47 \$
Résultat par action (en dollars canadiens)	
De base	0,09 \$
Dilué	0,09

Modifications futures des conventions comptables

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et les autres éléments du résultat étendu. Lorsque nous adopterons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous présenterons une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. Cette nouvelle section fera état des gains et des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché des titres de placement et des couvertures de flux de trésorerie, ainsi que de la perte de change non matérialisée nette qui est actuellement

incluse dans les capitaux propres. La modification future de la convention comptable en ce qui concerne les titres de placement et les instruments dérivés est décrite respectivement aux notes 3 et 9. Il n'y aura aucune modification de la convention comptable en ce qui concerne les gains ou les pertes de change non matérialisés inclus dans les capitaux propres.

L'incidence de la réévaluation de nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, suivant le cas. Nous déterminons actuellement l'incidence qu'aurait ces modifications de la convention comptable sur nos états financiers consolidés une fois adoptées, en nous fondant sur les dispositions transitoires publiées récemment. L'incidence de la réévaluation de nos titres de placement à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, tel qu'il est décrit à la note 3. Les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement les justes valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent les moins-values durables (note 3), la réserve pour créances irrécouvrables (note 4), la comptabilisation des opérations de titrisation (note 7), les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur (note 9), les écarts d'acquisition (note 13), les programmes de fidélisation de la clientèle (note 16), les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (note 22), les impôts sur les bénéfices (note 23) et le passif éventuel (note 27). Si les résultats réels diffèrent de ces estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

Note 2 • Encaisse

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 154 \$	1 309 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	17 150	18 309
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 304	1 103
Total	19 608 \$	20 721 \$

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits

au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit, montant net

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et les autres effets en transit entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant.

Restrictions visant l'encaisse

Certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 333 millions de dollars au 31 octobre 2006 (449 millions en 2005).

Note 3 • Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en quatre catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les quatre catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

Les titres de placement comprennent des titres de participation et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Sauf dans le cas des investissements de banques d'affaires, les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti, déduction faite des moins-values. Les gains et les pertes sur cession sont calculés d'après la valeur comptable des titres vendus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance et les dividendes reçus sur les titres de participation sont constatés dans notre état consolidé des résultats sous revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions.

Les investissements des banques d'affaires sont des titres détenus par nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Ces filiales comptabilisent leurs investissements à leur juste valeur, les changements de la juste valeur étant comptabilisés, à mesure qu'ils se produisent, dans les gains sur titres de placement figurant dans notre état consolidé des résultats.

Les investissements des banques d'affaires sont classés dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé.

Les titres de négociation sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits à leur juste valeur et les redressements de la valeur de marché ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats.

Les titres de substituts de prêts sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à notre convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Tests de dépréciation

Nous soumettons les titres de placement à des tests à la fin de chaque trimestre afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si sa juste valeur devient inférieure à sa valeur comptable et si la moins-value est considérée comme durable.

Pour déterminer si une moins-value est temporaire, nous tenons compte de plusieurs facteurs, notamment le laps de temps pendant lequel la juste valeur a été inférieure à la valeur comptable et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court

terme le concernant, ainsi que notre capacité et notre intention de conserver le placement assez longtemps pour que nous puissions observer la remontée prévue de la valeur de marché. Si la moins-value est considérée comme durable, une dévaluation est comptabilisée dans les gains sur titres de placement figurant dans notre état consolidé des résultats.

Au 31 octobre 2006, la valeur comptable totale de nos placements dont la juste valeur était inférieure à la valeur comptable s'élevait à 6 424 millions de dollars (7 903 millions en 2005), l'écart étant de 57 millions de dollars (55 millions en 2005). La plus grande partie des pertes non matérialisées sur titres de créance résulte de hausses des taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité des émetteurs. La direction a établi que les pertes non matérialisées sont de nature temporaire.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenions n'excédait, au 31 octobre 2006 ou au 31 octobre 2005, 10 % de nos capitaux propres.

Les actions d'entreprises comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle. La valeur de ces investissements s'établit à 937 millions et à 966 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement.

Juste valeur

Pour les titres négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Dans le cas des titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'estimation pour déterminer la juste valeur. Ces méthodes d'estimation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie et l'application de modèles internes qui utilisent les données observables du marché ou les cours d'autres titres essentiellement semblables.

Modifications des conventions comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons modifié notre convention comptable relative à la comptabilisation des opérations sur titres dans notre bilan consolidé. Nous comptabilisons maintenant les opérations sur titres à la date de règlement. Auparavant, nous comptabilisons ces opérations à la date à laquelle la transaction avait été conclue. Nous avons retraité les états financiers des exercices précédents pour tenir compte de cette modification. L'incidence de cette modification sur notre bilan consolidé a été une baisse des valeurs mobilières, au poste titres de négociation, de 1 896 millions de dollars, une baisse des actifs divers de 6 618 millions de dollars et une baisse des passifs divers de 8 514 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, ainsi qu'une baisse des valeurs mobilières, au poste titres de négociation, de 222 millions de dollars, une baisse des actifs divers de 3 423 millions de dollars et une baisse des passifs divers de 3 645 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005.

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA applicables à nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, ces filiales doivent comptabiliser leurs investissements à leur juste valeur et comptabiliser les changements de la juste valeur dans le revenu net. Auparavant, elles comptabilisaient leurs investissements au prix coûtant. L'incidence sur notre état consolidé des résultats, y compris le rajustement initial à la juste valeur le 1^{er} novembre 2004, a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste gains sur titres de placement, de 50 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 18 millions et une augmentation du revenu net de 32 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. L'incidence sur notre bilan consolidé a été une augmentation des titres de placement de 50 millions de dollars au 31 octobre 2005.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à courir					2006		2005 ¹⁾					
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Valeur comptable totale		Valeur comptable totale					
Titres de placement	Rendement %		Rendement %		Rendement %		Rendement %						
Titres émis ou garantis par :													
l'administration fédérale canadienne	348 \$	4,36	240 \$	4,22	– \$	–	1 \$	4,12	589 \$	4,30	19 \$		
les provinces et municipalités canadiennes	2	4,23	–	–	–	–	1	4,64	3	4,37	3		
l'administration fédérale américaine	1 307	4,14	478	4,64	113	4,77	–	–	1 898	4,30	1 465		
les municipalités, agences et États américains	4 248	3,59	1 623	3,72	735	2,84	142	5,76	1 062	4,78	6 043		
les autres administrations publiques	9	3,81	93	4,06	3	4,58	1	4,24	–	–	123		
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés	4	5,72	10	4,04	152	3,93	45	3,66	254	4,94	465	4,47	
Obligations d'entreprises	523	3,52	849	3,96	763	2,83	259	2,50	91	0,10	2 485	3,23	
Actions d'entreprises	165	4,32	118	5,23	154	5,59	1 022	0,55	765	2,16	2 224	1,98	
Total des titres de placement	6 606	3,75	3 411	4,01	1 920	3,26	1 469	1,50	2 174	3,68	15 580	3,52	12 936
Titres de négociation													
Titres émis ou garantis par :													
l'administration fédérale canadienne	1 088		1 707		1 032		800		869		5 496		9 579
les provinces et municipalités canadiennes	399		408		229		685		1 130		2 851		2 553
l'administration fédérale américaine	133		665		99		852		296		2 045		1 076
les municipalités, agences et États américains	–		–		–		–		135		135		152
les autres administrations publiques	–		38		–		668		11		717		23
Obligations d'entreprises	3 998		2 643		1 731		4 032		9 184		21 588		14 370
Actions d'entreprises	–		–		–		26		18 962		18 988		16 334
Total des titres de négociation	5 618		5 461		3 091		7 063		30 587		51 820		44 087
Titres de substituts de prêts	11		–		–		–		–		11		11
Total des valeurs mobilières	12 235 \$		8 872 \$		5 011 \$		8 532 \$		32 761 \$		67 411 \$		57 034 \$
Total par devise (équivalent en dollars canadiens)													
Dollar canadien	4 928		4 383		2 157		3 361		15 819		30 648		28 724
Dollar américain	7 105		3 832		1 728		3 055		16 347		32 067		26 895
Autres devises	202		657		1 126		2 116		595		4 696		1 415
Total des valeurs mobilières	12 235 \$		8 872 \$		5 011 \$		8 532 \$		32 761 \$		67 411 \$		57 034 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite dans la note ci-dessus.

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à courir est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Le terme à courir des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés est établi d'après la moyenne des échéances prévues. Les échéances réelles peuvent différer car les émetteurs peuvent avoir le droit de rembourser leurs obligations avant l'échéance. Les titres qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à dix ans.

Modification future de la convention comptable

Comme nous l'expliquons à la note 1, le 1^{er} novembre 2006, nous adopterons de nouvelles règles comptables de l'ICCA qui auront une incidence sur notre convention comptable relative aux titres de placement autres que les investissements de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, nous devrons classer ces titres comme des titres détenus jusqu'à leur échéance ou des titres disponibles à la vente. Les titres disponibles à la vente seront évalués à leur juste valeur, les gains et pertes étant comptabilisés dans une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. La comptabilisation des titres détenus jusqu'à échéance ne changera pas.

L'incidence de la reclassification de ces titres de placement comme des titres disponibles à la vente et de leur évaluation à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. Aucun titre de placement ne sera classé comme titre détenu jusqu'à échéance. Les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. L'incidence sur notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2006 sera une augmentation des titres disponibles à la vente d'environ 55 millions de dollars et une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu d'environ 36 millions de dollars, déduction faite des impôts.

Gains et pertes non matérialisés

(en millions de dollars canadiens)

	2006				2005			
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur
Titres de placement								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	589 \$	– \$	– \$	589 \$	19 \$	– \$	– \$	19 \$
les provinces et municipalités canadiennes	3	–	–	3	3	–	–	3
l'administration fédérale américaine	1 898	–	19	1 879	1 465	1	7	1 459
les municipalités, agences et États américains	7 810	15	25	7 800	6 043	13	30	6 026
les autres administrations publiques	106	1	–	107	123	2	1	124
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés								
	465	1	11	455	686	3	10	679
Obligations d'entreprises	2 485	4	1	2 488	2 301	11	5	2 307
Actions d'entreprises	2 224	91	1	2 314	2 296	22	2	2 316
Total	15 580 \$	112 \$	57 \$	15 635 \$	12 936 \$	52 \$	55 \$	12 933 \$

Pertes non matérialisées

(en millions de dollars canadiens)

	Placements en situation de pertes non matérialisées durant				Placements en situation de pertes non matérialisées durant			
	2006		2005		2006		2005	
	moins de 12 mois	12 mois ou plus	Total	Juste valeur	moins de 12 mois	12 mois ou plus	Total	Juste valeur
Titres de placement								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
l'administration fédérale américaine	15	4	19	899	5	2	7	1 334
les municipalités, agences et États américains	8	17	25	4 717	25	5	30	4 992
les autres administrations publiques	–	–	–	67	–	–	–	30
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés								
	–	11	11	368	10	–	10	535
Obligations d'entreprises	1	–	1	286	5	–	5	847
Actions d'entreprises	–	1	1	30	2	1	3	110
Total	24 \$	33 \$	57 \$	6 367 \$	47 \$	8 \$	55 \$	7 848 \$

Le revenu provenant des valeurs mobilières est inscrit comme suit à notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005	2004
Poste :			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres de placement	369 \$	490 \$	595 \$
Titres de négociation	1 789	1 340	881
	2 158 \$	1 830 \$	1 476 \$
Revenu autre que d'intérêts			
Titres de placement			
Gains bruts matérialisés	137 \$	142 \$	242 \$
Pertes brutes matérialisées	(12)	(16)	(4)
Gains nets non matérialisés sur titres de banques d'affaires	29	50	–
Dévaluations	(9)	(11)	(63)
Gains sur titres de placement	145 \$	165 \$	175 \$
Gains nets matérialisés et non matérialisés sur titres de négociation	305 \$	222 \$	60 \$
Revenu total provenant des valeurs mobilières	2 608 \$	2 217 \$	1 711 \$

Note 4 • Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et réserve pour créances irrécouvrables**Prêts**

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite du revenu non gagné et des escomptes non amortis. Le revenu non gagné inclut les intérêts payés d'avance et les commissions sur prêts reportées. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux dont le traitement est décrit ci-après.

Les titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentent les montants que nous recevrons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsque la syndication est terminée, à moins que le rendement d'un prêt dont nous avons conservé la gestion soit inférieur au rendement obtenu par d'autres prêteurs comparables participant au financement. Dans ce dernier cas, une portion appropriée de la commission de syndication est comptabilisée comme revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations représentent une forme d'instrument d'emprunt à court terme négociable émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de commissions d'acceptation. Nous disposons de créances compensatoires, totalisant le montant des acceptations, contre nos clients en cas d'appels au remboursement visant ces engagements. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé dans les passifs divers et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé. Les commissions perçues sont comptabilisées dans les commissions sur prêts dans l'état consolidé des résultats.

Prêts douteux

Nous classons les prêts hypothécaires à l'habitation comme douteux lorsque les versements prévus par contrat sont échus depuis 90 jours, ou un an si le prêt est garanti par l'administration fédérale canadienne. Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers et les autres prêts aux particuliers sont classés comme douteux lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 90 jours, et ils sont normalement radiés lorsque les versements sont échus depuis un an.

Les prêts aux entreprises sont classés comme douteux lorsque nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus, ou lorsque les versements sont échus depuis 90 jours, ou encore, dans le cas des prêts entièrement garantis, lorsque les versements sont échus depuis 180 jours.

Nous ne comptabilisons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux, et tout revenu d'intérêts comptabilisé et impayé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur les prêts aux entreprises qui ont été classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement, du capital et de toute réserve ou radiation antérieures, avant d'être comptabilisés comme revenu d'intérêts. Les versements sur les prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités de la convention du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères des prêts douteux.

À l'occasion, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré

comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé.

La réserve est constituée des deux composantes suivantes :

Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations (autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux), pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés sous-jacentes au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du cours du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêt et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations.

Réserve générale

Nous maintenons une réserve générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la réserve générale est fondée sur la ligne directrice qui a été publiée par l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

La réserve générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de la réserve générale, un certain nombre de facteurs sont considérés, notamment un modèle de réserve générale qui applique les taux historiques de perte prévue et de perte non prévue aux soldes existants en tenant compte de la sensibilité aux cotes de risque, aux secteurs d'activité et aux produits de crédit. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la réserve existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

Provision pour créances irrécouvrables

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes reliées au crédit ou du recouvrement de sommes ayant déjà fait l'objet de provisions ou de radiations sont inclus dans la provision pour créances irrécouvrables inscrite à notre état consolidé des résultats.

Biens saisis

Les biens que nous avons obtenus d'emprunteurs en règlement de leurs prêts sont comptabilisés à leur juste valeur et classés comme détenus à des fins d'utilisation ou à des fins de vente, selon les intentions de la direction. La juste valeur est déterminée d'après les prix du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elle est déterminée selon d'autres méthodes, comme l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, ou selon les prix du marché pour des actifs similaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau ci-dessous fait état des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la réserve pour créances irrécouvrables par catégorie de prêts :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Réserve spécifique		Réserve générale		Solde net	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Prêts hypothécaires à l'habitation	63 321 \$	60 871 \$	5 \$	5 \$	23 \$	15 \$	63 293 \$	60 851 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	34 049	32 577	1	1	340	444	33 708	32 132
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	56 030	47 803	147	163	506	473	55 377	47 167
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	31 429	28 280	—	—	—	—	31 429	28 280
Total partiel	184 829	169 531	153	169	869	932	183 807	168 430
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 223	5 934	—	—	36	27	7 187	5 907
Total	192 052 \$	175 465 \$	153 \$	169 \$	905 \$	959 \$	190 994 \$	174 337 \$
Répartition géographique 1) :								
Canada	139 223 \$	128 184 \$	96 \$	97 \$	555 \$	590 \$	138 572 \$	127 497 \$
États-Unis	50 227	45 287	53	66	350	369	49 824	44 852
Autres pays	2 602	1 994	4	6	—	—	2 598	1 988
Total	192 052 \$	175 465 \$	153 \$	169 \$	905 \$	959 \$	190 994 \$	174 337 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les prêts sont présentés après déduction d'un revenu non gagné de 176 millions et de 158 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement.

Aucun prêt restructuré n'a été classé comme productif au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 (le solde des prêts restructurés classés comme productifs s'établissait à 2 millions de dollars en 2005). Pendant les exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005, nous n'avons radié aucun prêt restructuré. Au 31 octobre 2006, les prêts comprenaient des prêts libellés en dollars américains d'une valeur de 53 750 millions de dollars (47 828 millions en 2005) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 1 101 millions de dollars (265 millions en 2005).

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et des réserves correspondantes :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Réserve spécifique		Solde, déduction faite de la réserve spécifique	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Prêts hypothécaires à l'habitation	115 \$	92 \$	5 \$	5 \$	110 \$	87 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	48	39	1	1	47	38
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	503	673	147	163	356	510
Total	666 \$	804 \$	153 \$	169 \$	513 \$	635 \$
Répartition géographique 1) :						
Canada	391 \$	383 \$	96 \$	97 \$	295 \$	286 \$
États-Unis	260	397	53	66	207	331
Autres pays	15	24	4	6	11	18
Total	666 \$	804 \$	153 \$	169 \$	513 \$	635 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 47 millions et à 51 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement.

Aucun prêt douteux n'a donné lieu à une saisie de biens au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005.

Notre solde brut moyen des prêts et acceptations douteux s'élevait à 729 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 (1 011 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la réserve spécifique, s'élevait à 552 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 (738 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, nous aurions constaté un revenu d'intérêts supplémentaire de 45 millions, 65 millions et 68 millions de dollars respectivement pour ces exercices. Nous avons reçu un revenu d'intérêts sur prêts douteux de un million de dollars au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004. Ce revenu était nul pour les exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005.

Concentration du risque de crédit

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit.

Il y a concentration du risque de crédit si de nombreux clients exercent des activités similaires, sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques semblables, de sorte que les changements dans les conditions économiques, politiques ou autres sont susceptibles d'influer de la même manière sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations contractuelles. Les situations de concentration du risque de crédit montrent la sensibilité de notre rendement aux conditions influant sur une contrepartie, un secteur d'activité ou une région en particulier.

La classification ci-dessus de nos prêts par type de prêt et par région fournit des renseignements sur notre risque de crédit.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Réserve spécifique			Réserve générale			Total		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Solde au début de l'exercice	169 \$	298 \$	611 \$	959 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 128 \$	1 308 \$	1 791 \$
Provision pour créances irrécouvrables	211	219	67	(35)	(40)	(170)	176	179	(103)
Recouvrements	112	67	131	–	–	–	112	67	131
Radiations	(338)	(419)	(470)	–	–	–	(338)	(419)	(470)
Change et autres	(1)	4	(41)	(19)	(11)	–	(20)	(7)	(41)
Solde à la fin de l'exercice	153 \$	169 \$	298 \$	905 \$	959 \$	1 010 \$	1 058 \$	1 128 \$	1 308 \$

Note 5 • Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Les prêts de titres représentent, dans le cas où nous prêtons à des tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales représentent notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Les crédits fermes représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, des crédits sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximal lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une sûreté. Les sûretés exigées relativement à ces instruments sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces engagements.

Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire seulement avec des contreparties que nous considérons solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux autres instruments de crédit selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Les valeurs équivalentes pondérées en fonction des risques de nos autres instruments de crédit sont déterminées d'après les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction des risques est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur divers engagements :

(en millions de dollars canadiens)	2006		2005	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction des risques	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction des risques
Instruments de crédit				
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	11 007 \$	7 542 \$	12 755 \$	8 695 \$
Prêts de titres	690	21	810	51
Crédits documentaires et lettres de crédit commerciales	1 621	207	974	87
Crédits fermes – Échéance initiale de un an ou moins	79 560	–	70 695	–
– Échéance initiale supérieure à un an	28 104	13 543	24 411	11 909
Total	120 982 \$	21 313 \$	109 645 \$	20 742 \$

Les portions non utilisées des crédits fermes relatifs aux prêts à tempérament aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit sont exclues des crédits fermes car ces crédits sont révoqués à notre gré.

Note 6 • Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, relativement à des changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, dont voici les principaux :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires, dont traite la note 5, sont considérés comme des garanties. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 11 007 millions de dollars au 31 octobre 2006 (12 755 millions au 31 octobre 2005). Les sûretés exigées relativement

aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. Dans la plupart des cas, ces engagements viennent à échéance à l'intérieur de trois ans, sans que nous ayons dû y donner suite.

Au 31 octobre 2006 et 2005, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les engagements de crédit ferme, dont traite la note 5, comprennent les concours de trésorerie. Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités

des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite. Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières qui sont administrés par nous, afin de nous assurer qu'une cote d'évaluation de première qualité est atteinte quant aux billets émis par les programmes en question. Les paiements maximaux potentiels en vertu des concours de trésorerie totalisaient 42 743 millions de dollars au 31 octobre 2006 (38 491 millions en 2005). De ces montants, 4 088 millions de dollars étaient reliés à des facilités de soutien au crédit au 31 octobre 2006 (3 331 millions en 2005). Le soutien au crédit est aussi fourni sous la forme de lettres de crédit; 181 millions et 192 millions de dollars étaient inclus dans des lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des concours de trésorerie ou des facilités de soutien au crédit que nous avons octroyés.

Au 31 octobre 2006 et 2005, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces concours.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 23 657 millions de dollars au 31 octobre 2006 (17 940 millions en 2005). La durée de ces contrats varie de un mois à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 19 millions de dollars au 31 octobre 2006 (37 millions en 2005).

Les options position vendeur comprennent les engagements contractuels par lesquels l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de créances sur produits de base ou d'instruments de capitaux propres à un prix

établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de un mois à huit ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 2 407 millions de dollars au 31 octobre 2006 (606 millions en 2005).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix ou le taux d'exercice de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de un mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 114 millions de dollars au 31 octobre 2006 (158 millions en 2005).

Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des placements de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de réclamations de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. La durée des conventions d'indemnisation varie selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions devoir payer aux contreparties. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons effectué un paiement de 25 millions de dollars américains relativement à une réclamation contre une entreprise que nous avions acquise en 2002.

Au 31 octobre 2006 et 2005, aucun montant important n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

Note 7 • Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais perçus des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les créances irrécouvrables et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Lorsque les prêts sont considérés comme vendus aux fins de la comptabilité, nous les retirons de notre bilan consolidé.

Nous comptabilisons les cessions aux entités de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les prêts et qu'une rétribution, autre que des billets émis par l'entité de titrisation, a été reçue. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente, en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations de gestion que nous avons retenues. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les titres de placement. Un passif de gestion est constaté seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons pas de rémunération adéquate pour la gestion des prêts cédés. Ce passif est constaté dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Le passif de gestion est comptabilisé dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Pour certaines de nos opérations de titrisation, nous avons l'obligation d'acquiescer des droits subordonnés ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation qui sont considérés comme des droits conservés dans les actifs titrisés. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les

intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces droits conservés à leur valeur comptable initiale à notre bilan consolidé, dans les titres de placement. Ces droits, conjointement avec notre prix d'achat différé, représentent notre risque en ce qui concerne ces opérations de titrisation. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquitter les intérêts relatifs aux certificats que détiennent les investisseurs.

Chaque trimestre, nous comparons la valeur comptable des actifs inscrits à notre bilan consolidé résultant des opérations de titrisation à leur juste valeur, qui est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Lorsque nous constatons une moins-value, la valeur comptable en cause est ramenée à sa juste valeur. Toute dévaluation est inscrite à notre état consolidé des résultats comme une réduction des revenus de titrisation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 3 629 millions de dollars (3 137 millions en 2005), pour un produit en espèces total de 3 569 millions de dollars (3 130 millions en 2005), et nous avons constaté une perte de un million de dollars (un gain de 30 millions en 2005). Nous ne prévoyons pas de créances irrécouvrables puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé un prix d'achat différé de 111 millions de dollars (123 millions en 2005) et un passif de gestion de 28 millions de dollars (24 millions en 2005) dans notre bilan consolidé au moment de la titrisation de ces prêts.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit d'une valeur totale de 1 500 millions de dollars pour un produit en espèces total de 1 425 millions de dollars et nous avons constaté un gain de 27 millions de dollars. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé un prix d'achat différé de 36 millions de dollars, un investissement

Notes afférentes aux états financiers consolidés

dans une entité de titrisation de 73 millions de dollars et un passif de gestion de 6 millions de dollars au moment de la titrisation de ces prêts sur cartes de crédit.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	2006	2005	2006	2005
Durée moyenne pondérée (années)	4,6	4,7	1,0	—
Taux de remboursement anticipé	9,36 %	10,97 %	41,04 %	—
Taux d'intérêt	4,95 %	4,76 %	19,98 %	—
Taux d'actualisation	4,32 %	3,41 %	10,97 %	—

Incidence des opérations de titrisation sur notre état consolidé des résultats pour les trois exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Gain (perte) à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	(1)\$	30 \$	17 \$	— \$	— \$	— \$	27 \$	— \$	— \$	26 \$	30 \$	17 \$
Gain à la vente de nouveaux prêts vendus à des entités de titrisation existantes	22	32	37	—	—	1	21	20	72	43	52	110
Autres revenus de titrisation	(22)	3	8	13	4	(2)	10	1	28	1	8	34
Amortissement du passif de gestion	30	23	16	—	—	—	—	—	—	30	23	16
Total	29 \$	88 \$	78 \$	13 \$	4 \$	(1)\$	58 \$	21 \$	100 \$	100 \$	113 \$	177 \$

Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les trois exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Produit de nouvelles opérations de titrisation	3 569 \$	3 130 \$	1 382 \$	— \$	— \$	— \$	1 425 \$	— \$	— \$	4 994 \$	3 130 \$	1 382 \$
Produit de recouvrements réinvestis dans des entités de titrisation existantes	1 770	1 895	2 667	—	—	54	1 236	1 343	4 941	3 006	3 238	7 662
Frais de gestion perçus	15	8	4	—	—	—	5	6	21	20	14	25
Encaissement du prix d'achat différé	93	88	78	—	—	5	25	20	85	118	108	168

Incidence des opérations de titrisation sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2006 et 2005 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Droits conservés								
Investissements dans des entités de titrisation	— \$	— \$	6 \$	27 \$	73 \$	— \$	79 \$	27 \$
Prix d'achat différé	238	213	—	—	40	4	278	217
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	12	12	—	—	—	—	12	12
Passif de gestion	62	50	—	—	6	—	68	50

Données sur le crédit

Données concernant le montant en capital des prêts, le montant des prêts douteux et les créances irrécouvrables nettes pour tous les prêts, y compris les prêts titrisés, présentés dans nos états financiers :

(en millions de dollars canadiens)	2006						2005	
	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	Total des prêts	Radiations nettes 1)
Prêts hypothécaires à l'habitation	74 330 \$	135 \$	7 \$	69 801 \$	110 \$	4 \$		
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	30 428	37	72	28 118	31	69		
Prêts sur cartes de crédit	5 381	11	128	4 898	9	147		
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	56 030	503	26	47 803	673	155		
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	31 429	—	—	28 280	—	—		
Total des prêts	197 598	686	233	178 900	823	375		
Moins les prêts titrisés :								
Prêts hypothécaires à l'habitation	11 009	20	—	8 930	18	—		
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	10	—	2	189	—	17		
Prêts sur cartes de crédit	1 750	—	5	250	1	6		
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	184 829 \$	666 \$	226 \$	169 531 \$	804 \$	352 \$		

1) Les radiations nettes représentent les radiations effectuées au cours de l'exercice, déduction faite des recouvrements relatifs à des prêts qui avaient été radiés antérieurement.

Au 31 octobre 2006, notre risque de crédit lié aux actifs titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 278 millions de dollars (217 millions en 2005), à certains dépôts en espèces pour un montant de 12 millions de dollars (12 millions en 2005) et aux investissements dans des entités de titrisation pour un montant de 79 millions de dollars (27 millions en 2005).

Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos actifs titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances irrécouvrables réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot d'actifs. Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables pour les deux exercices terminés le 31 octobre s'établissent comme suit :

	2006	2005
Prêts hypothécaires à l'habitation ¹⁾	s.o.	s.o.
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2,65 %	3,13 %
Prêts sur cartes de crédit	0,46 %	0,43 %

1) Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables ne s'appliquent pas aux prêts hypothécaires à l'habitation puisque ces prêts sont assurés.

s.o. – sans objet

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé ainsi que la sensibilité de la valeur actuelle du prix d'achat différé, au 31 octobre 2006, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % pour chacune des hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit	
Valeur comptable du prix d'achat différé	238 \$	– \$	40 \$
Juste valeur du prix d'achat différé	241 \$	– \$	40 \$
Durée moyenne pondérée (années)	3,33	0,24	0,17
Taux de remboursement anticipé (%)	8,0–27,94	4,0	99,84
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	1,5–3,3	–	0,4
Variation défavorable de 20 % (\$)	3,0–6,6	–	0,7
Taux d'intérêt (%)	0,52–2,27	–	9,92
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	6,3–19,3	–	0,4
Variation défavorable de 20 % (\$)	12,7–38,6	–	0,9
Pertes sur créances irrécouvrables prévues (%)	–	5,0–6,0	1,9
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	0,1–0	–	0,1
Variation défavorable de 20 % (\$)	0,2–0	–	0,2
Taux d'actualisation (%)	4,14–10,97	10,97	10,97
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	0,7–1,1	–	–
Variation défavorable de 20 % (\$)	1,3–2,3	–	–

Note 8 • Entités à détenteurs de droits variables

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs du capital ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Nous avons consolidé nos entités de titrisation des clients au 1^{er} novembre 2004. Nos résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités en fonction de cette modification. Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients. Par suite de cette restructuration, nous ne courons plus le risque de subir la majorité des pertes prévues de ces entités et nous n'avons plus la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, et les entités ont été déconsolidées.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté une nouvelle directive comptable qui fournit des éclaircissements supplémentaires sur les EDDV et les exigences relatives à leur consolidation. L'adoption de cette directive n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multicédants) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Le vendeur continue à gérer les actifs cédés. S'il y a des pertes sur les actifs, le vendeur est le premier à assumer ces pertes. Nous ne vendons pas d'actifs aux entités de titrisation des clients et nous ne gérons pas les actifs qu'elles détiennent. Nous percevons des frais pour les services que nous fournissons relativement aux opérations de titrisation, y compris des frais de liquidité, de distribution et de gestion pour le soutien que nous apportons au fonctionnement continu des entités de titrisation.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice et n'ont aucun recours contre nous, sauf si nous avons fourni un soutien au crédit pour les investisseurs ou conclu une transaction sur instruments dérivés avec l'EDDV.

Nous offrons des services de liquidité et de soutien au crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Le montant contractuel global de ces services s'élevait à 32 603 millions de dollars au 31 octobre 2006 (28 125 millions en 2005). La partie de ces montants

relative au soutien au crédit était de 634 millions de dollars au 31 octobre 2006 (567 millions en 2005). Au 31 octobre 2006 et 2005, aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de change. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces EDDV est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 5 millions de dollars au 31 octobre 2006 (un actif dérivé de 6 millions en 2005).

Depuis le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la consolidation de nos entités de titrisation des clients. L'incidence de cette consolidation sur notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2004 a été une augmentation des actifs divers de 21 160 millions de dollars, une diminution des actifs dérivés de 67 millions de dollars, une augmentation des passifs divers de 21 150 millions de dollars, une diminution des passifs dérivés de 15 millions de dollars et une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 42 millions de dollars.

L'incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis découle du fait que les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt ne satisfaisaient pas aux conditions de la comptabilité de couverture avant la consolidation. Par conséquent, les ajustements de la valeur de ces instruments dérivés à la valeur de marché depuis leur création jusqu'au 1^{er} novembre 2004 auraient été constatés dans le revenu. Puisque les nouvelles règles nous obligent à inscrire les résultats des EDDV consolidées comme si celles-ci avaient toujours été consolidées, sans retraiter les données des périodes antérieures, le montant des pertes liées à la valeur de marché antérieures au 1^{er} novembre 2004 a été constaté dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Cet ajustement était constaté dans le revenu sur le reste de la durée de vie des swaps. Ces instruments dérivés satisfaisaient aux conditions de la comptabilité de couverture à partir du moment où nous avons commencé à consolider les EDDV.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients, soit en résiliant nos swaps avec ces EDDV ou en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs des billets émis par ces EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 7 millions de dollars et une augmentation du revenu net de 37 millions de dollars, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché qui avaient été imputées au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiduciaires d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur

instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent, et nous couvrons notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons les EDDV si notre participation dans l'instrument dérivé ou notre investissement dans d'autres fonds nous expose à subir la majorité des pertes prévues ou nous donnent la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Les actifs détenus par les EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 417 millions de dollars au 31 octobre 2006 (483 millions en 2005). Notre risque maximal de subir les pertes des EDDV relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 128 millions de dollars au 31 octobre 2006 (153 millions en 2005).

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La structure de ces entités restreint les types d'activités qu'elles peuvent entreprendre et les types d'actifs qu'elles peuvent détenir, et leur pouvoir décisionnel est limité. Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. La note 7 contient d'autres renseignements sur nos droits et obligations concernant ces entités. En plus des droits décrits à la note 7, nous fournissons également un soutien au crédit aux entités de titrisation de la Banque jusqu'à 100 % du montant du papier commercial en cours. Le montant contractuel du soutien au crédit s'élevait à 5 000 millions et à 5 000 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement. Aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2006 et 2005.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous percevons des frais pour la gestion de ces portefeuilles.

Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 28 892 millions de dollars au 31 octobre 2006 (21 886 millions en 2005).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien au crédit que nous leur fournissons sous forme de lettres

de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Notre investissement dans ces entités de gestion de placements structurés de premier ordre, qui est comptabilisé dans les titres de placement à notre bilan consolidé, s'élevait à 76 millions de dollars au 31 octobre 2006 (146 millions en 2005). La juste valeur des contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 18 millions de dollars au 31 octobre 2006 (24 millions en 2005). Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des engagements de crédit ferme s'élevait à 184 millions de dollars au 31 octobre 2006 (189 millions en 2005); aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2006 et 2005. Nous ne sommes pas tenus de consolider ces entités de gestion de placements structurés de premier ordre.

Fiducies relatives à la rémunération

Nous avons constitué des fiducies afin d'administrer le régime d'actionnariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de sa cotisation. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y auront droit en vertu du régime. Nous ne sommes pas tenus de consolider ces fiducies relatives à la rémunération.

Autres EDDV

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Ces liens peuvent consister, par exemple, à agir comme contrepartie d'instruments dérivés, fournisseur de liquidités, investisseur, gestionnaire de fonds ou fiduciaire. Ces activités ne nous exposent pas au risque de subir la majorité des pertes prévues de ces EDDV ou ne nous donnent pas la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Par conséquent, nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV. Les transactions avec ces EDDV sont effectuées aux taux du marché et chaque décision de crédit ou d'investissement repose sur l'analyse de l'EDDV concernée et tient compte de la qualité des actifs sous-jacents. Nous comptabilisons et présentons ces transactions de la même façon que les autres transactions. Par exemple, les contrats sur instruments dérivés sont comptabilisés conformément à notre politique de comptabilisation des instruments dérivés, telle qu'elle est énoncée à la note 9. Les facilités de crédit sont décrites à la note 6.

Note 9 • Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de changements sous-jacents dans les taux d'intérêt, taux de change ou autres prix ou indices du marché des capitaux ou des produits de base.

Les instruments dérivés sont des contrats qui se négocient sur les marchés boursiers réglementés ou sur le marché hors cote. Nous utilisons ces instruments à des fins de négociation ainsi que pour gérer nos risques, principalement les risques liés aux fluctuations des taux de change et d'intérêt, dans le cadre de notre programme de gestion des actifs et des passifs.

Types d'instruments dérivés

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de notre exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, de la qualité du crédit, de la valeur des titres ou des prix des produits de base, selon le cas, ainsi que de l'incapacité éventuelle des contreparties à respecter les modalités des contrats.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des marges préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités des contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, selon le cas.

Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptons un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, nous versons une prime pour le droit d'exercer l'option. Comme nous ne sommes pas tenus d'exercer l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où le vendeur, aux termes d'un contrat négocié sur le marché hors cote, ne s'acquitterait pas de ses obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafonds, de fourchettes et de taux planchers sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Utilisations des instruments dérivés

Instruments dérivés liés à des activités de négociation

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de nous permettre de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour notre propre compte, ou certains instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture (couvertures économiques).

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables.

Les activités effectuées pour notre propre compte comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour notre propre compte, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour nous permettre de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés à la valeur de marché. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments financiers dérivés de l'actif, et les pertes non matérialisées le sont au poste instruments financiers dérivés du passif.

Instruments dérivés de couverture

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

Risques couverts

Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'un engagement ferme spécifique ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque de variations de la juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe. Aucun engagement ferme n'a fait l'objet d'une opération de couverture au cours de l'exercice.

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui sont d'une durée maximale de onze ans, sont principalement des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts à taux variable.

Pour qu'un instrument dérivé portant sur les taux d'intérêt puisse être considéré comme un instrument de couverture, la relation de couverture doit être désignée comme telle et dûment documentée lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant

l'actif, le passif ou les flux de trésorerie qui font l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs. L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant principalement des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Si une relation de couverture n'est plus efficace, ou si l'élément couvert arrive à échéance ou est vendu, éteint ou résilié, l'instrument de couverture est redésigné comme instrument lié à des activités de négociation. Les variations subséquentes de la juste valeur des instruments dérivés initialement désignés comme couvertures mais qui sont redésignés comme étant liés à des activités de négociation sont comptabilisées dans les revenus de négociation.

Les swaps et les options qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le revenu et les frais d'intérêts relatifs aux swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés comme rajustement du rendement de l'élément couvert sur la durée du contrat de couverture. Les primes payées sur les options achetées sont amorties par imputation aux frais d'intérêts sur la durée du contrat. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments financiers dérivés de l'actif ou du passif, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats ou des relations de couverture sont reportés et amortis sur le reste de la durée de la couverture.

Risque de change

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes, matérialisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément faisant l'objet de la couverture économique.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos bénéfices en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de nos bénéfices en dollars canadiens causées par la conversion de nos bénéfices réalisés en dollars américains. Ces contrats sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes sont portés au revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de change autres que de négociation.

Modification future de la convention comptable

Tel que nous l'expliquons à la note 1, le 1^{er} novembre 2006, nous adopterons de nouvelles règles de l'ICCA qui modifieront notre convention comptable relative aux instruments dérivés de couverture. Les règles concernant l'identification, la désignation et la documentation des relations de couverture demeurent inchangées.

En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Les changements dans la juste valeur de ces instruments seront soit portés à notre état consolidé des résultats en déduction des changements dans la juste valeur de l'actif, du passif ou des flux de trésorerie couverts, soit comptabilisés dans une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. Si le changement dans la juste valeur d'un instrument dérivé n'est pas complètement compensé par le changement dans la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence sera immédiatement comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

L'incidence de la réévaluation de nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, suivant le cas. Les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous déterminons actuellement l'incidence qu'auront ces modifications de la convention comptable sur nos états financiers consolidés une fois adoptées, en nous fondant sur les dispositions transitoires publiées récemment.

Juste valeur

La juste valeur représente des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse est établie selon la valeur à la cote sur les marchés d'instruments dérivés. La juste valeur des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est établie selon les méthodes d'évaluation à coupon zéro, rajustées pour tenir compte des risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que des coûts administratifs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les courbes à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations et des contrats à terme standardisés

observables sur le marché. Les fluctuations implicites des options, qui sont utilisées dans le modèle d'évaluation, sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments financiers dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	2006			2005		
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	7 335 \$	(7 929)\$	(594)\$	8 431 \$	(8 820)\$	(389)\$
Contrats à terme de gré à gré	114	(79)	35	101	(89)	12
Contrats à terme standardisés	24	(3)	21	1	(5)	(4)
Options achetées	1 274	–	1 274	1 504	(4)	1 500
Options vendues	–	(1 144)	(1 144)	–	(1 292)	(1 292)
Contrats de change						
Swaps de devises	1 408	(930)	478	1 342	(831)	511
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 076	(2 934)	142	3 240	(2 437)	803
Contrats de change à terme	797	(1 059)	(262)	874	(1 218)	(344)
Options achetées	67	–	67	99	–	99
Options vendues	–	(73)	(73)	–	(91)	(91)
Contrats sur produits de base						
Swaps	3 713	(3 486)	227	6 221	(5 539)	682
Contrats à terme standardisés	–	–	–	121	–	121
Options achetées	12 115	–	12 115	8 895	–	8 895
Options vendues	–	(12 684)	(12 684)	–	(8 087)	(8 087)
Contrats sur titres de participation						
Contrats de crédit	312	(920)	(608)	485	(301)	184
Contrats de crédit						
Contrats de crédit	169	(188)	(19)	129	(129)	–
Juste valeur totale/valeur comptable totale – instruments dérivés liés à des activités de négociation	30 404 \$	(31 429)\$	(1 025)\$	31 443 \$	(28 843)\$	2 600 \$
Juste valeur moyenne 1)	31 300 \$	(30 142)\$	1 158 \$	25 848 \$	(24 195)\$	1 653 \$
Couverture						
Contrats de taux d'intérêt						
Couvertures de flux de trésorerie – swaps	63 \$	(117)\$	(54)\$	n.d.	n.d.	n.d.
Couvertures de la juste valeur – swaps	7	(1)	6	n.d.	n.d.	n.d.
Total des swaps	70 \$	(118)\$	(48)\$	293 \$	(158)\$	135 \$
Couvertures de flux de trésorerie – options achetées	7 \$	– \$	7 \$	n.d.	– \$	n.d.
Total des options achetées	7 \$	– \$	7 \$	23 \$	– \$	23 \$
Couvertures de la juste valeur – options vendues	– \$	(9)\$	(9)\$	n.d.	n.d.	n.d.
Juste valeur totale – instruments dérivés liés à des activités de couverture 2)	77 \$	(127)\$	(50)\$	316 \$	(158)\$	158 \$
Valeur comptable totale – instruments dérivés liés à des activités de couverture	7 \$	(17)\$	(10)\$	74 \$	(25)\$	49 \$
Juste valeur moyenne 1)	133 \$	(222)\$	(89)\$	355 \$	(294)\$	61 \$
Juste valeur totale	30 481 \$	(31 556)\$	(1 075)\$	31 759 \$	(29 001)\$	2 758 \$
Moins : incidence nette des contrats cadres de compensation des soldes	(16 644)\$	16 644 \$	– \$	(16 937)\$	16 937 \$	– \$
Total	13 837 \$	(14 912)\$	(1 075)\$	14 822 \$	(12 064)\$	2 758 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

- 1) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.
- 2) La juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de couverture compense totalement ou partiellement les changements de la juste valeur des instruments financiers connexes inscrits au bilan ou des flux de trésorerie futurs.

n.d. – L'information relative à l'exercice précédent est non disponible.

Les actifs sont présentés après déduction des passifs envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Les contrats de change ne comprenaient aucune somme liée à des contrats sur l'or au 31 octobre 2006 et 2005.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

(en millions de dollars canadiens)	Actifs		Passifs	
	2006	2005	2006	2005
Juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de négociation	30 404 \$	31 443 \$	31 429 \$	28 843 \$
Valeur comptable des instruments dérivés liés à des activités de couverture	7	74	17	25
Total	30 411 \$	31 517 \$	31 446 \$	28 868 \$

Montants nominaux de référence

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer

la somme en espèces qui doit être échangée en vertu du contrat.

Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

2006

2005

	Couverture			Total	Négociation	Couverture	Total
	Négociation	Juste valeur	Flux de trésorerie				
Contrats de taux d'intérêt							
Marchés hors cote							
Swaps	932 782 \$	627 \$	24 348 \$	957 757 \$	717 849 \$	31 650 \$	749 499 \$
Contrats à terme de gré à gré	331 270	–	–	331 270	218 475	–	218 475
Options achetées	109 737	–	4 507	114 244	97 190	5 923	103 113
Options vendues	129 333	–	–	129 333	125 123	40	125 163
	1 503 122	627	28 855	1 532 604	1 158 637	37 613	1 196 250
Marchés réglementés							
Contrats à terme standardisés	204 507	–	–	204 507	181 506	–	181 506
Options achetées	159 975	–	–	159 975	76 481	–	76 481
Options vendues	141 475	359	–	141 834	57 850	–	57 850
	505 957	359	–	506 316	315 837	–	315 837
Total des contrats de taux d'intérêt	2 009 079	986	28 855	2 038 920	1 474 474	37 613	1 512 087
Contrats de change							
Marchés hors cote							
Swaps de devises	10 489	–	–	10 489	9 644	–	9 644
Swaps de taux d'intérêt et de devises	72 316	–	–	72 316	58 634	–	58 634
Contrats de change à terme	112 740	–	–	112 740	95 002	–	95 002
Options achetées	7 117	–	–	7 117	5 790	–	5 790
Options vendues	7 812	–	–	7 812	6 306	–	6 306
	210 474	–	–	210 474	175 376	–	175 376
Marchés réglementés							
Contrats à terme standardisés	896	–	–	896	4 015	–	4 015
Options achetées	3 654	–	–	3 654	2 016	–	2 016
Options vendues	372	–	–	372	675	–	675
	4 922	–	–	4 922	6 706	–	6 706
Total des contrats de change	215 396	–	–	215 396	182 082	–	182 082
Contrats sur produits de base							
Marchés hors cote							
Swaps	65 030	–	–	65 030	41 977	–	41 977
Options achetées	96 479	–	–	96 479	46 746	–	46 746
Options vendues	89 796	–	–	89 796	47 619	–	47 619
	251 305	–	–	251 305	136 342	–	136 342
Marchés réglementés							
Contrats à terme standardisés	55 339	–	–	55 339	24 329	–	24 329
Options achetées	161 478	–	–	161 478	38 140	–	38 140
Options vendues	172 790	–	–	172 790	40 610	–	40 610
	389 607	–	–	389 607	103 079	–	103 079
Total des contrats sur produits de base	640 912	–	–	640 912	239 421	–	239 421
Contrats sur titres de participation							
Marchés hors cote	23 372	–	–	23 372	19 969	–	19 969
Marchés boursiers réglementés	8 692	–	–	8 692	8 212	–	8 212
Total des contrats sur titres de participation	32 064	–	–	32 064	28 181	–	28 181
Contrats de crédit							
Marchés hors cote	52 395	–	–	52 395	39 781	–	39 781
Total	2 949 846 \$	986 \$	28 855 \$	2 979 687 \$	1 963 939 \$	37 613 \$	2 001 552 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les montants nominaux de référence comprennent un montant de 935 millions de dollars au 31 octobre 2006 (796 millions en 2005) relativement au programme de certificats de dépôts liés aux contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.

Les contrats de change ne comprennent aucune somme liée à des contrats sur l'or au 31 octobre 2006 (4 millions de dollars en 2005).

Risque de crédit lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote représentent un risque de crédit. Le risque de crédit découle de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les contrats sur instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire seulement avec des contreparties que nous considérons solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés, notamment en concluant des contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec chaque bourse.

Les expressions suivantes sur le risque de crédit sont utilisées dans le tableau ci-dessous :

Valeur de remplacement : Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non matérialisés sur nos instruments dérivés. La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessous a été établie après déduction de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû par le montant que nous devons et que nous avons l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Risque de crédit équivalent : Le total de la valeur de remplacement, majoré d'un montant représentant le risque de crédit potentiel, conformément aux règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada.

Solde pondéré en fonction du risque : Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

(en millions de dollars canadiens)

	2006			2005		
	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	7 405 \$	12 491 \$	2 858 \$	8 724 \$	12 955 \$	2 995 \$
Contrats à terme de gré à gré	114	125	27	101	160	33
Options achetées	1 257	1 620	363	1 501	1 844	414
Total des contrats de taux d'intérêt	8 776	14 236	3 248	10 326	14 959	3 442
Contrats de change						
Swaps de devises	1 408	2 041	548	1 342	1 911	574
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 076	6 478	1 179	3 240	6 142	1 068
Contrats de change à terme	797	2 233	595	874	1 997	586
Options achetées	63	129	44	88	159	58
Total des contrats de change	5 344	10 881	2 366	5 544	10 209	2 286
Contrats sur produits de base						
Swaps	3 713	11 532	4 130	6 221	11 969	4 706
Options achetées	5 717	16 012	5 483	6 316	11 123	4 465
Total des contrats sur produits de base	9 430	27 544	9 613	12 537	23 092	9 171
Contrats sur titres de participation						
	312	1 963	662	328	1 776	604
Contrats de crédit						
	169	2 372	542	129	1 740	377
Total des instruments dérivés	24 031	56 996	16 431	28 864	51 776	15 880
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(16 644)	(30 655)	(8 889)	(16 937)	(24 693)	(7 214)
Total	7 387 \$	26 341 \$	7 542 \$	11 927 \$	27 083 \$	8 666 \$

Le total comprend des gains non matérialisés sur instruments de couverture, que nous avons inscrits à notre bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice plutôt qu'en fonction de la valeur de marché. La valeur de marché excédait la valeur comptable de ces éléments de 70 millions de dollars au 31 octobre 2006 (242 millions en 2005). Le total des instruments dérivés et l'incidence

des contrats cadres de compensation des soldes relatifs à la valeur de remplacement ne comprennent pas les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés qui ont une juste valeur positive, soit 6 450 millions de dollars au 31 octobre 2006 (2 895 millions en 2005).

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de régions et de secteurs d'activité divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006		2005	
Canada	6 598 \$	28 %	7 853 \$	27 %
États-Unis	11 402	47	14 190	49
Autres pays 1)	6 031	25	6 821	24
Total	24 031 \$	100 %	28 864 \$	100 %

1) Aucun autre pays ne représentait 10 % ou plus de la valeur de remplacement en 2006 et en 2005.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes) :

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Institutions financières	7 425 \$	8 852 \$	2 105 \$	2 021 \$	4 908 \$	3 882 \$	119 \$	163 \$	163 \$	125 \$
Ressources naturelles	18	29	58	98	4 371	8 122	—	—	—	—
Administrations publiques	585	643	1 953	2 118	12	232	—	—	—	—
Autres	748	802	1 228	1 307	139	301	193	165	6	4
Total	8 776 \$	10 326 \$	5 344 \$	5 544 \$	9 430 \$	12 537 \$	312 \$	328 \$	169 \$	129 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Terme à courir

Les échéances de nos contrats sur instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir relativement aux montants nominaux de référence de nos contrats sur instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					2006	2005
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total
Contrats de taux d'intérêt							
Swaps		279 209 \$	294 224 \$	189 402 \$	157 783 \$	37 139 \$	749 499 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options		919 862	98 945	36 308	23 240	2 808	762 588
Total des contrats de taux d'intérêt		1 199 071	393 169	225 710	181 023	39 947	1 512 087
Contrats de change							
Swaps de devises		909	1 554	2 246	3 461	2 319	9 644
Swaps de taux d'intérêt et de devises		16 221	19 138	19 614	13 769	3 574	58 634
Contrats de change à terme, contrats à terme standardisés et options		117 665	9 084	5 322	506	14	113 804
Total des contrats de change		134 795	29 776	27 182	17 736	5 907	182 082
Contrats sur produits de base							
Swaps		36 685	24 559	3 339	447	—	41 977
Contrats à terme standardisés et options		399 332	166 586	9 847	117	—	197 444
Total des contrats sur produits de base		436 017	191 145	13 186	564	—	239 421
Contrats sur titres de participation							
		20 880	2 348	3 717	4 253	866	28 181
Contrats de crédit							
		7 039	16 968	21 736	6 593	59	39 781
Total		1 797 802 \$	633 406 \$	291 531 \$	210 169 \$	46 779 \$	2 001 552 \$

Note 10 • Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant moins l'amortissement cumulé, sauf les terrains, qui sont comptabilisés au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique, les logiciels, l'autre matériel et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

	2006		2005	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Immeubles			40 ans	
Matériel informatique et logiciels			15 ans	
Autre matériel			10 ans	
Améliorations locatives			Durée du bail, jusqu'à un maximum de 10 ans	
(en millions de dollars canadiens)				
Terrains	179 \$	— \$	179 \$	179 \$
Immeubles	1 164	569	595	518
Matériel informatique et logiciels	2 678	1 849	829	690
Autre matériel	651	477	174	224
Améliorations locatives	646	376	270	236
Total	5 318 \$	3 271 \$	2 047 \$	1 847 \$

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, la charge d'amortissement se chiffrait respectivement à 360 millions, à 377 millions et à 365 millions de dollars.

Les gains et les pertes sur cession sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de notre état consolidé des résultats.

Le 23 septembre 2005, nous avons vendu la tour de bureaux située au 350, 7th Avenue South West, à Calgary. Le gain provenant de cette vente s'établit à 58 millions de dollars avant impôts, dont 29 millions ont été inscrits à notre état consolidé des résultats. Les 29 millions de dollars restants ont été reportés et seront comptabilisés comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de nos baux dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2015 et 2025. Au 31 octobre 2006 et 2005, le gain reporté s'élevait respectivement à 26 millions et à 29 millions de dollars.

Le 1^{er} mars 2005, nous avons vendu le terrain et l'immeuble situés au 111, West Monroe Street, à Chicago et nous avons simultanément conclu des contrats de location aux taux du marché pour environ 50 % de l'immeuble. Le gain de 5 millions de dollars provenant de cette vente a été reporté et est comptabilisé comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de nos baux dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2035. Au 31 octobre 2006 et 2005, le gain reporté s'élevait respectivement à 5 millions et à 5 millions de dollars.

Les bureaux et le matériel sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque les flux de trésorerie connexes non actualisés

sont inférieurs à la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, les bureaux et le matériel n'ont été l'objet d'aucune dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2006, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 346 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains

exercices, et par la suite, se répartissent comme suit : 192 millions de dollars pour 2007, 167 millions pour 2008, 144 millions pour 2009, 122 millions pour 2010, 97 millions pour 2011 et 624 millions par la suite. Au 31 octobre 2006, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 705 succursales situées dans des locaux loués.

Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établit à 292 millions, à 245 millions et à 227 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 respectivement.

Note 11 • Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition.

Villa Park Trust and Savings Bank

Le 1^{er} décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale de 76 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Villa Park nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Mercantile Bancorp, Inc.

Le 30 décembre 2004, nous avons conclu l'acquisition de Mercantile Bancorp, Inc., une banque locale ayant son siège social dans l'Indiana, pour une somme totale en espèces de 194 millions de dollars. Dans le cadre de cette transaction, nous avons également acquis une petite société immobilière, Lake Commercial Corp. (collectivement, MBI). Les résultats d'exploitation de MBI ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de MBI nous donne la possibilité d'étendre nos services de banque locale dans le nord-ouest de l'Indiana. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. MBI fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date des acquisitions :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
	Villa Park	MBI
Encaisse	16 \$	111 \$
Valeurs mobilières	54	166
Prêts	247	620
Bureaux et matériel	5	18
Écart d'acquisition	44	91
Dépôts de base – actif incorporel	7	15
Actifs divers	4	25
Total de l'actif	377	1 046
Dépôts	296	752
Passifs divers	5	100
Total du passif	301	852
Prix d'achat	76 \$	194 \$

Acquisitions futures

First National Bank & Trust

Le 27 septembre 2006, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir la First National Bank & Trust (First National) pour une somme d'environ 325 millions de dollars. L'acquisition de la First National nous donnera la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Cette acquisition doit être approuvée par les organismes de réglementation et devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2007. Elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. La First National fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 3 août 2006, nous avons annoncé la signature d'une entente en vue d'acquérir bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale d'environ 41 millions de dollars en espèces. L'acquisition de bcpbank Canada devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2007. Elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. bcpbank Canada fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Note 12 • Vente de Harrisdirect LLC

Le 6 octobre 2005, nous avons vendu notre participation dans Harrisdirect LLC, notre société de placement en direct aux États-Unis, à E*Trade Financial Corporation, pour un produit en espèces de 827 millions de dollars (700 millions de dollars américains). Le gain de 49 millions de dollars a été comptabilisé dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats (18 millions de dollars après impôts). Ce gain comprenait une somme de 29 millions de dollars (25 millions de dollars américains) correspondant au remboursement estimatif par Harrisdirect LLC des frais du programme de fonds d'investissement relatifs à nos fonds Harris Insight Funds. Certains coûts liés à la transaction n'ont pas encore été fixés de façon définitive; si les coûts réels diffèrent des estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

Nous avons fourni à l'acheteur les indemnités standard dans le cadre de la convention d'achat-vente.

Les résultats de Harrisdirect LLC, y compris le gain résultant de la vente en 2005, ont été portés à notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Revenu net d'intérêts	68 \$	66 \$
Revenu autre que d'intérêts	184	179
	252	245
Frais autres que d'intérêts	243	271
Impôts sur les bénéfices	14	(11)
Perte nette	(5)\$	(15)\$

Note 13 • Écarts d'acquisition et actifs incorporels**Écarts d'acquisition**

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres de placement dans les cas où nous exerçons une influence notable, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Ce test consiste à attribuer les écarts d'acquisition à nos unités d'exploitation (groupes de secteurs d'activité ayant des caractéristiques semblables) et à comparer

ensuite la valeur comptable de ces unités, y compris les écarts d'acquisition, à leur juste valeur. Nous déterminons la juste valeur en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, les ratios cours-bénéfice ou d'autres multiples, selon ce qui convient le mieux dans les circonstances. L'excédent de la valeur comptable des écarts d'acquisition sur la juste valeur des écarts d'acquisition, le cas échéant, est comptabilisé comme une charge de dépréciation dans la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos écarts d'acquisition pour chacune des unités d'exploitation, pour les exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005 :

(en millions de dollars canadiens)	PE – Canada	PE – États-Unis				Groupe Gestion privée	Groupe Services d'investisse- ment	Autres	Total	
	Services bancaires Particuliers et entreprises	Services bancaires Particuliers et entreprises	Total	Services d'investisse- ment traditionnels et en direct	Produits de placement destinés aux particuliers	Gestion privée	Total	Services d'investisse- ment	Technologie et opérations	
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2004	93 \$	495 \$	588 \$	553 \$	187 \$	74 \$	814 \$	102 \$	3 \$	1 507 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	91	91	–	–	–	–	–	–	91
Vente de Harrisdirect LLC	–	–	–	(471)	–	–	(471)	–	–	(471)
Autres 1)	–	(18)	(18)	(14)	–	(2)	(16)	(2)	–	(36)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2005	93	568	661	68	187	72	327	100	3	1 091
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	44	44	–	–	–	–	–	–	44
Autres 1)	–	(30)	(30)	–	–	(4)	(4)	(2)	(1)	(37)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2006	93 \$ ²⁾	582 \$ ³⁾	675 \$	68 \$ ⁴⁾	187 \$ ⁵⁾	68 \$ ⁶⁾	323 \$	98 \$ ⁷⁾	2 \$	1 098 \$

1) Les autres changements dans les écarts d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens des écarts d'acquisition libellés en devises, les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions de l'exercice précédent et le reclassement de certaines autres sommes.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris.

3) Concerne New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc. et Villa Park Trust and Savings Bank.

4) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée.

6) Concerne essentiellement myCFO, Inc.

7) Concerne Gerard Klauer Mattison & Co., Inc. et Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie :

(en millions de dollars canadiens)	2006			2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Relations d'affaires avec des clients	75 \$	52 \$	23 \$	34 \$
Dépôts de base	180	110	70	86
Réseaux de distribution				
– Succursales	166	114	52	66
Autres	24	17	7	10
Total	445 \$	293 \$	152 \$	196 \$

Par suite de la vente de Harrisdirect LLC, les actifs incorporels ont été réduits de 194 millions de dollars au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005.

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif.

Le montant global des actifs incorporels acquis au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005 s'élevait respectivement à 7 millions et à 15 millions de dollars.

Nous soumettons les actifs incorporels à durée de vie limitée à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels pour les cinq prochains exercices s'élève à 42 millions de dollars pour 2007, 34 millions pour 2008, 29 millions pour 2009, 18 millions pour 2010 et 13 millions pour 2011.

Note 14 • Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 ¹⁾
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	4 900 \$	4 949 \$
Intérêts courus à recevoir	1 346	896
Créances de clients, de négociants et de courtiers	816	97
Actif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 22)	1 195	1 177
Total	8 257 \$	7 119 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte des modifications de convention comptable décrites aux notes 3 et 21.

Note 15 • Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts							
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Catégories de déposants :										
Banques	437 \$	368 \$	290 \$	352 \$	661 \$	670 \$	25 244 \$	24 083 \$	26 632 \$	25 473 \$
Entreprises et administrations publiques	5 600	5 499	9 870	11 284	19 304	15 521	66 074	60 133	100 848	92 437
Particuliers	3 177	3 459	5 181	4 740	32 274	34 669	35 736	33 015	76 368	75 883
Total	9 214 \$	9 326 \$	15 341 \$	16 376 \$	52 239 \$	50 860 \$	127 054 \$	117 231 \$	203 848 \$	193 793 \$
Domiciliation :										
Canada	8 899 \$	8 079 \$	12 683 \$	12 001 \$	35 523 \$	35 691 \$	75 866 \$	71 211 \$	132 971 \$	126 982 \$
États-Unis	181	1 128	2 655	4 168	16 237	14 631	26 537	25 026	45 610	44 953
Autres pays	134	119	3	207	479	538	24 651	20 994	25 267	21 858
Total	9 214 \$	9 326 \$	15 341 \$	16 376 \$	52 239 \$	50 860 \$	127 054 \$	117 231 \$	203 848 \$	193 793 \$

Au 31 octobre 2006 et 2005, les dépôts comprenaient respectivement 71 387 millions et 74 038 millions de dollars de dépôts libellés en dollars américains, et 13 010 millions et 6 297 millions de dollars de dépôts en d'autres devises.

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2006, le solde des fonds fédéraux achetés se chiffrait à 3 388 millions de dollars (4 396 millions en 2005).
- Le papier commercial dont le total atteignait 1 298 millions de dollars au 31 octobre 2006 (604 millions en 2005).

Au 31 octobre 2006, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 105 377 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 54 769 millions de dollars étaient domiciliés au Canada, 25 958 millions aux États-Unis et 24 650 millions dans d'autres pays. Au 31 octobre 2005, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 94 840 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 49 912 millions étaient domiciliés au Canada, 23 933 millions aux États-Unis et 20 995 millions dans d'autres pays.

Sur le total de ces dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars domiciliés au Canada au 31 octobre 2006, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 31 249 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 2 047 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 7 368 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 14 105 millions de dollars. Au 31 octobre 2005, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 31 541 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 767 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 5 341 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 11 263 millions de dollars.

Note 16 • Passifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Acceptations	7 223 \$	5 934 \$
Titres vendus à découvert	15 398	16 142
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	31 918	22 657
	54 539 \$	44 733 \$

Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie d'une commission d'acceptation. Nous disposons d'une créance compensatoire, égale au montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance des effets. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédons pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur de marché. Les rajustements à la valeur de marché à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont comptabilisés dans les revenus de négociation figurant à notre état consolidé des résultats.

Titres mis en pension, prêtés ou vendus

Les titres mis en pension, prêtés ou vendus, représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. L'obligation de racheter ces titres est comptabilisée selon le montant exigible. Les frais d'intérêts relatifs à ces engagements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 ¹⁾
Passifs divers		
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	7 196 \$	5 166 \$
Intérêts courus à payer	1 441	1 146
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 359	1 374
Passifs de filiales, autres que des dépôts	112	271
Passif au titre des prestations constituées		
découlant des régimes de retraite (note 22)	20	18
Passif au titre des prestations constituées découlant		
des autres avantages sociaux futurs (note 22)	630	582
Total	10 758 \$	8 557 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte des modifications de convention comptable décrites aux notes 3 et 21.

Au 31 octobre 2006, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 1 042 millions de dollars (1 042 millions en 2005) qui font partie de notre capital réglementaire de première catégorie (se reporter à la note 18).

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit dans la période au cours de laquelle nos clients acquièrent le droit

d'échanger des récompenses. Nous estimons ce passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange des récompenses est fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les coûts de notre programme de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés à titre de réduction du revenu autre que d'intérêts, au poste frais de services de cartes, dans notre état consolidé des résultats. Le passif lié à ce programme est inclus dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Modification de l'estimation comptable

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004, nous avons haussé l'estimation du passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit. La modification de l'estimation effectuée au cours de l'exercice 2005 découlait d'améliorations apportées à la méthode utilisée pour déterminer le passif. La modification de l'estimation effectuée en 2004 découlait de la hausse des taux d'échange de récompenses. L'incidence de la modification de l'estimation sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 a été une réduction du revenu autre que d'intérêts, au titre des frais de services de cartes, de 40 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices de 14 millions et une baisse du revenu net de 26 millions (respectivement 65 millions, 23 millions et 42 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004).

Note 17 • Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties, sous forme de billets et de débetures, envers les porteurs de nos titres d'emprunt et elle fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et de débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le rachat de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons émis des billets à moyen terme de série D, d'une valeur totale de 700 millions

de dollars. Nous avons racheté nos débetures de série 21, d'une valeur de 300 millions de dollars, et nos débetures de série 19, d'une valeur de 125 millions. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons émis des billets à moyen terme de série C, 1^{re} et 2^e tranches, d'une valeur totale de un milliard de dollars. Nous avons racheté nos billets à moyen terme de série B, d'une valeur de 300 millions de dollars, et nos débetures de série 18, d'une valeur de 250 millions de dollars. Nos billets à 6,10 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance. Nos rachats n'ont entraîné ni gain ni perte.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Rachetables à notre gré à compter de						Total 2006	Total 2005	
					1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans			Plus de 5 ans
Débetures série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Décembre 1998	– \$	– \$	140 \$	– \$	– \$	– \$	140 \$	140 \$
Débetures série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012	–	–	–	–	–	100	100	100
Débetures série 19	125 \$	Mars 2011	7,40	rachetées	–	–	–	–	–	–	–	125
Débetures série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	non rachetables	–	–	–	–	–	150	150	150
Débetures série 21	300 \$	Mai 2011	8,15	rachetées	–	–	–	–	–	–	–	300
Débetures série 22	150 \$	Juillet 2012	7,92	Juillet 2007	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à 7,80 %	300 \$US	Avril 2007	7,80	Avril 2000 1)	336	–	–	–	–	–	336	354
Billets à moyen terme – Série A												
2 ^e tranche	150 \$	Février 2013	5,75	Février 2008	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à moyen terme – Série C												
1 ^{re} tranche	500 \$	Janvier 2015	4,00	Janvier 2010 2)	–	–	–	–	–	500	500	500
2 ^e tranche	500 \$	Avril 2020	4,87	Avril 2015 3)	–	–	–	–	–	500	500	500
Billets à moyen terme – Série D												
1 ^{re} tranche	700 \$	Avril 2021	5,10	Avril 2016 4)	–	–	–	–	–	700	700	–
Total					336 \$	– \$	140 \$	– \$	– \$	2 250 \$	2 726 \$	2 469 \$

1) Rachetables à notre gré seulement si certains événements fiscaux se produisent.

2) Rachetables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement d'obligations du Canada avant le 21 janvier 2010, et rachetables à la valeur nominale à compter du 21 janvier 2010.

3) Rachetables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement d'obligations du Canada avant le 22 avril 2015, et rachetables à la valeur nominale à compter du 22 avril 2015.

4) Rachetables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement d'obligations du Canada avant le 21 avril 2016, et rachetables à la valeur nominale à compter du 21 avril 2016.

Note 18 • Titres d'une fiducie de capital

Nous émettons les titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS) par l'entremise de notre filiale consolidée, la Fiducie de capital BMO (la fiducie). Le produit des BOaTS est utilisé pour l'achat de prêts hypothécaires. Au moment de la consolidation, les BOaTS sont présentés dans notre bilan consolidé, soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, selon leurs modalités.

Les détenteurs de BOaTS ont le droit de recevoir des distributions fixes semestrielles non cumulatives en espèces, en autant que la Banque déclare des dividendes sur ses actions privilégiées ou, s'il n'y a pas d'actions privilégiées en circulation, sur ses actions ordinaires, conformément aux pratiques habituelles de la Banque en matière de dividendes. Les durées des BOaTS sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les distributions)	Dates de distribution	Distribution par BOaTS	Date de rachat	Date de conversion	Capital	
			au gré de la fiducie	au gré du détenteur	2006	2005
Titres d'une fiducie de capital						
Série A	30 juin, 31 décembre	34,52 \$	31 décembre 2005	31 décembre 2010	350 \$	350 \$
Série B	30 juin, 31 décembre	33,24	30 juin 2006	30 juin 2011	400	400
Série C	30 juin, 31 décembre	33,43	31 décembre 2006	30 juin 2012	400	400
					1 150	1 150
Part des actionnaires sans contrôle						
Série D	30 juin, 31 décembre	27,37 \$ ¹⁾	31 décembre 2009		600	600
Série E	30 juin, 31 décembre	23,17 ²⁾	31 décembre 2010		450	450
					1 050	1 050
Total des titres de la fiducie					2 200 \$	2 200 \$

1) Après le 31 décembre 2014, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

2) Après le 31 décembre 2015, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

Rachat par la fiducie

Aux dates de rachat indiquées ci-dessus ou après ces dates, et sous réserve de l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada, la fiducie peut racheter la totalité des BOaTS sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs.

Conversion par les détenteurs

Aux dates de conversion indiquées ci-dessus ou après ces dates, les BOaTS de séries A, B et C pourront être échangés contre des actions privilégiées de catégorie B de la Banque, séries 7, 8 et 9 respectivement, au gré des détenteurs.

Échange automatique

Les BOaTS de séries A, B, C, D et E, seront automatiquement échangés contre 40 actions privilégiées de catégorie B de la Banque, séries 7, 8, 9, 11 et 12 respectivement, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital ou une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif les titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque au gré des détenteurs. Nous avons reclassé, au poste titres d'une fiducie de capital, les titres de notre fiducie de capital de séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les distributions effectuées sur ces titres d'une fiducie de capital sont maintenant comptabilisées dans les frais d'intérêts.

Nous avons retraité nos états financiers consolidés de l'exercice 2004 pour qu'ils soient compatibles avec la nouvelle présentation. Se reporter à la note 20 en ce qui concerne l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés.

Note 19 • Risque de taux d'intérêt

Nous recevons de l'intérêt sur des actifs productifs d'intérêts et nous versons de l'intérêt sur des passifs productifs d'intérêts. Nous détenons aussi des instruments financiers hors bilan dont les valeurs sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans la mesure où nous avons des actifs, des passifs et des instruments financiers qui arrivent à échéance ou sont renégociés à différents moments, nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

La détermination des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses. Elle se fait en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs, des passifs et des instruments dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

Les écarts présentés le sont en date du 31 octobre de chaque année. Ils représentent la situation à la fermeture des bureaux et peuvent changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon le comportement des clients et l'application de notre politique en matière de gestion des actifs et des passifs.

Hypothèses pour 2006 :

Actifs

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des dates fixées pour les remboursements et des dates estimatives des remboursements anticipés qui reflètent le comportement prévu des emprunteurs.

Les actifs liés aux activités de négociation et de prise ferme (au cours du marché) ainsi que les actifs productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les actifs à taux fixe et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après le comportement prévu des soldes de comptes.

Passifs

Les passifs à taux fixe, tels que les certificats de placement, sont présentés en fonction des échéances fixes et des dates estimatives des rachats qui reflètent le comportement prévu des déposants.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les dépôts productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les passifs à taux fixe et les passifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après l'évolution prévue des soldes de comptes.

Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés comme des éléments non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

Rendements

Les rendements sont établis d'après les taux d'intérêt convenus à l'égard des actifs ou des passifs en vigueur le 31 octobre 2006.

Écart de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total de 0 à 12 mois	Taux d'intérêt réel (%)	De 1 à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Total
En dollars canadiens											
Actif											
Encaisse	4 447 \$	832 \$	– \$	5 279 \$	3,25	289 \$	–	– \$	–	(881)\$	4 687 \$
Valeurs mobilières	29 146	90	536	29 772	5,31	685	7,04	78	5,94	112	30 647
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	16 939	310	808	18 057	4,28	44	s.o.	–	–	–	18 101
Prêts	57 501	3 846	7 481	68 828	6,00	37 640	5,42	3 442	5,32	7 639	117 549
Autres actifs	28 582	262	524	29 368	s.o.	4 192	s.o.	–	s.o.	769	34 329
Total de l'actif	136 615	5 340	9 349	151 304		42 850		3 520		7 639	205 313
Passif et capitaux propres											
Dépôts	63 400	6 939	7 252	77 591	3,44	39 992	2,17	1 867	4,66	–	119 450
Titres vendus à découvert	13 414	–	–	13 414	3,39	–	–	–	–	–	13 414
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	13 212	205	438	13 855	4,16	–	–	–	–	–	13 855
Autres passifs	28 890	43	249	29 182	s.o.	2 009	s.o.	1 050	s.o.	7 639	39 880
Dette subordonnée, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif	–	–	350	350	6,14	1 790	5,83	1 850	5,90	–	3 990
Capitaux propres	58	–	–	58	s.o.	–	–	200	s.o.	14 466	14 724
Total du passif et des capitaux propres	118 974	7 187	8 289	134 450		43 791		4 967		22 105	205 313
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	17 641	(1 847)	1 060	16 854		(941)		(1 447)		(14 466)	–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(16 733)	432	4 055	(12 246)		8 896		3 350		–	–

Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars canadiens

2006	908 \$	(1 415)\$	5 115 \$	4 608 \$		7 955 \$		1 903 \$		(14 466)\$	– \$
2005	3 936	901	(379)	4 458		7 023		1 789		(13 270)	–

En dollars américains et autres devises**Actif**

Encaisse	9 934 \$	2 841 \$	822 \$	13 597 \$	3,69	904 \$	–	– \$	–	420 \$	14 921 \$
Valeurs mobilières	24 778	1 155	3 335	29 268	3,71	3 883	4,86	3 567	4,08	46	36 764
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	12 733	595	–	13 328	4,65	–	–	–	–	–	13 328
Prêts	24 895	1 445	3 574	29 914	6,71	9 839	6,07	1 343	4,92	920	42 016
Autres actifs	3 552	216	424	4 192	s.o.	3 436	s.o.	–	–	8	7 636
Total de l'actif	75 892	6 252	8 155	90 299		18 062		4 910		1 394	114 665

Passif et capitaux propres

Dépôts	67 358	3 267	3 140	73 765	3,84	10 591	5,35	16	–	26	84 398
Titres vendus à découvert	1 984	–	–	1 984	6,22	–	–	–	–	–	1 984
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	18 063	–	–	18 063	6,12	–	–	–	–	–	18 063
Autres passifs	6 566	106	212	6 884	s.o.	1 745	s.o.	–	–	918	9 547
Dette subordonnée, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif	–	336	–	336	7,80	–	–	–	–	–	336
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	–	s.o.	337	s.o.	–	337
Total du passif et des capitaux propres	93 971	3 709	3 352	101 032		12 336		353		944	114 665

Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan

(18 079) 2 543 4 803 (10 733) 5 726 4 557 450 –

Écart de sensibilité des éléments hors bilan 1 976 – 79 2 055 (1 437) (618) – –

Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars américains et autres devises

2006	(16 103)\$	2 543 \$	4 882 \$	(8 678)\$		4 289 \$		3 939 \$		450 \$	– \$
2005	(11 886)	3 748	5 056	(3 082)		2 303		393		386	–

s.o. – sans objet

Note 20 • Capital-actions

En circulation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006			2005			2004		
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées classées dans le passif									
Catégorie B – Série 3 1)	–	– \$	– \$	–	– \$	– \$	–	– \$	1,18 \$
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
		450			450			450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres									
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$
Catégorie B – Série 10	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US
		596			596			596	
Actions ordinaires	500 726 079	4 231	2,26 \$	500 219 068	4 022	1,85 \$	500 896 857	3 857	1,59 \$
Capital-actions		4 827 \$			4 618 \$			4 453 \$	

1) Rachetées en 2004 pour la somme de 400 millions de dollars.

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 3, au prix de 25,50 \$ l'action, plus tout dividende déclaré et non versé. L'excédent du prix de rachat sur la valeur comptable, soit 8 millions de dollars, a été imputé aux bénéfices non répartis, dans les dividendes sur actions privilégiées.

Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25,00 \$ en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ US en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en nos actions ordinaires. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 \$ US par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités

Le 6 septembre 2006, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation.

Du 7 septembre 2005 au 5 septembre 2006, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous étions autorisés à racheter un maximum de

15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons racheté 5 919 400 actions à un prix moyen de 63,58 \$ l'action, pour une somme totale de 376 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons racheté 6 957 800 actions à un prix moyen de 56,04 \$ l'action, pour une somme totale de 390 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté 6 220 500 actions au prix moyen de 53,63 \$ l'action, pour une somme totale de 333 millions de dollars.

Options échangeables contre des actions ordinaires

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en nos actions ordinaires, il aurait fallu un maximum de 327 863, de 361 397 et de 646 383 actions ordinaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2006, 2005 et 2004 respectivement.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une ou l'autre de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO, une de nos filiales, omet de verser une distribution sur ses titres de capital, nous ne déclarerons de dividende de quelque nature que ce soit sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires pendant la période qui suivra l'omission par la fiducie de verser la distribution indiquée (tel que le stipulent les prospectus des titres de la fiducie), à moins que la fiducie ne verse la distribution en question aux détenteurs de ses titres (se reporter à la note 18).

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Nous offrons un régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions à nos actionnaires. La participation à ce régime est facultative. Selon les modalités du régime, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires sont réaffectés à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires. Les actionnaires ont aussi la possibilité de faire des paiements en espèces pour acquérir des actions ordinaires supplémentaires. Nous pouvons émettre ces actions ordinaires au cours moyen de clôture de l'action ordinaire de la Banque à la Bourse de Toronto, établi d'après les cinq jours de bourse précédant le dernier jour ouvrable du mois, ou nous pouvons les acheter sur le marché libre, au prix du marché. Au cours de l'exercice, nous avons émis 1 378 328 actions ordinaires (1 258 463 en 2005) dans le cadre de ce régime.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2006, nous avons réservé 3 268 297 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 5 047 982 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 25 155 368 actions ordinaires en vue de l'exercice éventuel des options d'achat d'actions, tel que nous l'expliquons à la note 21.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et les titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré des détenteurs. Nous avons reclassé dans le passif, au poste actions privilégiées, nos actions privilégiées de catégorie B, séries 3, 4 et 6, pour un montant de 850 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisées dans le capital-actions. Nous avons également reclassé, au poste titres d'une fiducie de capital, les titres de notre fiducie de capital de séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les dividendes déclarés sur ces actions privilégiées, ainsi que

les distributions effectuées sur ces titres d'une fiducie de capital, sont maintenant comptabilisés dans les frais d'intérêts. Cette modification n'a eu aucune incidence sur notre résultat par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Nous avons retraité nos états financiers consolidés de l'exercice 2004 pour qu'ils soient compatibles avec la nouvelle présentation. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur notre état consolidé des résultats des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Augmentation (diminution) du revenu net			
Frais d'intérêts – Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	(99)\$	(97)\$	(124)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	42	42	43
Impôts sur les bénéficiaires	37	37	36
Revenu net	(20)	(18)	(45)
Dividendes sur actions privilégiées	20	18	45
Revenu net afférent aux actions ordinaires	– \$	– \$	– \$

Note 21 • Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions**Régime d'options d'achat d'actions**

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour les dirigeants, employés et administrateurs désignés. Les options sont attribuées à un prix d'exercice égal au cours de clôture de l'action ordinaire de la Banque le jour précédant la date d'attribution. Les droits aux options attribuées aux termes du régime de 1995 à 1999 sont acquis après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'année au cours de laquelle

les options ont été attribuées, si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Les droits aux options attribuées depuis 1999 sont acquis à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle les options ont été attribuées. Certaines des options attribuées depuis 1999 ne peuvent être exercées que si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après leur date d'attribution.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2006		2005		2004	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	26 919 349	35,86 \$	30 442 060	33,87 \$	35 212 440	31,89 \$
Options attribuées	1 390 700	63,04	1 471 764	56,60	1 645 900	53,93
Options exercées	5 014 557	30,87	4 736 826	29,30	6 239 301	27,77
Options éteintes/annulées	37 053	46,77	257 649	36,77	176 979	35,22
Options échues	3 800	15,50	–	s.o.	–	s.o.
Options en cours à la fin de l'exercice	23 254 639	38,55	26 919 349	35,86	30 442 060	33,87
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	17 947 453	34,35	20 016 144	32,68	21 102 433	30,94
Options pouvant être attribuées	2 047 729		3 397 576		4 611 691	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	4,64 %		5,38 %		6,08 %	

s.o. – sans objet

La valeur intrinsèque d'une option d'achat d'actions attribuée est la différence entre le prix en vigueur sur le marché pour l'action ordinaire de la Banque et le prix d'exercice de l'option. La valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions en cours au 31 octobre 2006, 2005 et 2004 était respectivement de 719 millions, 591 millions et 721 millions de dollars. La valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions pouvant être exercées au 31 octobre 2006, 2005 et 2004 était respectivement de 629 millions, 503 millions et 561 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2006, par fourchette de prix d'exercice :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	Options en cours			Options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie moyenne pondérée contractuelle résiduelle (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 15,50 \$ à 20,00 \$	140 387	0,1	19,93 \$	140 387	19,93 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	3 441 275	3,0	25,60 \$	3 441 275	25,60 \$
De 30,01 \$ à 40,00 \$	13 135 225	3,9	35,36 \$	12 313 275	35,24 \$
De 40,01 \$ à 63,76 \$	6 512 352	7,2	52,11 \$	2 052 516	44,67 \$
63,77 \$ et plus	25 400	9,0	66,32 \$	–	– \$

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des options d'achat d'actions dont les droits n'étaient pas acquis, pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	Nombre d'options d'achat d'actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution
Options dont les droits n'étaient pas acquis au début de l'exercice	6 903 205	7,82 \$
Options attribuées	1 390 700	10,17
Options dont les droits ont été acquis	2 953 266	7,14
Options éteintes	33 453	9,19
Options dont les droits n'étaient pas acquis à la fin de l'exercice	5 307 186	8,89 \$

Le tableau ci-dessous présente des renseignements complémentaires sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2006	2005	2004
Frais de rémunération non constatés liés à l'attribution d'options dont les droits ne sont pas acquis	12 \$	13 \$	12 \$
Période moyenne pondérée sur laquelle les frais sont constatés (en années)	3,0	2,9	3,3
Valeur intrinsèque totale des options exercées	170 \$	131 \$	164 \$
Produit en espèces des options exercées	155 \$	139 \$	173 \$
Économie d'impôts réelle réalisée sur les options exercées	14 \$	7 \$	6 \$

Modifications des conventions comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'ICCA concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits.

Nous avons retraité les états financiers consolidés des exercices antérieurs pour tenir compte de cette modification. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés au 31 octobre de l'exercice à l'étude et des exercices antérieurs :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Augmentation (diminution) du revenu net			
État consolidé des résultats			
Rémunération du personnel	(2)\$	(5)\$	(13)\$
Impôts sur les bénéfices	—	1	2
Revenu net	(2)\$	(4)\$	(11)\$
Augmentation (diminution)			
Bilan consolidé			
Actifs divers	(24)\$	(25)\$	(24)\$
Passifs divers	1	(1)	(1)
Surplus d'apport	16	15	12

Le 1^{er} novembre 2002, nous avons modifié notre convention comptable relative aux options d'achat d'actions attribuées à cette date ou ultérieurement. En vertu de la nouvelle convention comptable, nous calculons la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été attribuées et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options, en augmentant le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions.

Nous déterminons la juste valeur des options attribuées au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. La volatilité prévue est fondée sur la volatilité implicite du cours de nos actions causée par les options négociées ainsi que sur la volatilité historique du cours de nos actions. La moyenne pondérée de la juste valeur des options attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 s'élevait à 10,17 \$, 10,34 \$ et 10,63 \$ respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

	2006	2005	2004
Rendement prévu des actions	3,1 %	3,1 %	2,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,2 %	22,8 %	23,2 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %	4,2 %	4,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	7,2	7,1	7,1

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

Nous ne comptabilisons aucuns frais de rémunération relativement aux options attribuées au cours des exercices précédents. Lorsque ces options sont exercées, nous incluons le montant du produit dans le capital-actions. Le tableau suivant montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur notre résultat par action, si nous avions toujours comptabilisé les frais liés aux options d'achat d'actions en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date de leur attribution :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel, avant impôts ²⁾	14 \$	13 \$	12 \$
Revenu net, selon les états financiers	2 663 \$	2 396 \$	2 295 \$
Frais supplémentaires comptabilisés si nous avions passé en charges la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en cours attribuées avant le 1 ^{er} novembre 2002	1	11	29
Revenu net, pro forma	2 662 \$	2 385 \$	2 266 \$
Résultat par action (en dollars canadiens)			
De base, selon les états financiers	5,25 \$	4,73 \$	4,51 \$
De base, pro forma	5,25	4,71	4,46
Dilué, selon les états financiers	5,15	4,63	4,40
Dilué, pro forma	5,15	4,61	4,34

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite ci-dessus.

2) L'incidence des impôts sur les frais liés aux options d'achat d'actions a été une réduction de un million de dollars pour les exercices 2006, 2005 et 2004.

Autres régimes de rémunération à base d'actions

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Lorsqu'un employé verse à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire brut, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation. Les actions de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul du résultat par action. Les dividendes versés pour nos actions ordinaires détenues dans le cadre du régime sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, respectivement à 35 millions, 33 millions et 32 millions de dollars. Pour ces exercices, il y avait respectivement 12 809 736, 12 184 377 et 11 445 595 actions ordinaires détenues dans le cadre de ce régime.

Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur de marché de nos actions ordinaires. Dans le cas de la majorité des dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à moyen terme au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 s'élevait respectivement à 3 387 493, à 3 105 178 et à 2 978 429 unités. Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquiescement de la majorité de nos obligations relatives à ces régimes contre des paiements en espèces de 202 millions, 187 millions et 173 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel de façon uniforme sur la période qui précède le versement aux employés. Les sommes relatives aux unités d'actions attribuées à des employés qui sont admissibles à la retraite sont constatées à titre de charge à la date d'attribution. Nous n'avons plus aucun passif relativement aux obligations transférées à des tiers, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers. La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers totalisait 96 millions et 103 millions de dollars respectivement au 31 octobre 2006 et 2005. Nous prévoyons que la somme reportée, le 31 octobre 2006, sera constatée sur une période moyenne pondérée de 1,7 année.

En ce qui a trait au reste des obligations relatives à des régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, le montant des frais de rémunération du personnel est amorti sur la période qui précède le versement aux employés, de façon à tenir compte de la valeur de marché courante de nos actions ordinaires ainsi que du rendement total

de nos capitaux propres comparativement à celui de nos concurrents. Au 31 octobre 2006, aucun passif n'était lié à ces régimes. Au 31 octobre 2005, le passif lié à ces régimes s'élevait à 57 millions de dollars.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, respectivement à 190 millions, 174 millions et 156 millions de dollars avant impôts (respectivement 122 millions, 112 millions et 100 millions de dollars après impôts).

Un total de 8 272 824, de 8 933 847 et de 8 750 679 unités d'actions étaient en circulation pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2006, 2005 et 2004.

Régimes de primes différées

Nous offrons des régimes de primes différées à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes Services d'investissement et Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement de primes annuelles ou de commissions peut être différé sous forme d'unités d'actions donnant droit à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des primes ou commissions différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les primes différées peuvent être versées lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, être échelonnées sur la période de trois ans du régime, ou encore être versées à la fin de la période de trois ans du régime. Les primes différées peuvent

être versées en espèces ou en actions ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés dans l'exercice où les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des primes découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes de primes différées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004 s'élevait respectivement à 471 662, à 398 605 et à 421 924 unités. Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les passifs relatifs à ces régimes sont inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 171 millions et 120 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture, s'élevaient respectivement à 8 millions, 4 millions et 4 millions de dollars avant impôts (respectivement 5 millions, 3 millions et 3 millions de dollars après impôts).

Un total de 2 542 696, de 2 099 577 et de 1 588 824 unités d'actions différées étaient en circulation pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2006, 2005 et 2004.

Note 22 • Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités.

Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite à prestations déterminées prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nous offrons, en vertu de ces régimes, des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service de l'employé et sur son salaire annuel moyen pour une certaine période précédant la retraite. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les régimes de retraite prévus par la loi disposent d'actifs suffisants pour verser les prestations aux employés qui prennent leur retraite. Les employés peuvent verser des cotisations volontaires, mais n'y sont pas tenus.

Nous offrons également des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de nos filiales. En vertu de ces régimes, nous devons contribuer à l'épargne-retraite de l'employé participant en versant des cotisations d'un montant prédéterminé, établi d'après un pourcentage du salaire de cet employé. Nous constatons les coûts de nos régimes de retraite à cotisations déterminées dans les frais de rémunération du personnel pendant que les employés sont à notre service.

D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Obligations au titre des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons deux types d'obligations découlant de nos régimes : nos obligations au titre des prestations de retraite déterminées et nos obligations au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actuaires procèdent à des évaluations de nos obligations aux titres des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués au 31 octobre de chaque exercice pour nos régimes au Canada (au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis), selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution des coûts des soins de santé. Le taux d'actualisation est déterminé par la direction d'après les conditions du marché à la fin de l'exercice. D'autres hypothèses sont fondées sur des prévisions à long terme.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations et de nos charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont les suivants :

Les prestations constituées par les employés représentent les prestations de retraite et autres avantages constitués au cours de l'exercice.

Elles sont déterminées d'après le nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées représentent l'accroissement des obligations avec le temps.

Les gains ou pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actuaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de changements dans les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels peuvent découler de écarts entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les gains ou les pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de nos obligations au titre des prestations constituées. Les gains ou les pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas constatés dans le revenu.

Les modifications aux régimes représentent les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs.

Le rendement prévu des actifs représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs des régimes, appliqué à la juste valeur de ces actifs. Nous établissons notre estimation du rendement prévu des actifs des régimes d'après l'objectif de répartition des actifs du régime et les taux de rendement estimatifs de chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimatifs sont fondés sur les rendements prévus des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque sur titres de participation est ensuite ajoutée afin d'estimer le rendement de ces titres. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à refléter les risques relatifs de ces catégories, par comparaison avec les titres à revenu fixe et les titres de participation. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de nos gains ou pertes actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

Les règlements se produisent lorsque nos obligations au titre des prestations constituées des participants au régime sont réglées, habituellement par le versement de sommes forfaitaires en espèces, et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations à ces participants en vertu du régime est éteinte pour l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos régimes de retraite prévus par la loi au Canada et aux États-Unis sont capitalisés par la Banque et les actifs de ces régimes servent au versement des prestations de retraite.

Nos régimes de retraite complémentaires au Canada sont partiellement capitalisés, tandis qu'aux États-Unis le régime est sans capitalisation. Nos régimes d'autres avantages sociaux futurs aux États-Unis et au Canada sont partiellement capitalisés. Les versements relatifs aux prestations de retraite et aux avantages sociaux découlant de ces régimes sont effectués soit par les régimes, soit directement par la Banque.

Nous mesurons la juste valeur des actifs au 31 octobre pour nos régimes au Canada et au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis. En plus des évaluations actuarielles effectuées à des fins comptables,

nous sommes tenus de préparer des évaluations pour déterminer nos cotisations de retraite (nos évaluations relatives à la capitalisation). La plus récente évaluation relative à la capitalisation de notre principal régime canadien a été effectuée en date du 31 octobre 2005. Nous sommes tenus de déposer des évaluations relatives à la capitalisation de ce régime auprès du Surintendant des institutions financières du Canada au moins tous les trois ans. Pour notre régime prévu par la loi des États-Unis, l'évaluation relative à la capitalisation est exigée à tous les ans. La plus récente évaluation a été effectuée en date du 1^{er} janvier 2006.

Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Obligation au titre des prestations constituées	955 \$	959 \$	865 \$	952 \$	852 \$	741 \$
Juste valeur des actifs des régimes	729	693	607	68	66	58
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	226 \$	266 \$	258 \$	884 \$	786 \$	683 \$

Répartition des actifs

La politique d'investissement relative aux actifs du principal régime de retraite canadien est d'avoir une composition diversifiée de placements de qualité, visant à produire un taux de rendement réel supérieur à long terme, tout en limitant la volatilité du rendement. Les actifs des régimes sont rééquilibrés à l'intérieur de fourchettes de répartition cible. Le tableau ci-dessous présente la répartition réelle à la fin de chaque exercice et la répartition cible pour le 31 octobre :

	Régimes de retraite capitalisés 1)				Autres avantages sociaux futurs capitalisés			
	Répartition cible 2006	Répartition réelle 2006	Répartition réelle 2005	Répartition réelle 2004	Répartition cible 2006	Répartition réelle 2006	Répartition réelle 2005	Répartition réelle 2004
Titres de participation	53 %	43 %	50 %	47 %	65 %	65 %	67 %	70 %
Placements à revenu fixe	35 %	41 %	38 %	40 %	35 %	33 %	33 %	30 %
Autres	12 %	16 %	12 %	13 %	—	2 %	—	—

1) Ne comprend pas le régime complémentaire canadien, dont les actifs sont entièrement investis dans des placements à revenu fixe.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Charge annuelle liée aux prestations constituées						
Prestations constituées par les employés	137 \$	127 \$	120 \$	18 \$	17 \$	16 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	208	205	201	46	46	44
Perte actuarielle constatée dans la charge	82	69	77	14	10	10
Amortissement du coût des modifications aux régimes	6	4	2	(7)	(7)	(7)
Rendement prévu des actifs des régimes	(253)	(230)	(213)	(5)	(5)	(4)
Charge annuelle liée aux prestations constituées	180	175	187	66	61	59
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	49	45	45	—	—	—
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	10	11	11	—	—	—
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	239 \$	231 \$	243 \$	66 \$	61 \$	59 \$

Incidence sur la charge annuelle liée aux prestations constituées si nous avions constaté tous les coûts et frais au moment où ils sont survenus

Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	239 \$	231 \$	243 \$	66 \$	61 \$	59 \$
(Excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(231)	(141)	(118)	(1)	(5)	(4)
(Excédent) déficit des (gains) ou pertes actuariels amortis par rapport aux (gains) ou pertes actuariels survenus	37	320	1	44	59	(10)
(Excédent) déficit du coût amorti par rapport au coût réel des modifications aux régimes	(6)	11	17	7	7	7
Total pro forma des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs si nous avions constaté tous les coûts et avantages au cours de l'exercice	39 \$	421 \$	143 \$	116 \$	122 \$	52 \$

Hypothèses utilisées pour déterminer les charges liées à la retraite et aux autres avantages – Moyennes pondérées :

Durée moyenne estimative d'activité des employés actifs (années)	10	10	10	12	12	13
Taux d'actualisation, en début d'exercice	5,3 %	6,0 %	6,2 %	5,5 %	6,2 %	6,4 %
Taux de rendement à long terme prévu pour les actifs des régimes	6,6 %	6,7 %	6,7 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	3,8 %	3,9 %	4,0 %	3,8 %	3,9 %	4,1 %
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,7 % ¹⁾	8,0 % ¹⁾	8,4 % ¹⁾

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Obligation au titre des prestations constituées						
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	4 013 \$	3 479 \$	3 300 \$	852 \$	741 \$	711 \$
Prestations constituées par les employés	137	127	120	18	17	16
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	208	205	201	46	46	44
Prestations versées aux retraités et aux employés	(202)	(185)	(190)	(18)	(19)	(23)
Cotisations volontaires des employés	6	6	5	–	–	–
Perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses a)	121	389	78	58	69	–
Modifications aux régimes	–	15	19	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(35)	(23)	(54)	(4)	(2)	(7)
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	4 248 \$	4 013 \$	3 479 \$	952 \$	852 \$	741 \$
Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées :						
Taux d'actualisation, en fin d'exercice	5,1 %	5,3 %	6,0 %	5,3 %	5,5 %	6,2 %
Taux de croissance de la rémunération	3,8 %	3,8 %	3,9 %	3,8 %	3,8 %	3,9 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,5 % ¹⁾	7,7 % ¹⁾	8,2 % ¹⁾
Juste valeur des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes, en début d'exercice	3 881 \$	3 511 \$	3 191 \$	66 \$	58 \$	55 \$
Rendement réel des actifs des régimes	484	371	331	6	10	8
Cotisations versées par la Banque	194	192	208	18	19	23
Cotisations volontaires des employés	6	6	5	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(202)	(185)	(190)	(18)	(19)	(23)
Autres, principalement la conversion de devises	(24)	(14)	(34)	(4)	(2)	(5)
Juste valeur des actifs des régimes, en fin d'exercice	4 339 \$	3 881 \$	3 511 \$	68 \$	66 \$	58 \$
Situation de capitalisation des régimes						
Perte actuarielle non constatée a)	91 \$	(132)\$	32 \$	(884)\$	(786)\$	(683)\$
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes b)	1 034	1 234	1 059	299	256	202
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes b)	50	57	46	(45)	(52)	(59)
Actif (passif) nets au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 175 \$	1 159 \$	1 137 \$	(630)\$	(582)\$	(540)\$
Comptabilisation dans :						
Actifs divers	1 195 \$	1 177 \$	1 155 \$	– \$	– \$	– \$
Passifs divers	(20)	(18)	(18)	(630)	(582)	(540)
Actif (passif) nets au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 175 \$	1 159 \$	1 137 \$	(630)\$	(582)\$	(540)\$

Les régimes ont payé 3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 (3 millions en 2005; 4 millions en 2004) à nous et à certaines de nos filiales, pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous offrons à nos clients. Au 31 octobre 2006, 2005 et 2004, les régimes ne détenaient directement aucune de nos actions.

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.
s.o. – sans objet

a) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos (gains) et pertes actuariels :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Perte actuarielle non constatée, en début d'exercice	1 234 \$	1 059 \$	1 192 \$	256 \$	202 \$	219 \$
Perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	121	389	78	58	69	–
(Excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(231)	(141)	(118)	(1)	(5)	(4)
Constataion dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(82)	(69)	(77)	(14)	(10)	(10)
Incidence du taux de change et autres	(8)	(4)	(16)	–	–	(3)
Perte actuarielle non constatée, en fin d'exercice	(1 034)\$	1 234 \$	1 059 \$	299 \$	256 \$	202 \$

b) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (de l'économie) non constatés des modifications aux régimes :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en début d'exercice	57 \$	46 \$	29 \$	(52)\$	(59)\$	(66)\$
Coût des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	–	15	19	–	–	–
Constataion dans la charge d'une partie du coût (de l'économie) non constatés des modifications aux régimes	(6)	(4)	(2)	7	7	7
Incidence du taux de change	(1)	–	–	–	–	–
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en fin d'exercice	50 \$	57 \$	46 \$	(45)\$	(52)\$	(59)\$

Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prestations de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées
Taux d'actualisation (%)	5,1	5,3	5,3	5,5
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	(509)	(13)	(134)	(3)
baisse de 1 % (\$)	657	18	171	4
Taux de croissance de la rémunération (%)	3,8	3,8	3,8	3,8
Effet d'une : hausse de 0,25 % (\$)	22	2	1	–
baisse de 0,25 % (\$)	(22)	(3)	(1)	–
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,6	s.o.	8,0
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	(37)	s.o.	(1)
baisse de 1 % (\$)	s.o.	37	s.o.	1
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	7,5 1)	7,7 1)
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	145	12
baisse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	(116)	(9)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les paiements en espèces faits par la Banque au cours de l'exercice, relativement aux régimes d'avantages sociaux futurs des employés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Cotisations aux régimes à prestations déterminées	179 \$	177 \$	189 \$	– \$	– \$	– \$
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	10	11	11	–	–	–
Prestations versées directement par la Banque aux retraités	15	15	19	18	19	23
Total	204 \$	203 \$	219 \$	18 \$	19 \$	23 \$

Nos meilleures estimations des sommes que nous prévoyons verser au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2007 sont 59 millions de dollars pour nos régimes de retraite et 38 millions de dollars pour nos régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Estimation des versements futurs de prestations

Estimation des versements futurs de prestations au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs
2007	207 \$	38 \$
2008	216	36
2009	229	39
2010	243	42
2011	255	45
2012–2016	1 482	273

Note 23 • Impôts sur les bénéfices

Nous présentons notre provision pour impôts sur les bénéfices dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel que nous le mentionnons ci-dessous.

En outre, nous comptabilisons la charge fiscale ou l'avantage fiscal directement dans les capitaux propres lorsque les impôts portent sur des montants constatés dans les capitaux propres. Par exemple, la charge fiscale découlant des gains provenant d'opérations de couverture relatives à nos investissements nets dans des établissements à l'étranger est comptabilisée dans les capitaux propres à titre de perte de change non matérialisée nette.

Les soldes d'impôts futurs inclus dans notre bilan consolidé dans les actifs divers, soit 84 millions de dollars, et dans les passifs divers, soit 17 millions de dollars au 31 octobre 2006 (respectivement 38 millions et 126 millions en 2005), représentent le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période au cours de laquelle le nouveau taux est pratiquement en vigueur.

Nous prévoyons réaliser nos actifs d'impôts futurs dans le cours normal de nos activités.

Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 1)
Actifs d'impôts futurs		
Réserve pour créances irrécouvrables	396 \$	427 \$
Avantages sociaux futurs des employés	224	198
Rémunération du personnel différée	197	189
Autres	14	18
Total des actifs d'impôts futurs	831 \$	832 \$
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(255)\$	(342)\$
Prestations de retraite	(392)	(414)
Actifs incorporels	(83)	(104)
Autres	(34)	(60)
Total des passifs d'impôts futurs	(764)\$	(920)\$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est

également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devions rapatrier les bénéfices de certaines filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfices. Comme le rapatriement de tels bénéfices n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers maximaux qui seraient exigibles, aux taux en vigueur, si les bénéfices de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés, sont estimés à 583 millions, 532 millions et 495 millions de dollars au 31 octobre 2006, 2005 et 2004 respectivement.

Provision pour impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
État consolidé des résultats			
Provision pour impôts sur les bénéfices			
– Impôts exigibles	872 \$	784 \$	823 \$
– Impôts futurs	(155)	90	148
	717	874	971

Capitaux propres

Charge d'impôts découlant de :

Gains de change provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	156	101	254
Autres	–	–	9
Total	873 \$	975 \$	1 234 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur les bénéfices qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur les bénéfices que nous avons comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006		2005 ¹⁾		2004 ¹⁾	
Impôts sur les bénéfices aux taux d'imposition prévus par la loi, combinés du Canada et des provinces	1 206 \$	34,9 %	1 160 \$	34,8 %	1 152 \$	35,0 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(91)	(2,6)	(88)	(2,7)	(95)	(2,9)
Activités à l'étranger assujetties à des taux d'imposition différents	(332)	(9,6)	(211)	(6,3)	(96)	(3,0)
Impôt des grandes sociétés	–	–	4	0,1	5	0,1
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	(3)	(0,1)	–	–	(11)	(0,2)
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	10	0,2	13	0,5	14	0,4
Autres	(73)	(2,1)	(4)	(0,1)	2	0,1
Provision pour impôts sur les bénéfices et taux d'imposition effectif	717 \$	(20,7)%	874 \$	26,3 %	971 \$	29,5 %

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

Note 24 • Résultat par action**Résultat de base par action**

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
Revenu net	2 663 \$	2 396 \$	2 295 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(30)	(30)	(31)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 633 \$	2 366 \$	2 264 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	501 257	500 060	501 656
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	5,25 \$	4,73 \$	4,51 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

Composantes de la provision totale pour impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
Au Canada : Impôts exigibles			
Palier fédéral	494 \$	430 \$	578 \$
Palier provincial	266	227	264
	760	657	842
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	(110)	34	87
Palier provincial	(51)	9	39
	(161)	43	126
Total des impôts canadiens	599	700	968
À l'étranger : Impôts exigibles	268	228	236
Impôts futurs	6	47	30
Total des impôts à l'étranger	274	275	266
Total	873 \$	975 \$	1 234 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation pendant toute la durée de l'exercice, soit à partir de la date d'émission des instruments émis au cours de l'exercice.

Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au revenu net afférent aux actions ordinaires les dividendes versés aux détenteurs d'actions convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 4, 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler les conversions au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

Options d'achat d'actions des employés

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Lorsque les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options d'achat d'actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options d'achat d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 633 \$	2 366 \$	2 264 \$
Dividendes sur actions convertibles	–	–	1
Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	2 633 \$	2 366 \$	2 265 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	501 257	500 060	501 656
Actions convertibles	328	361	683
Options d'achat d'actions pouvant être exercées 2)	21 629	25 424	32 057
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires pouvant être rachetées	(12 041)	(15 000)	(19 351)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	511 173	510 845	515 045
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	5,15 \$	4,63 \$	4,40 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

2) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options d'achat d'actions en cours, soit 174 485, 410 265 et 679 510, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 63,14 \$, 56,60 \$ et 53,93 \$, pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2006, 2005 et 2004.

Note 25 • Segmentation opérationnelle et géographique**Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats que nous leur attribuons ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, nous avons modifié la segmentation de nos groupes d'exploitation de manière à présenter comme deux unités d'exploitation distinctes nos Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et nos Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte de ce nouveau mode de présentation.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) offrent une gamme complète de produits et services financiers aux particuliers et aux entreprises du Canada, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services financiers aux particuliers et aux entreprises des États-Unis, principalement dans la région de Chicago et le nord-ouest de l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI), qui exerce ses activités sous la marque BMO Marchés des capitaux, englobe tous nos secteurs

d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, le groupe SI est présent dans un large éventail de secteurs. Le groupe SI compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de services de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur instruments d'emprunt, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations (T&O) et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité T&O assure à la Banque des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos segments d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces segments sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans la note 1 et dans l'ensemble des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les

bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes

d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens classés par groupe d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)	PE – Canada	PE – États-Unis	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise ¹⁾	Total (bic)	Rajuste- ments bic	Total (selon les PCGR)	Canada	États-Unis	Autres pays
2006											
Revenu net d'intérêts	2 940 \$	740 \$	569 \$	773 \$	(151)\$	4 871 \$	(127)\$	4 744 \$	3 508 \$	1 217 \$	146 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 639	166	1 324	2 007	105	5 241	–	5 241	3 911	1 150	180
Revenu total	4 579	906	1 893	2 780	(46)	10 112	(127)	9 985	7 419	2 367	326
Provision pour créances irrécouvrables	314	30	3	79	(250)	176	–	176	181	(3)	(2)
Frais autres que d'intérêts	2 600	681	1 334	1 601	137	6 353	–	6 353	4 535	1 680	138
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 665	195	556	1 100	67	3 583	(127)	3 456	2 703	690	190
Impôts sur les bénéfices	524	80	196	240	(196)	844	(127)	717	629	228	(13)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	76	76	–	76	55	21	–
Revenu net	1 141 \$	115 \$	360 \$	860 \$	187 \$	2 663 \$	– \$	2 663 \$	2 019 \$	441 \$	203 \$
Actif moyen	114 364 \$	21 890 \$	6 545 \$	161 811 \$	4 521 \$	309 131 \$	– \$	309 131 \$	200 085 \$	82 161 \$	26 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	582 \$	323 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	– \$	1 098 \$	410 \$	688 \$	– \$
2005²⁾											
Revenu net d'intérêts	2 829 \$	732 \$	577 \$	966 \$	(198)\$	4 906 \$	(119)\$	4 787 \$	3 504 \$	1 266 \$	136 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 490	165	1 459	1 775	163	5 052	–	5 052	3 545	1 344	163
Revenu total	4 319	897	2 036	2 741	(35)	9 958	(119)	9 839	7 049	2 610	299
Provision pour créances irrécouvrables	269	30	4	98	(222)	179	–	179	192	14	(27)
Frais autres que d'intérêts	2 483	659	1 520	1 477	193	6 332	–	6 332	4 349	1 855	128
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 567	208	512	1 166	(6)	3 447	(119)	3 328	2 508	741	198
Impôts sur les bénéfices	493	83	192	313	(88)	993	(119)	874	798	247	(52)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	58	58	–	58	36	22	–
Revenu net	1 074 \$	125 \$	320 \$	853 \$	24 \$	2 396 \$	– \$	2 396 \$	1 674 \$	472 \$	250 \$
Actif moyen	105 963 \$	21 055 \$	7 061 \$	157 234 \$	5 189 \$	296 502 \$	– \$	296 502 \$	195 281 \$	75 632 \$	25 589 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	568 \$	327 \$	100 \$	3 \$	1 091 \$	– \$	1 091 \$	411 \$	680 \$	– \$
2004²⁾											
Revenu net d'intérêts	2 674 \$	678 \$	533 \$	1 259 \$	(207)\$	4 937 \$	(139)\$	4 798 \$	3 342 \$	1 437 \$	158 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 350	175	1 318	1 508	200	4 551	–	4 551	3 199	1 200	152
Revenu total	4 024	853	1 851	2 767	(7)	9 488	(139)	9 349	6 541	2 637	310
Provision pour créances irrécouvrables	271	28	5	138	(545)	(103)	–	(103)	(1)	(46)	(56)
Frais autres que d'intérêts	2 439	638	1 504	1 405	183	6 169	–	6 169	4 074	1 960	135
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 314	187	342	1 224	355	3 422	(139)	3 283	2 468	723	231
Impôts sur les bénéfices	441	77	115	394	83	1 110	(139)	971	798	278	34
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	–	–	–	16	17	–	17	2	15	–
Revenu net	872 \$	110 \$	227 \$	830 \$	256 \$	2 295 \$	– \$	2 295 \$	1 668 \$	430 \$	197 \$
Actif moyen	99 231 \$	17 895 \$	7 145 \$	134 820 \$	3 807 \$	262 898 \$	– \$	262 898 \$	170 518 \$	68 743 \$	23 637 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	495 \$	814 \$	102 \$	3 \$	1 507 \$	– \$	1 507 \$	411 \$	1 096 \$	– \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite aux notes 3 et 21.

Les données des exercices précédents ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés à la structure organisationnelle et au mode de présentation au cours de l'exercice à l'étude.

Note 26 • Opérations entre apparentés

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Depuis le 1^{er} septembre 1999, nous n'accordons aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts liés à des mutations effectuées à notre demande. Le solde des prêts hypothécaires à taux réduit consentis à des employés mutés s'établissait à 70 millions et à 82 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement. Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, à notre état consolidé des résultats. Nous offrons maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés. Nous offrons aussi à nos employés des tarifs bonifiés quant aux frais annuels de services de cartes.

Rémunération des membres du Conseil d'administration*Régime d'options d'achat d'actions*

Au cours de l'exercice 2002, nous avons offert un régime d'options d'achat d'actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de notre régime destiné aux dirigeants et employés désignés, décrit à la note 21. Au cours de l'exercice 2003, nous avons consenti 42 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 43,25 \$ l'action. Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous avons cessé de consentir des options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions destiné aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction.

Les frais liés aux options d'achat d'actions de ce régime sont calculés de la même manière que les frais liés aux options d'achat d'actions des employés. Ils sont inclus dans les autres frais inscrits à notre état consolidé des résultats et s'élevaient à moins de un million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004.

Unités d'actions différées

Les membres de notre Conseil d'administration doivent toucher la totalité de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou d'unités d'actions différées jusqu'à ce que le portefeuille d'actions des administrateurs soit supérieur à six fois leur rémunération annuelle comme administrateurs. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous cette forme.

Les unités d'actions différées attribuées en vertu de ce régime sont rajustées pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces unités d'actions différées est versée immédiatement à l'administrateur lorsqu'il résigne ses fonctions au sein du Conseil d'administration. Tous les frais relatifs à ce régime ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats et totalisaient respectivement 2 millions, 3 millions et 3 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2006, 2005 et 2004.

Nous fournissons certains services bancaires à des entités qui sont affiliées à nos administrateurs. Nous offrons ces services selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Note 27 • Passif éventuel**a) Poursuites judiciaires**

Dans le cas de la faillite de Adelpia Communications Corporation (Adelpia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Security Holders ont obtenu l'autorisation d'intenter des poursuites contre la Banque de Montréal, sa filiale indirecte BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) et environ 380 autres institutions financières. Les plaintes comportent des réclamations en vertu de diverses lois fédérales et de la common law, et visent à obtenir des dommages-intérêts, y compris des dommages-intérêts exemplaires, dont les montants ne sont pas spécifiés, ainsi qu'un redressement équitable. En outre, dans la procédure de faillite, Adelpia et la Banque de Montréal ont conclu une entente concernant la période pendant laquelle Adelpia peut intenter une procédure accusatoire contre la Banque de Montréal dans le but d'obtenir le remboursement de certains paiements reçus par la Banque de Montréal, alléguant que ces paiements étaient annulables en raison de préférences suspectes.

De plus, BMO Capital Markets Corp. est l'un des nombreux souscripteurs nommés, en compagnie de la Banque et d'autres institutions financières, dans plusieurs poursuites civiles, y compris un recours collectif, intentées par des détenteurs de titres de créances de Adelpia. Dans tous les cas, le montant des dommages-intérêts réclamés n'est pas spécifié. Dans le cadre du recours collectif, le tribunal a récemment rejeté sans préjudice toutes les poursuites intentées en vertu de la législation fédérale sur les valeurs mobilières contre la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp., mais il a autorisé le maintien d'une poursuite en vertu de la common law contre la Banque de Montréal et le maintien d'une poursuite en vertu de la législation sur les valeurs mobilières contre les principaux preneurs fermes. Les parties au recours collectif sont actuellement engagées dans un processus de médiation dans le but de résoudre ces litiges.

En outre, la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. font l'objet de poursuites intentées par un particulier et par certaines fiducies dans lesquelles ce particulier détient, directement ou indirectement, une participation, ainsi que par une société et certaines de ses sociétés affiliées, qui ont tous acquis des actions ordinaires de Adelpia en échange de certaines de leurs entreprises. Ces poursuites invoquent diverses lois autres que fédérales ainsi que la common law. Elles visent à obtenir des dommages-intérêts réels et exemplaires dont les montants ne sont pas spécifiés.

Il existe encore une possibilité que d'autres poursuites en rapport avec la faillite de Adelpia soient intentées par une ou plusieurs parties intéressées.

Comme ces litiges en sont encore à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que la Banque et BMO Capital Markets Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet, au Canada, de plusieurs recours individuels et recours collectifs proposés, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. (Bre-X). Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Aux États-Unis, un recours collectif proposé a été rejeté en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc., en octobre 2005. BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) sont aussi visées par un recours individuel aux États-Unis.

Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs des recours mentionnés ci-dessus figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence et d'informations trompeuses ou frauduleuses relativement à la vente des titres de Bre-X.

Comme ces litiges en sont tous à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque et BMO Capital Markets Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

b) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Encaisse	9 \$	9 \$	Parties à qui les actifs ont été cédés :		
Valeurs mobilières			Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 351 \$	1 735 \$
Émises ou garanties par le Canada	5 999	8 734	Activités relatives aux actifs cédés :		
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	2 234	1 779	Obligations relatives à des titres mis en pension, prêtés ou vendus	28 477	20 275
Autres valeurs mobilières	17 724	16 789	Emprunts et prêts de titres	11 709	12 472
Autres actifs	25 436	16 764	Transactions sur instruments dérivés	2 010	2 209
Total des actifs cédés en garantie	51 402 \$	44 075 \$	Autres	7 855	7 384
			Total	51 402 \$	44 075 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions présentée à la note 2.

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2.

Note 28 • Juste valeur des instruments financiers

Nous comptabilisons nos actifs et nos passifs liés à la négociation à la valeur de marché et les autres actifs et passifs au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves ou des dévaluations pour perte de valeur. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une ou l'autre des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans le présent rapport représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu le contrat sous-jacent. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les éléments qui ne sont pas des instruments financiers, tels que les bureaux, le matériel, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels, ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les actifs exclus totalisaient 3 297 millions de dollars au 31 octobre 2006 (3 134 millions en 2005).

Instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas de l'actif et du passif liés aux acceptations, des titres vendus à découvert et des titres mis en pension, prêtés ou vendus. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de certains de nos actifs et passifs divers.

Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des prêts productifs à taux fixe, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, aux taux du marché actuels offerts sur des prêts ayant des termes semblables.

- Dans le cas des prêts productifs à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces prêts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Nous soustrayons ensuite le montant de la réserve pour créances irrécouvrables de la valeur des soldes de nos prêts fondée sur les hypothèses décrites ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

Valeurs mobilières

La juste valeur de nos valeurs mobilières, aussi bien les titres de négociation que les titres de placement, selon le type d'instrument, de même que les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont présentées à la note 3.

Instruments financiers dérivés

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés sont présentées à la note 9.

Dépôts

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements prévus, aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des dépôts à taux variable et à échéance fixe, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.
- Dans le cas des dépôts sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

Dettes subordonnées, actions privilégiées classées dans le passif et titres d'une fiducie de capital

La juste valeur de la dette subordonnée, des actions privilégiées classées dans le passif et des titres d'une fiducie de capital est déterminée d'après les cours actuels du marché pour des instruments semblables.

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si la totalité de nos actifs et de nos passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur, une fois rajustés pour tenir compte de l'incidence des instruments dérivés utilisés pour couvrir les changements de la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)

	2006				2005 ²⁾			
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur des couvertures ¹⁾	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur des couvertures ¹⁾	Écart positif (négatif)
Actif								
Encaisse	19 608 \$	19 608 \$	– \$	– \$	20 721 \$	20 721 \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières	67 411	67 466	(14)	41	57 034	57 031	15	12
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	190 994	189 731	(38)	(1 301)	174 337	174 838	(31)	470
Instruments financiers dérivés – négociation	30 404	30 404	–	–	31 443	31 443	–	–
Actifs divers	8 257	8 257	–	–	7 119	7 119	–	–
	316 674 \$	315 466 \$	(52)\$	(1 260)\$	290 654 \$	291 152 \$	(16)\$	482 \$
Passif								
Dépôts	203 848 \$	203 992 \$	(11)\$	133 \$	193 793 \$	194 288 \$	(122)\$	373 \$
Instruments financiers dérivés – négociation	31 429	31 429	–	–	28 843	28 843	–	–
Acceptations	7 223	7 223	–	–	5 934	5 934	–	–
Titres vendus à découvert	15 398	15 398	–	–	16 142	16 142	–	–
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	31 918	31 918	–	–	22 657	22 657	–	–
Passifs divers	10 758	10 758	–	–	8 557	8 557	–	–
Dette subordonnée	2 726	2 888	(2)	160	2 469	2 637	(3)	165
Actions privilégiées	450	462	–	12	450	465	–	15
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 253	–	103	1 150	1 240	–	90
	304 900 \$	305 321 \$	(13)\$	408 \$	279 995 \$	280 763 \$	(125)\$	643 \$
Total				(1 668)\$				(161)\$

1) Écart négatif (positif) – se reporter à la note 9.

2) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite aux notes 3 et 21.

Note 29 • Approchement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous présentons ci-dessous les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de notre état consolidé des résultats, de notre bilan consolidé et de notre état consolidé du résultat étendu. Les écarts relatifs à notre état consolidé des flux de trésorerie n'étant pas significatifs, ils ne sont pas présentés ci-dessous.

État consolidé condensé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
Revenu net, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	2 663 \$	2 396 \$	2 295 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Revenu net d'intérêts			
Passif et capitaux propres k)	99	97	124
Entités à détenteurs de droits variables a)	–	–	38
Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires b)	–	–	(42)
Revenu autre que d'intérêts			
Investissements des banques d'affaires l)	(21)	(83)	–
Entités à détenteurs de droits variables a)	–	(13)	104
Opérations de titrisation c)	–	–	(3)
Instruments dérivés d)	(32)	(66)	(5)
Frais autres que d'intérêts			
Entités à détenteurs de droits variables a)	–	–	(7)
Rémunération à base d'actions e)	(31)	(6)	(16)
Frais de développement de logiciels f)	(42)	(42)	(42)
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes g)	4	2	5
Écarts d'acquisition et autres actifs h)	5	5	6
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices i) (y compris les rajustements dus aux éléments énumérés ci-dessus)	40	65	(62)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales k)	(79)	(79)	(43)
Incidence cumulative d'un changement de méthode comptable a)	–	–	(111)
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	2 606 \$	2 276 \$	2 241 \$
Résultat par action : de base – Revenu net selon les PCGR du Canada	5,25 \$	4,73 \$	4,51 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis avant l'incidence cumulative du changement de méthode comptable	5,14	4,49	4,54
– Incidence cumulative du changement de méthode comptable	–	–	(0,23)
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	5,14	4,49	4,31
Résultat par action : dilué – Revenu net selon les PCGR du Canada	5,15 \$	4,63 \$	4,40 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis avant l'incidence cumulative du changement de méthode comptable	5,04	4,40	4,42
– Incidence cumulative du changement de méthode comptable	–	–	(0,22)
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	5,04	4,40	4,20

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

Bilan consolidé condensé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2006		2005 ¹⁾			
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse a,q)	19 608 \$	(2 119)\$	17 489 \$	20 721 \$	(1 242)\$	19 479 \$
Valeurs mobilières						
Titres de placement et de substituts de prêts n,p)	15 591	(15 591)	–	12 947	(12 947)	–
Titres de négociation p)	51 820	–	51 820	44 087	222	44 309
Titres disponibles pour la vente d,j,i,n,p)	–	18 024	18 024	–	14 102	14 102
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables a,d,q)	190 994	2 088	193 082	174 337	1 227	175 564
Instruments financiers dérivés a,d)	30 411	377	30 788	31 517	391	31 908
Bureaux et matériel f)	2 047	38	2 085	1 847	79	1 926
Écarts d'acquisition h)	1 098	(39)	1 059	1 091	(41)	1 050
Actifs incorporels h)	152	(15)	137	196	(21)	175
Actifs divers a,d,g,n,p)	8 257	7 371	15 628	7 119	4 106	11 225
Total de l'actif	319 978 \$	10 134 \$	330 112 \$	293 862 \$	5 876 \$	299 738 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts	203 848 \$	62 \$	203 910 \$	193 793 \$	53 \$	193 846 \$
Instruments financiers dérivés a,d)	31 446	153	31 599	28 868	62	28 930
Acceptations	7 223	–	7 223	5 934	–	5 934
Titres vendus à découvert	15 398	–	15 398	16 142	–	16 142
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	31 918	–	31 918	22 657	–	22 657
Passifs divers d,j,k,p)	10 758	11 109	21 867	8 557	6 866	15 423
Dettes subordonnées d)	2 726	(45)	2 681	2 469	(40)	2 429
Actions privilégiées k)	450	(450)	–	450	(450)	–
Titres d'une fiducie de capital k)	1 150	(1 150)	–	1 150	(1 150)	–
Capitaux propres d,m)	15 061	455	15 516	13 842	535	14 377
Total du passif et des capitaux propres	319 978 \$	10 134 \$	330 112 \$	293 862 \$	5 876 \$	299 738 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite aux notes 3 et 21.

État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2006	2005 ¹⁾	2004 ¹⁾
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	2 606 \$	2 276 \$	2 241 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices :			
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture 2)	(172)	(114)	(295)
Gains (pertes) de détention non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, déduction faite des opérations de couverture 3)	151	99	(4)
(Gains) pertes matérialisés et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, constatés dans le revenu net 4)	(94)	(107)	(114)
Pertes non matérialisées sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie 5)	(71)	(49)	(205)
Gains (pertes) nets sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatés dans le revenu net 6)	(5)	5	253
Passif minimal au titre des régimes de retraite 7)	6	12	(5)
Total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(185)	(154)	(370)
Résultat étendu	2 421 \$	2 122 \$	1 871 \$

1) Les montants ont été retraités pour tenir compte de la modification de convention comptable décrite à la note 21.

2) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 156 millions de dollars (102 millions en 2005, 254 millions en 2004).

3) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 82 millions de dollars (53 millions en 2005, 2 millions en 2004).

4) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 51 millions de dollars (58 millions en 2005, 64 millions en 2004).

5) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 38 millions de dollars (26 millions en 2005, 110 millions en 2004).

6) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3 millions de dollars (41 millions en 2005, 209 millions en 2004).

7) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3 millions de dollars (26 millions en 2005, 3 millions en 2004).

a) Entités à détenteurs de droits variables

Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté le 31 janvier 2004 une nouvelle norme comptable sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En vertu de cette nouvelle norme, nous consolidons les résultats financiers des EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

L'adoption de cette norme comptable américaine le 31 janvier 2004 a entraîné la consolidation de nos conduits multicédants. Nous avons comptabilisé dans notre état consolidé des résultats, comme incidence cumulative d'un changement de méthode comptable, un rajustement de transition unique de 111 millions de dollars relatif aux pertes non matérialisées sur les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt. Ces instruments dérivés avaient

été comptabilisés comme des instruments dérivés de couverture selon les PCGR du Canada, mais ils ne répondaient pas aux conditions précises de la comptabilité de couverture selon les PCGR des États-Unis dans les périodes précédentes. En conséquence, même s'ils sont efficaces comme couvertures économiques, ils doivent être comptabilisés à la valeur de marché en vertu des PCGR des États-Unis. Le passif lié à ces pertes non matérialisées sera contrepassé, entraînant une hausse correspondante du revenu net sur le reste de la durée des swaps aux fins des normes de présentation des PCGR des États-Unis.

Le 29 avril 2005, nous avons restructuré nos conduits multicédants, soit en résiliant nos swaps avec les EDDV, soit en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs de billets émis par les EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces EDDV a été une diminution du revenu autre que d'intérêts de 13 millions de dollars, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté une nouvelle directive comptable, en vertu des PCGR des États-Unis, qui fournit des éclaircissements supplémentaires sur les EDDV et les exigences relatives à leur consolidation. L'adoption de cette directive n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis.

b) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires sont constatés dans le revenu lorsque le prêt fait l'objet d'un remboursement anticipé ou est renégocié aux taux du marché. Avant le 1^{er} novembre 2003, en vertu des PCGR du Canada, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à court moyen des prêts hypothécaires visés.

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui a supprimé cette différence et qui a, aux fins des PCGR du Canada, entraîné la comptabilisation dans le revenu du solde des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, en date du 1^{er} novembre 2003, soit 42 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices. Ce montant était déjà constaté dans le revenu net en vertu des PCGR des États-Unis.

c) Opérations de titrisation

Selon les PCGR des États-Unis, les gains sur toutes les opérations de titrisation sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} juillet 2001, les gains sur les ventes de prêts LNH étaient constatés à la date de la titrisation et les gains sur les ventes d'autres prêts titrisés devaient être reportés et constatés sur la durée de vie des prêts titrisés. Le 1^{er} juillet 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne portant sur les titrisations, qui a supprimé cette différence pour les opérations de titrisation effectuées après le 1^{er} juillet 2001. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les gains reportés relatifs aux prêts titrisés avant le 1^{er} juillet 2001 aient été comptabilisés dans le revenu.

d) Instruments dérivés

Conformément aux PCGR des États-Unis, les instruments dérivés de couverture sont constatés à leur juste valeur dans notre bilan consolidé. Les changements dans la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont portés à notre état consolidé des résultats en déduction du changement à la juste valeur de l'actif, du passif ou de l'engagement ferme couverts, ou ils sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si le changement dans la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement dans la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est immédiatement constatée dans notre état consolidé des résultats.

Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés servant de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés au revenu de la même manière que l'est l'élément couvert sous-jacent. Le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada seront modifiés de manière à ce qu'ils soient conformes aux PCGR des États-Unis. Un rajustement demeurera inscrit au résultat étendu jusqu'à ce que les couvertures existant au moment de la transition soient arrivées à échéance ou aient été résiliées.

e) Rémunération à base d'actions

Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions à la date de leur attribution est comptabilisée dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options. Avant le 1^{er} novembre 2002, en vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans les capitaux propres lorsque les options étaient exercées et nous ne constatons aucuns frais de rémunération. Le 1^{er} novembre 2002, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions qui a supprimé cette différence pour les options d'achat d'actions attribuées le ou après le 1^{er} novembre 2002. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais liés aux options d'achat d'actions aient été entièrement constatés pour les options attribuées avant le 1^{er} novembre 2002 conformément aux PCGR des États-Unis.

Depuis le 1^{er} novembre 2005, conformément aux PCGR des États-Unis, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée aux employés qui sont admissibles à la retraite est constaté à titre de charge à la date

d'attribution. Nous avons adopté prospectivement cette nouvelle norme, en l'appliquant d'abord aux attributions effectuées au cours de l'exercice 2006. Nous avons adopté rétroactivement, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la nouvelle directive comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions, qui est harmonisée avec la norme comptable américaine. En raison des différences dans les méthodes d'adoption, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que la rémunération à base d'actions attribuée avant le 1^{er} novembre 2005 ait été entièrement amortie.

f) Frais de développement de logiciels

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui supprimait cette différence dans le traitement des frais de développement de logiciels engagés après le 31 octobre 2003. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais de développement de logiciels capitalisés avant l'exercice 2004 aient été entièrement amortis.

g) Prestations de retraite et avantages sociaux connexes

Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs du régime, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. Le 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéfices non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

h) Écarts d'acquisition et autres actifs

Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bancorp, Inc., en 1994, aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1^{er} novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu. La différence qui subsiste concerne l'amortissement des actifs incorporels en vertu des PCGR du Canada.

i) Impôts sur les bénéfices

En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont constatés dans le revenu dans la période où les changements sont pratiquement en vigueur.

j) Garanties non liquides

Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé; un passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont comptabilisées dans notre bilan

consolidé. En raison de cette différence, les valeurs mobilières disponibles pour la vente et les passifs divers ont été respectivement augmentés de 1 545 millions et de 2 191 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2006 et 2005.

k) Passif et capitaux propres

Selon les PCGR des États-Unis, certaines de nos actions privilégiées et certains titres de notre fiducie de capital sont classés respectivement dans les capitaux propres et dans la part des actionnaires sans contrôle. Selon les PCGR du Canada, puisque ces deux instruments sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur, ils sont classés dans le passif.

l) Investissements des banques d'affaires

Selon les PCGR des États-Unis, nos filiales qui ont des activités de banque d'affaires comptabilisent leurs investissements au prix coûtant ou à la valeur de consolidation. Selon les PCGR du Canada, ces filiales comptabilisent leurs investissements à la juste valeur, les changements à la juste valeur étant comptabilisés dans le revenu à mesure qu'ils se produisent.

m) Capitaux propres

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est inscrit comme un élément distinct des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis. Les PCGR du Canada ne permettent pas la présentation d'autres éléments du résultat étendu. Le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada seront modifiés de manière à ce qu'ils soient conformes à ceux des États-Unis. Un rajustement demeurera inscrit au résultat étendu jusqu'à ce que les couvertures existant au moment de la transition soient arrivées à échéance ou aient été résiliées.

Les soldes cumulatifs liés à chacune des composantes des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices, sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	(757)\$	(585)\$
Gains nets non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente n)	60	3
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	154	230
Obligation minimale au titre des régimes de retraite o)	(32)	(38)
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte	(575)\$	(390)\$

n) Valeurs mobilières disponibles pour la vente

Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme valeurs mobilières disponibles à la vente tous nos titres de placement et de substituts de prêts autres que ceux en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres éléments du résultat étendu. Selon les PCGR du Canada, les titres de placement sont comptabilisés au coût, au coût non amorti ou au coût ajusté. Les titres de placement en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle sont classés dans les actifs divers en vertu des PCGR des États-Unis. Le 1^{er} novembre 2006, les PCGR du Canada seront modifiés de manière à ce qu'ils soient conformes à ceux des États-Unis.

o) Obligation minimale au titre des régimes de retraite

Selon les PCGR des États-Unis, nous devons constater un passif supplémentaire au titre des régimes de retraite dans les cas où l'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, excède la juste valeur des actifs au titre des prestations de retraite en fin d'exercice. L'obligation minimale au titre des régimes de retraite est constatée dans les autres éléments du résultat étendu. L'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, s'élevait à 3 811 millions et 3 582 millions de dollars au 31 octobre 2006 et 2005 respectivement. Les PCGR du Canada ne comportent pas d'exigence similaire.

p) Comptabilisation des opérations sur titres

En vertu des PCGR des États-Unis, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de conclusion de la transaction. En vertu des PCGR du Canada, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de règlement de la transaction.

q) Acceptations bancaires

Selon les PCGR des États-Unis, les acceptations bancaires achetées à d'autres banques sont classées dans les prêts. En vertu des PCGR du Canada, les acceptations bancaires achetées à d'autres banques sont comptabilisées comme des dépôts à d'autres banques dans notre bilan consolidé.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers hybrides

Le Financial Accounting Standards Board (FASB) des États-Unis a émis de nouvelles règles qui nous permettraient de choisir d'évaluer certains instruments financiers hybrides à leur juste valeur dans leur totalité, les changements à la juste valeur étant constatés dans le revenu net. Selon les règles antérieures, seul l'instrument dérivé incorporé dans l'instrument financier hybride était comptabilisé à la juste valeur. BMO appliquera ces nouvelles règles à compter du 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces nouvelles règles sur nos états financiers consolidés est actuellement en cours d'évaluation.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Le FASB a publié un projet de nouvelles règles qui exigeraient que nous constatons à notre bilan consolidé la situation de capitalisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, avec un rajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts. Le calcul des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs ne changerait pas. La date de l'entrée en vigueur de ces nouvelles règles n'a pas encore été fixée; cependant, nous prévoyons les adopter au cours de l'exercice 2007.

Principales filiales

Entités dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Valeur comptable des actions détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
4197569 Canada Inc.	Toronto, Canada	1
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	94
BMO Capital Markets Limited	Londres, Angleterre	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	19 620
Bank of Montreal Holding Enterprise Inc.	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Holding Investments Inc.	Calgary, Canada	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	
BMO Investissements Inc. et filiale	Toronto, Canada	
BMO Investments Limited et filiales	Hamilton, Bermudes	
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée	Montréal, Canada	
BMO Nesbitt Burns Inc. et filiales	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	1 170
Bay Street Number Twenty-Nine Ltd.	Wilmington, États-Unis	4
BMO Capital-Investissement (Canada) Inc. et filiales	Toronto, Canada	101
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	55
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	67
BMO Funding, L.P.	Chicago, États-Unis	175
BMO (NS) Investment Company	Halifax, Canada	
BMO GP Inc.	Toronto, Canada	–
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	526
BMO Nevada, L.P.	Chicago, États-Unis	193
BMO (NS) Capital Funding Company	Halifax, Canada	
BMO (US) Lending, LLC	Chicago, États-Unis	77
Harris Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	5 341
BMO Capital Markets Corp.	Wilmington, États-Unis	
BMO Capital Markets Financing, Inc.	Dover, États-Unis	
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Financial Products Corp.	Chicago, États-Unis	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bankcorp, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Central N.A.	Roselle, États-Unis	
Harris Investment Management, Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
Harris Investor Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Life Insurance Company	Scottsdale, États-Unis	
Harris National Association et filiales	Chicago, États-Unis	
Harris Trade Services Limited	Hong Kong, Chine	
The Harris Bank N.A.	Scottsdale, États-Unis	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	–
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	410
Groupe de Fonds Guardian Ltée et filiale	Toronto, Canada	
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	34
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	1 998
Placements immobiliers BMRI	Toronto, Canada	
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	13

La liste ci-dessus fait état des filiales que nous détenons directement et des filiales que celles-ci détiennent directement, donc de toutes nos principales filiales en exploitation. La valeur comptable de chacune des filiales précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées ou, s'il y a lieu, de la participation que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions avec droit de vote des filiales ci-dessus, à l'exception de la Société de financement Banque de Montréal Ltée, dont nous détenons 50,01 % et de MyChoice Inc., dont nous détenons 80 %.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 98,7 % des actions sans droit de vote en circulation.

Membres du Conseil de gestion

F. Anthony Comper*

Président et chef de la direction
BMO Groupe financier

William A. Downe**

Chef de l'exploitation
BMO Groupe financier

Lloyd F. Darlington*

Conseiller de direction principal
BMO Groupe financier

Joan T. Dea*

Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion stratégique

Susan M. Payne

Première vice-présidente
et chef du marketing et
de la stratégie clientèle
Vice-présidente à la direction
et directrice générale
BMO Nesbitt Burns

Groupe Services d'investissement

Yvan J.P. Bourdeau*

Chef de la direction
BMO Marchés des capitaux
Chef
Services d'investissement

L. Jacques Ménard

Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président
BMO Groupe financier
Québec

Thomas V. Milroy

Coprésident
BMO Marchés des capitaux

Eric C. Tripp

Coprésident
BMO Marchés des capitaux

Groupe Gestion privée

Gilles G. Ouellette*

Président et chef de la direction
Groupe Gestion privée

Sherry S. Cooper

Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Graham T. Parsons

Vice-président à la direction
Services bancaires privés

Barry M. Cooper

Président du conseil
et chef de la direction
Jones Heward
Chef des activités liées
aux fonds d'investissement

Dean Manjuris

Chef du secteur Services
de courtage traditionnels
Président administrateur
Division des services aux particuliers
BMO Nesbitt Burns

Wally F. Gabler III**

Chef du secteur
Ventes et distribution
Groupe Gestion privée
Vice-président directeur
et administrateur
Division des services aux particuliers
BMO Nesbitt Burns

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Ellen M. Costello*

Chef de la direction
Harris Bankcorp, Inc.

Timothy S. Crane

Président
Services bancaires à la collectivité
Harris Bankcorp, Inc.

Yasmin T. Bates

Vice-présidente à la direction
Affaires locales et
développement économique
Harris Bankcorp, Inc.

Peter B. McNitt

Vice-président du conseil
Harris Bankcorp, Inc.
Chef des services aux entreprises

Charles R. Tonge

Vice-président du conseil
Harris Bankcorp, Inc.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Frank J. Techar*

Président et chef de la direction
Services bancaires Particuliers et
entreprises – Canada

Maurice A.D. Hudon

Premier vice-président à la direction
Services bancaires Particuliers et
entreprises – Canada

Sandra L. Hanington

Vice-présidente à la direction
Stratégie clientèle et marketing

François M.P. Hudon**

Premier vice-président
Directions Québec et Atlantique

Jacqueline Irvine

Première vice-présidente
Services bancaires en direct

James B. Kelsey**

Premier vice-président
Financement des
grandes entreprises

Ted R. McCarron**

Premier vice-président
Direction Prairies

Richard D. Rudderham**

Premier vice-président
Direction Colombie-Britannique

Carol K. Snider**

Première vice-présidente
Direction Toronto métropolitain

Communications, Services juridiques, Affaires économiques, Finances et Gestion globale des risques et du portefeuille

Karen E. Maidment*

Chef des finances et des affaires
administratives
BMO Groupe financier

Robert L. McGlashan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion globale
des risques
Gestion globale des risques
et du portefeuille

Neil R. Macmillan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Services d'investissement

Wendy L. Millar

Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion des risques
Services bancaires PE et groupe GP

Penny F. Somerville

Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion du risque
de marché

Thomas E. Flynn

Vice-président à la direction
Finances et trésorier

Ronald B. Sirkis

Vice-président à la direction
Fiscalité et conseiller général

Pierre O. Greffe

Premier vice-président
Finances

Technologie et opérations

Barry K. Gilmour*

Chef
Technologie et opérations

Karen L. Metrakos

Première vice-présidente
Opérations

David J. Revell

Premier vice-président
Développement technologique

Michael J. Thornburrow

Premier vice-président
Affaires immobilières et
stratégies d'approvisionnement

Ressources humaines

Rose M. Patten*

Première vice-présidente
à la direction
Ressources humaines

April L. Taggart

Première vice-présidente
Gestion des talents et diversité

Gabriella R.J. Zillmer

Première vice-présidente
Harmonisation des compétences
et rémunération

Au 1^{er} décembre 2006

* Participants du Comité directeur du Conseil de gestion

** Membres permutants du Conseil de gestion

† Assumera la fonction de président et chef de la direction à compter du 1^{er} mars 2007

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

Couverture

Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Évaluation à la valeur de marché

Évaluation des titres et des instruments dérivés détenus à des fins de négociation, calculée au prix de marché à la date du bilan, lorsque les règles comptables le requièrent.

Instrument dérivé

Contrat dont la valeur est « dérivée » des mouvements des taux d'intérêt ou de change, ou du cours des actions ou des produits de base. L'instrument dérivé permet de transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc, être de nature permanente et recevoir un traitement comptable acceptable. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 20 % du capital net de première catégorie au moment de l'émission, 15 % étant admissibles à titre de capital de première catégorie, l'excédent de 5 % étant compris dans le capital total.

Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

Moyenne de l'actif productif

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêts douteux

Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour créances irrécouvrables

Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

Ratios du capital réglementaire

Pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, conformément aux normes des fonds propres à risque, lesquelles ont fait l'objet d'un accord en 1988 à la Banque des règlements internationaux (BRI). Ces ratios sont appelés ratio du capital de première catégorie et ratio du capital total. Le capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires, toutes les actions privilégiées admissibles à dividende non cumulatif et tous les instruments novateurs, moins les écarts d'acquisition non amortis. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débiteures subordonnées et la réserve générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif au capital est l'actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, nets des déductions spécifiées, divisé par le capital total.

Réserve pour créances irrécouvrables

Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les réserves pour créances irrécouvrables peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, comme autres passifs.

Titres mis en pension, prêtés ou vendus

Emprunts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension, empruntés ou achetés

Prêts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Autres définitions

Autres définitions	page
Arrangements hors bilan	60
Base d'imposition comparable	36
Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés	106
Entités à détenteurs de droits variables	60
Marge nette d'intérêts	36
Options	106
Profit économique net (PEN)	33
Ratio de productivité (voir Ratio des frais au revenu)	
Ratio de productivité avant amortissement	40
Ratio des frais au revenu (ou Ratio de productivité)	40
Ratio du capital de première catégorie (voir Ratios du capital réglementaire)	
Ratio du capital total (voir Ratios du capital réglementaire)	
Rendement des capitaux propres (RCP)	33
Rendement total des capitaux propres (RTCP)	31
Réserve générale	100
Réserves spécifiques	100
Résultat par action (RPA)	32
Revenu net d'intérêts	36
Revenus de négociation	38
Swaps	106
Définitions relatives au risque	
Capital à risque (CaR)	67
Risque de crédit et de contrepartie	68
Risque de liquidité et de financement	71
Risque de marché	69
Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net	72
Risque de réputation	73
Risque d'exploitation	72
Risque environnemental	73
Risque lié à la valeur de marché	69
Risque lié à l'émetteur	69
Valeur à risque (VAR)	69
Volatilité du revenu net	69

Sommaire à l'intention des actionnaires

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2006

Bourses - marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2006	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	69,45 \$	70,24 \$	56,86 \$	327,8 millions
New York	BMO	62,00 \$ US	62,00 \$ US	47,90 \$ US	10,2 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2006	2006	2005	2004	2003	2002
Actions ordinaires	BMO	500 726 079	2,26 \$	1,85 \$	1,59 \$	1,34 \$	1,20 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 3 a)	BMO F	—	—	—	1,18 \$	1,39 \$	1,39 \$
Série 4 b)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 5 b)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 6 b)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10 c)	BMO V	12 000 000	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,39 \$ US

- a) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 3 ont été rachetées le 30 septembre 2004.
b) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6, en mai 1998.
c) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 10 ont été émises en décembre 2001.

Dates relatives aux dividendes de 2007

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

Actions ordinaires et privilégiées – Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées – Date de versement	Actions ordinaires – Date de versement
2 février	26 février	27 février
4 mai	25 mai	30 mai
3 août	27 août	30 août
2 novembre	26 novembre	29 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de documents de la Banque sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis) ou au 514-982-7800 (international), par écrit à Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à service@computershare.com ou par télécopieur au 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis) ou au 416-263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1;

adresse électronique : corp.secretary@bmo.com,
téléphone : 416-867-6785, télécopieur :
416-867-6793.

Marché des titres de la Banque de Montréal

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque de Montréal sont cotées à la Bourse de Toronto.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires de réinvestir les dividendes en espèces dans des actions ordinaires de la Banque de Montréal sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter en espèces d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada ou des États-Unis dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez vous adresser au groupe Communications, 105, rue Saint-Jacques, Édifice de Maisonneuve, 1^{er} étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter le site www.bmo.com. (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 1^{er} mars 2007, à 9 h 30 (heure normale de l'Est), au Carlu, 444, rue Yonge, 7^e étage, Toronto, Ontario.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique à investor.relations@bmo.com, par téléphone au 416-867-6656 ou par télécopieur au 416-867-3367, ou visiter notre site Internet à www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Information sur l'organisation

Le présent Rapport annuel 2006 de BMO Groupe financier est publié sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

105, rue Saint-Jacques
Édifice de Maisonneuve
1^{er} étage
Montréal (Québec)
H2Y 1L6
(English edition available on request.)

Renseignements en ligne

BMO Groupe financier a pris l'engagement de présenter ouvertement une information complète et d'appliquer les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Nous vous invitons à consulter notre site Web à www.bmo.com/relationinvestisseurs pour obtenir de plus amples renseignements sur notre organisation, nos pratiques en matière de gouvernance et nos sources d'information continue, y compris les communiqués sur nos résultats trimestriels, la Notice annuelle et l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations. Les dossiers publics sont accessibles sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) à www.sec.gov.

Principaux prix et honneurs obtenus en 2006

Excellence de nos produits et services

BMO Fonds d'investissement classée numéro un
Dans le classement de Morningstar Canada publié par la publication *Investment Executive*, BMO Fonds d'investissement s'est classée au premier rang pour le rendement de ses fonds en 2005.

Meilleure banque privée Pour la troisième année de suite, le magazine européen *Euromoney* a décerné à BMO Banque privée Harris le titre de meilleure banque privée au Canada.

Pratiques supérieures en matière de confidentialité BMO est arrivé au quatrième rang, devant toutes les autres institutions financières, dans l'étude *Canada's Most Trusted Companies for Privacy*, réalisée en 2006 par le Ponemon Institute, sur les entreprises qui se sont illustrées au chapitre de la protection des renseignements personnels.

Chef de file en recherche sur les actions Pour la 26^e année d'affilée, BMO Marchés des capitaux s'est classée en tête de liste du rapport Brendan Wood International, au Canada.



Un employeur qui se démarque

Employeur de choix Pour la cinquième année d'affilée, le magazine *Maclean's* et Mediaworld Inc. ont classé BMO Groupe financier parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada.

Excellence en formation Nous arrivons au premier rang des entreprises canadiennes et au 14^e rang de l'ensemble des entreprises, dans la liste des 100 meilleures sociétés nord-américaines établie par la revue américaine *Training*.

Engagement en matière de diversité L'engagement constant de Harris en matière de diversité a été reconnu par le magazine *DiversityInc*.



Relations avec les investisseurs et présentation de l'information

Excellence en matière d'information d'entreprise
L'Institut Canadien des Comptables Agréés nous a décerné le Prix d'excellence en information financière, à son Concours des meilleurs rapports d'entreprise.

Excellence des relations avec les investisseurs
Notre site Web des relations avec les investisseurs se classe au premier rang à l'échelle mondiale dans le secteur des services financiers, au deuxième rang en Amérique du Nord tous secteurs confondus et au sixième rang à l'échelle mondiale tous secteurs confondus, selon IR Global Rankings.

Meilleur rapport annuel
Notre rapport annuel 2005 a été classé premier au monde dans le secteur financier par la société européenne e.com.



Technologies de l'information

Premier au Canada à accéder au niveau 4 – SEI CMM Nous sommes la première organisation canadienne à accéder au niveau 4 du modèle de génie logiciel de l'Institut de génie logiciel (SEI CMM).

Chef de file en matière de processus de gestion des services Nous sommes reconnus comme un chef de file parmi les institutions financières nord-américaines pour nos processus de gestion des services utilisant la plateforme ITIL (*Information Technology Infrastructure Library*), une bibliothèque des meilleures pratiques en matière d'infrastructure et de technologies de l'information.

Premier centre informatique du Canada coté niveau IV Le Centre informatique de Barrie, qui assure le soutien en matière d'applications vitales, a été mis en service en 2006. Le Uptime Institute lui a décerné la cote niveau IV, reconnaissant sa capacité d'assurer un niveau élevé de continuité du service à la clientèle. Soulignons qu'il s'agit du seul établissement canadien du genre à avoir atteint ce niveau.

Gouvernance

Chef de file en matière de gouvernance Dans son évaluation annuelle des pratiques de gouvernance, le magazine *Report on Business* du *Globe and Mail* a classé BMO au cinquième rang parmi 204 émetteurs assujettis canadiens.

Parmi les meilleurs conseils d'administration au Canada Le Conseil d'administration de BMO Groupe financier figure parmi les 25 meilleurs conseils d'administration au Canada selon le magazine *Canadian Business*.

Responsabilité sociétale

Chef de file en matière de responsabilité sociétale
BMO est arrivé neuvième au classement 2006 des 50 meilleures entreprises citoyennes de



Corporate Knights. BMO est la seule institution financière à s'être classée dans les 10 premières places de ce palmarès au cours de chacune des quatre dernières années.

Indice DJSI Amérique du Nord (Dow Jones Sustainability North America Index)

BMO a de nouveau fait partie de l'indice DJSI Amérique du Nord, ce qui témoigne de la valeur de nos principes et de nos pratiques en matière de durabilité économique, environnementale et sociétale.

Indice FTSE4Good BMO a de nouveau fait partie de l'indice FTSE4Good en reconnaissance de nos normes élevées en matière de responsabilité sociétale.



Engagement social

Reconnaissance de notre soutien aux arts
Nous avons obtenu un prix *Business for the Arts* du *Globe and Mail* en reconnaissance du partenariat exceptionnel qui lie l'organisation au secteur des arts.

MC/MD Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal
MD* Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée
MC1/MD1 Marque de commerce et marque déposée de Harris N.A.
MD2 Marque déposée de Patinage Canada

MD3 Marque déposée de Spruce Meadows
MD4 Marque déposée de Dow Jones & Company, Inc.
MD5 Marque déposée de The McGraw-Hill Companies, Inc.
MD6 Marque déposée de MIS Quality Management System
MD7 Marque déposée de MasterCard International Incorporated
MD8 Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V.
MD9 Marque déposée de Corporation Solutions Monéris

Consultez notre rapport annuel en ligne
www.bmo.com/rapportannuel2006